

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME (textes classiques)

Emma Goldman : Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911) (<i>inédit</i>)	4
Pierre Kropotkine : La guerre (1912). Extraits de <i>La science moderne et l'anarchie</i>	11
Emma Goldman : L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel (1915) (<i>inédit</i>)	19
Le Manifeste des seize	26
L'Internationale anarchiste et la guerre (1915)	26
La déclaration anarchiste de Londres (1916). Réponse au Manifeste des 16	29
Errico Malatesta : Réponse au Manifeste des 16 (1916)	31
Léon Trotsky : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917)	33
Léon Prouvost : Révolutionnaires et quakers devant la guerre (1924)	38
Léon Trotsky : La guerre et la Quatrième Internationale (1934) (extraits)	44
Biographie de Barthélemy De Ligt (Extrait du site Éphémérides anarchistes)	53
Barthélemy De Light : Le problème de la guerre civile (1937)	59
Léon Trotsky : Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) (<i>extraits</i>). — Réponse à des questions concernant les Etats-Unis (1940) (<i>extraits</i>). — Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940) (<i>extraits</i>)	68

DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPERIALISME ET PACIFISME

Articles sur l'Irak

Rhodri Evans : Irak, trajectoire d'un Etat (article traduit de <i>Workers Liberty</i>)	91
Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme : extraits de deux rapports. « Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie » (2001) et « Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse » (2002)	84
Fabrice Sacher : Contre la guerre (2003) Article paru dans <i>A contre courant</i> N° 3, février 2003	91
Fédération anarchiste : Irak, pétrole et géopolitique (2002)	102
No pasaran : Guerre à la guerre (2001)	104

Tracts contre la guerre

Mouvement communiste : La guerre et la paix armée sont deux moments étroitement liés du capitalisme (mars 2003)	98
Oiseau-Tempête : — Pacifistes, encore un effort ! (février 2003) — Le capitalisme, on peut pas s'y faire. Le pacifisme, on peut pas s'y fier. (février 2003)	95
BIPR : On n'empêche pas la guerre sans abattre le capitalisme (février 2003). — Irak, pétrole, sang et classes (2002)	97
CNT-FA-No pasaran : Contre toutes les guerres, contre toutes les armées, agissons, désobéissons (février 2003)	100
Scalp-Reflex : Le capitalisme c'est la guerre ! (février) 2003	105
Les incivilEs : Oui à la guerre sociale contre le capital (février 2003)	107

Débats : alliances et divergences au sein du « mouvement antiguerre »

Adriano Sofri : A Bagdad, le liberté (février 2003)	108
: Un bain de haine chauvine (février 2003)	

- Guy Fargette** : Faiblesse des forces « anti-guerre ». (2001) — Misère de l'anti-guerre en Europe (2002) — Débats stratégiques aux États-Unis (2002) Faut-il confondre « choc » et « conflit » ? (2003) **113**
- Colin Foster** : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001) (extraits d'un article traduit de *Workers Liberty*) **124**
- Yves Coleman** : A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003) **131**
- Dérapages antisémites et ambiguïtés de l'antisionisme dans le mouvement contre la guerre et celui pour la Palestine** **141**
- Ernest Halberkern** : Les causes profondes de l' « affaire Lerner » (mars 2003) **141**
- Eric Krebbers et Jan Tas** : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis 1945.
- Eric Krebbers et Jan Tas** : Comment éviter quelques pièges antisémites (deux articles traduits de *De Fabel van de illegaal*) **145**
- Chedid Khairy** : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) (article de *Solidal*) **147**
- Vackim** : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? (article traduit de *Solidarity*) **149**
- Answer** : Liste *partielle* des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

• * *
•

Ce numéro de *Ni patrie ni frontières* porte entièrement sur les guerres et leurs liens avec le fonctionnement du capitalisme et de l'impérialisme. Il rassemble des articles traduits et publiés pour la première fois, des extraits de textes révolutionnaires classiques déjà parus, des écrits de pacifistes radicaux, des tracts diffusés par différents groupes lors des récentes manifestations anti-guerre, etc. L'hétérogénéité de ce bulletin est évidemment délibérée et couvre presque un siècle du mouvement ouvrier, de 1911 jusqu'en 2003.

Cette petite « anthologie » vise à passer en revue les différents arguments utilisés contre la guerre, voire en faveur de certaines guerres. Si ce numéro contient d'inévitables répétitions, il permet quand même au lecteur attentif de cerner certains des problèmes moraux et politiques posés la guerre, mais aussi de repérer les principales divergences qui séparent anarchistes, marxistes et pacifistes.

Comme le dit l'un des auteurs, les militants révolutionnaires ne sont pas des avocats qui puisent dans n'importe quel argument pour faire triompher leur cause. Notre opposition à la guerre actuelle contre l'Irak doit être fondée sur des principes politiques solides.

Cette minuscule revue a fait le pari (utopique ?) de stimuler l'esprit critique et de remettre en cause les « discours automatiques » de l'extrême gauche. Puisse la lecture de ce numéro donner envie au lecteur de combler ses lacunes, de remettre en cause ses a priori et... renforcer sa détermination à lutter pour la révolution socialiste !

P.S. : La confection de ce numéro aurait été impossible sans l'aide d'Internet et surtout sans le travail des animateurs des sites : Alliance for Workers Liberty, Bibliolib (libertaire), BIPR, CNT, De Fabel van de illegaal, Fédération anarchiste, FIDH, Marxist Internet Archive, No Pasaran, Oiseau-Tempête qui mettent un nombre considérable de textes à la disposition de tous... ceux qui disposent d'un ordinateur. Qu'ils en soient donc chaleureusement remerciés, même s'ils ne partagent pas mes positions politiques et **s'ils n'ont aucune responsabilité dans l'utilisation que je peux faire des textes disponibles sur leurs sites.**

Je tiens à remercier aussi Guy Fargette, Ernest Halberkern, Eric Krebbers, Chedid Khairy, Fabrice Sacher et Jan Tas, pour m'avoir permis de reproduire leurs textes, ainsi que tous ceux qui, par leurs critiques orales ou écrites, m'ont aidé à préciser mon point de vue. (Y.C.)

Guerre, patriotisme et pacifisme

Cette première partie de Ni patrie ni frontières rassemble des textes classiques écrits entre 1911 et 1940. Ceux-ci illustrent différents points de vue révolutionnaires — ou pas — sur le patriotisme, la guerre et le pacifisme.

Emma Goldman ne s'est pas contentée d'écrire, elle a milité pendant toute la Première Guerre mondiale contre la guerre et pour la révolution, ce qui lui a valu de passer de nombreux mois en prison et finalement d'être expulsée vers l'URSS (avant de quitter à son tour ce pays, deux ans plus tard, mais ceci est une autre histoire).

Le premier texte de Trotsky sur le pacifisme démonte avec férocité cette idéologie et ses ambiguïtés.

Barthélemy de Vigt, militant pacifiste libertaire, montre (involontairement) comment le pacifisme radical tente de concilier l'inconciliable. Il faut souligner que cet homme a payé très cher sa fidélité à ses idées et pour cela, même si l'on ne partage pas ses positions, mérite au moins le respect. Trop souvent, les critiques du pacifisme oublient la détermination et le courage de ceux qui veulent atteindre le même but qu'eux mais avec des moyens différents.

Dans ses différents textes écrits en 1934, 1938 et 1940 (1), Trotsky tente, face à la Seconde Guerre mondiale qui approche, de définir une stratégie révolutionnaire. Ceux qui liront ces quatre textes pour la première fois seront peut-être étonnés de découvrir ce que l'ex-dirigeant de l'Armée rouge pensait de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1938 ou de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1940. Précisons que plusieurs dizaines de militants du SWP (groupe trotskyste américain) passèrent la guerre sous les verrous pour avoir défendu courageusement leurs idées.

Depuis cinquante ans, les massacres, les guerres civiles, les conflits directs et indirects entre les impérialismes russe et américain, etc., n'ont cessé d'ensanglanter la planète, épargnant seulement le territoire des Etats-Unis et une partie de l'Europe. Même si ces textes sont datés, ils ont le grand mérite de rappeler certains principes et de montrer que les problèmes complexes que nous affrontons aujourd'hui se sont déjà posés dans le passé.

(1) Les passages consacrés à l'URSS (et à la défense de cet « Etat ouvrier dégénéré » selon Trotsky) ont été supprimés dans les extraits choisis, parce que l'Union soviétique a disparu. Il m'a semblé que les analyses de Trotsky sur l'impérialisme, les guerres, le pacifisme, la défense nationale, etc., gardent toujours leur pugnacité, quand ce n'est pas leur lucidité. Elles permettent également de comprendre les positions des groupes qui se réclament de son héritage aujourd'hui — l'original valant toujours mieux que la copie. Que les mânes de Lev Davidovitch Bronstein me pardonnent...

Emma Goldman

Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911)

Qu'est-ce que le patriotisme ? Est-ce le fait d'aimer le lieu où l'on est né, l'endroit où se sont déployés les rêves et les espoirs de notre enfance, nos aspirations les plus profondes ? Est-ce l'endroit où, dans notre naïveté enfantine, nous regardions les nuages défilier dans le ciel à vive allure en nous demandant pourquoi nous ne pouvions nous déplacer aussi rapidement ? Le lieu où nous comptions des milliers d'étoiles scintillantes, effrayés à l'idée que chacune d'entre elles puisse être l'un des yeux du Seigneur et fût capable de percer les grands secrets de notre petite âme ? L'endroit où nous écoutions le chant des oiseaux, et désirions ardemment avoir des ailes pour voler, tout comme eux, vers de lointaines contrées ? Ou celui où nous nous asseyions sur les genoux de notre mère, fascinés par des contes merveilleux relatant des exploits inouïs et d'incroyables conquêtes ? En résumé, le patriotisme se définit-il par l'amour pour un morceau de cette terre où chaque centimètre carré représente des souvenirs précieux, chers à notre cœur, et qui nous rappelle une enfance heureuse, joyeuse, espiègle ?

Si c'était cela le patriotisme, il serait difficile de faire appel à ces sentiments aujourd'hui en Amérique : en effet, nos terrains de jeux ont été transformés en usines, en fabriques et en mines, et le vacarme assourdissant des machines a remplacé la musique des oiseaux. Il ne nous est plus possible d'écouter de belles histoires, de rêver à de nobles exploits, car aujourd'hui nos mères ne nous parlent plus que de leurs peines, leurs larmes et leur douleur.

Alors, qu'est-ce que le patriotisme ? « Le patriotisme, monsieur, est l'ultime ressource des vauriens », a déclaré le Dr Johnson. Léon Tolstoï, le plus célèbre des antipatriotes de notre époque, le définit ainsi : le patriotisme est un principe qui justifie l'instruction d'individus qui commettront des massacres de masse ; un commerce qui exige un bien meilleur outillage pour tuer d'autres hommes que la fabrication de produits de première nécessité — chaussures, vêtements ou logements ; une activité économique qui garantit de bien meilleurs

profits et une gloire bien plus éclatante que celle dont jouira jamais l'ouvrier moyen.

Gustave Hervé, un autre grand antipatriote (1), considère le patriotisme comme une superstition, bien plus dangereuse, brutale et inhumaine que la religion. La superstition de la religion provient de l'incapacité de l'homme à expliquer les phénomènes naturels. En effet, lorsque les hommes primitifs entendaient le roulement du tonnerre ou voyaient des éclairs, ils ne pouvaient leur trouver d'explication. Ils en concluaient donc que, derrière ces phénomènes, se cachait une force plus puissante qu'eux-mêmes. De même, les hommes ont vu une entité surnaturelle dans la pluie et dans les différentes manifestations de la nature. Le patriotisme, quant à lui, est une superstition créée artificiellement et entretenue par tout un réseau de mensonges et de faussetés ; une superstition qui enlève à l'homme tout respect pour lui-même et toute dignité, et accroît son arrogance et son mépris.

En effet, mépris, arrogance et égoïsme sont les trois éléments fondamentaux du patriotisme. Permettez-moi de vous donner un exemple. Suivant la théorie du patriotisme, notre globe serait divisé en petits territoires, chacun entouré d'une clôture métallique. Ceux qui ont la chance d'être nés sur un territoire particulier se considèrent plus vertueux, plus nobles, plus grands, plus intelligents que ceux qui peuplent tous les autres pays. Et c'est donc le devoir de tout habitant de ce territoire de se battre, de tuer et de mourir pour tenter d'imposer sa supériorité à tous les autres.

Les occupants des autres territoires raisonnent de la même façon, bien sûr. Résultat : dès ses premières années, l'esprit de l'enfant est empoisonné par de véritables récits d'épouvante concernant les Allemands, les Français, les Italiens, les Russes, etc. Lorsque l'enfant atteint l'âge adulte, son cerveau est complètement intoxiqué : il croit avoir été choisi par le Seigneur en personne pour défendre sa patrie contre l'attaque ou l'invasion de n'importe quel étranger. C'est pourquoi tant de citoyens exigent bruyamment que l'on accroisse les forces

armées, terrestres ou navales, que l'on construisait davantage de bateaux de guerre et de munitions. C'est pourquoi l'Amérique a, en une très courte période, dépensé quatre cents millions de dollars. Réfléchissez à ce chiffre : on a prélevé quatre cents millions de dollars sur les richesses produites par le peuple. Car ce ne sont pas, bien sûr, les riches qui contribuent financièrement à la cause patriotique. Eux, ils ont un esprit cosmopolite et sont à l'aise dans tous les pays. Nous, en Amérique, nous connaissons parfaitement ce phénomène. Les riches Américains sont Français en France, Allemands en Allemagne et Anglais en Angleterre. Et ils gaspillent, avec une grâce toute cosmopolite, des fortunes qu'ils ont accumulées en faisant travailler des enfants américains dans leurs usines et des esclaves dans leurs champs de coton. Leur patriotisme leur permet d'envoyer des messages de condoléances à un despote comme le tsar de Russie, quand il lui arrive malheur, comme par exemple lorsque le président Roosevelt, au nom du peuple américain, a présenté ses condoléances après que l'archiduc Serge eut été abattu par les révolutionnaires russes.

C'est le patriotisme qui aidera le super meurtrier Porfirio Diaz (2) à supprimer des milliers de vies à Mexico, ou fera même arrêter des révolutionnaires mexicains sur notre sol et les enfermera dans des geôles américaines, sans la moindre raison.

Le patriotisme ne concerne pas ceux qui détiennent la richesse et le pouvoir. C'est un sentiment valable uniquement pour le peuple. Cela me rappelle la phrase historique de Frédéric le Grand, l'ami intime de Voltaire: « La religion est une escroquerie mais il faut l'entretenir pour les masses. »

Le patriotisme est une institution plutôt coûteuse et personne n'en doutera après avoir lu les statistiques suivantes. La progression des dépenses pour les principales armées du monde durant le dernier quart de siècle est tellement fulgurante que ce seul fait devrait faire réagir toute personne s'intéressant tant soit peu aux problèmes économiques. Le montant du budget militaire pendant chacune de ces périodes. En l'espace de 24 ans, de 1881 à 1905, les dépenses ont évolué de la façon suivante :

Grande-Bretagne : de 2 101 848 936 de dollars à 4 143 226 885 de dollars.

France : de 3 324 500 000 à 3 455 109 900 de dollars.

Allemagne : de 725 000 200 à 2 700 375 600 de dollars.

Etats-Unis : de 1 275 500 750 à 2 650 900 450 de dollars.

Russie : de 1 900 975 500 à 5 250 445 100 de dollars.

Italie : de 1 600 975 750 à 1 755 500 100 de dollars.

Japon : de 182 900 500 à 700 925 475 de dollars.

De 1881 à 1905, les dépenses militaires de la Grande-Bretagne ont quadruplé, celles des Etats-Unis ont triplé, celles de la Russie ont doublé ; quant à celles de l'Allemagne, de la France et du Japon elles ont augmenté respectivement de 35, 15 et 500 %. Si nous comparons les dépenses militaires de ces nations avec leurs dépenses totales pendant cette période de 24 années, l'augmentation est la suivante :

La part des dépenses militaires est passée de 20 à 37 % du budget global en Grande-Bretagne, de 15 à 23 % aux Etats-Unis, de 16 à 18 % en France, de 12 à 15 % en Italie, de 12 à 14 % au Japon.

D'un autre côté, il est intéressant de noter que la proportion en Allemagne a diminué de 58 à 25 %, baisse due à l'énorme augmentation des dépenses impériales dans d'autres domaines, et au fait que les dépenses militaires pour la période 1901-1905 étaient proportionnellement plus élevées que dans toutes les tranches de 5 ans antérieures.

Les statistiques montrent que les pays où les dépenses militaires représentaient la part la plus importante dans le revenu national total étaient, dans l'ordre, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon, la France et l'Italie.

En ce qui concerne les différentes marines nationales, la progression est également impressionnante. De 1881 à 1905, les dépenses navales ont augmenté de la façon suivante : Grande-Bretagne, 300 % ; France, 60 % ; Allemagne, 600 % ; Etats-Unis, 525% ; Russie, 300 % ; Italie, 250 % et Japon, 700 %. A l'exception de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis gaspillent plus pour leur marine que n'importe quelle autre nation ; cette dépense représente également une fraction plus importante du budget national que chez toutes les autres puissances. De 1881 à 1905, les dépenses navales des Etats-Unis sont passées de 6,2 dollars sur 100 consacrés au budget de l'Etat, à 6,6, puis 8,1, 11,7 et enfin 16,4 dollars pour la dernière période (1901-1905). Les chiffres des dépenses pour la période 1905-1910 indiqueront certainement une croissance encore supérieure.

Le coût de plus en plus élevé du militarisme peut être encore illustré si on le calcule comme un impôt affectant chaque contribuable. De 1889 à 1905, en Grande-Bretagne, les dépenses sont passées de 18,47 dollars par habitant à 52,5 dollars ; en France de 19,66 dollars à 23,62 dollars ; en Allemagne, de 10,17 dollars à 15, 51 dollars ; aux Etats-Unis, de 5,62 dollars à 13,64 dollars ; en Russie, de 6,14 dollars à 8,37 dollars ; en Italie, de 9,59 dollars à 11,24 dollars, et au Japon de 86 cents à 3,11 dollars.

Ces calculs montrent à quel point le coût économique du militarisme pèse sur la population. Quelle conclusion tirer de ces données ? L'augmentation du budget militaire dépasse la croissance de la population dans chacun des pays cités ci-dessus. En d'autres termes, les exigences croissantes du militarisme menacent d'épuiser les ressources humaines et matérielles de chacune de ces nations.

L'horrible gâchis qu'entraîne le patriotisme devrait être suffisant pour guérir les hommes, même moyennement intelligents, de cette maladie. Cependant les exigences du patriotisme ne s'arrêtent pas là. On demande au peuple d'être patriote et, pour ce luxe, il paie non pas en soutenant ses « défenseurs », mais en sacrifiant ses propres enfants. Le patriotisme réclame une allégeance totale au drapeau, ce qui implique d'obéir et d'être prêt à tuer son père, sa mère, son frère ou sa sœur.

« Nous avons besoin d'une armée permanente pour protéger le pays contre une invasion étrangère », affirment nos gouvernants. Tout homme et toute femme intelligents sait pourtant qu'il s'agit d'un mythe destiné à effrayer les gens crédules et les obliger à obéir. Les gouvernements de cette planète connaissent parfaitement leurs intérêts respectifs et ne s'envahissent pas les uns les autres. Ils ont appris qu'ils peuvent gagner bien davantage en recourant à l'arbitrage international pour régler leurs conflits qu'en se faisant la guerre et en essayant de conquérir d'autres territoires. En vérité, comme l'a dit Carlyle, « la guerre est une querelle entre deux voleurs trop lâches pour mener leur propre combat ; c'est pourquoi ils choisissent deux jeunes gens issus de villages différents, leur mettent un uniforme sur le dos, leur donnent un fusil et les lâchent comme des bêtes sauvages pour qu'ils s'entre-tuent ».

Nul besoin d'être très savant pour trouver une cause identique à toutes les guerres. Prenons la guerre hispano-américaine, censée être un grand événement patriotique dans l'histoire des Etats-Unis. Comme nos cœurs ont brûlé d'indignation en apprenant les atrocités

espagnoles ! Reconnaissons que notre indignation n'a pas éclaté spontanément. Elle a été nourrie par la presse, durant des mois et des mois, et longtemps après que le boucher Weyler (3) eut tué de nombreux nobles Cubains et violé de nombreuses Cubaines.

Néanmoins, rendons justice à la nation américaine : non seulement elle s'est indignée et a montré sa volonté de se battre mais elle a combattu courageusement. Cependant, lorsque la fumée s'est dissipée, que les morts ont été enterrés et que le coût de la guerre est retombé sur le peuple sous la forme d'une augmentation du prix des marchandises et des loyers, lorsque nous avons émergé de notre cuite patriotique, nous avons soudain compris que la véritable cause de la guerre hispano-américaine était le prix du sucre : ou, pour être encore plus explicite, que les vies, le sang et l'argent du peuple américain avaient été utilisés pour protéger les intérêts des capitalistes américains, menacés par le gouvernement espagnol.

Je n'exagère absolument pas. Mon affirmation se fonde sur des faits et des statistiques incontestables, comme le prouve également l'attitude du gouvernement américain face aux travailleurs cubains. Lorsque Cuba s'est trouvée coincée entre les griffes des Etats-Unis, les soldats envoyés pour libérer Cuba ont reçu l'ordre de fusiller les travailleurs cubains pendant la grande grève des fabriques de cigares, grève qui s'est déroulée peu après la guerre hispano-américaine.

Et nous ne sommes pas les seuls à faire la guerre pour de telles raisons. On commence seulement à dévoiler les véritables motifs de la terrible guerre russo-japonaise qui a coûté tant de sang et de larmes.

Et nous voyons de nouveau que, derrière le cruel Moloch de la Guerre, se tient le dieu encore plus cruel du Commerce. Kouropatkine, le ministre russe de la Guerre durant ce conflit, a révélé le véritable secret qui se cache derrière les apparences. Le tsar et ses grands ducs avaient investi de l'argent dans des concessions coréennes ; ils ont imposé la guerre uniquement dans l'intérêt des fortunes qui étaient en train de s'édifier à toute allure.

La constitution d'une armée permanente est-elle la meilleure façon d'assurer la paix ? Cet argument est absolument illogique : c'est comme si l'on prétendait que le citoyen le plus pacifique est celui qui est le mieux armé. L'expérience montre que des individus armés

désirent toujours tester leur force. Il en est de même pour les gouvernements. Les pays véritablement pacifiques ne mobilisent pas leurs ressources et leur énergie dans des préparatifs de guerre, évitant ainsi tout conflit avec leurs voisins.

Ceux qui réclament l'augmentation des moyens de l'armée et de la marine ne pensent à aucun danger extérieur. Ils observent la croissance du mécontentement des masses et de l'esprit internationaliste parmi les travailleurs. Voilà ce qui les inquiète véritablement. C'est pour affronter leur ennemi intérieur que les gouvernants de différents pays se préparent en ce moment ; un ennemi, qui, une fois réveillé, s'avérera plus dangereux que n'importe quel envahisseur étranger.

Les puissants qui ont réduit les masses en esclavage pendant des siècles ont soigneusement étudié leur psychologie. Ils savent que les peuples en général sont comme des enfants dont le désespoir, la peine et les pleurs peuvent se transformer en joie à la vue d'un petit jouet. Et plus le jouet est joliment présenté, plus les couleurs sont vives, plus il plaira à des millions d'enfants.

L'armée et la marine sont les jouets du peuple. Afin de les rendre encore plus attrayants et acceptables, on dépense des centaines et des milliers de dollars pour les exhiber un peu partout. C'est l'objectif que recherchait le gouvernement américain lorsqu'il a équipé une flotte et l'a envoyée croiser le long des côtes du Pacifique, afin que chaque citoyen américain puisse être fier des exploits techniques des Etats-Unis. La ville de San Francisco a dépensé cent mille dollars pour l'amusement de la flotte, Los Angeles soixante mille, Seattle et Tacoma environ cent mille dollars. Pour amuser la flotte, ai-je dit ? Pour offrir de la bonne chère et des vins fins à quelques officiers supérieurs pendant que les « braves trouffions » devaient se mutiner pour obtenir une nourriture décente. Oui, deux cent soixante mille dollars ont été dépensés pour financer des feux d'artifice, des spectacles et des festivités, à un moment où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dans tout le pays, crevaient de faim dans les rues, à un moment où des centaines de milliers de chômeurs étaient prêts à vendre leur travail à n'importe quel prix.

Deux cent soixante mille dollars ! Que de choses on aurait pu accomplir avec une somme aussi énorme ! Mais, plutôt que de leur donner un toit et de les nourrir correctement, on a préféré emmener les enfants de ces villes assister aux manœuvres de la flotte, car ce

spectacle, comme l'a dit un journaliste, laissera « un souvenir ineffable dans leur mémoire ».

Quel merveilleux souvenir, n'est-ce pas ! Tous les ingrédients nécessaires à un massacre civilisé. Si l'esprit des enfants est intoxiqué par de tels souvenirs, quel espoir y a-t-il pour l'avènement d'une véritable fraternité humaine ?

Nous, les Américains, prétendons aimer la paix. Il paraît que nous détestons verser le sang, que nous sommes opposés à la violence. Et pourtant nous sautons de joie lorsque nous apprenons que des machines volantes pourront balancer des bombes bourrées de dynamite sur des citoyens sans défense. Nous sommes prêts à pendre, électrocuter ou lyncher toute personne qui, poussée par la nécessité économique, risquera sa propre vie en attendant à celle d'un magnat industriel. Cependant nos cœurs se gonflent d'orgueil à la pensée que l'Amérique deviendra la nation la plus puissante de la terre, et qu'elle écrasera de son talon de fer les autres nations.

Telle est la logique du patriotisme.

Si le patriotisme nuit au commun des mortels, ce n'est rien en comparaison des dommages et blessures qu'il inflige au soldat lui-même, cet homme trompé, victime de la superstition et de l'ignorance. Qu'offre le patriotisme au sauveur de son pays, au protecteur de sa nation ? Une vie d'esclave soumis, de dépravation durant la paix ; une vie de danger, de risques mortels et de mort durant la guerre.

Au cours d'une récente tournée de lectures à San Francisco, j'ai visité le Presidio, un endroit merveilleux qui surplombe la baie et le parc du Golden Gate. On aurait pu y installer des terrains de jeux pour les enfants, des jardins et des orchestres pour divertir la population. Au lieu de cela, on y a bâti une caserne constituée de bâtiments horribles, gris et ternes, bâtiments dans lesquels les riches ne laisseraient même pas leurs chiens dormir.

Dans ces misérables baraquements on entasse des soldats comme du bétail ; ils perdent leur temps et leur jeunesse à cirer les bottes et les boutons de leurs officiers supérieurs. Là, aussi, j'ai pu observer les différences de classes : les robustes fils d'une République libre, disposés en rang comme des prisonniers, sont obligés de saluer chaque fois qu'un avorton galonné passe devant eux. Ah ! comme l'égalité américaine dégrade l'humanité et exalte l'uniforme !

La vie de caserne tend à développer la perversion sexuelle (4). Elle produit graduellement des résultats semblables dans les armées européennes. Havelock Ellis, spécialiste renommé en matière de psychologie sexuelle, a mené une étude détaillée à ce sujet.

« Certains baraquements sont de véritables bordels pour les prostitués mâles... Le nombre de soldats qui veulent se prostituer est bien plus grand que nous sommes prêts à l'admettre. Dans certains régiments, la majorité des conscrits sont disposés à se vendre... En été, on voit des soldats de la Garde royale et d'autres régiments exercer leur commerce dès la fin de l'après-midi, à Hyde Park et aux alentours d'Albert Gate, ils ne se cachent pas, certains se baladent même en uniforme. (...) Le bénéfice de ces activités rapporte une somme confortable qui vient renflouer leur maigre solde. »

Cette perversion a progressé dans l'armée, au point que des maisons spécialisées ont été créées pour cette forme de prostitution. La pratique ne se limite pas à l'Angleterre, elle est universelle. « Les soldats sont aussi recherchés en France qu'en Angleterre ou en Allemagne, et des bordels spécialisés dans la prostitution militaire existent à la fois à Paris et dans les villes de garnison. »

Si M. Havelock Ellis avait enquêté sur la perversion sexuelle en Amérique, il aurait découvert que la même situation existe dans notre armée. La croissance d'une armée permanente ne peut qu'accroître l'étendue de la perversion sexuelle ; les casernes en sont les incubateurs.

En dehors des conséquences sexuelles déplorables de la vie commune dans les casernes, l'armée tend à rendre le soldat inapte à travailler lorsqu'il quitte ses rangs. Il est rare que des hommes qualifiés s'engagent mais quand il arrive qu'ils le fassent, au bout de quelques années d'expérience militaire, ils ont du mal à reprendre leurs occupations antérieures. Ayant pris goût à l'oisiveté, à certaines formes d'excitation et d'aventure, aucune occupation pacifique ne peut plus les satisfaire. Dégagés de leurs obligations militaires, ils deviennent incapables d'effectuer le moindre travail utile. Mais habituellement le recrutement se fait surtout parmi la racaille ou est proposé à des prisonniers que l'on libère dans ce but. Ceux-ci acceptent soit pour survivre, soit parce qu'ils sont poussés par leurs inclinations criminelles. Il est bien connu que nos prisons regorgent d'ex-soldats, tandis que,

d'un autre côté, l'armée et la marine accueillent beaucoup d'ex-condamnés. Ces individus-là, lorsqu'ils ont fini leur temps, retournent à leur vie criminelle antérieure, encore plus violents et dépravés qu'avant.

De tous les phénomènes négatifs que je viens de décrire, aucun ne me semble plus nuisible à l'intégrité humaine que les conséquences du patriotisme pour le deuxième classe Willam Buwalda. Parce qu'il a commis la folie de croire que l'on peut être un soldat et exercer ses droits d'être humain, les autorités militaires l'ont sévèrement puni. Certes, il avait servi son pays pendant quinze ans, pendant lesquels son dossier avait été impeccable.

Selon le général Funston, qui a réduit la condamnation de Buwalda à trois ans de prison, « le premier devoir d'un officier ou d'un engagé est d'obéir aveuglément et loyalement au gouvernement. Le fait qu'il approuve ou non le gouvernement n'entre pas en ligne de compte ». Cette déclaration éclaire le véritable caractère de l'allégeance patriotique. Selon le général Funston, le fait d'entrer dans l'armée annule les principes de la Déclaration d'indépendance.

A quel étrange résultat aboutit ce patriotisme qui transforme un être pensant en une machine loyale !

Pour justifier la scandaleuse condamnation de Buwalda, le général Funston explique aux Américains que ce soldat a commis « un crime grave qui équivaut à la trahison ». De quoi s'agit-il exactement ? William Buwalda a assisté à un meeting de 1 500 personnes qui s'est déroulé à San Francisco. Après quoi — ô horreur ! — il a serré la main de l'oratrice : Emma Goldman. Un terrible crime, effectivement, que le général Funston qualifie de « grave crime militaire, infiniment plus grave que la désertion » !

Quel argument plus accablant peut-on invoquer contre le patriotisme que le fait de stigmatiser cet homme comme un criminel, de le jeter en prison et de lui dérober le fruit de quinze années de bons et loyaux services ?

Buwalda a donné à son pays les meilleures années de sa vie adulte. Mais tout cela ne compte pas. Comme tous les monstres insatiables, le patriotisme inflexible exige un dévouement absolu. Il n'admet pas qu'un soldat est aussi un être humain, qu'il a le droit d'avoir ses opinions et sentiments personnels, ses penchants et ses idées propres. Non, le patriotisme ne l'admet pas. Buwalda a dû apprendre cette leçon, à un prix élevé, mais pas inutile. Lorsqu'il est sorti de prison, il avait

perdu sa position dans l'armée, mais il avait reconquis le respect de lui-même. Après tout, cela vaut bien trois ans de prison.

Un journaliste a récemment publié un article sur le pouvoir qu'exercent les militaires allemands sur les civils. Ce monsieur pense, notamment, que si notre République n'avait pas d'autre fonction que de garantir à tous les citoyens des droits égaux, son existence serait déjà pleinement justifiée. Je suis convaincue que ce journaliste ne se trouvait pas dans le Colorado, pendant le régime patriotique du général Ball. Il aurait probablement changé d'avis s'il avait vu la façon dont, au nom du patriotisme et de la République, on jetait des hommes dans des cellules communes, puis on les en faisait sortir pour leur faire traverser la frontière et les soumettre à toutes sortes de traitements indignes. Et l'incident survenu au Colorado n'est pas un incident isolé dans le développement du pouvoir militaire aux Etats-Unis. Il est rarement qu'une grève survienne sans que l'armée ou les milices ne viennent au secours des possédants, et alors ces hommes agissent de façon aussi arrogante et brutale que ceux qui portent l'uniforme du Kaiser. De plus nous avons la loi militaire Dick. Ce journaliste l'a-t-il oublié ?

Le grand problème avec les journalistes est que, généralement, ils ignorent les événements courants ou que, manquant d'honnêteté, ils ne les évoquent jamais. Et c'est ainsi que la loi militaire Dick a été introduite précipitamment devant le Congrès, sans être vraiment discutée et sans qu'on en parle dans la presse. Cette loi donne au Président le droit de transformer un paisible citoyen en un tueur assoiffé de sang, en théorie pour défendre son pays, en réalité pour protéger les intérêts du parti dont le Président est le porte-parole.

Notre journaliste prétend que le militarisme ne pourra jamais acquérir autant de pouvoir en Amérique que dans d'autres pays, puisque que nous ne connaissons pas la conscription obligatoire comme dans l'Ancien Monde. Ce monsieur oublie deux faits très importants. Tout d'abord cet enrôlement a créé en Europe une profonde haine contre le militarisme, haine enracinée dans toutes les classes de la société. Des milliers de jeunes recrues protestent au moment de leur incorporation et, une fois dans l'armée, ils essaient souvent, par tous les moyens, de désertir. Deuxièmement, notre journaliste ne tient pas compte du fait que la conscription obligatoire a créé un mouvement antimilitariste très important, que les puissances européennes craignent plus que tout. En effet, le

militarisme est le rempart le plus solide du capitalisme. Dès qu'il sera ébranlé, le capitalisme vacillera sur ses bases. Certes, en Amérique, nous n'avons pas de service militaire obligatoire, les hommes ne sont pas obligés de s'enrôler dans l'armée, mais nous avons développé une force bien plus exigeante et rigide : la nécessité. Durant les crises économiques, le nombre d'engagés ne monte-t-il pas en flèche ? Le métier de militaire est peut-être moins lucratif ou honorable que d'autres, mais il vaut mieux être soldat que d'errer dans tout le pays à la recherche d'un travail, de faire la queue dans une soupe populaire, ou de dormir dans des asiles de nuit. Après tout, un soldat touche actuellement 13 dollars par mois, mange trois repas par jour et bénéficie d'un endroit où dormir. Cependant la nécessité n'est pas un facteur assez puissant pour humaniser l'armée. Pas étonnant que nos autorités militaires se plaignent de la « mauvaise qualité » des éléments qui s'engagent. Cet aveu est très encourageant. Il prouve que l'esprit d'indépendance et l'amour de la liberté sont encore suffisamment répandus chez les Américains pour les inciter à préférer crever de faim plutôt que d'endosser l'uniforme.

Les hommes et les femmes qui réfléchissent dans ce monde commencent à comprendre que le patriotisme est une conception trop étroite et limitée pour répondre aux besoins de notre époque. La centralisation du pouvoir a créé un sentiment international de solidarité parmi les nations opprimées du monde, solidarité qui révèle une plus grande communauté d'intérêts entre les ouvriers américains et leurs frères de classe à l'étranger, qu'entre un mineur américain et son compatriote qui l'exploite, une solidarité qui ne craint aucune invasion étrangère, parce qu'elle amènera tous les ouvriers à dire un jour à leurs patrons : « Allez vous faire tuer, si vous en avez envie. Nous, cela fait trop longtemps que nous nous battons à votre place. »

Cette solidarité éveille également la conscience des soldats, qui font aussi partie de la grande famille humaine. Cette solidarité s'est avérée infaillible plus d'une fois durant les luttes passées, et elle a poussé les soldats parisiens, durant la Commune de 1871, à refuser d'obéir quand on leur a ordonné de tirer sur leurs frères. Elle a donné du courage aux marins qui se sont récemment mutinés sur les bateaux de guerre russes. Et elle provoquera un jour le soulèvement de tous les opprimés et la révolte contre leurs exploiters internationaux.

Le prolétariat européen a compris la grande force de cette solidarité et a donc commencé une

guerre contre le patriotisme et son spectre, le nihilisme. Des milliers d'hommes remplissent les prisons de France, d'Allemagne, de Russie et des pays scandinaves parce qu'ils ont osé défier une très ancienne superstition. Et ce mouvement ne se limite pas à la classe ouvrière, il concerne toutes les catégories sociales, ses principaux porte-parole sont des hommes et des femmes éminents dans le domaine des arts, des sciences et des lettres.

L'Amérique empruntera un jour le même chemin. L'esprit du militarisme envahit déjà tous les domaines de la vie sociale. Je suis convaincue que le militarisme deviendra un danger plus important en Amérique que n'importe où dans le monde, parce que le capitalisme sait corrompre ceux qu'il souhaite détruire.

Le processus est déjà enclenché dans les écoles. Évidemment, le gouvernement défend la vieille conception jésuitique : « Donnez-moi l'esprit d'un enfant et je le façonnerai. » On apprend aux enfants l'intérêt des tactiques militaires, on leur vante les grandes victoires, et les esprits jeunes sont pervertis dans l'intérêt du gouvernement. De plus, on édite de superbes affiches pour inciter les jeunes du pays à s'engager. « Une occasion de parcourir le monde ! » crient les larbins du gouvernement. Et c'est ainsi que l'on force moralement des jeunes innocents à se fourvoyer dans le patriotisme et que le Moloch militaire continue à conquérir la nation.

Lors des grèves, l'ouvrier américain a terriblement souffert des interventions des soldats, qu'ils soient envoyés contre lui par l'Etat local ou par le gouvernement fédéral. Il est donc tout à fait normal que l'ouvrier méprise les parasites en uniforme et manifeste son opposition contre eux. Cependant, il ne suffira pas d'une simple diatribe pour résoudre ce grave problème. Nous avons besoin d'une propagande qui fasse l'éducation du soldat : une littérature antipatriotique qui l'éclaire sur les véritables horreurs de son métier, et lui fasse prendre conscience de sa relation avec ceux dont le travail lui permet d'exister. C'est précisément ce dont les autorités ont le plus peur. Un soldat qui assiste à une réunion révolutionnaire commet déjà un crime de haute trahison. Il est certain qu'ils condamneront également à la même peine un soldat qui lira une brochure révolutionnaire. L'autorité n'a-t-elle pas, depuis des temps immémoriaux, dénoncé comme une trahison tout pas vers le progrès? Ceux qui luttent sérieusement pour la reconstruction sociale sont parfaitement capables de mener à bien cette tâche, car il est probablement plus important de porter le message de la vérité dans les casernes que dans les usines.

Une fois que nous aurons dévoilé le mensonge patriotique, nous aurons ouvert la voie à l'avènement de la grande structure où toutes les nationalités s'uniront dans une fraternité universelle : une société véritablement libre.

Notes du traducteur

1. Gustave Hervé (1871-1944). Radié de l'université pour ses positions antimilitaristes en 1901, il fonde l'hebdomadaire *La Guerre sociale* en 1906, publication qui tire jusqu'à 60 000 exemplaires avant-guerre. En 1914 il devient ultrapatriote, puis glisse de plus en plus à droite jusqu'à fonder un petit parti fasciste favorable à Mussolini !
2. Porfirio Diaz (1830-1915). Colonel qui se couvre de gloire en luttant contre l'invasion française et l'Empire de Maximilien entre 1862 et 1867. Dictateur-président élu plusieurs fois entre 1884 et 1910. Démissionne face à la révolution en mai 1911.
3. Valeriano Weyler y Nicolau (1838-1930). Général espagnol qui écrasa à deux reprises des mouvements dirigés contre la domination espagnole, à Cuba (1868-1872 et 1896-1897) mais aussi aux Philippines en 1888. Ses méthodes sanguinaires servirent de prétexte à la guerre hispano-américaine. Commandant en chef de l'armée espagnole en 1921-1923.
4. Se réfugiant derrière l'autorité d'Havelock Ellis, qui appartient à une longue lignée de psychologues ou de psychanalystes hostiles aux gays, Emma Goldman juge ici que l'homosexualité masculine est une « perversion », un « vice », etc. !!! Celle-ci n'est plus considérée comme une « maladie » par les psy américains depuis les années 1970. On se demande quelle découverte « scientifique » a pu motiver leur décision ! Notons d'autre part que tout ce passage sur les bordels militaires composés de prostitués mâles semble assez invraisemblable quand on sait que la sodomie était considérée comme un crime à l'époque, et à plus forte raison dans l'armée.

Pierre Kropotkine : LA GUERRE (1912)

Extrait de *La Science moderne et l'anarchie*. Texte disponible sur Internet en consultant le site **Bibliolib**

I

Déjà en 1882, lorsque l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche et la Roumanie, profitant de l'isolement de la France, s'étaient liguées contre la Russie et qu'une guerre européenne terrible était sur le point d'éclater, nous montrions dans *Le Révolté* quels étaient les vrais motifs des rivalités entre États et des guerres qui en résulteraient.

Ce sont toujours des rivalités pour des marchés et pour le droit à l'exploitation des nations arriérées en industrie, qui sont la cause des guerres modernes. On ne se bat plus en Europe pour l'honneur des rois. On lance les armées les unes contre les autres pour l'intégrité des revenus de Messieurs les Très-Puissants Rothschild ou Schneider, la Très Honorable Compagnie d'Anzin, ou la Très Sainte Banque Catholique de Rome. Les rois ne comptent plus.

En effet, toutes les guerres que l'on a eues en Europe depuis cent cinquante ans furent des guerres pour des intérêts de commerce, des droits à l'exploitation.

Vers la fin du dix-huitième siècle, la grande industrie et le commerce mondial, appuyé sur des colonies en Amérique (le Canada) et en Asie (dans les Indes) et une marine de guerre, commençaient à se développer en France. Alors l'Angleterre qui avait déjà écrasé ses concurrents en Espagne et en Hollande, tenant à retenir pour elle le monopole du commerce maritime, de la puissance sur les mers et des riches colonies dans les Indes — afin de pouvoir s'enrichir, par l'écoulement monopolisé des produits de son industrie — profita de la révolution en France pour commencer contre elle toute une série de guerres. Se voyant assez riche pour payer les armées de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, elle fit à la France une succession de guerres terribles, désastreuses pendant un quart de siècle. La France dut se saigner à blanc pour soutenir ces guerres ; et ce ne fut qu'à ce prix qu'elle parvint à maintenir son droit de rester une «grande puissance». C'est-à-dire, elle retint le droit de ne pas se soumettre à toutes les conditions que les monopolistes anglais voulaient lui imposer dans l'intérêt de leur commerce ; et elle retint le droit d'avoir une marine et des ports militaires. Frustrée dans ses plans d'expansion coloniale dans l'Amérique du Nord (elle avait perdu le Canada) et dans les

Indes (elle dut y abandonner ses colonies), elle obtint la permission en retour de se créer un empire colonial en Afrique (à condition de ne pas toucher à l'Égypte), et d'enrichir ses monopolistes en pillant les Arabes en Algérie.

Plus tard, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce fut le tour de l'Allemagne. Lorsque le servage y fut aboli à la suite des soulèvements de 1848, et que l'abolition de la propriété communale força les jeunes paysans à quitter en masse les campagnes pour les villes, où ils offraient leurs «bras inoccupés» aux entrepreneurs d'industrie pour des salaires de meurt-la-faim, — la grande industrie prit son essor dans divers États allemands. Les industriels allemands comprirent bientôt que si l'on donnait au peuple une bonne éducation réaliste, ils pourraient rapidement rattraper les pays de grande industrie, comme la France et l'Angleterre, — à la condition, bien entendu, de procurer à l'Allemagne des débouchés avantageux en dehors de ses frontières. Ils savaient ce que Proudhon avait si bien démontré: que l'industriel ne parvient à sérieusement s'enrichir que si une bonne partie de ses produits est exportée dans des pays où ils peuvent être vendus à des prix auxquels ils ne pourraient jamais arriver dans le pays d'origine.

Alors dans toutes les couches sociales de l'Allemagne, celle des exploités, aussi bien que des exploités, — ce fut un désir passionné d'unifier l'Allemagne à tout prix : d'en faire un puissant Empire qui serait capable de maintenir une immense armée, une forte marine, et conquérir des ports dans la mer du Nord, dans l'Adriatique, et — un jour — en Afrique et en Orient. Un empire qui pourrait dicter la loi économique en Europe.

Pour cela, il fallait évidemment briser la force de la France, qui s'y opposerait sans doute et qui, alors, avait ou semblait avoir la force de l'empêcher.

De là — la guerre terrible de 1870, avec toutes ses tristes conséquences pour le progrès universel, que nous subissons jusqu'à ce jour.

Par cette guerre et cette victoire remportée sur la France, un empire allemand, ce rêve des radicaux, des socialistes et des conservateurs allemands depuis 1848, fut enfin constitué, et il fit bientôt sentir et reconnaître sa puissance politique et son droit de dicter la loi en Europe.

Bientôt l'Allemagne, entrant dans une période frappante d'activité juvénile parvint, en effet, à doubler, tripler, décupler sa productivité industrielle, et en ce moment le bourgeois allemand convoite de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad, — dans les riches vallées de l'Asie Mineure, qui offriront aux capitalistes allemands une population laborieuse à exploiter, sous un des plus beaux ciels du monde.

C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et dans celle de l'Océan Indien — le Golfe persique — ainsi que sur la côte africaine à Beïra et, plus tard, dans l'Océan Pacifique, que cherchent maintenant à conquérir les brasseurs d'affaires coloniales allemands et leur fidèle serviteur — l'Empire germanique.

Mais partout, ces nouveaux conquérants rencontrent un rival formidable, l'Anglais, qui leur barre le chemin.

Jalouse de garder sa suprématie sur les mers, jalouse surtout de retenir ses colonies pour l'exploitation par ses monopolistes ; effarouchée par les succès de la politique coloniale de l'Empire allemand et le rapide développement de sa marine de guerre, l'Angleterre redouble d'efforts pour avoir une flotte capable d'écraser à coup sûr la flotte allemande. Elle cherche aussi partout des alliés pour affaiblir la puissance militaire de l'Allemagne sur terre. Et lorsque la presse anglaise sème l'alarme et épouvante la nation en feignant de craindre une invasion allemande, elle sait très bien que le danger n'est pas là. Ce qu'il lui faut, c'est de pouvoir lancer l'armée régulière anglaise, là où l'Allemagne attaquerait quelque colonie de l'Empire britannique (l'Égypte, par exemple) ; après s'être mise d'accord pour cela avec la Turquie, et de retenir à la maison une forte armée «territoriale» qui puisse, au besoin, noyer dans le sang toute révolte ouvrière. C'est pour cela, surtout, que l'on enseigne l'art militaire à la jeunesse bourgeoise, groupée en escouades d'éclaireurs (scouts).

La bourgeoisie anglaise veut faire aujourd'hui, avec l'Allemagne, ce qu'elle fit à deux reprises pour arrêter pour cinquante ans ou plus, le développement de la Russie comme puissance maritime : une fois en 1855 avec l'aide de la France et de la Turquie, et une autre fois, en 1900, en lançant le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique.

Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale européenne qui peut éclater du jour au lendemain.

En outre, il ne faut pas oublier que la vague industrielle, en marchant de l'occident vers l'orient, a aussi envahi l'Italie, l'Autriche, la Russie. Et ces États viennent affirmer à leur tour leur «droit» — le droit de leurs monopolistes et de leurs privilégiés — à la curée en Afrique et en Asie.

Le brigandage russe en Perse, le brigandage italien contre les Arabes du désert à Tripoli et le brigandage français au Maroc en sont la conséquence.

Le consortium de brigands, au service des monopolistes a «permis» à la France de s'emparer du Maroc, comme il a permis aux Anglais de saisir l'Égypte. Il a «permis» aux Italiens de s'emparer d'une partie de l'Empire ottoman, pour empêcher qu'il ne soit saisi par l'Allemagne ; et il a permis à la Russie de saisir la Perse septentrionale, afin que les Anglais puissent s'emparer d'un bon morceau sur les bords du Golfe Persique, avant que le chemin de fer allemand n'y soit arrivé !

Et pour cela les Italiens massacrent ignoblement les Arabes inoffensifs, et les sicaires du tzar pendent les patriotes persans qui voulaient régénérer leur patrie par un peu de liberté politique.

Quels gredins que ces «honnêtes gens» !

II La Haute Finance

Nous avons vu comment tous les États, dès lors que la grande industrie se développe dans la nation, sont amenés à chercher la guerre. Ils y sont poussés par leurs industriels, et même par les travailleurs, pour conquérir de nouveaux marchés — de nouvelles sources de facile enrichissement.

S'il n'y avait que cela ! Mais aujourd'hui il y a dans chaque Etat une classe — une clique plutôt, — infiniment plus puissante encore que les entrepreneurs d'industrie et qui, elle aussi pousse à la guerre. C'est la haute finance, les gros banquiers qui interviennent dans les rapports internationaux et qui fomentent les guerres.

Cela se fait aujourd'hui d'une manière très simple.

Vers la fin du Moyen Age la plupart des grandes cités-républiques de l'Italie avait fini par s'endetter. Lorsqu'elles furent entrées dans la période de décadence, à force de vouloir conquérir de riches marchés en Orient, et que cette conquête des marchés amena des guerres

sans fin entre les cités-républiques, ces cités arrivèrent à contracter des dettes immenses envers leurs propres guildes, de gros marchands.

Un même phénomène se produit aujourd'hui pour les États, auxquels des syndicats de banquiers prêtent très volontiers, afin de prendre un jour hypothèque sur leurs revenus.

C'est surtout, cela se comprend, avec les petits États que cela se pratique. Les banquiers leur prêtent à 7, 8, 10 pour cent, sachant qu'ils ne «réaliseront» l'emprunt qu'à 80 ou 70 pour cent. Ce qui fait que, déduction faite des «commissions» des banques et des intermédiaires, — qui se montent de 10 à 20, et quelquefois jusqu'à 30 pour cent, — l'État ne reçoit pas même les trois quarts des sommes qu'il inscrit à son grand-livre.

Sur ces sommes, grossies de la sorte, l'État endetté doit payer désormais l'intérêt et l'amortissement. Et lorsqu'il ne le fait pas au terme dû, les banquiers ne demandent pas mieux que d'ajouter les arriérés de l'intérêt et de l'amortissement au principal de l'emprunt. Plus les finances de l'État débiteur vont mal, plus insensées sont les dépenses de ses chefs — et plus volontiers on lui offre de nouveaux emprunts. Après quoi les banquiers s'érigent un jour en «consortium» pour mettre la main sur tels impôts, telles douanes, telles lignes de chemin de fer.

C'est ainsi que les gros financiers ont ruiné et plus tard fait annexer l'Égypte par l'Angleterre. Plus les dépenses du khédivé étaient folles, plus on les encourageait. C'était l'annexion à petites doses.

C'est encore de la même façon qu'on ruina la Turquie, pour lui enlever peu à peu ses provinces. Ce fut aussi la même chose, nous dit-on, pour la Grèce, qu'un groupe de financiers poussa à la guerre contre la Turquie, pour s'emparer ensuite d'une partie des revenus de la Grèce vaincue.

Et c'est ainsi que la haute finance de l'Angleterre et des États-Unis exploita le Japon, avant et pendant ses deux guerres contre la Chine et la Russie.

Bref, il y a dans les États prêteurs toute une organisation, dans laquelle gouvernants, banquiers, promoteurs de compagnies, brasseurs d'affaires et toute la gent interlope que Zola a si bien décrite dans *L'Argent*, se prêtent la main pour exploiter des États entiers.

Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques,

inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux.

Dans toutes les guerres de ce dernier quart de siècle, on trouve la main de la haute finance. La conquête de l'Égypte, l'annexion de Tripoli, l'occupation du Maroc, le partage de la Perse, les guerres du Japon — partout on retrouve les grandes banques ; — partout la haute finance a eu la voix décisive. Et si jusqu'à ce jour la grande guerre européenne n'a pas encore éclaté, c'est que la haute finance hésite encore. Elle ne sait pas trop de quel côté penchera la balance des milliards qui seront mis en jeu ; elle ne sait pas sur quel cheval mettre ses milliards.

Quant aux centaines de milliers de vies humaines que coûtera la guerre, — qu'est-ce que la finance à y voir ! L'esprit du financier raisonne par millions, — par colonnes de chiffres qui s'équilibrent mutuellement. Le reste n'est pas de son domaine : il ne possède même pas l'imagination nécessaire pour faire intervenir les vies humaines dans ses raisonnements.

Quel monde ignoble à dévoiler, si quelqu'un se donnait seulement la peine d'étudier les coulisses de la haute pègre de la finance ! On le devine, rien que par le tout petit coin de voile soulevé par «Lysis» dans ses articles de *La Revue* (parus en 1908 en volume sous ce titre : *Contre l'oligarchie financière en France*).

On voit, en effet, par ce petit travail, comment quatre ou cinq banques — le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir National d'Escompte et le Crédit Industriel et Commercial, — possèdent en France le monopole absolu des grandes opérations financières.

La plus grande partie — près des huit dixièmes de l'épargne française, qui se monte chaque année à peu près à deux milliards, est versée dans ces grandes banques ; et lorsque les États étrangers, grands et petits, les compagnies de chemins de fer, les villes, les compagnies industrielles des cinq parties du monde se présentent à Paris pour faire un emprunt, c'est à ces quatre ou cinq banques qu'ils s'adressent. Ces banques ont le monopole des emprunts étrangers et disposent du mécanisme nécessaire pour les faire mousser.

Il est évident que ce n'est pas le talent des directeurs de ces banques qui créa pour elles cette situation lucrative. C'est l'État, — le gouvernement français d'abord, qui donna à ces banques sa garantie et constitua pour elles une situation privilégiée qui devint bientôt un monopole. Et puis ce sont les autres États, les États emprunteurs qui renforcèrent ce monopole. Ainsi le Crédit Lyonnais, qui monopolise les

emprunts russes, doit cette situation privilégiée aux agents financiers et aux ministères des finances du gouvernement russe.

Les affaires brassées par ces quatre ou cinq sociétés se chiffrent par milliards. Ainsi, en deux années, 1906 et 1907, elles distribuèrent en emprunts divers sept milliards et demi — 7.500 millions, dont 5.500 en emprunts étrangers (Lysis, p. 101). Et quand on apprend que la «commission» de ces compagnies lorsqu'elles organisent les emprunts étrangers est de 5 pour cent pour le «syndicat d'apporteurs» (ceux qui «apportent» de nouveaux emprunts), 5 pour cent pour le syndicat de la garantie, et de 7 à 10 pour cent pour le syndicat ou plutôt le trust des quatre ou cinq sociétés que nous venons de nommer, — on voit quelles sommes immenses vont à ces monopolistes.

Ainsi, un seul intermédiaire qui «apporta» l'emprunt de 1 250 millions conclu par le gouvernement russe en 1906, pour écraser la révolution, toucha, de ce fait, une commission de douze millions !

On comprend ainsi quelle influence occulte les grands directeurs de ces sociétés financières exercent sur la politique internationale. Avec leur comptabilité mystérieuse, avec les pleins pouvoirs que certains directeurs exigent et obtiennent des actionnaires — car il faut bien de la discrétion quand on paie 1,2 million à Monsieur Un Tel, 250 000 francs à tel ministre, et tant de millions, en plus des décorations, à la presse ! Il n'y a pas, dit «Lysis», un seul grand journal en France qui ne soit pas payé par les banques. Cela se comprend. On devine aisément ce qu'il fallu distribuer d'argent à la presse, lorsqu'on préparait dans les années 1906 et 1907, la série d'emprunts russes (d'État, des chemins de fer, des banques foncières). Ce qu'il y eut de plumitifs qui mangèrent gras avec ces emprunts, — on le voit par le livre de «Lysis». Quelle aubaine, en effet ! Le gouvernement d'un grand État aux abois ! Une révolution à écraser ! Cela ne se rencontre pas tous les jours !

Eh bien ! tout le monde sait cela, plus ou moins. Il n'y a pas un seul homme politique qui ne connaisse les dessous de tous ces tripotages, et qui n'entende nommer à Paris les femmes et les hommes qui ont «touché» les grosses sommes après chaque emprunt, grand ou petit, russe ou brésilien.

Et chacun, s'il a la moindre connaissance des affaires, sait aussi parfaitement combien toute cette organisation de la haute finance est un produit de l'État — un attribut essentiel de l'État.

Et ce serait cet État, — l'État dont on se garde bien de diminuer les pouvoirs ou de réduire les attributions, — qui dans la pensée

des réformateurs étatistes, devrait devenir l'instrument d'affranchissement des masses ? ! Allons donc !

Que ce soit par bêtise, ou ignorance, ou fourberie de l'affirmer, — toutes les trois explications sont impardonnables.

III

La Guerre et l'Industrie

Descendons maintenant un degré plus bas, et voyons comment l'État a créé, dans l'industrie moderne, toute une classe de gens directement intéressés à faire des nations des camps militaires, prêts à se ruer les uns sur les autres.

En ce moment, il existe en effet, des industries immenses qui occupent des millions d'hommes, et qui n'existent que pour préparer le matériel de guerre ; ce qui fait que les propriétaires de ces usines et leurs bailleurs de fond ont tout intérêt à préparer des guerres et à maintenir la crainte des guerres prêtes à éclater.

Il ne s'agit pas ici de menu fretin, — des fabricants d'armes à feu de mauvaise qualité, de sabres à bon marché, et de revolvers qui ratent tout le temps, comme on en a à Birmingham, à Liège, etc. Ceux-ci ne comptent presque plus, quoique le commerce de ces armes, fait par les exportateurs qui spéculent sur les guerres «coloniales», soit déjà d'une certaine importance. Ainsi, on sait que des marchands anglais approvisionnaient d'armes les Matabélés, alors que ceux-ci se préparaient à se soulever contre les Anglais qui leur imposaient le servage. Plus tard, ce furent des fabricants français, et même des fabricants anglais très connus, qui firent des fortunes en envoyant des armes, des canons et des munitions aux Boers. Et en ce moment même on parle de quantités d'armes importées par les marchands anglais en Arabie, — ce qui amènera des soulèvements de tribus, le pillage de quelques marchands et l'intervention anglaise —, pour «rétablir l'ordre» et faire quelque nouvelle «annexion».

Ces faits, d'ailleurs, ne comptent plus. On sait bien ce que vaut le «patriotisme» bourgeois, et l'on a vu récemment des faits bien plus graves. Ainsi, pendant la dernière guerre entre la Russie et le Japon, l'or anglais approvisionnait les Japonais, pour qu'ils détruisissent le pouvoir maritime naissant de la Russie dans l'Océan Pacifique, dont l'Angleterre prenait ombrage. Mais, d'autre part, les compagnies houillères anglaises vendaient à un très haut prix 300 000 tonnes de charbon à la Russie pour lui permettre d'envoyer en Orient la flotte de Rojdestvensky. D'une pierre on faisait deux coups : les compagnies du Pays de Galles faisaient une belle affaire, et les financiers de Lombard Street

(le centre des opérations financières de Londres) plaçaient leur argent à neuf ou dix pour cent dans l'emprunt japonais et prenaient hypothèque sur une bonne partie des revenus de leurs «chers alliés» !

Et tout cela, ce ne sont que quelques petits faits sur mille autres du même genre. On en saurait de belles sur tout ce monde de nos gouvernants, si les bourgeois ne savaient pas bien tenir leurs secrets ! — Passons donc à une autre catégorie de faits.

On sait que tous les grands États ont favorisé la création, à côté de leurs arsenaux, d'immenses usines privées qui fabriquent des canons, des blindages de cuirassés, des vaisseaux de guerre de moindres dimensions, des obus, de la poudre, etc. Des sommes immenses furent dépensées par tous les États pour avoir ces usines auxiliaires, où l'on trouve aujourd'hui concentrés les plus habiles ouvriers et ingénieurs.

Or, il est de toute évidence qu'il est de l'intérêt direct des capitalistes qui ont placé leurs capitaux dans ces entreprises, de maintenir toujours des bruits de guerre, de pousser sans cesse aux armements, de semer, s'il le faut, la panique. C'est ce qu'ils font en effet.

Et si les probabilités d'une guerre européenne diminuent à certains moments, si les gouvernants, — quoique intéressés eux-mêmes comme actionnaires des grandes usines de ce genre (Anzin, Krupp, Armstrong, etc.), ainsi que des grandes compagnies des chemins de fer, des mines de charbon, etc. — si les gouvernants se font quelquefois tirer l'oreille pour sonner la fanfare guerrière, n'y a-t-il pas cette grande prostituée — la grande presse — pour préparer les esprits à de nouvelles guerres, précipiter celles qui sont probables, ou, du moins, forcer les gouvernements à doubler, à tripler leurs armements ? Ainsi n'a-t-on pas vu en Angleterre, pendant les dix années qui précédèrent la guerre des Boërs, la grande presse, et surtout ses adjoints dans la presse illustrée, préparer savamment les esprits à la nécessité d'une guerre «pour réveiller le patriotisme» ? Dans ce but, on fit flèche de tout bois. On publia à grand fracas des romans sur la prochaine guerre, où l'on racontait comment les Anglais, battus d'abord, faisaient un suprême effort et finissaient par détruire la flotte allemande et s'installer à Rotterdam. Un lord dépensa des sommes folles pour faire jouer dans toute l'Angleterre une pièce patriotique, trop stupide pour faire ses frais, mais nécessaire pour ces messieurs qui tripotaient avec Rhodes en Afrique. Oubliant tout, on alla même jusqu'à faire revivre le culte — oui, le culte — de

l'ennemi juré de l'Angleterre, Napoléon I^{er}. Et depuis lors le travail dans cette direction n'a jamais cessé. En 1904, on avait même presque tout à fait réussi à lancer la France, gouvernée à ce moment par Clemenceau et Delcassé, dans une guerre contre l'Allemagne — le gouvernement conservateur (lord Lansdowne) ayant fait la promesse d'appuyer les armées françaises par un corps d'armée anglais envoyé en Belgique ! Il s'en fallut de bien peu à ce moment pour que Delcassé, attachant à cette promesse risible une importance qu'elle n'a certainement pas, ne lançât la France dans une guerre désastreuse.

En général, plus nous avançons dans notre civilisation bourgeoise étatiste, plus la presse, cessant d'être l'expression de ce qu'on appelle l'opinion publique, s'applique à fabriquer elle-même l'opinion par les procédés les plus infâmes. La presse, dans tous les grands États, c'est déjà deux ou trois syndicats de brasseurs d'affaires financières qui font l'opinion qu'il leur faut dans l'intérêt de leurs entreprises. Les grands journaux leur appartiennent et le reste ne compte pas.

Mais ce n'est pas tout : la gangrène est encore plus profonde.

Les guerres modernes, ce n'est plus seulement le massacre de centaines de milliers d'hommes dans chaque bataille, — un massacre dont ceux qui n'ont pas suivi les détails des grandes batailles dans la guerre de Mandchourie et les atroces détails du siège et de la défense de Port-Arthur, n'ont absolument aucune idée. Et cependant, les trois grandes batailles historiques, Gravelotte, Potomack et Borodino (de la Moskowa), qui durèrent chacune trois jours, et dans lesquelles il y eut cent mille hommes blessés et tués des deux côtés, c'étaient des jeux d'enfants en comparaison des guerres modernes. Les grandes batailles se font aujourd'hui sur un front de cinquante, soixante kilomètres ; elles durent non plus trois jours, mais sept jours (Liao-Yang), dix jours (Moukden), et les pertes sont de cent cinquante mille hommes de chaque côté. Les ravages faits par les obus, lancés avec précision par des batteries placées à cinq, six, sept kilomètres, et dont on ne peut même pas découvrir la position, grâce à la poudre sans fumée, sont inouïs. Lorsque le feu de plusieurs centaines de bouches à feu est concentré sur un carré d'un kilomètre de côté (comme on le fait aujourd'hui), il ne reste pas un espace de dix mètres carrés qui n'ait reçu son obus, pas un buisson qui n'ait été rasé par les monstres hurlants envoyés on ne sait d'où. La folie s'empare des soldats, après sept ou huit jours de ce feu terrible, et lorsque les colonnes des

assaillants arrivent jusqu'aux tranchées ennemies, alors la lutte s'engage corps à corps entre les combattants. Après s'être lancé mutuellement des grenades à la main et des morceaux de pyroxiline (deux morceaux de pyroxiline, liés entre eux par une ficelle étaient employés comme une fronde), les soldats russes et japonais se roulaient dans les tranchées de Port-Arthur comme des bêtes féroces, se frappant de la crosse du fusil, du couteau, des dents, etc.

Les travailleurs occidentaux ne se doutent même pas de ce terrible retour à la plus affreuse sauvagerie que représente la guerre moderne, et les bourgeois qui le savent se gardent bien de le leur dire.

Mais les guerres modernes, ce n'est pas seulement le massacre, la folie du massacre, le retour, pendant la guerre, à la sauvagerie. C'est aussi la destruction sur une échelle colossale, du travail humain ; et les effets de cette destruction, nous les ressentons parmi nous continuellement, en temps de paix, par un accroissement de la misère parmi les pauvres, l'enrichissement parallèle des riches.

Chaque guerre, c'est la destruction d'un formidable matériel, qui comprend non seulement le matériel de guerre proprement dit, mais aussi les choses les plus nécessaires pour la vie de tous les jours, de toute la société : le pain, les viandes, les légumes, les denrées de toute sorte, les bêtes de trait, le cuir, le charbon, les métaux, les vêtements. Tout cela représente le travail utile de millions d'hommes pendant des dizaines d'années, et tout cela sera gaspillé, brûlé, jeté à l'eau en quelques mois. Mais c'est déjà gaspillé aujourd'hui même, en prévision des guerres.

Et comme ce matériel de guerre, ces métaux, ces provisions doivent être préparés à l'avance, la simple possibilité prochaine d'une nouvelle guerre amène dans toutes nos industries des soubresauts et des crises qui nous atteignent tous. Vous, moi, chacun de nous en ressentons les effets dans les moindres détails de notre vie. Le pain que nous mangeons, le charbon que nous brûlons, le billet de chemin de fer que nous achetons, leur prix, le prix de chaque chose, dépendent des bruits, des probabilités de guerre à courte échéance, propagés par les spéculateurs.

IV

Nous avons montré comment la nécessité de préparer à l'avance un formidable matériel de guerre et des amas de provisions de toutes sortes qui allaient être détruites en quelques mois de

guerre, produirait dans toutes les industries des soubresauts et des crises dont chacun de nous, et surtout les salariés, se ressentaient d'une façon terrible. En effet, on a pu s'en apercevoir très bien récemment aux Etats-Unis.

On se souvient sans doute de la terrible crise industrielle qui ravagea les Etats-Unis pendant ces trois ou quatre dernières années. En partie, elle dure encore. Eh bien ! l'origine de cette crise, — quoi qu'en aient dit les «savants» économistes qui connaissent les écrits de leurs prédécesseurs, mais ignorent la vie réelle, — la vraie origine de cette crise fut dans la production outrée des principales industries qui se fit pendant quelques années en prévision d'une guerre entre les grandes puissances de l'Europe, et d'une autre guerre entre les Etats-Unis et le Japon. Ceux qui poussaient à ces guerres savaient très bien l'effet que la prévision de ces conflits exercerait sur les industries américaines. Ce fut, en effet, pendant deux ou trois ans, une activité fiévreuse dans la métallurgie, les charbonnages, la fabrication du matériel des chemins de fer, des matériaux pour le vêtement, des conserves alimentaires.

L'extraction du minerai de fer et la fabrication de l'acier aux Etats-Unis atteignirent, pendant ces années, des proportions tout à fait inattendues. C'est surtout de l'acier que l'on consomme pendant les guerres modernes, et les Etats-Unis en faisaient des provisions fantastiques, ainsi que des métaux, comme le nickel et la manganèse, requis pour fabriquer les sortes d'acier nécessaires pour le matériel de guerre. C'était à qui spéculerait le mieux sur les provisions de fonte, d'acier, de cuivre, de plomb et de nickel.

Il en fut de même pour les provisions de blé, les conserves de viande, de poisson, de légumes. Les cotonnades, les draps, les cuirs suivaient de près. Et, puisque chaque grande industrie fait vivre à côté d'elle une quantité de petites, la fièvre d'une production surpassant de beaucoup la demande se répandait. Les prêteurs d'argent (ou plutôt de crédit), qui alimentaient cette production, profitaient de la fièvre — cela va sans dire — plus encore que les chefs d'industrie.

Et alors, d'un coup, tout s'arrêta soudain, sans qu'on pût invoquer une seule des causes auxquelles on avait attribué les crises précédentes. Le fait est que du jour où la haute finance européenne se persuada que le Japon, ruiné par la guerre en Mandchourie, n'oserait pas attaquer les Etats-Unis, et qu'aucune des nations européennes ne se sentait assez sûre de la victoire pour dégainer, les capitalistes européens refusèrent de nouveaux crédits aux prêteurs

américains qui alimentaient la surproduction en prévision de la guerre, ainsi qu'aux «nationalistes» japonais.

«Plus de guerre à courte échéance !» — et les usines d'acier, les mines de cuivre, les hauts fourneaux, les chantiers de navires, les tanneries, les spéculateurs sur les denrées, tous suspendirent soudain leurs opérations, leurs commandes, leurs achats.

Ce fut alors plus qu'une crise : ce fut un désastre ! Des millions d'ouvriers et d'ouvrières furent jetés sur le pavé dans la plus affreuse des misères. Grandes et petites usines se fermaient, la contagion se répandait comme une épidémie, en semant l'épouvante tout autour.

Qui dira jamais les souffrances des millions d'hommes, femmes et enfants, les vies brisées, avec lesquelles furent bâties les fortunes des gredins qui avaient spéculé en prévision des monceaux de cadavres humains et de chairs déchiquetées qui allaient s'accumuler dans les grandes batailles !

Voilà ce qu'est la guerre, voilà comment l'État enrichit les riches, tient les pauvres dans la misère, et les rend d'année en année plus asservis aux riches.

Maintenant une crise semblable à celle des Etats-Unis va se produire, selon toute probabilité, en Europe et surtout en Angleterre, à la suite des mêmes causes.

Tout le monde fut ébahi l'été passé par l'augmentation soudaine et tout à fait imprévue des exportations anglaises. Rien dans le monde économique ne la faisait prévoir ; aucune explication n'en a été donnée, — précisément parce que la seule explication possible c'est que d'immenses commandes venaient du continent en prévision d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Cette guerre manqua d'éclater, on le sait, en juillet passé, et si elle avait éclaté, la France et la Russie, l'Autriche et l'Italie auraient été forcées d'y prendre part.

Il est évident que les gros financiers qui alimentaient de leur crédit les spéculateurs sur les denrées, les draps, les cuirs, les métaux, etc., avaient été avertis de la tournure menaçante que prenaient les rapports entre les deux rivales. Ils savaient comment les deux gouvernements activaient leurs préparatifs militaires, et ils s'empressèrent de faire leurs commandes qui grossirent outre mesure les exportations anglaises de 1911.

Mais c'est aussi à la même cause que nous devons cette hausse extraordinaire récente des prix de toutes les denrées sans exception, alors que ni le rendement des récoltes de l'année passée, ni les quantités de toutes sortes de

marchandises dans les dépôts, ne justifiaient cette hausse.

Le fait est, d'ailleurs, que la hausse des prix ne se répandit pas seulement sur les denrées : toutes les marchandises en furent atteintes, et la demande grandissait toujours, alors que rien n'expliquait cette demande exagérée, si ce n'est les prévisions de guerre.

Et maintenant, il suffira que les gros spéculateurs coloniaux de l'Angleterre et de l'Allemagne arrivent à un arrangement concernant leurs parts dans le partage de l'Afrique orientale, — qu'ils s'entendent sur «les sphères d'influence» en Asie, c'est-à-dire sur les conquêtes prochaines, pour qu'il se produise en Europe le même arrêt soudain des industries que l'on a vu aux Etats-Unis.

Au fond, cet arrêt commence déjà à se faire sentir. C'est pourquoi en Angleterre les compagnies de charbonnages et «les lords du coton» se montrent si intransigeants envers les ouvriers, et les poussent à la grève. Ils prévoient une diminution des demandes, et ils ont déjà trop de marchandises en magasin, trop de charbon entassé autour de leurs mines.

Lorsqu'on analyse de près ces faits de l'activité des États modernes, on comprend jusqu'à quel point toute la vie de nos sociétés civilisées dépend — non pas des faits du développement économique des nations, mais de la façon dont divers milieux de privilégiés, plus ou moins favorisés par les États, réagissent sur ces faits.

Ainsi, il est évident que l'entrée dans l'arène économique d'un aussi puissant producteur qu'est l'Allemagne moderne, avec ses écoles, son éducation technique répandue à pleines mains dans le peuple, son entrain juvénile et les capacités d'organisation de son peuple, devait changer les rapports entre nations. Un nouvel ajustement des forces devait se produire. Mais vu l'organisation spécifique des États modernes, l'ajustement des forces économiques est entravé par un nouveau facteur : les privilèges, les monopoles constitués et maintenus par l'État. Au fond, c'est toujours la haute finance qui fait la loi dans toutes les considérations politiques. Le «qu'en dira le baron de Rothschild ?» ou plutôt le «qu'en dira le Syndicat des banquiers de Paris, de Vienne, de Londres ?» est devenu l'élément dominant dans les questions politiques et les rapports entre nations. C'est l'approbation ou la désapprobation de la finance qui font et défont les ministères (en Angleterre, il y a en plus l'approbation de l'Église officielle et des cabarettiers à envisager, mais l'Église et les cabarettiers sont toujours d'accord avec la haute finance, qui se garde bien de toucher à leurs

rentes). Et, comme un ministre est après tout un homme qui tient à son poste, à sa puissance, et aux possibilités d'enrichissement qu'ils lui offrent — il s'ensuit que les questions de rapports internationaux se réduisent aujourd'hui en dernière analyse, à savoir si les mignons monopolistes de tel État vont prendre telle attitude ou telle autre, vis-à-vis d'autres mignons de même calibre d'un autre État.

Ainsi l'état des forces mises en jeu est donné par le degré de développement technique des diverses nations, à un certain moment de l'histoire. Mais l'usage qui sera fait de ces forces dépend entièrement de l'état d'asservissement à son gouvernement et à la forme étatiste

d'organisation, auquel les populations se sont laissé réduire. Les forces qui auraient pu donner l'harmonie, le bien-être et une nouvelle efflorescence d'une civilisation libertaire, — une fois mises dans les cadres de l'État, c'est-à-dire d'une organisation développée spécialement pour enrichir les riches et absorber tous les progrès au profit des classes privilégiées, — ces mêmes forces deviennent un instrument d'oppression, de misère, de privilèges et de guerres sans fin pour l'enrichissement des privilégiés.

PUBLICITE POUR BIBLIOLIB

« **Bibliolib** est pauvre... mais plein de bonne volonté:

— Si vous avez des ouvrages (livres, brochures, journaux, etc.) en double, ou plus l'usage...

Pensez à nous...

— Si un texte vous semble avoir sa place ici : photocopiez-le et envoyez-le à...

Bibliolib — 14, Allée des Manades — 13200 Arles (France)

« **Bibliolib** a pour ambition d'offrir un éventail de textes d'origine anarchiste et libertaire sur un même lieu, quelles qu'en soient les origines et les dates, les "écoles" ou les chapelles, voire les sectes... A la rigueur ce peut être des textes non anarchistes, mais qui interrogent l'anarchisme... A chacun d'en faire sa provende, de la manière qui lui est propre.

« L'équipe **Kropot** ne s'est pas donné mandat d'indiquer ce qu'est l'Anarchie. Le sait-elle même ? Quant à l'anarchisme, il n'a pas attendu l'équipe Kropot pour s'interroger...

« Il n'y a (et il n'y aura) donc que fort peu de commentaires de la part de l'équipe Kropot. Son seul rôle, celui qu'elle s'est donné, c'est de proposer ICI les textes épars. Point barre. ChacunE d'entre nous a des engagements divers, voire contradictoires, qui pourraient faire barrage à votre rencontre avec les textes. Il peut y avoir débat entre nous sur la pertinence de tel ou tel texte, ce qui rend malgré tout subjectif.

Mais qu'y a-t-il d'autre de réel hors la subjectivité, hein mon vieux Bakounine ? Les questions seules nous rassemblent. C'est ça, le génie de l'anarchie :o)) C'est pourquoi tous les membres de l'équipe Kropot s'appellent... Kropot. Le terme "Équipe" fait plus référence à une association fluctuante de libres individualités qu'à un team. Est Kropot... qui veut être Kropot (le temps d'un texte, d'un scan, ou plus si affinités de nos égoïsmes). »

Emma Goldman

La préparation militaire nous conduit tout droit au massacre universel

(Publié pour la première fois en anglais dans Mother Earth, vol. X, N° 10, décembre 1915.)

Depuis le début de la conflagration européenne, l'humanité a été presque entièrement anesthésiée par la mortelle folie du bellicisme, enivrée par les vapeurs délétères d'un chloroforme imprégné de sang, qui a obscurci sa vision et paralysé son cœur. En effet, à l'exception de quelques tribus sauvages qui ne connaissent ni la religion chrétienne, ni l'amour fraternel, ni les dreadnaughts, les sous-marins, les usines de munitions et les emprunts de guerre, le reste de l'humanité est plongé dans une terrible narcose. L'esprit humain ne semble s'intéresser qu'à une chose, la spéculation sur le meurtre. Toute notre civilisation, toute notre culture est concentrée sur la folle demande d'armes de destruction, si possible les plus perfectionnées.

« Munitions ! Munitions ! O, Seigneur, toi qui règnes sur la terre et dans les cieux, toi le Dieu de l'amour, de la pitié et de la justice, procure-nous assez de munitions pour détruire notre ennemi ! » Telle est la prière qui monte chaque jour vers le ciel chrétien. Le bétail, lorsqu'il est épouvanté par le feu se jette dans les flammes. Les peuples européens agissent de la même façon : ils se précipitent dans les flammes dévorantes de la guerre, en s'entre-tuant. Quant à l'Amérique, poussée au bord de l'abîme par des politiciens sans scrupules, des démagogues braillards, et d'avidés requins militaires, elle se prépare à un destin funeste identique.

Face à ce désastre qui approche, il appartient aux hommes et aux femmes qui ne sont pas encore emportés par la folie guerrière d'élever la voix, de protester, d'attirer l'attention de la population sur les crimes et les atrocités qui vont être perpétrés contre eux.

L'Amérique est essentiellement un melting-pot. Dans ce pays, aucun groupe national ne peut se vanter d'appartenir à une race pure et supérieure, d'être détenteur d'une mission historique particulière ou d'une culture plus spirituelle. Et pourtant les chauvins et les spéculateurs bellicistes n'arrêtent pas d'ânonner les slogans sentimentaux du nationalisme hypocrite : « L'Amérique aux Américains », « L'Amérique d'abord, avant tout et toujours. » Ces slogans sont populaires partout. A les en croire, pour sauver l'Amérique, il faudrait que tout le monde suive immédiatement une formation militaire. Un million de dollars prélevés sur la sueur et le sang du peuple vont être dépensés pour des dreadnoughts et des sous-marins, pour l'armée et la marine, tout cela pour protéger cette précieuse Amérique.

Ces discours pleins de pathos dissimulent le fait que l'Amérique qui sera protégée par une énorme force militaire ne sera pas l'Amérique du peuple, mais celle des privilégiés; de la classe qui vole et exploite les masses, et contrôle leur vie, du berceau à la tombe. Il est pathétique que si peu de gens se rendent compte que la préparation militaire ne conduit jamais à la paix, mais mène tout droit au massacre universel.

Avec les méthodes et la ruse qu'emploient les diplomates conspirateurs et les cliques dirigeantes de l'armée allemande pour imposer le militarisme prussien aux masses de leur pays, les cercles bellicistes américains, aidés par les Roosevelt, les Garrison et les Daniels, rejoints maintenant par les Wilson, se dépensent sans compter pour écraser le peuple américain sous le talon de fer du militarisme. S'ils réussissent, ils lanceront l'Amérique dans la tempête de sang et de larmes qui dévaste déjà l'Europe.

Il y a quarante ans, l'Allemagne a entonné les mêmes discours : « L'Allemagne au-dessus de tout, l'Allemagne aux Allemands, l'Allemagne d'abord, avant tout et toujours. Nous voulons la paix, c'est pourquoi nous devons nous préparer à faire la guerre. Seule une nation bien armée et parfaitement préparée peut maintenir la paix, exiger le respect et être sûre de conserver son intégrité nationale. » Et l'Allemagne a continué à se préparer à la guerre, obligeant ainsi les autres nations à l'imiter. La terrible guerre européenne actuelle n'est que la conséquence ultime des prédications de cet Evangile à tête d'hydre : la préparation militaire.

Depuis le commencement de cette guerre mondiale, des kilomètres de papier et des océans d'encre ont été utilisés pour prouver la barbarie, la cruauté, l'oppression du militarisme prussien. A l'unisson, conservateurs et socialistes appuient les Alliés pour une seule raison : écraser ce militarisme qui empêche, selon eux, toute paix et tout progrès en Europe. L'Amérique s'est enrichie en fabriquant des tonnes de munitions et en prêtant de l'argent aux Alliés pour les aider à écraser les Prussiens. Et maintenant les mêmes slogans retentissent en Amérique. Et s'ils se traduisent par une mobilisation nationale, ils créeront un militarisme américain bien plus terrible que le militarisme allemand ou prussien. Pourquoi ? Parce que nulle part dans le monde le capitalisme n'est aussi effrontément avide qu'aux Etats-Unis et nulle part l'Etat n'est aussi disposé à s'agenouiller aux pieds du Capital.

Comme une épidémie, une vague de folie gagne le pays, le germe mortel du militarisme contamine les esprits les plus lucides et les cœurs les plus braves. Les Ligues de défense de la sécurité nationale, qui arborent un canon sur leurs emblèmes, les sections de la Navy League (1), dont les dirigeantes se sont éparpillées aux quatre coins du pays, des femmes qui se vantent d'appartenir au « sexe faible », des femmes qui donnent la vie dans la souffrance et le danger, eh bien ces femmes sont prêtes à sacrifier leur progéniture au Moloch de la Guerre. Les sociétés pour l'américanisation (2), auxquelles appartiennent des gens aux idées très libérales, et qui hier encore dénonçaient les âneries patriotiques, acceptent aujourd'hui d'embrouiller l'esprit de l'opinion publique et d'aider à construire les mêmes forces de destruction en Amérique qu'elles essaient, directement et indirectement, de détruire en

Allemagne — le militarisme fauche la jeunesse, viole les femmes, extermine le meilleur de l'humanité, anéantit la vie même.

Même Woodrow Wilson (3) qui, il y a peu, déclarait encore : « Une nation est trop fière pour se battre » ; qui, au début de la guerre, a ordonné que l'on prie pour la paix ; lui qui, dans ses discours, parlait de la nécessité d'attendre avec prudence, eh bien, même Woodrow Wilson est rentré dans le rang. Il a maintenant rejoint ses collègues ultra-chauvins, il a fait écho à leurs clameurs pour instaurer la préparation militaire et braille désormais lui aussi : « L'Amérique aux Américains ». La différence entre Wilson et Roosevelt est la suivante : Roosevelt, une brute-née, utilise la matraque. Wilson, l'historien, le professeur, porte le masque soigneusement poli des universitaires, mais sous ce masque, comme Roosevelt, il n'a qu'un seul but : servir les intérêts du grand capital, pour aider ceux qui sont en train de devenir phénoménalement riches en produisant encore davantage de fournitures militaires.

Woodrow Wilson, dans son discours devant les Filles de la Révolution américaine (4) s'est démasqué lorsqu'il s'est écrié : « Je préférerais être tabassé que mis à l'index. » Effectivement, se dresser contre les fabricants de munitions et d'armes, les Bethlehem, du Pont, Baldwin, Remington, et autres Winchester, mène à l'ostracisme et à la mort politiques. Wilson le sait, donc il trahit sa position originelle, rejette sa prétention passée à être « trop fier pour combattre » et hurle aussi fort que n'importe quel politicien minable qu'il faut généraliser la préparation militaire et porter la nation aux nues. Il va même jusqu'à soutenir la stupide revendication avancée par les femmes de la Navy League qui veulent imposer dans chaque école le serment suivant : « Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour servir les intérêts de mon pays, à soutenir ses institutions et à défendre l'honneur de son nom et de son drapeau.

Comme je dois tout à mon pays, je consacrerai mon cœur, mon esprit et mon corps à son service et je promets de travailler à son progrès et à sa sécurité en temps de paix. Je m'engage à n'hésiter devant aucun sacrifice ni aucune privation pour sa cause si j'étais appelé à agir pour défendre la liberté, la paix et le bonheur de notre peuple. »

Défendre les institutions de notre pays, c'est défendre les institutions qui protègent et soutiennent une poignée d'individus pour qu'ils volent et pillent les masses, les institutions qui pompent le sang des autochtones comme celui des étrangers et le transforment en richesses et en pouvoir, les institutions qui dépouillent chaque immigré de la culture originale qu'il a amenée avec lui et lui imposent, en échange, cet américanisme bon marché, dont l'unique gloire est la médiocrité et l'arrogance.

Ceux qui proclament « L'Amérique d'abord ! » ont trahi depuis longtemps les principes fondamentaux des vraies valeurs américaines, celles que Jefferson avait en tête lorsqu'il a déclaré que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins possible ; celles pour lesquelles lutta David Thoreau (5) lorsqu'il proclama que le meilleur gouvernement est celui qui ne gouverne pas ; ou celles de tous les grands Américains qui ont voulu faire de ce pays un refuge, en espérant que les déshérités et les opprimés qui y viendraient pourraient lui apporter un peu plus de personnalité, de qualité et de sens. Ce n'est pas l'Amérique des politiciens et des spéculateurs de l'industrie d'armement. Leur Amérique a été puissamment représentée par un jeune sculpteur new-yorkais : une main cruelle aux longs doigts fins qui écrasent sans pitié la tête d'un immigrant, faisant couler le sang pour en faire des dollars et bercer l'immigrant d'espairs brisés et d'aspirations étouffées.

Etant donné sa position, Woodrow Wilson a raison de défendre ces institutions. Mais quel idéal offre-t-il à la nouvelle génération ? Comment forme-t-on un militaire à défendre la liberté, la paix et le bonheur ? Écoutons le Major-General O'Ryan : « Tout soldat doit être entraîné à devenir un simple automate, privé d'initiative individuelle, transformé en machine. Il doit passer de force la tête dans le nœud coulant militaire, être dynamisé, dirigé par des supérieurs qui ont le pistolet à la main. »

Ce discours n'a pas été prononcé par un junker prussien, ni par un barbare germanique, ni par Treitschke (6) ou Bernhardi (7), mais par un Major General américain ! Et cet homme a raison. On ne peut conduire une guerre avec des hommes égaux, on ne peut imposer le militarisme à des hommes libres. Il faut avoir à sa disposition des esclaves, des automates, des machines, des créatures obéissantes et disciplinées, qui se déplaceront, agiront, tueront

et tireront sur l'ordre de leurs supérieurs. Voilà à quoi aboutira la préparation militaire, à rien d'autre.

Il paraît que Samuel Gompers (8) faisait partie des orateurs qui ont pris la parole devant la Navy League. Si cette information est exacte, alors jamais plus grand outrage n'a été infligé au mouvement ouvrier par l'un de ses dirigeants. La préparation militaire n'est pas dirigée principalement contre l'ennemi extérieur, elle vise surtout l'ennemi intérieur, tous les éléments du mouvement ouvrier qui ont appris à ne rien attendre de nos institutions ; les travailleurs conscients qui ont compris que la guerre de classes sous-tend toutes les guerres entre les nations ; ceux qui savent que, si une guerre est justifiée, il s'agit de la guerre contre la dépendance économique et l'esclavage politique, les deux principaux problèmes concernés par la lutte des classes.

Le militarisme a déjà joué son rôle sanguinaire dans chaque conflit économique, avec l'approbation et le soutien de l'Etat. Washington a-t-il protesté lorsque « nos hommes, nos femmes et nos enfants » ont été tués à Ludlow (9) ? La note adressée à l'Allemagne exprimait-elle une protestation virulente ? Ou bien existe-t-il une différence entre tuer « nos hommes, nos femmes et nos enfants » à Ludlow et en haute mer ? Oui, c'est bien le cas. Les hommes, les femmes et les enfants de Ludlow étaient des travailleurs, des déshérités, des damnés de la terre, des immigrants à qui il fallait donner un petit goût des splendeurs de l'américanisme, tandis que les passagers du *Lusitania* (10) représentaient la richesse et occupaient une haute position sociale — voilà la différence.

La préparation militaire, donc, ne fera que renforcer le pouvoir d'une minorité privilégiée et l'aidera à dominer, réduire en esclavage et écraser le mouvement ouvrier. Samuel Gompers le sait très bien et, s'il se joint aux cris de la clique militaire, il doit être condamné comme un traître au mouvement ouvrier.

Il en est de même pour toutes les autres institutions prétendument créées pour le bien du peuple et qui ont abouti au résultat inverse. Et il en sera de même pour la préparation militaire. L'Amérique prétend se préparer à la paix, mais en réalité la préparation militaire provoquera la guerre. Il en a toujours été ainsi au cours de l'histoire sanglante de l'humanité, et cela continuera jusqu'à ce que chaque nation refuse

de combattre contre une autre nation, jusqu'à ce que les peuples du monde cessent de se préparer au massacre. La préparation militaire est comme la graine d'une plante vénéneuse : une fois plantée en terre, elle donnera des fruits empoisonnés. Les massacres en Europe sont le fruit de cette graine vénéneuse. Il faut absolument que les ouvriers américains s'en rendent compte avant qu'ils ne soient emportés par les discours chauvins dans la folie guerrière, folie toujours hantée par le spectre du danger et de l'invasion. Les ouvriers américains doivent savoir que se préparer à la paix signifie inciter à la guerre, laisser se déchaîner les furies de la mort sur terre et sur mer.

Les masses européennes qui se battent dans les tranchées et sur les champs de bataille ne sont pas motivées par un désir profond de faire la guerre ; ce qui les a poussées sur les champs de bataille, c'est la compétition impitoyable entre d'infimes minorités de profiteurs soucieux de développer les équipements militaires, des armées plus efficaces, des bateaux de guerre plus grands, des canons de plus longue portée. On ne peut construire une armée puis la ranger dans une boîte comme on le fait avec des soldats de plomb. Lorsqu'une armée est équipée jusqu'aux dents, avec des outils meurtriers sophistiqués, lorsqu'elle est soutenue par les intérêts d'une clique belliciste, la dynamique devient autonome. Nous devons donc examiner la nature du militarisme pour comprendre pourquoi la préparation militaire est un truisme.

Le militarisme détruit les éléments les plus sains et les plus productifs de chaque nation. Il gaspille la plus grande part du revenu national. L'Etat ne dépense presque rien pour l'enseignement, l'art, la littérature et la science en comparaison avec les sommes considérables qu'il consacre à l'armement en temps de paix. Et en temps de guerre tout le reste n'a aucune importance ; la vie stagne, tous les efforts sont bloqués ; la sueur et le sang des masses servent à nourrir le monstre insatiable du militarisme. Il devient alors de plus en plus arrogant, agressif, imbu de son importance. Pour rester en vie, le militarisme a constamment besoin d'énergie supplémentaire ; c'est pourquoi il cherchera toujours un ennemi ou, s'il en manque, il en créera un artificiellement. Dans ses objectifs et ses méthodes civilisés, il est soutenu par l'Etat, protégé par les lois, entretenu par les parents et les enseignants, et glorifié par l'opinion publique. En d'autres termes, la fonction du

militarisme est de tuer. Il ne peut vivre que grâce au meurtre.

Mais la préparation militaire conduit inévitablement à la guerre pour une autre raison, encore plus fondamentale. Elle encourage la création de groupes d'intérêts, qui travaillent consciemment et délibérément à augmenter la production d'armements et à entretenir une hystérie belliciste. Ce lobby inclut tous ceux qui sont engagés dans la fabrication et la vente de munitions et d'équipements militaires en vue d'accumuler gains et profits personnels. Prenons par exemple le cas de la famille Krupp, qui possède la plus grande usine de munitions du monde ; sa sinistre influence en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays s'étend à la presse, aux écoles, aux Églises et aux hommes d'Etat chargés des plus hautes responsabilités. Peu avant la guerre, Karl Liebknecht, le seul homme politique courageux en Allemagne aujourd'hui, attira l'attention du Reichstag : la famille Krupp payait les services de fonctionnaires occupant des fonctions militaires très élevées, non seulement en Allemagne mais en France et dans d'autres pays. Partout ses émissaires s'activaient, et ils attisaient systématiquement les haines et les antagonismes nationaux. Liebknecht a ainsi démasqué un trust international spécialisé dans la fabrication d'armements. Ce trust se moque complètement du patriotisme, de l'amour du peuple, mais utilise ces deux sentiments pour inciter à la guerre et empocher des millions de profits dans le cadre de ce terrible marché.

Il n'est pas du tout impossible que les historiens de la guerre actuelle découvrent un jour que ce trust international du meurtre est à l'origine du conflit mondial en cours. Mais faut-il toujours que chaque génération traverse des océans de sang et édifie des montagnes de cadavres pour que la génération suivante en tire quelques leçons ? Ne pouvons-nous pas, dès aujourd'hui, en profiter pour dévoiler la cause qui a conduit à la guerre européenne ? C'est la préparation militaire qui est la cause de la guerre, au terme d'une préparation approfondie et efficace de la part de l'Allemagne et d'autres pays qui ont cherché à renforcer leurs armées et à en tirer des profits matériels ? La préparation militaire en Amérique doit conduire et conduira au même résultat, à la même barbarie, au même sacrifice absurde de la vie. Si l'Amérique emprunte ce chemin, cela ne profitera-t-il pas uniquement aux Krupp américains, aux cliques

militaires américaines ? Cela semble vraisemblable lorsque l'on entend les cris chauvins de la presse, les tirades tonitruantes de Roosevelt, le baratin sentimental de notre universitaire-président.

Raison de plus, pour ceux qui aiment encore la liberté et l'humanité, de protester contre ce crime gigantesque, contre les atrocités qui se préparent aujourd'hui et sont imposées au peuple américain. Il ne suffit pas de se prétendre neutre ; une neutralité qui verse des larmes de crocodile d'un œil et garde l'autre œil rivé sur les profits qu'il tirera des fournitures militaires et des emprunts de guerre, une telle neutralité est une escroquerie, elle ne sert qu'à couvrir d'un manteau hypocrite les crimes des autres pays. Il ne suffit pas de se joindre aux pacifistes bourgeois, qui proclament la paix entre les nations tout en contribuant à perpétuer la guerre entre les classes, guerre qui, en réalité, sous-tend toutes les autres guerres.

C'est sur cette guerre des classes que nous devons nous concentrer. Nous devons dénoncer les fausses valeurs, les institutions malfaisantes et toutes les atrocités commises par la société bourgeoise. Ceux qui sont conscients de la nécessité vitale de participer à de grandes luttes doivent s'opposer à la préparation militaire imposée par l'Etat et le capitalisme pour la

destruction des masses. Ils doivent inciter les masses à renverser à la fois le capitalisme et l'Etat. Une préparation syndicale et sociale, voilà ce dont les travailleurs ont besoin. Cela seul mène à la révolution de la base contre la destruction de masse planifiée par les élites. Cela seul renforce le véritable internationalisme du mouvement ouvrier contre les empereurs, les rois, les diplomates, les cliques et bureaucraties militaires. Seule cette préparation donnera au peuple le moyen de sortir les enfants des taudis, des ateliers insalubres et des filatures de coton. Seule cette préparation leur permettra d'inculquer à la nouvelle génération un idéal de fraternité, de leur apprendre à jouer, à chanter et à apprécier la beauté, à élever des garçons et des filles qui deviendront des adultes libres — pas des automates. Seule cette préparation permettra aux femmes d'être les vraies mères de l'humanité, aux hommes et aux femmes de se montrer créatifs pour la race humaine et non de devenir des soldats qui la détruisent. Seule cette préparation conduira à la liberté économique et sociale, et en mettre un terme à toutes les guerres, tous les crimes et toutes les injustices.

Notes du traducteur

1. Liges navales (ou Navy League). Fondée en 1902, avec les encouragements du président Theodore Roosevelt, la Navy League existe toujours et compte actuellement 75 000 membres. Le rôle de cette association de bons patriotes est « d'éduquer » leurs concitoyens et de « soutenir le personnel de la Marine », qui regroupe aussi le corps des Marines, les Gardes-côtes et la marine marchande.
2. Société pour l'américanisation : association de bénévoles (ou programme financé par le gouvernement fédéral) enseignant les « valeurs fondamentales » de l'Amérique aux immigrants désirant obtenir la nationalité américaine. Cours d'anglais, d'histoire du pays et de ses institutions, mais aussi cours de cuisine, conseil pour l'éducation des enfants, etc. Ce mouvement assez puissant avant et pendant la Première Guerre mondiale ne résista pas aux lois limitant l'immigration et à la montée de la xénophobie au début des années 1920.
3. Thomas Woodrow Wilson (1856-1924). Avocat, professeur de science politique, gouverneur du New Jersey en 1911, président (démocrate) élu en 1912 et réélu en 1916. En partie à l'origine de la Société des Nations (l'ancêtre de l'ONU actuel) dont il imposa la création après la Première Guerre mondiale en menaçant de conclure une paix séparée avec l'Allemagne. Comme quoi, les problèmes entre la « vieille Europe » et les Etats-Unis ne datent pas d'hier. Il est cocasse que, dans les dictionnaires et les livres d'histoire, Wilson soit toujours présenté comme un grand « anticolonialiste » : en effet, il envoya l'armée américaine à trois reprises contre les peuples haïtien, dominicain et mexicain lorsqu'il était président des Etats-Unis.
4. Filles de la Révolution Américaine : association patriotique et snob créée en 1891. Réservée aux descendants des soldats ou des civils ayant participé à la lutte pour l'indépendance américaine. Dans les années 1980, cette organisation regroupait encore 200 000 membres.

5. Henry David Thoreau (1817-1862). Ecrivain qui, au nom de l'individualisme, s'opposait à toute contrainte abusive de la communauté. Il passa une nuit en prison pour avoir refusé de payer ses impôts car il s'opposait à la guerre contre le Mexique. Considéré comme un des précurseurs de la non-violence par Gandhi et Luther King, il défendit le raid de John Brown et ses partisans contre l'arsenal de Harpers Ferry en vue de distribuer des armes aux esclaves noirs. Penseur inclassable, ses textes peuvent être utilisés aussi bien par les écologistes, les milices patriotiques d'extrême droite ou les anarchistes qui oublient qu'il écrivit un jour : « Néanmoins, pour m'exprimer de façon concrète, en citoyen et non à la façon de ceux qui se proclament hostiles à toute forme de gouvernement, je ne réclame pas sur-le-champ sa disparition mais son amélioration immédiate. » (*N.d.T*)
6. Treitschke (1834-1896). Historien et écrivain politique allemand réactionnaire. Député au Reichstag. Partisan de l'unité allemande sous la coupe de la Prusse, il considérait l'Allemagne comme la véritable héritière du Saint Empire Romain germanique et pensait que son pays devait devenir une grande puissance impérialiste dotée d'un Etat fort, dirigé par une élite qui ne soit pas paralysée par un Parlement pusillanime.
7. Bernhardt, Friedrich von (1849-1930). Général allemand et auteur de deux ouvrages aux titres prophétiques : *L'Allemagne et la prochaine guerre* (1912) et *Notre avenir* (1913).
8. Samuel Gompers (1850-1924). A l'origine de l'American Federation of Labor, syndicat fondé sur les métiers et qui s'adresse aux ouvriers qualifiés. Prônait la collaboration avec le patronat en vue d'obtenir de « bons » contrats collectifs. Soutint Wilson pendant la Première Guerre mondiale.
9. Le 20 avril 1914, 20 hommes, femmes et enfants furent assassinés à Ludlow, Colorado. Les mineurs de cet Etat et d'autres États de l'Ouest essayaient d'adhérer à l'UMWA (syndicat des mineurs) depuis plusieurs années. En grève, ils furent expulsés des maisons qu'ils louaient à la société minière. Les mineurs en lutte et leurs familles dormaient donc sous des tentes plantées sur un terrain communal. Un groupe formé de miliciens, de gardiens de la société minière et d'hommes de main engagés au titre de détectives privés et de briseurs de grève jetèrent du kérosène sur les tentes, y mirent le feu et tirèrent sur ceux qui s'échappaient en se servant d'une auto-mitrailleuse blindée. Le jour du massacre, à 10 heures du matin, les mineurs célébraient la Pâques orthodoxe — raison pour laquelle Emma Goldman fait allusion au « bon accueil » que reçoivent les immigrants (sans doute grecs, dans ce cas) en Amérique. Aucun des responsables du massacre ne fut jamais condamné, mais par contre de nombreux mineurs et militants syndicaux furent emprisonnés et licenciés.
10. *Lusitania* : paquebot coulé par les Allemands. 1100 personnes périrent dont 128 Américains mais Wilson ne déclara pas pour autant la guerre à l'Allemagne.

Le Manifeste des Seize (28 février 1916).

Ce manifeste belliciste, signé par plusieurs représentants de l'anarchisme, dont Kropotkine, suscita de virulents débats comme en témoignent les trois textes qui suivent (Y.C.)

De divers côtés, des voix s'élèvent pour demander la paix immédiate. Assez de sang versé, assez de destruction, dit-on, il est temps d'en finir d'une façon ou d'une autre. Plus que personne et depuis bien longtemps, nous avons été dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme, de quelque casque impérial ou républicain qu'il s'affuble. Aussi serions-nous enchantés de voir les conditions de paix discutées si cela se pouvait par les travailleurs européens, réunis en un congrès international. D'autant plus que le peuple allemand s'est laissé tromper en août 1914, et s'il a cru réellement qu'on se mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements, plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie avaient été préparés de longue date et que, si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1886, en 1911 ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aussi favorable et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, grands canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues. D'autant plus qu'il faudra reconnaître ce principe (déjà reconnu par la France en 1859, après la défaite de l'Autriche) que c'est la population de chaque territoire qui doit exprimer si elle consent ou non à être annexée.

Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons, et comme la comprend déjà une faible minorité de leurs sociaux-démocrates et s'il peuvent se faire écouter par leurs gouvernants, il pourrait y avoir un terrain

d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix. Mais alors il devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver ; qu'ils renoncent à la prétention de prélever des « contributions » sur les nations envahies, qu'ils reconnaissent le devoir de l'Etat allemand de réparer, autant que possible les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins, et qu'ils ne prétendent pas leur imposer des conditions de sujétion économique, sous le nom de traités commerciaux. Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes de réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. On a aussi fait beaucoup de cas de quelques rixes qui ont eu lieu en Allemagne, à la suite de la cherté des vivres. Mais on oublie que de pareilles rixes ont toujours eu lieu pendant les grandes guerres, sans en influencer la durée. Aussi, toutes les dispositions prises, en ce moment, par le gouvernement allemand, prouvent-elles qu'il se prépare à de nouvelles agressions au retour du printemps. Mais comme il sait aussi qu'au printemps les Alliés lui opposeront de nouvelles armées, équipées d'un nouvel outillage, et d'une artillerie bien plus puissante qu'auparavant, il travaille aussi à semer la discorde au sein des populations alliées. Et il emploie, dans ce but un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse.

Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

La Neue Zürcher Zeitung croit savoir — et le journal officiel, la *Nord-deutsche Zeitung*, ne la contredit pas — que la plupart de la Belgique serait évacuée, mais à la condition de donner des gages de ne pas répéter ce qu'elle a fait en août

1914, lorsqu'elle s'opposa au passage des troupes allemandes. Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges ? Le Congo ? On ne le dit pas. Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais en échange, la France transférerait à l'Etat allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards qu'auraient à rembourser les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. Dix-huit milliards pour racheter dix départements, que, par leur travail, ils avaient rendus si riches et si opulents, et qu'on leur rendra ruinés et dévastés.

Quant à savoir ce que l'on pense en Allemagne des conditions de la paix, un fait est certain : la presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate — trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix même s'il représentait une masse compacte — se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. L'empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 km de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites. Il se croit capable de dicter des conditions de paix qui lui permettraient d'employer les nouveaux milliards de contribution à de nouveaux armements, afin d'attaquer la France quand bon lui semblera, lui enlever ses colonies, ainsi que d'autres provinces, et de ne plus avoir à craindre sa résistance.

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents. Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les

illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger serait l'augmenter.

En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace, mise à exécution non seulement contre nos espoirs d'émancipation mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous, antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister que nous aurions préféré voir cette population prendre, en ses propres mains, le soin de sa défense. Ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé. Et avec ceux qui luttent nous estimons que, à moins que la population allemande, revenant à de plus saines notions de la justice et du droit, renonce enfin à servir plus longtemps d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix. Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement.

Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux.

Pressés par les événements de publier cette déclaration, lorsqu'elle fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement, dont les noms suivent, en avaient approuvé le texte : Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau (Liège), A. Orfila, Hussein Dey (Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Tchikawa (Japon), W. Tcherkesoff.

La déclaration anarchiste de Londres

(avril 1916)

RÉPONSE DU GROUPE ANARCHISTE INTERNATIONAL DE LONDRES AU MANIFESTE DES SEIZE

Voici bientôt deux ans que s'est abattu sur l'Europe le plus terrible fléau qu'ait enregistré l'histoire, sans qu'aucune action efficace soit venue entraver sa marche. Oublieux des déclarations de naguère, la plupart des chefs des partis les plus avancés, y compris la plupart des dirigeants des organisations ouvrières, les uns par lâcheté, les autres par manque de conviction, d'autres encore par intérêt, se sont laissés absorber par la propagande patriotique, militariste et belliciste, qui, dans chaque nation belligérante, s'est développée avec une intensité que suffisent à expliquer la situation et la nature de la période que nous traversons.

Quant au peuple, dans sa grande masse, dont la mentalité est faite par l'Ecole, l'Eglise, le régiment, la presse, c'est-à-dire ignorant et crédule, dépourvu d'initiative, dressé à l'obéissance et résigné à subir la volonté des maîtres qu'il se donne, depuis celle du législateur, jusqu'à celle du secrétaire de syndicat, il a, sous la poussée des bergers d'en haut et d'en bas réconciliés dans la plus sinistre des besognes, marché sans rébellion à l'abattoir, entraînant par la force de son inertie même les meilleurs en son sein, qui n'évitaient la mort au poteau d'exécution qu'en risquant la mort sur le champ de carnage.

Toutefois, dès les premiers jours, dès avant la déclaration de guerre même, les anarchistes de tous les pays, belligérants ou neutres, sauf quelques rares exceptions, en nombre si infime qu'on pouvait les considérer comme négligeables, prenaient nettement parti contre la guerre. Dès le début, certains des nôtres, héros et martyrs qu'on connaîtra plus tard, ont choisi d'être fusillés, plutôt que de participer à la tuerie; d'autres expient, dans les geôles impérialistes ou républicaines, le crime d'avoir protesté et tenté d'éveiller l'esprit du peuple.

Avant la fin de l'année 1914, les anarchistes lançaient un manifeste qui avait recueilli l'adhésion de camarades du monde entier, et que reproduisirent nos organes dans les pays où ils existaient encore. Ce manifeste montrait que la responsabilité de l'actuelle tragédie incombait à tous les gouvernants sans exception et aux

grands capitalistes, dont ils sont les mandataires, et que l'organisation capitaliste et la base autoritaire de la société sont les causes déterminantes de toute guerre. Et il venait dissiper l'équivoque créée par l'attitude de ces quelques « anarchistes bellicistes », plus bruyants que nombreux, d'autant plus bruyants que, servant la cause du plus fort, leur ennemi d'hier, notre ennemi de toujours, l'Etat, il leur était permis, à eux seuls, de s'exprimer ouvertement, librement.

Des mois passèrent, une année et demie s'écoula et ces renégats continuaient paisiblement, loin des tranchées, à appeler au meurtre stupide et répugnant, lorsque, le mois dernier, un mouvement en faveur de la paix commençant à se préciser, les plus notoires d'entre eux jugèrent devoir accomplir un acte retentissant, à la fois dans le dessein de contrecarrer cette tendance à imposer aux gouvernants la cessation des hostilités, et pour que l'on pût croire, et faire croire, que les anarchistes s'étaient ralliés à l'idée et au fait de la guerre.

Nous voulons parler de cette déclaration publiée à Paris, dans *La Bataille* du 14 mars signée de Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Hussein Dey, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Leve, Charles Malato, Jules Moineau, A. Orfila, M. Pierrot, Paul Reclus, Richard, S. Shikawa, M. Tcherkesoff, et à laquelle a applaudi naturellement la presse réactionnaire.

Il nous serait facile d'ironiser à propos de ces camarades d'hier, voire de nous indigner du rôle joué par eux, que l'âge ou leur situation particulière, ou encore leur résidence, met à l'abri du fléau et qui, cependant, avec une inconscience ou une cruauté que même certains conservateurs de l'ordre social actuel n'ont pas, osent écrire, alors que de tous côtés se sent la lassitude et pointe l'aspiration vers la paix, osent écrire disons-nous, que parler de paix à l'heure présente serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre et qui tranchent : Avec ceux qui luttent, nous estimons qu'il ne peut être question de paix. Or nous savons, et ils

n'ignorent pas non plus, ce que pensent ceux qui luttent. Nous savons ce que désirent ceux qui vont mourir pour mieux dire ; tout en ne nous dissimulant pas que les causes qui engendrent leur faiblesse, les entraîneront peut-être à mourir sans qu'ils aient tenté le geste qui les sauverait. Nous, nous laissons ces camarades d'hier à leurs nouvelles amours.

Mais ce que nous voulons, ce à quoi nous tenons essentiellement, c'est protester contre la tentative qu'ils font, d'englober, dans l'orbite de leurs pauvres spéculations néo-étatistes, le mouvement anarchiste mondial et la philosophie anarchiste elle-même ; c'est protester contre leur essai de solidariser avec leur geste, aux yeux du public non éclairé, l'ensemble des anarchistes restés fidèles à un passé qu'ils n'ont aucune raison de renier, et qui croient, plus que jamais, à la vérité de leurs idées.

Les anarchistes n'ont pas de leaders, c'est-à-dire pas de meneurs. Au surplus, ce que nous venons affirmer ici, ce n'est pas seulement que ces seize signatures sont l'exception et que nous sommes le nombre, ce qui n'a qu'une importance relative, mais que leur geste et leurs affirmations ne peuvent en rien se rattacher à notre doctrine dont ils sont, au contraire, la négation absolue.

Ce n'est pas ici le lieu de détailler, phrase par phrase, cette déclaration, pour analyser et critiquer chacune de ses affirmations. D'ailleurs elle est connue. Qu'y trouve-t-on ? Toutes les niaiseries nationalistes que nous lisons, depuis près de deux années, dans une presse prostituée, toutes les naïvetés patriotiques dont ils se gaussaient jadis, tous les clichés de politique extérieure avec lesquels les gouvernements endorment les peuples. Les voilà dénonçant un impérialisme qu'ils ne découvrent maintenant que chez leurs adversaires. Comme s'ils étaient dans le secret des ministères, des chancelleries et des états-majors, ils jonglent avec les chiffres d'indemnités, évaluent les forces militaires et refont, eux aussi, ces ex-contempteurs de l'idée de patrie, la carte du monde sur la base du droit des peuples et du principe des nationalités. Puis, ayant jugé dangereux de parler de paix, tant qu'on n'a pas, pour employer la formule d'usage, écrasé le seul militarisme prussien, ils préfèrent regarder le danger en face, loin des balles. Si nous considérons synthétiquement, plutôt, les idées qu'exprime leur déclaration, nous constatons qu'il n'y a aucune différence entre la thèse qui y est soutenue et le thème habituel des partis de l'autorité groupés, dans chaque nation belligérante, en Union sacrée. Eux aussi, ces

anarchistes repentis, sont entrés dans l'Union sacrée pour la défense des fameuses libertés acquises, et ils ne trouvent rien de mieux, pour sauvegarder cette prétendue liberté des peuples dont ils se font les champions, que d'obliger l'individu à se faire assassin et à se faire assassiner pour le compte et au bénéfice de l'Etat. En réalité, cette déclaration n'est pas l'œuvre d'anarchistes. Elle fut écrite par des étatistes qui s'ignorent, mais par des étatistes. Et suite à cette œuvre inutilement opportuniste, rien ne différencie plus ces ex-camarades des politiciens, des moralistes et des philosophes de gouvernement, contre lesquels ils avaient consacré toute leur vie à lutter.

Collaborer avec un Etat, avec un gouvernement, dans sa lutte, fût-elle même dépourvue de violence sanguinaire, contre un autre Etat, contre un autre gouvernement, choisir entre deux modes d'esclavage, qui ne sont que superficiellement différents, cette différence superficielle étant le résultat de l'adaptation des moyens de gouvernement à l'état d'évolution auquel est parvenu le peuple qui y est soumis, voilà, certes, qui n'est pas anarchiste. À plus forte raison, lorsque cette lutte revêt l'aspect particulièrement ignoble de la guerre. Ce qui a toujours différencié l'anarchiste des autres éléments sociaux dispersés dans les divers partis politiques, dans les diverses écoles philosophiques ou sociologiques, c'est la répudiation de l'Etat, faisceau de tous les instruments de domination, centre de toute tyrannie ; l'Etat qui est, par sa destination l'ennemi de l'individu, pour le triomphe de qui l'anarchisme a toujours combattu, et dont il est fait si bon marché dans la période actuelle, par les défenseurs du droit également situés, ne l'oublions pas, de chaque côté de la frontière. En s'incorporant à lui, volontairement, les signataires de la déclaration ont, en même temps, renié l'anarchisme.

Nous autres, qui avons conscience d'être demeurés dans la droite ligne d'un anarchisme dont la vérité ne peut avoir changé du fait de cette guerre, guerre prévue depuis longtemps, et qui n'est que la manifestation suprême de ces maux que sont l'Etat et le capitalisme, nous tenons à nous désolidariser d'avec ces camarades qui ont abandonné leurs idées, nos idées, dans une circonstance où, plus que jamais, il était nécessaire de les proclamer haut et ferme.

Producteurs de la richesse sociale, prolétaires manuels et intellectuels, hommes de mentalité

affranchis, nous sommes, de fait et de volonté, des sans patrie. D'ailleurs, patrie n'est que le nom poétique de l'Etat. N'ayant rien à défendre pas même des libertés acquises que ne saurait nous donner l'Etat, nous répudions l'hypocrite distinguo des guerres offensives et des guerres défensives. Nous ne connaissons que des guerres faites entre gouvernements, entre capitalistes, au prix de la vie, de la douleur et de la misère de leurs sujets. La guerre actuelle en est l'exemple frappant. Tant que les peuples ne voudront pas procéder à l'instauration d'une société libertaire et communiste, la paix ne sera que la trêve

employée à préparer la guerre suivante, la guerre entre peuples étant en puissance dans les principes d'autorité et de propriété. Le seul moyen de mettre fin à la guerre, de prévenir toute guerre, c'est la révolution expropriatrice, la guerre sociale, la seule à laquelle nous puissions, anarchistes, donner notre vie. Et ce que n'ont pu dire les seize à la fin de leur déclaration, nous le crions : Vive l'Anarchie !

Le groupe international anarchiste de Londres

Le lecteur trouvera ci-dessous la *Déclaration d'intentions de Dissidences*, revue au ton parfois un peu trop « académique » à mon goût, mais fort utile aux militants soucieux de connaître l'histoire du mouvement ouvrier. Pour tout contact, écrire à: J.-G. Lanuque Appartement 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy. E-mail: jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr

DECLARATION D'INTENTIONS de *Dissidences*

L'étude de l'extrême gauche, des minorités révolutionnaires marxistes, libertaires, ou des mouvements de contestation de la société, est un domaine délaissé de l'histoire savante et de la recherche. Bien que des travaux continuent de se multiplier, leurs différents auteurs restent isolés les uns des autres; et malgré des relations occasionnelles de personne à personne, il manque une réelle coordination de ces liaisons. Cette fragmentation de la recherche accentue la difficulté de fonder une épistémologie de ce champ d'étude. Qui plus est, les travaux déjà réalisés portent essentiellement sur des biographies, ou sur l'angle idéologique des choses. Des types d'approche tels que les permettent la sociologie, la philosophie, l'anthropologie, la psychanalyse, l'histoire orale ou celle des mentalités, sont trop rarement mis à contribution. Toutes ces faiblesses commandent l'utilité, voire la nécessité, de créer un bulletin permettant de relier tous les chercheurs, et de leur donner un vecteur facilitant les échanges et contribuant à féconder un champ de recherche encore en friche.

Pour ce faire, l'indépendance à l'égard de toute organisation politique ou syndicale s'avère indispensable, afin de fournir des travaux d'histoire différents de ceux des militants historiens, et de viser à la scientificité. Néanmoins, nous sommes tous unis par les valeurs d'émancipation sociale et humaine. De même, la décision prise de ne fixer aucune limite stricte aux champs chronologique ou géographique abordés doit permettre un enrichissement et un approfondissement maximum de la recherche. Si, par la force des choses, le XX^e siècle et la France seront des thèmes privilégiés, ils ne doivent en aucun cas constituer des limites. La constitution, à terme, d'un réseau international en dépend.

Ce bulletin vise donc à coordonner les recherches pour ce champ d'études sur lequel il y a tant à faire, en fournissant à tous, chercheurs, étudiants, ou simples amateurs, un matériau trop souvent dispersé. Sans concurrencer les revues déjà existantes, qui publient articles ou documents, le Bulletin fera, trois fois par an, le point sur l'actualité des livres, articles, travaux universitaires et manifestations intéressantes; ces listes seront complétées par quelques notes de lecture synthétiques, et par des bibliographies thématiques et des présentations de centres et fonds d'archives. Enfin, des lettres de lecteurs pourront être publiées, et une présentation des chercheurs qui le souhaitent sera intégrée, permettant éventuellement de tisser des liaisons nouvelles entre eux.
(Juin 1998)

L'Internationale anarchiste et la guerre (1916)

L'Europe en feu, une dizaine de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'ait jamais enregistrée l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis dix-sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé. Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes, car pour eux, il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute ; les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen, est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vînt, elle devait éclater. Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. À perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement. Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives.

Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du

droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente, en ce moment ? Est-ce l'Etat allemand, avec son militarisme formidable et si puissant qu'il a étouffé toute velléité de révolte ? Est-ce l'Etat russe, dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ? Est-ce l'Etat français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires ? La France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ? Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ? Non. Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense.

La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'Etat, qui est la forme politique du privilège. L'Etat est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'Etat n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre cela de façon frappante : toutes les formes de l'Etat se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'Etat régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples qui, pourtant, étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'Etat avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples

respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples ; et, dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent, et s'opposeront toujours à la guerre, avec la dernière énergie. Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

À tous les soldats de tous les pays, qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère. Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains ont été employés contre eux dans les jours de grève et de

légitime révolte et qu'ensuite ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale. Aux paysans, montrer qu'après la guerre, il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches. À tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux. Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement même devant une calamité comme la guerre actuelle. C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'Etat et de ses organismes de coercition. Vive l'anarchie !

Londres, 12 février 1916

Léonard d'Abbet, Alexandre Berckmann, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernado, G. Baret, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph-J Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F.W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T.H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijuders, J. Rochtenine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V.J.C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.J. Wolf, S. Yanosky.

Réponse d'Errico Malatesta au Manifeste des Seize

Un manifeste vient d'être lancé, signé par Kropotkine, Grave, Malato et une douzaine d'autres vieux camarades, dans lequel, faisant écho aux soutiens des gouvernements de l'Entente qui demandent une lutte jusqu'au bout et l'écrasement de l'Allemagne, ils s'élèvent contre toute idée de paix prématurée.

La presse capitaliste publie, avec une satisfaction naturelle, des extraits de ce manifeste et déclare qu'il est l'œuvre des « leaders du mouvement anarchiste international ». Les anarchistes, qui presque tous, sont restés fidèles à leurs convictions, se doivent à eux-mêmes de protester contre cette tentative d'impliquer l'anarchisme dans la continuation d'un féroce massacre qui n'a jamais tenu la promesse d'un bénéfice quelconque pour la cause de la Justice et de la Liberté et qui se montre maintenant, de lui-même, comme devant être absolument dépourvu de tout résultat, même du point de vue des dirigeants des deux camps.

La bonne foi et les bonnes intentions de ceux qui ont signé le manifeste sont au-delà de toute question. Mais si pénible qu'il soit d'être en désaccord avec de vieux amis qui ont rendu tant de services à ce qui, dans le passé, était notre cause commune, la sincérité et l'intérêt de notre mouvement d'émancipation nous font un devoir de nous dissocier de camarades qui se croient capables de réconcilier les idées anarchistes et la collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes de certaines nations dans leur lutte contre les capitalistes et les gouvernements de certaines autres nations.

Durant la présente guerre nous avons vu des républicains se mettre au service des rois, des socialistes faire cause commune avec la classe dirigeante, des travaillistes servir les intérêts des capitalistes ; mais en réalité tous ces hommes sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'État, et leur hésitation peut se comprendre quand le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale. Mais une telle hésitation est incompréhensible de la part d'anarchistes.

Nous estimons que l'État est incapable de bien. Dans le domaine international aussi bien que dans celui des rapports individuels il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime.

Même en supposant — ce qui est loin d'être la vérité — que l'Allemagne porte seule la responsabilité de la guerre présente, il est prouvé que, aussi longtemps qu'on s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction. La révolution populaire exceptée, il n'y a pas d'autre façon de résister à la menace d'une armée disciplinée que d'essayer d'avoir une armée plus forte et plus disciplinée, de sorte que les antimilitaristes les plus résolus, s'ils ne sont pas anarchistes et craignent la destruction de l'État, sont inévitablement conduits à devenir d'ardents militaristes.

En fait, dans l'espoir problématique de détruire le militarisme prussien, ils ont renoncé à toutes les traditions de liberté ; ils ont prussianisé l'Angleterre et la France ; ils se sont soumis au tsarisme ; ils ont restauré le prestige du trône branlant d'Italie.

Les anarchistes peuvent-ils accepter cet état de choses un seul instant sans renoncer à tout droit de s'appeler anarchistes ? Pour moi, même la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal. Il est tout à fait vain de dire qu'il s'agit de circonstances exceptionnelles et qu'après avoir contribué à la victoire de l'Entente dans « cette guerre » nous retournerons chacun dans notre propre camp et lutterons pour notre propre idéal.

S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous défendre nous-mêmes contre « la menace allemande », cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre.

Si grande que puisse être la défaite de l'armée allemande s'il est vrai qu'elle sera battue, il ne sera jamais possible d'empêcher les patriotes allemands de penser à une revanche et de la préparer ; et les patriotes des autres pays, très raisonnablement, de leur point de vue, voudront eux-mêmes se tenir prêts de façon à n'être pas surpris par une attaque. Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays.

Que diront alors ces anarchistes qui veulent aujourd'hui la victoire d'un des groupes de belligérants ? Recommenceront-ils à s'appeler antimilitaristes, à prêcher le désarmement, le refus du service militaire et le sabotage de la défense nationale, pour redevenir, à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu'ils auront tenté de désarmer et de paralyser ?

On dira que ces choses prendront fin quand les Allemands se seront débarrassés de leurs tyrans et auront cessé d'être une menace pour l'Europe en détruisant le militarisme chez eux. Mais s'il en est ainsi, les Allemands qui pensent avec raison que la domination anglaise et française (pour ne rien dire de la Russie tsariste), ne serait pas plus agréable aux Allemands que la domination allemande ne le serait aux Français et aux Anglais, voudront d'abord attendre que les Russes et les autres aient détruit leur propre militarisme et, en attendant, ils contribueront à accroître l'armée de leur pays. Et alors combien de temps la Révolution sera-t-elle différée ? Combien de temps l'anarchie ? Devons-nous toujours attendre que les autres commencent ? La ligne de conduite des anarchistes est clairement tracée par la logique même de leurs aspirations. La guerre aurait dû être empêchée par la Révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la Révolution. La force ou l'audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la Révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut. Eh bien ! il n'y a qu'un remède ; faire mieux à l'avenir. Plus que jamais nous devons éviter les compromis, creuser le fossé entre les capitalistes et les serfs du salariat, entre les gouvernants et les gouvernés ; prêcher l'expropriation de la propriété individuelle et la destruction des États, comme les seuls moyens de garantir la fraternité entre les peuples et la justice et la liberté pour tous ; et nous devons nous préparer à accomplir ces choses.

En attendant, il me semble qu'il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d'hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher « la guerre jusqu'au bout » c'est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l'excitent au combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand.

Aujourd'hui, comme toujours, que ceci soit notre devise : À bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements.

Vivent les peuples, tous les peuples

Errico Malatesta

Léon Trotsky : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917)

(Texte écrit en 1917 et traduit en français par les camarades du Marxist Internet Archive qui sont responsables du site www.marxist.org et nous ont aimablement autorisés à reproduire ce texte.)

Alors que les hommes s'entretuent dans tous les pays, jamais le monde n'a compté autant de pacifistes. Chaque époque historique a non seulement ses techniques et ses formes politiques propres, mais aussi son hypocrisie spécifique. A une certaine période, les peuples s'exterminaient mutuellement au nom des enseignements du christianisme, de l'amour de l'humanité. Désormais, seuls les gouvernements les plus réactionnaires en appellent au Christ. Les nations progressistes se coupent mutuellement la gorge au nom du pacifisme. Wilson entraîne les Etats-Unis dans la guerre au nom de la Ligue des Nations et de la paix perpétuelle. Kerensky et Tseretelli plaident pour une nouvelle offensive en prétendant qu'elle rapprochera l'arrivée de la paix.

Aujourd'hui, la verve satirique et l'indignation d'un Juvénal nous font cruellement défaut. De toute façon, même les armes satiriques les plus corrosives s'avèrent impuissantes et illusoire face à l'alliance triomphante de l'infamie et de la servilité — deux éléments qui se sont développés sans entraves avec cette guerre.

Le pacifisme possède le même lignage historique que la démocratie. La bourgeoisie a tenté d'accomplir une grande oeuvre historique en essayant de placer toutes les relations humaines sous l'autorité de la raison et de remplacer des traditions aveugles et stupides par les outils de la pensée critique. Les contraintes que les guildes faisaient peser sur la production, les privilèges qui paralysaient les institutions politiques, la monarchie absolue — tout cela n'était que des vestiges des traditions du Moyen Age. La démocratie bourgeoise avait absolument besoin de l'égalité juridique pour permettre à la libre concurrence de s'épanouir, et du parlementarisme pour administrer les affaires publiques. Elle a cherché également à réguler les relations entre les nations de la même manière. Mais, sur ce point, elle s'est heurtée à la guerre, c'est-à-dire une façon de régler les problèmes qui représente une négation totale de

la « raison ». Alors, elle a commencé à dire aux poètes, aux philosophes, aux moralistes et aux hommes d'affaires qu'il serait bien plus productif pour eux d'arriver à la « paix perpétuelle ». Et c'est cet argument logique qui se trouve à la base du pacifisme.

La tare originelle du pacifisme, cependant, est fondamentalement la même que celle de la démocratie bourgeoise. Sa critique n'aborde que la surface des phénomènes sociaux, elle n'ose pas tailler dans le vif et aller jusqu'aux relations économiques qui les sous-tendent. Le réalisme capitaliste joue avec l'idée d'une paix universelle fondée sur l'harmonie de la raison, et il le fait d'une façon peut-être encore plus cynique qu'avec les idées de liberté, d'égalité et fraternité. Le capitalisme a développé la technique sur une base rationnelle mais il a échoué à rationaliser les conditions économiques. Il a mis au point des armes d'extermination massive dont n'auraient jamais pu rêver les « barbares » de l'époque médiévale.

L'internationalisation rapide des relations économiques et la croissance constante du militarisme ont ôté tout fondement solide au pacifisme. Mais en même temps, ces mêmes forces lui ont procuré une nouvelle aura, qui contraste autant avec son ancienne apparence qu'un coucher de soleil flamboyant diffère d'une aube rosâtre.

Les dix années qui ont précédé la guerre mondiale sont généralement qualifiées de « paix armée », alors qu'il s'est agi en fait d'une période de guerre ininterrompue dans les territoires coloniaux.

La guerre a sévi dans des zones peuplées par des peuples faibles et arriérés; elle a abouti à la participation de l'Afrique, de la Polynésie et de l'Asie, et ouvert la voie à la guerre actuelle. Mais, comme aucune guerre n'a éclaté en Europe depuis 1871, quoiqu'il y ait eu des conflits limités mais aigus, les petits bourgeois se sont bercés d'une douce illusion : l'existence et le renforcement continu d'une armée nationale garantissaient la paix et permettraient

un jour l'adoption d'un nouveau droit international. Les gouvernements capitalistes et le grand capital ne se sont évidemment pas opposés à cette interprétation « pacifiste » du militarisme. Pendant ce temps-là, les préparatifs du conflit mondial battaient leur plein, et bientôt la catastrophe se produirait.

Théoriquement et politiquement, le pacifisme repose exactement sur la même base que la doctrine de l'harmonie sociale entre des intérêts de classe différents.

L'opposition entre Etats capitalistes nationaux a exactement la même base économique que la lutte des classes. Si l'on croit possible une atténuation graduelle de la lutte des classes, alors on croira aussi à l'atténuation graduelle et à la régulation des conflits nationaux.

La petite bourgeoisie a toujours été le meilleur gardien de l'idéologie démocratique, de toutes ses traditions et ses illusions. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, elle avait subi de profondes transformations internes, mais n'avait pas encore disparu de la scène. Au moment même où le développement de la technique capitaliste minait en permanence son rôle économique, le suffrage universel et la conscription obligatoire lui donnèrent, grâce à sa force numérique, l'illusion de jouer un rôle politique. Lorsqu'un petit patron réussissait à ne pas être écrasé par le grand capital, le système de crédit se chargeait de le soumettre. Il ne restait plus aux représentants du grand capital qu'à se subordonner la petite bourgeoisie sur le terrain politique, en se servant de ses théories et de ses préjugés et en leur donnant une valeur fictive. Telle est l'explication du phénomène que l'on a pu observer durant la décennie précédant la guerre : alors que le champ d'influence de l'impérialisme réactionnaire s'étendait et atteignait un niveau terrifiant, en même temps fleurissaient les illusions réformistes et pacifistes dans la démocratie bourgeoise. Le grand capital avait domestiqué la petite bourgeoisie pour servir ses fins impérialistes en s'appuyant sur les préjugés spécifiques de cette classe.

La France est l'exemple classique de ce double processus. Dans ce pays dominé par le capital financier il existe une petite bourgeoisie nombreuse et généralement conservatrice. Grâce aux prêts à l'étranger, aux colonies, à l'alliance avec la Russie et l'Angleterre, la couche supérieure de la population a été impliquée dans tous les intérêts et les conflits du capitalisme

mondial. En même temps, la petite bourgeoisie française demeurait provinciale jusqu'à la moelle. Le petit bourgeois éprouve une peur instinctive devant les affaires mondiales et, toute sa vie, il a eu horreur de la guerre, essentiellement parce qu'il n'a en général qu'un fils, à qui il laissera son affaire et ses meubles. Ce petit bourgeois envoie un radical bourgeois le représenter à l'Assemblée, parce que ce monsieur promet qu'il préservera la paix grâce, d'une part, à la Ligue des Nations et, de l'autre, aux cosaques russes qui trancheront la tête du Kaiser à sa place. Lorsque le député radical, issu de son petit milieu d'avocats de province, arrive à Paris, il est animé par une solide foi en la paix. Cependant, il n'a qu'une très vague idée sur la localisation du Golfe persique, et ne sait pas si le chemin de fer de Bagdad est nécessaire ni à qui il pourrait être utile. C'est dans ce milieu de députés « pacifistes » que l'on pioche pour former les gouvernements radicaux. Et ceux-ci se trouvent immédiatement empêtrés dans les ramifications de toutes les précédentes obligations diplomatiques et militaires souscrites en Russie, en Afrique, en Asie, au nom des divers groupes d'intérêts financiers de la Bourse française. Le gouvernement et l'Assemblée n'ont jamais abandonné leur phraséologie pacifiste, mais en même temps, ils ont poursuivi une politique extérieure qui a finalement mené la France à la guerre.

Les pacifismes anglais et américain — bien que les conditions sociales et l'idéologie de ces pays diffèrent considérablement de celles de la France (et malgré l'absence de toute idéologie en Amérique) — remplissent essentiellement la même tâche : ils fournissent un exutoire à la peur des citoyens petits bourgeois face aux secousses mondiales, qui, après tout, ne peuvent que les priver des derniers vestiges de leur indépendance ; ils bercent et endorment la vigilance de la petite-bourgeoisie grâce à des notions comme le désarmement, le droit international ou les tribunaux d'arbitrage. Puis, à un moment donné, les pacifistes incitent la petite bourgeoisie à se donner corps et âme à l'impérialisme capitaliste qui a déjà mobilisé tous les moyens nécessaires à cet effet : connaissances techniques, art, religion, pacifisme bourgeois et « socialisme » patriotique.

« Nous étions contre la guerre, nos députés, nos ministres étaient tous opposés à la guerre », se lamente le petit bourgeois français : « Il s'ensuit donc que nous avons donc été forcés de

faire la guerre et que, pour réaliser notre idéal pacifiste, nous devons mener cette guerre jusqu'à la victoire». « Jusqu'au bout !¹ » s'écrie le représentant du pacifisme français, le baron d'Estournel de Constant pour consacrer solennellement la philosophie pacifiste.

Pour mener la guerre jusqu'à la victoire, la Bourse de Londres avait absolument besoin de la caution de pacifistes ayant la trempe du libéral Asquith ou du démagogue radical Lloyd George. « Si ces hommes conduisent la guerre, se sont dit les Anglais, alors nous devons avoir le droit pour nous. »

Tout comme les gaz de combat, ou les emprunts de guerre qui ne cessent d'augmenter, le pacifisme a donc son rôle à jouer dans le déroulement du conflit mondial.

Aux États-Unis, le pacifisme de la petite bourgeoisie a montré son vrai rôle, celui de serviteur de l'impérialisme, de façon encore moins dissimulée. Là-bas, comme partout ailleurs, ce sont les banques et les trusts qui font la politique. Même avant 1914, grâce au développement extraordinaire de l'industrie et des exportations, les États-Unis avaient déjà commencé à s'engager de plus en plus sur l'arène mondiale pour défendre leurs intérêts et ceux de l'impérialisme. Mais la guerre européenne a accéléré cette évolution impérialiste jusqu'à ce qu'elle atteigne un rythme fébrile. Au moment où de nombreuses personnes vertueuses (y compris Kautsky) espéraient que les horreurs de la boucherie européenne inspireraient à la bourgeoisie américaine une saine horreur du militarisme, l'influence réelle du conflit en Europe se faisait sentir non sur le plan psychologique mais sur le plan matériel et aboutissait au résultat exactement inverse. Les exportations des États-Unis, qui s'élevaient en 1913 à 2466 millions de dollars, ont progressé en 1916 jusqu'au montant incroyable de 5 481 millions. Naturellement l'industrie des munitions s'est taillée la part du lion. Puis a surgi tout à coup la menace de l'interruption du commerce avec les pays de l'Entente, lorsqu'a commencé la guerre sous-marine à outrance. En 1915, l'Entente avait importé 35 milliards de biens américains, alors que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'avaient importé que 15 millions. Des profits gigantesques étaient donc en jeu, mais aussi une grave crise de l'ensemble de l'industrie

américaine qui repose sur l'industrie de guerre. C'est ces chiffres que nous devons avoir en tête si nous voulons comprendre la répartition des « sympathies » pour chaque camp en Amérique. Et les capitalistes en ont donc appelé à l'Etat : « Vous avez constitué l'industrie militaire sous le drapeau du pacifisme, c'est donc à vous de nous trouver de nouveaux marchés. » Si l'Etat n'était pas en mesure de promettre la « libre circulation sur les mers » (autrement dit, la liberté d'extraire du capital à partir du sang humain), il devait dégager de nouveaux marchés pour les industries de guerre menacées – en Amérique même. Et les besoins de la boucherie européenne ont donc abouti à une militarisation soudaine et catastrophique des États-Unis.

Il était prévisible que ces mesures allaient susciter l'opposition d'une grande partie de la population. Calmer ce mécontentement aux contours indéfinis et le transformer en coopération patriotique constituait un défi capital en matière de politique intérieure. Et par une étrange ironie de l'Histoire, le pacifisme officiel de Wilson, tout autant que le pacifisme « d'opposition » de Bryan, a fourni les armes les plus aptes à réaliser ce dessein : contrôler les masses par le militarisme.

Bryan a exprimé haut et fort l'aversion naturelle des fermiers et de tous les petits bourgeois envers l'impérialisme, le militarisme et l'augmentation des impôts. Mais tandis qu'il multipliait pétitions et délégations en direction de ses collègues pacifistes qui occupaient les plus hautes charges gouvernementales, Bryan faisait tout pour rompre avec la tendance révolutionnaire de ce mouvement.

« Si on en vient à la guerre, télégraphia par exemple Bryan à un meeting anti-guerre qui avait lieu à Chicago en février, alors, bien sûr, nous soutiendrons le gouvernement, mais jusqu'à ce moment, notre devoir le plus sacré est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter les horreurs de la guerre. » Ces quelques mots contiennent tout le programme du pacifisme petit bourgeois. « Tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter la guerre » signifie offrir un exutoire à l'opposition des masses sous forme de manifestes inoffensifs. On assure ainsi au gouvernement que, si la guerre a lieu, l'opposition pacifiste ne créera aucun obstacle à son action.

En vérité, c'est tout ce dont avait besoin le pacifisme officiel : un Wilson qui avait déjà donné aux capitalistes qui font la guerre nombre de preuves de sa « disposition à combattre ». Et

¹ En français dans le texte.

Mr. Bryan lui-même trouva qu'il suffisait d'avoir fait ces déclarations, après quoi il fut satisfait de mettre de côté son opposition tonitruante à la guerre dans un seul but : déclarer la guerre. Comme Wilson, Bryan se précipita au secours du gouvernement. Et les grandes masses, pas seulement la petite bourgeoisie, se dirent : « Si notre gouvernement, dirigé par un pacifiste de réputation mondiale comme Wilson peut déclarer la guerre, et que Bryan lui-même peut le soutenir sur la question de la guerre, alors il s'agit sûrement d'une guerre juste et nécessaire ». Ceci explique pourquoi le pacifisme vertueux, à la mode quaker, soutenu par les démagogues qui dirigent le gouvernement, était tenu en si haute estime par la Bourse et les dirigeants de l'industrie de guerre.

Notre propre pacifisme menchevik, socialiste-révolutionnaire, malgré les différences des conditions locales, a joué exactement le même rôle, à sa façon. La résolution sur la guerre, adoptée par la majorité du Congrès panrusse des Conseils d'ouvriers et de soldats, se fonde non seulement sur les mêmes préjugés pacifistes en ce qui concerne la guerre, mais aussi sur les caractéristiques de la guerre impérialiste. Le congrès a affirmé que « la première et plus importante des tâches de la démocratie révolutionnaire » était d'en finir rapidement avec la guerre. Mais ces déclarations n'avaient qu'un but : tant que les efforts internationaux de la démocratie bourgeoise n'arrivent pas à en finir avec la guerre, la démocratie révolutionnaire russe exige avec force que l'armée russe soit préparée au combat, à la défensive comme à l'offensive.

La révision des anciens traités internationaux oblige le Congrès panrusse à se soumettre au bon vouloir des diplomates de l'Entente, et ce n'est pas dans leur nature de liquider le caractère impérialiste de la guerre – même s'ils le pouvaient. Les « efforts internationaux des démocraties » abandonnent le Congrès panrusse et ses dirigeants entre les mains des patriotes social-démocrates, qui sont pieds et poings liés à leurs gouvernements impérialistes. Et cette même majorité du Congrès panrusse, après s'être engagée dans une voie sans issue (« la fin la plus rapide possible de la guerre »), a maintenant abouti, en ce qui concerne la politique pratique, à une conclusion précise : l'offensive. Un « pacifisme » qui se soumet à la petite bourgeoisie et nous amène à soutenir l'offensive sera bien sûr accueilli très

chaleureusement par le gouvernement russe mais aussi par les puissances impérialistes de l'Entente.

Milioukov déclare par exemple : « Notre loyauté envers nos alliés et envers les anciens traités (impérialistes) signés nous oblige à entamer l'offensive. »

Kerensky et Tsérételli affirment : « Bien que les anciens traités n'aient pas encore été révisés, l'offensive est inévitable. »

Les arguments varient mais la politique est la même. Et il ne peut en être autrement, puisque Kerensky et Tsérételli sont étroitement liés au parti de Milioukov qui se trouve au gouvernement.

Le pacifisme social-démocrate et patriotique de Dan, tout comme le pacifisme à mode quaker de Bryan, sert, dans les faits, l'intérêt des puissances impérialistes.

C'est pourquoi la tâche la plus importante de la diplomatie russe ne consiste pas à persuader la diplomatie de l'Entente de réviser tel ou tel traité, ou d'abroger telle disposition, mais de la convaincre que la révolution russe est absolument fiable, qu'on peut lui faire confiance en toute sécurité.

L'ambassadeur russe, Bachmatiev, dans son discours devant le Congrès américain du 10 juin, a aussi caractérisé l'activité du gouvernement provisoire de ce point de vue :

« Tous ces événements, a-t-il dit, montrent que le pouvoir et la représentativité du gouvernement provisoire augmentent chaque jour. Plus ils augmenteront, plus le gouvernement sera en mesure d'éliminer les éléments désintégrateurs, qu'ils viennent de la réaction ou de l'extrême gauche. Le gouvernement provisoire vient juste de décider de prendre toutes les mesures nécessaires pour y arriver, même s'il doit utiliser la force, et bien qu'il ne cesse de rechercher une solution pacifique à ces problèmes. »

On ne peut douter un instant que l'« honneur national » de nos patriotes sociaux-démocrates reste intact lorsque l'ambassadeur de la « démocratie révolutionnaire » s'empresse de démontrer à la ploutocratie américaine que le gouvernement russe est prêt à faire couler le sang du prolétariat russe au nom de la loi et l'ordre. L'élément le plus important du maintien de l'ordre étant le soutien loyal aux capitalistes de l'Entente.

Et tandis que Herr Bachmatief, chapeau à la main, s'adressait humblement aux hyènes de la

Bourse américaine, Messieurs² Tsérételli et Kérénsky endormaient la « démocratie révolutionnaire », en lui assurant qu'il était impossible de combattre l'« anarchie de la gauche » sans utiliser la force et menaçaient de désarmer les ouvriers de Péetrograd et les régiments qui les soutenaient. Nous pouvons voir maintenant que ces menaces étaient proférées au bon moment : elles étaient la meilleure garantie pour les prêtres américains à la Russie.

« Vous pouvez maintenant voir, aurait pu dire Herr Bachmatiev à Mr. Wilson, que notre pacifisme révolutionnaire ne diffère pas d'un cheveu du pacifisme de votre Bourse. Et s'ils peuvent croire en Mr. Bryan, pourquoi ne pourraient-ils croire Herr Tsérételli ? »

² En français dans le texte. (N.d.T.)

Léon Prouvost

Révolutionnaires et quakers

devant la guerre

n°36 — 1921

L'Idée Libre

Il me paraît intéressant, maintenant que plus de deux années se sont écoulées depuis la signature de l'armistice, de montrer quel a été le rôle, lors de la déclaration de la guerre, et pendant sa durée, de ceux qui s'intitulaient «*pacifistes*» et «*antimilitaristes*».

Au moment de la déclaration de guerre, les pacifistes bourgeois ont marché avec les gouvernants : ils ont du reste été, pendant toute la durée de la tuerie, les plus fervents jusqu'aboutistes.

Les socialistes, eux, qui avaient agité l'opinion publique contre la loi de trois ans, qui avaient déclaré dans de nombreux meetings qu'en cas de mobilisation il fallait y répondre par l'insurrection, ont suivi les dirigeants ; et les parlementaires socialistes ont voté par acclamation les crédits, sont entrés dans les conseils des gouvernements et ont poussé à la guerre comme les autres partis.

Bourgeois, socialistes, royalistes, républicains et catholiques, tous ont marché avec le même entrain.

Et lorsque je vois des journaux comme *La Vague*, et d'autres répéter sans cesse : «Électeurs, nommez des socialistes, et vous éviterez la guerre», je ne puis m'empêcher de rire, surtout lorsque ce sont les mêmes individus qui parlent ainsi et qui ont voté les crédits de la guerre !

Il faut juger les hommes, non sur ce qu'ils disent, mais sur ce qu'ils ont fait.

Voyons maintenant le rôle des «anarchistes».

Les véritables anarchistes n'ont pas participé à la tuerie : ceux-là ont déserté, se sont terrés en France ou ont employé des «trucs» pour ne pas tuer leurs semblables. Mais les chefs ? Ceux qui pendant dix ans, vingt ans ont participé à tous les mouvements contre le militarisme ? Eh bien, ceux-ci ont fait comme les chefs des autres partis. Ils ont appuyé les gouvernants, alors même que, se trouvant à l'étranger, ils auraient pu tenir une conduite tout autre ou du moins se taire. Ils ont été de fervents jusqu'aboutistes, à ce point même qu'ils ont repoussé — en février 1916 — toute proposition de paix.

Je ne rappellerai pas en entier le manifeste des «Seize» : Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, P. Kropotkine, Charles Malato, Jules Moineau, M. Pierrot, Paul Reclus, W. Tcherkesoff, etc. Cette publication serait trop longue, mais je tiendrais cependant à citer quelques extraits de ce manifeste pour montrer la mentalité de ces gens qui, pendant plus de vingt ans, ont prêché la révolte et le refus du service militaire — quel que soit le motif de l'agression — et leur attitude dans la tourmente.

«Parler de paix, en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents.

«En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace, — mise à exécution, — non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi, nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous ennemis de la guerre, nous partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population.

«Parler de paix tant que le parti qui, pendant 45 ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la nation allemande, restée saine, et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti.»

Et voilà comment les «chefs anarchistes», étaient devenus des guerriers déterminés. L'un d'eux, Jean Grave, n'écrivait-il pas dans *La Bataille* du 13 novembre 1916 :

«... Et puis, si je ne me bats pas, je suis prêt à prendre le fusil lorsque l'on appellera les hommes de mon âge.

«... A l'heure actuelle il n'y a de paix possible et durable que dans l'écrasement du parti militariste qui a déclaré la guerre.

«Au nom de la fraternité des peuples, nous devons continuer la lutte contre ceux qui ont rêvé de faire de l'Europe une vaste caserne.»

Inutile d'insister davantage, «les chefs» sont jugés !

Je dois ajouter toutefois que le manifeste des «Seize» avait soulevé une protestation de la part des anarchistes restés sincères. Malatesta, dans une publication datée de Londres, répondit à nos anarchistes de gouvernement et en mai 1916, une déclaration était lancée en réponse à celle des «Seize». Cette proposition, dont les anarchistes communistes russes résidant à Paris avaient pris l'initiative, était aussitôt recouverte des signatures des membres du groupe d'étude des anarchistes communistes (20 signatures), du groupe de secours à la presse anarchiste, et de 40 signatures individuelles par l'intermédiaire des dits groupements.

Mais si du côté des «chefs» anarchistes et socialistes, nous avons eu à déplorer une triste attitude, combien est douce la consolation de deux sectes qui, sans bruit, sans tapage, se sont refusé à participer à la tuerie. Nous voulons parler des «doukhobors» et des «quakers» dont nous allons admirer la conduite.

Mais qu'est-ce que les doukhobors ?

Les doukhobors constituent une secte qui fit son apparition en Russie vers la moitié du XVIII^e siècle. Ces «iconoclastes», comme les appela le gouvernement russe, niaient non seulement toutes les coutumes et tous les rites de l'Église orthodoxe, mais n'acceptaient ni baptême, ni communion. Ils se refusaient à porter les armes, ne reconnaissaient pas la propriété privée et refusaient de s'incliner devant l'autorité et devant les lois.

Aussi, lorsque cette secte se développa en Russie, les persécutions commencèrent contre elle.

En 1792, le gouverneur d'Ekatérinoslav écrivit alors à Pétersbourg que «les Iconoclastes ne méritent pas de pitié», et que leur hérésie est surtout dangereuse par la contagion de l'exemple, car «la vie des doukhobors est basée sur les règles les plus honnêtes, leurs principaux soins se rapportent au bien commun, et ils attendent leur salut des bonnes œuvres». Les doukhobors furent condamnés au bûcher, mais graciés et déportés en Sibérie. En 1801, les sénateurs Lopoukhine et Meketzky, les premiers, montrèrent à l'empereur ces hommes sous leur vrai jour, et sur le rapport des envoyés, l'empereur voulant séparer les doukhobors des autres habitants, leur permit d'émigrer en Molotchnia Podi.

Les doukhobors n'ont pas de prêtres. La vertu la plus estimée parmi eux, c'est l'amour du

prochain : ils n'ont pas de propriétés personnelles, chacun considère son bien comme appartenant à tous. Dans leur société, il n'y a aucun chef qui «administre», elle est dirigée par tous. Ils n'ont pas le culte de la mort et ainsi, ils ne prient jamais pour les morts, croyant cela inutile.

Les conceptions morales des doukhobors sont les suivantes : tous les hommes sont égaux, et les distinctions extérieures n'ont aucune valeur. Les doukhobors ont transporté sur les autorités gouvernementales cette idée de l'égalité. Les fils de Dieu, disent-ils, doivent faire eux-mêmes ce qu'il faut, sans contrainte, et, par suite, les autorités sont inutiles. Il ne doit exister sur terre aucun pouvoir ni spirituel, ni civil, parce que les hommes sont égaux et également soumis à la tentation des péchés. C'est pourquoi les doukhobors ne se soumettent pas au pouvoir établi, sans toutefois se révolter contre lui.

Les tribunaux ne sont pas nécessaires. «Pourquoi faut-il des tribunaux, disent-ils, à celui qui ne veut lui-même outrager personne ?» Le serment n'est pas permis, c'est pourquoi ils refusent de prêter serment en n'importe quelle occasion, et en particulier lors du recrutement. Ils ont pensé aussi qu'il ne leur était pas possible de porter les armes et de se battre contre «l'ennemi».

Dans leurs relations sociales, ils sont doux, polis et un peu solennels. Ils mènent une vie laborieuse et honnête. Dans la vie familiale, les relations entre parents et enfants sont également dignes d'attention. La fraternité est extrêmement développée parmi eux.

Le gouvernement russe entama des persécutions contre les doukhobors, surtout pour leur refus de porter les armes. Le récit de ces persécutions serait trop long à donner en détail et j'engage mes lecteurs qui voudraient se documenter sur cette secte intéressante à lire l'ouvrage : *Tolstoï et les doukhobors*, éditeur Stock (1902). Ce livre se trouve dans la Bibliothèque Circulante de *l'Idée Libre*.

Ces persécutions redoublèrent en 1895 et en voici les causes : grâce à diverses influences, au cours de cette année, environ 15 000 doukhobors revenaient avec une nouvelle force à leur ancienne croyance chrétienne, la loi qui leur interdit de résister au mal par la violence.

Cette décision les a conduits, d'une part à détruire leurs armes, estimées comme si nécessaires au Caucase, et, par suite, à renoncer à toute possibilité de résistance par la violence,

et à s'abandonner au pouvoir de toute violence, et, d'autre part, à ne participer en aucun cas à aucune œuvre de violence exigée d'eux par le gouvernement, c'est-à-dire à ne participer ni au service militaire, ni à tout autre service qui demande la violence.

Le gouvernement ne pouvait admettre que quelques milliers d'hommes s'affranchissent des obligations établies par la loi, et la lutte commença. Quelques doukhobors firent cependant leur soumission au gouvernement, mais ce fut très rare.

L'homme qui reconnaît l'illégalité morale du meurtre peut, sous l'influence de telle ou telle cause, entrer à contre-cœur au service militaire, mais ne peut absolument pas, dans la profondeur de son âme, justifier cette conduite ; et qu'il vive seulement jusqu'au rétablissement de son équilibre moral, il reviendra à lui et refusera de servir. C'est ce qui arriva avec les doukhobors.

Le gouvernement russe voyant qu'il n'aurait jamais raison de cette secte, qu'elle se développait au contraire, après l'avoir isolée, donna l'autorisation à ses membres d'émigrer au Canada.

C'est donc vers l'année 1900 que les doukhobors s'embarquèrent et s'y installèrent définitivement. Mais quelques années après, de nouvelles difficultés surgirent avec ce gouvernement par rapport à la propriété bâtie, propriété que les doukhobors se refusaient à reconnaître, estimant que sans violence et sans meurtre, la propriété se saurait se maintenir. Un autre sujet de division avec les autorités canadiennes se présenta également. L'État voulait imposer aux doukhobors l'obligation pour toute personne mariée de se faire inscrire sur des registres et de même pour les naissances et les décès. Que fit le gouvernement du Canada ? Il continua une politique d'attente qu'il a sagement adoptée et ce n'est qu'au moment de la guerre que de nouveaux conflits surgirent. Mais grâce à l'attitude énergique (quoique passive) des doukhobors, ceux-ci furent laissés tranquilles.

Au surplus, comme jamais aucun doukhobor ne fut jugé pour délit civil ou criminel, le gouvernement du Canada avait donc tout intérêt à ne pas inquiéter des gens vivant paisiblement en dehors d'une société faite de meurtres et de haines.

Qu'est que le quakérisme ?

Le quakérisme est une secte à base religieuse qui prit naissance en Angleterre vers 1650. Le véritable fondateur fut un berger du comté de

Leicester, George Fox, son législateur fut William Penn et son théologien Robert Barclay.

Le quakérisme affiche le plus grand mépris pour les formes extérieures des religions ; il condamne le serment, restaure le tutoiement, proscrit le luxe, place l'inspiration intérieure au-dessus de la fidélité à la lettre ; ses membres se refusent, comme les doukhobors, à porter les armes et à se servir du moindre outil de meurtre. Ce sont donc des antimilitaristes. Ils eurent rapidement des partisans. Pendant la République et durant tout le règne de Charles II, le nombre des quakers s'accrut constamment en Grande-Bretagne, de telle sorte que vers 1690, ils formaient un peuple nombreux et bien organisé.

Ces hommes sérieux et tempérants, qui refusaient de se soumettre aux gouvernants et à l'Église, subirent alors de grandes persécutions. Ils durent s'exiler pour conserver leur foi. Les gouvernants ne demandaient pas mieux que d'en être débarrassés : ils donnaient au monde l'exemple de toutes les vertus et ils auraient établi à la longue que l'on pouvait se passer des gouvernants et des prêtres. C'est ce que ne pouvaient tolérer les dirigeants anglais.

Pour préparer aux quakers un asile en Amérique, Penn obtint du roi d'Angleterre la concession d'un vaste territoire qui fut appelé de son nom, la Pennsylvanie. La liberté de conscience fut la caractéristique du nouvel État.

Mais les quakers restés en Angleterre ne se tenaient pas pour battus et malgré toutes les persécutions de toutes sortes, ils obtinrent en 1689, avec les autres citoyens, l'égalité civile et religieuse. En outre, un acte du Parlement les dispensa du serment en 1695 ; mais pour en arriver à ce résultat, les quakers endurent de pénibles souffrances durant les quarante premières années de leur histoire.

En 1659, alors que George Fox était en prison, on le recruta pour l'armée. On lui offrit un poste d'officier. Il refusa «vu qu'il était entré dans le pacte de la paix qui existait avant que les guerres et la lutte ne fussent». Il savait que toutes les guerres ne proviennent que de la convoitise.

Cet incident illustra la position des quakers à l'égard de la guerre, position basée sur ce fait que le royaume du Christ est un royaume de paix et que par conséquent la guerre, sous quelque forme que ce soit, est incompatible avec le Bien.

La cause de la paix internationale progresse lentement, mais les quakers n'ont cessé de témoigner en sa faveur, et leurs convictions à cet

égard sont choses connues, grâce aux souffrances et à l'impopularité qu'ils endurèrent.

Au XVII^e siècle, des groupes quakers se constituèrent en Hollande, en Danemark, dans les pays scandinaves et en Allemagne, mais dans les pays où le service militaire obligatoire a été introduit, cette obligation a paralysé la propagande en forçant les quakers à s'expatrier.

En effet, les quakers doivent, ou renoncer à l'une de leurs meilleures convictions, ou rechercher un refuge dans un pays respectueux de la liberté de leur conscience. Et c'est pour ce motif que le plus grand nombre se trouve dans le Nouveau Monde (150 000 environ) et en Angleterre, où, grâce à une intangible volonté et en dépit de persécutions épouvantables, ils surent s'imposer, ils conquièrent ainsi pour eux et pour d'autres, un certain nombre de libertés civiles et religieuses.

Le quakérisme est essentiellement *une règle de vie* plutôt qu'un ensemble de croyances. Il demande beaucoup à ceux qui le professent et qui malheureusement s'affranchissent trop souvent de la règle qu'il propose. Néanmoins, une existence de plus de 250 années a manifesté une succession de vies fidèles, parfois mêmes héroïques et les événements des cinq dernières années ont clairement démontré que les principes que les quakers ont essayé de vivre n'ont rien perdu de leur utilité pour notre époque.

La grande guerre venue, quels ont été le rôle et l'attitude des quakers ?

Il y avait en Angleterre, lors de la déclaration de guerre, environ 20 000 quakers en état de porter les armes.

Le nombre des réfractaires anglais se monta à environ 15.000 hommes ; les uns se réclamaient des opinions préconisées par les quakers, quoique n'étant pas membres actifs, et c'était le plus grand nombre, les autres étaient des anarchistes.

5 600 objecteurs de conscience ont été jugés par des cours martiales parce qu'ils se sont refusés à faire partie de l'armée. (Ce sont les absolutistes.)

Voici au surplus quelle était la situation à fin mars 1919, d'après un document officiel :

1 200 réfractaires étaient encore en prison.

230 avaient été jugés depuis l'armistice et recondamnés la plupart d'entre eux à deux années de travaux forcés.

890 ont été en prison pendant plus de deux ans.

25 sectes religieuses se réclamaient des 800 réfractaires qui avaient fait plus de deux ans de prison.

60 Unions ouvrières étaient représentées par les réfractaires qui avaient fait plus de deux ans de prison.

3.400 réfractaires travaillaient sous le contrôle du ministère de l'Intérieur, la plupart d'entre eux dans des camps de concentration.

Près de 3 000 quakers sont entrés dans des œuvres civiles *volontaires* (ambulances, reconstruction des pays envahis, etc.).

Ces œuvres sont volontaires, entièrement indépendantes de la Croix-Rouge officielle et sont soutenues par des dons provenant des membres de la Société, en Angleterre et en Amérique. Plusieurs millions de francs ont été dépensés pendant la guerre. Le Comité de secours aux victimes civiles a des branches en France, en Hollande et en Russie (plus d'un million de francs ont été envoyés dans ce dernier pays en vue de combattre la famine dans le district de Buzuluk) *Depuis la Révolution russe, les quakers seuls sont restés en Russie*, toutes les autres missions étrangères ayant rappelé leurs membres. Les quakers sont avant tout les amis de ceux qui souffrent ! Ils ne reconnaissent ni ennemis ni patrie.

Une grande partie de la jeunesse quaker est entrée dans ces œuvres de secours, en dehors du nombre de ceux qui sont en prison pour refus absolu de participer en quoi que ce soit à la tuerie.

Un Comité a été fondé également à Londres pour venir en aide aux familles des internés civils en Angleterre, secours immédiats aux familles d'Allemands et d'Autrichiens dont les maris étaient dans des camps de concentration, et dont la misère était profonde du fait de la guerre et de la perte des situations de ces hommes.

Il y a eu des condamnations à mort pour refus de porter les armes (une dizaine au maximum) toutes commuées en travaux forcés (dix ans au maximum). Les autres réfractaires *absolus* ont encouru des peines variant de 6 mois à 2 ans de prison, mais la peine était *renouvelée* automatiquement à l'expiration de celle en cours, d'où emprisonnement prolongé et répété pour le même délit, après un simulacre de jugement.

La loi anglaise avait bien une clause concernant les objecteurs de conscience, mais

les juges ne l'ont appliquée qu'exceptionnellement. Cette clause concédait la mise en liberté immédiate, une fois la légitimité reconnue de l'objection de conscience. Elle est restée lettre morte.

Plusieurs sont morts en prison pour diverses causes : mauvais traitements, abrutissement causé par le silence absolu imposé dans les geôles, etc. Au début, les coups étaient fréquents de la part des sous-officiers anglais, les quakers furent extrêmement maltraités jusque vers 1917, époque où l'opinion publique a fait cesser les horreurs des prisons. Au Canada, même régime qu'en Angleterre.

En Allemagne, à notre connaissance, 4 000 réfractaires ont été fusillés dès le début de la guerre, mais ils n'appartenaient pas aux quakers. De même, 300 hommes ont été arrêtés pour la même cause en Hollande et une bonne centaine en Suisse.

En Amérique, les réfractaires sont entrés, pour la plupart, dans la branche américaine de la Mission de secours aux victimes de la guerre, avec leurs camarades anglais. Les «absolutistes» ont été internés dans des camps ou ont été condamnés jusqu'à dix ans de travaux forcés ou de prison. Leur nombre est complètement inconnu, car la loi du service obligatoire n'a pas eu le temps d'avoir son plein effet par suite de la fin de la guerre. Il se compose certainement de plusieurs milliers.

Les quakers ont aussi subi en Angleterre, pendant la guerre, des persécutions nombreuses pour le refus qu'ils ont toujours opposé de soumettre leurs écrits, tracts, brochures à la censure : ils se sont du reste toujours refusés à reconnaître les lois non naturelles.

Je tiens à citer le procès-verbal de la séance tenue par le Comité exécutif le 7 décembre 1917, il montre ainsi l'attitude officielle de la société vis-à-vis de la censure :

«Le devoir de tout bon citoyen d'exprimer son opinion sur les affaires de son pays est, par cela même, mis en danger et comme d'autant plus, nous croyons que le christianisme réclame la tolérance pour les opinions qui ne sont pas les nôtres, nous ne voudrions pas, à notre insu, empêcher l'œuvre de l'esprit de Dieu. C'est un devoir suprême pour les chrétiens d'être libres, d'obéir, d'agir et de parler en accord avec la loi de Dieu, loi plus haute que celle de l'État et aucun membre du gouvernement ne peut relever les hommes de ce devoir. Nous avons conscience de la rareté des occasions où le devoir d'un corps organisé de citoyens se trouve

en conflit avec la loi et c'est avec le sentiment de la gravité de sa décision que la Société des quakers doit, en cette occasion, agir contrairement au règlement et continuer à publier livres et brochures sur la guerre, et sur la paix, sans les soumettre à la censure. Elle est convaincue qu'en luttant ainsi pour la liberté spirituelle, elle agit dans l'intérêt supérieur de la nation.»

Le comité exécutif, par conséquent, publia le pamphlet traitant de la position des objecteurs de conscience, tract qui fut largement répandu. Le dénouement de l'affaire fut que les trois membres du comité furent tenus pour responsables, arrêtés et condamnés à des peines sévères de prison.

Le présent article avait pour but d'opposer les doukhobors et les quakers à nos ex-anarchistes guerriers qui pendant vingt ans n'ont cessé de prêcher le refus du service militaire, braillards qui, dans leurs journaux faisaient un antimilitarisme violent et qui, au moment de se montrer... se sont rangés auprès des dirigeants !

Combien est plus logique l'attitude des deux sectes dont je viens de décrire les principes et les idées directrices et qui ont su en imposer aux gouvernants et les faire reculer.

Mais il est bien entendu que je ne fais aucune confusion entre les ex-anarchistes guerriers et les sincères qui ont su se soustraire au service militaire ou qui ont été fusillés pour leur refus de tuer. Autant les premiers sont des individus méprisables, autant les autres sont dignes de notre sympathie.

Pour ne citer que quelques-uns de nos amis, révoltés contre le stupide militarisme barbare et criminel, je tiens à rappeler les actes de courage de Lecoin, de Savigny, de Derbault, de Barbet et récemment encore de l'anarchiste Bévant qui, comparissant le 18 août 1920 devant les juges du Conseil de guerre de Grenoble, faisait cette fière déclaration :

«Quant aux soi-disant anarchistes, s'il y en a, qui se sont enrôlés, je leur dénie le droit de se titrer tels, car ils n'ont jamais été anarchistes, et ne le seront jamais.

«Je vous le répète, messieurs, c'est à mes conceptions philosophiques, anarchistes, auxquelles je dois de n'avoir pas tué mon semblable et de n'avoir pas participé à la grande boucherie.»

Et cette belle déclaration atteignait en plein visage nos ex-anarchistes guerriers jusqu'aboutistes ! !

Maintenant, comme conclusion de cet article, je reprends les quelques idées exposées par Max Nettlau dans *le Libertaire* du 18 janvier 1920.

Les anarchistes luttent toujours pour les meilleures et les plus justes causes, ils se gaspillent dans mille luttes *isolées* avec l'autorité. Mais une collectivité d'anarchistes qui ne se laisseraient pas faire et qui diraient que l'heure est arrivée *de les laisser tranquilles* aurait certainement raison des tracasseries gouvernementales.

N'est-ce pas ce qui est arrivé aux doukhobors et aux quakers, qui ont su imposer leurs idées ? Mais pour cela, il faut que les efforts portent sur *un unique point*. Et je suis partisan de suivre la

voie tracée par les doukhobors et les quakers : *Le refus du service militaire en temps de paix comme en temps de guerre.*

Le Congrès de l'Alliance Internationale Antimilitariste doit se tenir en mars 1921 à La Haye. Que nos amis y envoient une délégation et qu'une entente survienne entre les anarchistes et tous les antimilitaristes des divers pays, pour se refuser à l'avenir de servir de chair à canon aux capitalistes.

La voie étant toute tracée par les deux sectes dont je viens de parler, il me semble que la réalisation de mon projet serait facile, mais c'est aux intéressés de le vouloir.

Pour les lecteurs que la question du quakérisme intéresse, je leur recommande les deux ouvrages suivants :

1°. — *Qu'est-ce que le quakérisme ?* par Edward Grubb. Un fort volume de 270 pages en vente 4 francs (franco, 5 francs).

2°. — *Comment les quakers ont servi pendant la guerre*, par Élisabeth Fox Howard. Brochure de 48 pages que l'on peut demander contre 0,35 (franco), soit à *l'Idée Libre*, à Conflans-Honorine (Seine-et-Oise), ou à moi-même, à Raphaël (Var).

Léon Prouvost.

Léon Trotsky

La guerre et la Quatrième Internationale (1934)

(Extraits) Ceux qui souhaiteraient lire ce texte en entier le trouveront notamment sur le site de Marxist Internet Archives www.marxists.org

La catastrophique crise commerciale, industrielle, agraire et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation par Lénine de notre époque comme celle des guerres et des révolutions.

La guerre de 1914-1918 a officiellement inauguré une nouvelle époque. Jusqu'à maintenant, les événements politiques les plus importants ont été la conquête du pouvoir par le prolétariat russe en 1917 et l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. Les terribles souffrances de tous les peuples dans toutes les parties du monde, et même les dangers plus terribles encore que demain leur réserve, proviennent de ce que la révolution de 1917 ne s'est pas victorieusement développée à l'échelle européenne et mondiale.

A l'intérieur de chaque pays, l'impasse historique du capitalisme s'exprime dans le chômage chronique, la baisse du niveau de vie des ouvriers, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, la décomposition et le déclin de l'Etat parlementaire, dans l'empoisonnement monstrueux du peuple par une démagogie «sociale» et «nationale» face à la liquidation dans la réalité des réformes sociales, la mise à l'écart et le remplacement des vieux partis dirigeants par un appareil militaro-policié nu (le bonapartisme du déclin capitaliste), dans les progrès du fascisme, son arrivée au pouvoir et l'écrasement de toutes les organisations prolétariennes sous sa botte.

Sur l'arène mondiale, les mêmes processus sont en train de nettoyer les derniers restes de stabilité dans les relations internationales, plaçant sur la lame du couteau tous les conflits entre Etats, exposant la futilité des tendances pacifistes, déclenchant la croissance des armements à un niveau technique supérieur et conduisant ainsi à une nouvelle guerre impérialiste dont le fascisme est l'artificier et l'organisateur le plus consistant.

De l'autre côté, le fait qu'apparaisse la nature profondément réactionnaire, putréfiée et pillarde du capitalisme moderne, la destruction de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin ardent et brûlant pour le prolétariat d'échapper au désastre imminent mettent à l'ordre du jour la révolution internationale avec une force renouvelée. Seul le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé peut sauver l'humanité d'un nouveau massacre dévastateur des peuples.

Les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale

1. Les mêmes causes, inséparables du capitalisme moderne, qui ont provoqué la dernière guerre impérialiste, ont maintenant atteint un degré de tension infiniment supérieur à ce qu'elles étaient en 1914. La crainte des conséquences d'une nouvelle guerre est l'unique facteur qui entrave la volonté des impérialistes. Mais l'efficacité de ce frein a des limites. Le poids des contradictions internes pousse un pays après l'autre dans la voie du fascisme, lequel, à son tour, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en préparant des explosions internationales. Tous les gouvernements ont peur de la guerre. Mais aucun n'est libre de son choix. Sans une révolution prolétarienne, une nouvelle guerre mondiale est inévitable.

2. L'Europe, champ de bataille de la plus grande des guerres, poursuit sans arrêt son déclin, où la poussent tant vainqueurs que vaincus. La SDN, qui, selon son programme officiel, devait «organiser la paix», et qui était en réalité conçue pour perpétuer le système de Versailles, neutraliser l'hégémonie des Etats-Unis et constituer un bastion contre l'Orient rouge, n'a pu surmonter le choc des contradictions impérialistes. Seuls les plus cyniques des social-patriotes —les Henderson, Vandervelde, Jouhaux [1] et autres— s'efforcent encore de lier à la SDN les perspectives de désarmement et le pacifisme. En réalité, la SDN est devenue une pièce secondaire sur l'échiquier des combinaisons impérialistes.

L'essentiel du travail diplomatique, réalisé maintenant dans le dos de Genève [2], consiste en la recherche d'alliances militaires, c'est-à-dire la préparation fiévreuse d'un nouveau massacre. Parallèlement, les armements augmentent, un mouvement auquel l'Allemagne fasciste a donné une impulsion nouvelle, gigantesque [3].

3. L'effondrement de la SDN est indissolublement lié au début de celui de l'hégémonie française sur le continent européen. La puissance démographique et économique de la France s'est révélée, comme on pouvait s'y attendre, trop étroite comme base du système de Versailles. L'impérialisme français, armé jusqu'aux dents, et n'ayant un caractère défensif en apparence que dans la mesure où il est contraint de défendre par des accords légitimés les fruits de ses vols et de ses pillages, demeure essentiellement l'un des facteurs les plus importants d'une nouvelle guerre.

Sous le poids de contradictions insurmontables et des conséquences de sa défaite, le capitalisme allemand a été obligé de déchirer le corset du pacifisme démocratique, et il constitue maintenant la principale menace pour le système de Versailles. Les combinaisons entre Etats, sur le continent européen, suivent encore pour l'essentiel la ligne entre vainqueurs et vaincus. L'Italie tient la place d'un intermédiaire traître, prêt à vendre son amitié au plus fort, au moment décisif, comme elle l'a fait pendant la dernière guerre. L'Angleterre essaie de préserver son «indépendance» — qui n'est plus que l'ombre de son «splendide isolement» d'autrefois — dans l'espoir d'utiliser les antagonismes en Europe et les contradictions entre Europe et Amérique, les conflits qui s'annoncent en Extrême-Orient. Mais l'Angleterre dominatrice a moins de succès encore dans ses desseins. Terrifiée par la désintégration de son empire, par le mouvement révolutionnaire en Inde, l'instabilité de ses positions en Chine, la bourgeoisie britannique dissimule derrière la révoltante hypocrisie de MacDonald [4] et Henderson sa politique cupide et lâche d'attentisme et de manœuvres qui constitue à son tour l'une des principales sources de l'instabilité générale d'aujourd'hui et des catastrophes de demain.

4. La guerre et l'après-guerre ont profondément modifié la situation intérieure et internationale des Etats-Unis. La gigantesque supériorité économique des Etats-Unis sur l'Europe, et par conséquent sur le monde, a permis à la bourgeoisie des Etats-Unis

d'apparaître pendant le premier après-guerre comme un «conciliateur» impartial, défenseur de la «liberté des mers» et de la «porte ouverte». La crise de l'industrie et des affaires a cependant révélé avec une force terrifiante les perturbations de l'ancien équilibre mondial qui avait trouvé un soutien suffisant dans son marché intérieur. Cette voie est complètement épuisée.

Bien entendu, la supériorité économique des Etats-Unis n'a pas disparu ; au contraire, elle a même grandi potentiellement du fait de la désintégration accentuée de l'Europe. Mais les vieilles formes par lesquelles se manifestait sa supériorité — technique industrielle, balance commerciale, stabilité du dollar, endettement de l'Europe — ont perdu leur actualité ; son avance technique n'est plus utilisée, sa balance commerciale est défavorable, le dollar baisse, les dettes ne sont pas payées. La supériorité des Etats-Unis doit s'exprimer dans des formes nouvelles dont la voie ne peut être ouverte que par la guerre.

Le mot d'ordre de la «porte ouverte» en Chine se révèle impuissant face à quelques divisions japonaises. Washington mène sa politique en Extrême-Orient de façon à pouvoir provoquer au moment le plus propice un conflit armé entre l'URSS et le Japon, afin d'affaiblir l'un et l'autre et d'élaborer son plan stratégique ultérieur en fonction de l'issue de cette guerre. Tout en poursuivant par inertie la discussion sur la libération des Philippines [5], les impérialistes américains sont en réalité en train de se préparer une base militaire en Chine afin de pouvoir à l'étape suivante, dans le cas d'un conflit avec la Grande-Bretagne, poser la question de la «libération» de l'Inde. Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'«organiser» l'Europe. Les Etats-Unis doivent «organiser» le monde. L'histoire est en train de confronter l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain.

5. Le capitalisme tardif du Japon, nourri des sucres de l'arriération, de la pauvreté et de la barbarie, est conduit par des ulcères et des abcès internes insupportables sur la voie du pillage et de la piraterie continuelle. L'absence de base industrielle propre et l'extrême précarité de tout son système social font du capitalisme japonais le plus agressif et le plus débridé. L'avenir montrera cependant que, derrière cette

agressivité cupide, il n'y a que peu de force réelle. Le Japon peut être le dernier à donner le signal de la guerre ; mais, de ce Japon féodal, déchiré par toutes les contradictions qui étreignaient la Russie tsariste, peut monter, plus tôt qu'ailleurs, l'appel de la révolution.

6. Il serait cependant trop aventureux de prédire avec précision quand et où sera tiré le premier coup. Sous l'influence du traité soviéto-américain [6] et de ses propres difficultés internes, le Japon peut battre en retraite pour un temps.

Mais les mêmes circonstances peuvent au contraire obliger la camarilla japonaise à se hâter de frapper quand il est temps encore. Le gouvernement français se résoudra-t-il à une guerre «préventive» et cette guerre ne se transformera-t-elle pas, avec l'aide de l'Italie, en mêlée générale ? Ou, au contraire, tout en gagnant du temps et en manoeuvrant, la France, sous la pression de l'Angleterre, ne s'engagera-t-elle pas dans un accord avec Hitler, lui ouvrant la route d'une attaque à l'Est ?

La péninsule des Balkans ne sera-t-elle pas une fois de plus l'instigatrice de la guerre ? Ou bien l'initiative en sera-t-elle prise cette fois par les pays danubiens ? La multitude des facteurs et l'enchevêtrement des forces en conflit empêchent de faire un pronostic concret.

Mais la tendance générale est claire : la période d'après-guerre a simplement été transformée en intervalle entre deux guerres, un intervalle qui s'évanouit sous nos yeux. Le capitalisme planifié corporatif ou d'Etat qui va la main dans la main avec l'Etat autoritaire, bonapartiste ou fasciste, demeure une utopie et un mensonge dans la mesure où il s'assigne officiellement la tâche d'une économie nationale harmonieuse sur la base de la propriété privée. Mais il est une réalité menaçante dans la mesure où il concentre toutes les forces économiques de la nation pour la préparation d'une nouvelle guerre. Le travail avance aujourd'hui à toute vitesse.

Une nouvelle guerre mondiale frappe à la porte. Elle sera plus cruelle et plus destructrice que la précédente. Cet élément même fait de l'attitude vis-à-vis de la guerre qui vient la question clé de la politique prolétarienne. (...)

La «défense nationale»

9. L'Etat national créé par le capitalisme dans sa lutte contre le régionalisme médiéval est devenu l'arme classique du capitalisme. Mais, à peine né, il devient un frein au développement économique et culturel. La contradiction entre

les forces productives et le cadre de l'Etat national, en conjonction avec la contradiction principale —entre les forces productives et la propriété privée des moyens de production—, a fait de la crise du capitalisme celle du système social mondial.

10. Si les frontières des Etats pouvaient être effacées d'un seul coup, les forces productives, même sous le capitalisme, pourraient continuer à s'élever pendant un certain temps — au prix, il est vrai, d'innombrables sacrifices — à un niveau supérieur. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production, les forces productives peuvent, comme le montre l'expérience de l'URSS, atteindre un niveau plus élevé même dans le cadre d'un seul Etat. Mais seule l'abolition de la propriété privée, avec celle des frontières d'Etat entre nations, peut créer les conditions d'un système économique nouveau, la société socialiste.

11. La défense de l'Etat national, d'abord dans l'Europe balkanisée —le berceau de l'Etat national—, est au plein sens du terme une tâche réactionnaire. L'Etat national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes, ses douaniers, est devenu un obstacle terrible au développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat n'est pas de défendre l'Etat national, mais de le liquider complètement et définitivement.

12. Si l'Etat national actuel représentait un facteur progressiste, il faudrait le défendre indépendamment de sa forme politique, et, bien entendu, sans s'occuper de savoir qui «a commencé» la guerre. Il est absurde d'obscurcir la question de la fonction historique d'un Etat national par celle de la «culpabilité» d'un gouvernement donné. Doit-on refuser de sauver une maison d'habitation parce que le feu y a pris du fait de l'insouciance, voire de la malveillance de son propriétaire ? Mais il s'agit précisément ici d'une maison donnée, construite non pour la vie, mais pour la mort. Pour que les peuples puissent vivre, il faut raser jusqu'à ses fondations la structure de l'Etat national.

13. Un «socialiste» qui prêche la défense nationale est un petit-bourgeois réactionnaire au service du capitalisme en déclin. Ne pas se lier en temps de guerre à l'Etat national, suivre la carte, non de la guerre, mais de la lutte des classes, n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré une guerre inexpiable à l'Etat national en temps de paix. C'est seulement en réalisant pleinement le rôle objectivement

réactionnaire de l'Etat impérialiste que l'avant-garde prolétarienne s'immunise contre toutes les sortes de social-patriotisme. Cela signifie qu'une rupture réelle avec l'idéologie et la politique de «défense nationale» n'est possible que du point de vue de la révolution prolétarienne internationale.

La question nationale et la guerre impérialiste

14. La classe ouvrière n'est pas indifférente à sa nation. Au contraire, c'est parce que l'histoire place entre ses mains le destin de la nation que la classe ouvrière refuse de confier à l'impérialisme la tâche de la liberté et de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme, lequel ne «sauve» la nation que pour la soumettre le lendemain à de nouveaux dangers pour les intérêts d'une minorité insignifiante d'exploiteurs.

15. Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles sont taillées dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Aucun gouvernement ne cédera un pouce de son territoire face à des moyens pacifiques. Une nouvelle guerre taillerait de nouveau l'Europe conformément à la carte de la guerre, et non aux limites des nations. La tâche de l'autodétermination nationale complète et de la coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'unification économique de l'Europe, débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe n'est pas seulement celui du salut des peuples balkaniques et danubiens, mais aussi celui du salut des peuples allemand et français.

16. Une place particulièrement importante revient à la question des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient qui combattent pour un Etat national indépendant. Leur lutte est incontestablement progressiste : arrachant les peuples arriérés à l'asiatisme, au régionalisme, à la soumission à l'étranger, ils portent des coups sévères aux Etats impérialistes. Mais il faut avant tout comprendre clairement que les révolutions tardives d'Asie et d'Afrique sont incapables d'ouvrir une nouvelle étape de renaissance de l'Etat national. La libération des

colonies sera simplement un épisode gigantesque de la révolution socialiste mondiale, exactement comme le soulèvement démocratique tardif en Russie — qui était elle aussi un pays semi-colonial — ne constitua que la préface de la révolution socialiste.

17. En Amérique du Sud, où un capitalisme tardif et déjà décadent connaît les conditions d'une existence semi-féodale, c'est-à-dire semi-servile, les antagonismes mondiaux créent une lutte aiguë entre cliques compradores, des soulèvements continus à l'intérieur des Etats, et des conflits armés entre Etats. La bourgeoisie américaine, qui a été capable, pendant sa montée historique, d'unir en une seule fédération la moitié nord du continent américain, utilise maintenant toute la puissance qu'elle en a retirée pour diviser, affaiblir, réduire en esclavage la moitié sud. L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne pourront s'arracher à l'arriération et à l'esclavage qu'en unissant leurs Etats dans une fédération puissante. Mais ce n'est pas la tardive bourgeoisie sud-américaine, agence vénale de l'impérialisme étranger, qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune prolétariat sud-américain, dirigeant choisi par les masses opprimées. Le mot d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intrigues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradores, est donc : Etats-Unis soviétiques d'Amérique centrale et du Sud.

Le problème national se confond partout avec le problème social. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat mondial peut assurer une liberté de développement réelle et durable à toutes les nations de notre planète.

La défense de la démocratie

18. Le mensonge de la défense nationale se couvre, dans tous les cas où c'est possible, du mensonge complémentaire de la défense de la démocratie.

Si les marxistes, même maintenant, à l'époque de l'impérialisme, n'identifient pas la démocratie au fascisme et sont prêts, à n'importe quel moment, à opposer une résistance au fascisme qui attaque la démocratie, le prolétariat ne doit-il pas, en temps de guerre également, soutenir les gouvernements démocratiques contre les gouvernements fascistes ?

Sophisme grossier ! Nous défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat. Contrairement à la social-démocratie, nous ne

donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie («Staat, greif zu !»). Mais si nous demeurons irréductiblement opposés au gouvernement le plus démocratique en temps de paix, pouvons-nous prendre sur nous, ne fût-ce qu'une ombre de responsabilité pour lui, en temps de guerre, quand toutes les abjections et tous les crimes du capitalisme revêtent la forme la plus brutale et la plus sanglante ?

19. Une guerre moderne entre grandes puissances signifie non pas un conflit entre démocratie et fascisme, mais une lutte entre deux impérialismes pour un nouveau partage du monde. En outre, la guerre doit inévitablement revêtir un caractère international, et l'on trouvera dans l'un et l'autre camp aussi bien des Etats fascistes (semi-fascistes, bonapartistes, etc.) que des Etats «démocratiques». La forme républicaine de l'impérialisme français ne l'empêchait pas en temps de paix de s'appuyer sur la dictature militaro-bourgeoise en Pologne, en Yougoslavie et en Roumanie, et elle ne l'empêchera pas en cas de besoin de restaurer la monarchie austro-hongroise pour en faire une barrière contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Enfin, en France même, la démocratie parlementaire, déjà passablement affaiblie aujourd'hui, serait sans doute l'une des premières victimes de la guerre, si elle n'était renversée avant.

20. La bourgeoisie de plusieurs pays civilisés a déjà montré et continue de montrer qu'en cas de danger intérieur elle remplacera sans hésiter la forme parlementaire de sa domination par la forme autoritaire, dictatoriale, bonapartiste ou fasciste. Elle réalisera un tel changement d'autant plus vite et d'autant plus résolument pendant la guerre, quand ses intérêts fondamentaux de classe seront dix fois plus menacés par les dangers extérieurs et intérieurs. Dans ces conditions, le soutien par le parti ouvrier de «son» impérialisme national pour sa fragile coque démocratique signifierait le renoncement à une politique indépendante et la démoralisation chauvine des ouvriers, c'est-à-dire la destruction de la seule force capable de sauver l'humanité de la guerre.

21. «La lutte pour la démocratie» en temps de guerre signifiera avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les déchaînements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières —contre son propre gouvernement

démocratique— mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son gouvernement contre le pays ennemi.

22. Une guerre impérialiste se situe au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit lui aussi poser la question : capitalisme ou socialisme, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolution prolétarienne ?

La défense des petits Etats neutres

23. Le concept de défense nationale, surtout quand il coïncide avec l'idée de la défense de la démocratie, peut très facilement abuser des ouvriers des pays petits et neutres — Suisse, partiellement Belgique ou pays scandinaves — lesquels, étant incapables de s'engager dans une politique indépendante de conquêtes, ont placé la défense de leurs frontières nationales à la hauteur d'un dogme absolu. Mais, précisément, l'exemple de la Belgique nous montre comment la neutralité formelle est remplacée par un système de pactes impérialistes, et comment, inévitablement, la guerre de «défense nationale» mène à une paix annexionniste. Le caractère de la guerre n'est pas déterminé par l'épisode initial pris en lui-même («violation de la neutralité», «invasion», etc.) mais par les forces motrices de la guerre, son développement et les conséquences qu'il entraîne finalement.

24. On peut accepter sans discussion l'idée que la bourgeoisie suisse ne prendra pas l'initiative d'une guerre. En ce sens, elle a formellement plus de droit qu'une autre bourgeoisie à parler de sa position défensive. Mais, à partir du moment où la Suisse peut se trouver engagée dans une guerre par le cours des événements, elle entrera dans le conflit des puissances mondiales à la poursuite de buts également impérialistes. Si sa neutralité était violée, la bourgeoisie suisse s'allierait au plus fort des deux qui l'attaqueraient sans se préoccuper de savoir qui aurait la plus grande responsabilité dans la violation de sa neutralité, ni dans lequel des deux camps il y aurait le plus de «démocratie».

Ainsi, pendant la dernière guerre, la Belgique, alliée du tsarisme, n'a pas le moins du monde quitté le camp des Alliés quand, au cours

de la guerre, ces derniers ont jugé bon de violer la neutralité de la Grèce.

Seul un triste petit-bourgeois sans espoir, sorti d'un misérable village suisse comme Robert Grimm [8], peut sérieusement penser que la guerre mondiale dans laquelle il est entraîné se mène pour la défense de l'indépendance de la Suisse. De même que la dernière guerre a balayé la neutralité de la Belgique, de même la nouvelle ne laissera pas trace de l'indépendance suisse. Qu'après la guerre, la Suisse retrouve son unité d'Etat, même son indépendance, ou qu'elle soit divisée entre la France, l'Allemagne et l'Italie, dépend de facteurs européens et mondiaux parmi lesquels la «défense nationale» de la Suisse sera secondaire.

Nous voyons donc que, pour la Suisse également, laquelle n'a pas de colonies, et où l'idée de défense nationale apparaît sous sa forme la plus pure, les lois de l'impérialisme ne souffrent pas d'exception. A l'exigence de la bourgeoisie suisse, «Ralliez la politique de défense nationale», le prolétariat suisse doit répliquer par une politique de défense de classe qui lui permette de passer ensuite à l'offensive révolutionnaire.

La Deuxième Internationale et la guerre

25. L'exigence de la défense nationale découle du dogme selon lequel la solidarité nationale serait au-dessus de la lutte des classes. En fait, aucune classe possédante n'a jamais reconnu la défense de la patrie en tant que telle, c'est-à-dire dans toutes les conditions : elle a seulement couvert par cette formule la défense de sa propre situation privilégiée dans cette patrie. Les classes dominantes qui ont été renversées sont toujours devenues «défaitistes», c'est-à-dire qu'elles ont toujours été prêtes à restaurer leurs privilèges à l'aide des armes étrangères [9].

Les classes opprimées qui n'ont pas conscience de leurs intérêts et ont l'habitude des sacrifices, prennent le mot d'ordre de «défense nationale» pour argent comptant, c'est-à-dire comme un devoir absolu, au-dessus des classes. Le crime historique majeur des partis de la Deuxième Internationale est de nourrir et de renforcer les habitudes serviles et les traditions d'opprimés, neutralisant leur indignation révolutionnaire et faussant la conscience de classe par des idées patriotiques.

Si le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie à la fin de la grande guerre, si

l'humanité se débat aujourd'hui dans les tourments de la crise, si une nouvelle guerre menace de faire des villes et villages des monceaux de ruines, la responsabilité principale de ces crimes et de ces désastres incombe à la Deuxième Internationale.

26. La politique du social-patriotisme fait que les masses sont désarmées devant le fascisme. Si, en temps de guerre, il faut rejeter la lutte de classes au nom des intérêts de la nation, alors il faut aussi abjurer le «marxisme» en temps de crise économique grave, qui ne menace pas moins la nation que ne le fait la guerre. Rosa Luxemburg [10] a épuisé cette question en avril 1915 lorsqu'elle écrivit : «Ou bien la lutte de classes est également l'impérieuse loi de l'existence du prolétariat en temps de guerre [...] ou bien elle est, en temps de paix, un crime contre les intérêts nationaux et la sécurité de la patrie.» L'idée des «intérêts nationaux» et de la «sécurité de la patrie», le fascisme en fait des fers pour enchaîner pieds et poings le prolétariat.

27. La social-démocratie allemande a soutenu la politique extérieure de Hitler, jusqu'à ce que Hitler la chasse. Le remplacement définitif de la démocratie par le fascisme a montré que la social-démocratie ne demeure patriote que tant que le régime politique lui assure profits et privilèges. Dans l'émigration, les anciens patriotes des Hohenzollern [11] retournent leur veste d'un seul coup et sont prêts à saluer une guerre préventive de la bourgeoisie française contre Hitler. La Deuxième Internationale a amnistié sans la moindre difficulté Wels et Cie [12], qui, dès demain, si la bourgeoisie allemande leur fait signe, redeviendront des patriotes ardents.

28. Les socialistes français, belges, etc., ont répondu aux événements d'Allemagne par une alliance ouverte avec leur propre bourgeoisie sur la question de la «défense nationale». La social-démocratie française et les syndicats réformistes parlent dans leurs congrès de l'inhumanité des guerres en général, entendant par là surtout une guerre de revanche de la part de l'Allemagne.

Les partis qui soutiennent les brutalités du brigandage colonial, où il s'agit seulement d'arracher de nouveaux profits, soutiendront les yeux fermés tout gouvernement national dans une grande guerre où il s'agira du sort de la république bourgeoise elle-même.

29. L'incompatibilité de la politique social-démocrate avec les intérêts historiques du prolétariat est incomparablement plus profonde

et plus aiguë aujourd'hui qu'à la veille de la guerre impérialiste. La lutte contre les préjugés patriotiques des masses signifie avant tout une lutte sans merci contre la Deuxième Internationale en tant qu'organisation, programme, drapeau.

Le centrisme et la guerre

30. La première guerre impérialiste avait complètement dissous la Deuxième Internationale en tant que parti révolutionnaire, et créé ainsi la nécessité, comme la possibilité, de fonder la Troisième Internationale. Mais la «révolution» républicaine en Allemagne et en Autriche-Hongrie [13], la démocratisation du droit de vote dans nombre de pays, les concessions de la bourgeoisie européenne, effrayée, dans le domaine de la législation sociale au cours des premières années de l'après-guerre —tout cela, en conjonction avec la désastreuse politique des épigones du léninisme, a donné à la Deuxième Internationale un répit considérable, non plus en tant que parti révolutionnaire, mais en tant que parti ouvrier conservateur-libéral de réformes pacifiques. Très vite, cependant —et finalement avec l'explosion de la dernière crise—, toutes les possibilités dans la voie des réformes se révélèrent épuisées. La bourgeoisie passait à la contre-attaque. Traîtreusement, la social-démocratie abandonnait un acquis après l'autre. Toutes les sortes de réformisme —socialisme municipal, parlementaire, syndical, coopératif— ont subi dans les dernières années faillites et catastrophes irréparables. Le résultat est que la préparation d'une nouvelle guerre trouve la Deuxième Internationale la nuque brisée. Les partis sociaux-démocrates traversent un intense processus de décoloration. Le réformisme consistant revêt des couleurs nouvelles : il se tait ou il fait scission. A sa place, différentes nuances de centrisme, sous la forme de nombreuses fractions dans les vieux partis, ou d'organisations indépendantes.

31. Sur la question de la défense de la patrie, les réformistes masqués et les centristes de droite (Léon Blum, H. De Man, Robert Grimm, Martin Tranmael, Otto Bauer [14] et autres) ont de plus en plus recours aux formules diplomatiques confuses et conditionnelles, calculées en même temps pour apaiser la bourgeoisie et duper les travailleurs. Ils proposent des «plans» économiques et une série de revendications sociales, promettant de

défendre la patrie contre le «fascisme» étranger, dans la mesure où la bourgeoisie nationale soutiendra leur programme. Leur objectif, en posant ainsi la question, est d'obscurcir la question du caractère de classe de l'Etat en esquivant le problème de la conquête du pouvoir, et, sous le couvert d'un plan «socialiste», d'entraîner le prolétariat dans la défense de la patrie capitaliste.

32. Les centristes de gauche, qui se caractérisent à leur tour par leurs nombreuses nuances (S.A.P. d'Allemagne, O.S.P. de Hollande, I.L.P. d'Angleterre, les groupes Zyromski, Pivert [15] et autres en France), en arrivent en paroles à refuser la défense nationale. Mais ils ne tirent pas les conclusions pratiques de ce refus. La plus grande partie de leur internationalisme, sinon ses neuf dixièmes, garde un caractère platonique. Ils ont peur de rompre avec les centristes de droite ; au nom de la lutte contre le «sectarisme», ils luttent contre le marxisme, refusent de combattre pour une Internationale révolutionnaire et restent dans la Deuxième, à la tête de laquelle se trouve le laquais du roi, Vandervelde.

(..) La Troisième Internationale et la guerre

49. Ayant abandonné une ligne principielle sur la question de la guerre, la Troisième Internationale balance entre le défaitisme et le social-patriotisme. En Allemagne, la lutte contre le fascisme a été transformée en une concurrence de marché sur une base nationaliste [17]. Le mot d'ordre de «libération nationale», avancé à côté de celui de «libération sociale», déforme gravement la perspective révolutionnaire et ne laisse pas de place au défaitisme. Sur la question de la Sarre, le P.C. a commencé par une servilité obséquieuse vis-à-vis de l'idéologie du national-socialisme et ne s'en est détaché qu'à la suite d'éclatements internes [18].

Quel mot d'ordre la section allemande de la Troisième Internationale avancera-t-elle en cas de guerre ? «La défaite de Hitler est le moindre mal»? Mais si le mot d'ordre de «libération nationale» était juste sous les «fascistes» Müller et Brüning [19], comment ne pourrait-il plus l'être sous Hitler ? Ou bien les mots d'ordre nationalistes ne sont-ils bons qu'en temps de paix et non en temps de guerre ? Réellement, les épigones du léninisme ont tout fait, jusqu'au

bout, pour s'égarer eux-mêmes et pour égarer la classe ouvrière.

50. L'impuissance de la Troisième Internationale sur le plan révolutionnaire est le résultat direct de cette fatale politique. Après la catastrophe allemande, l'insignifiance politique des prétendus partis communistes s'est révélée dans tous les pays où ils avaient quelque épreuve à subir. La section française, qui s'est montrée absolument incapable de soulever même quelques dizaines de milliers d'ouvriers contre le pillage colonial en Afrique, révélera sans aucun doute avec plus d'éclat encore sa faillite à l'heure du prétendu danger national. (...)

Le pacifisme «révolutionnaire» et la guerre

52. En tant que courant indépendant, le pacifisme petit-bourgeois «de gauche» part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste. Par des articles et discours, les pacifistes s'efforcent d'inculquer la «haine de la guerre», soutiennent les objecteurs de conscience, prêchent boycottage et grève générale — ou plutôt le mythe de la grève générale — contre la guerre. Les plus «révolutionnaires» des pacifistes ne sont même pas opposés parfois à parler d'insurrection contre la guerre. Mais tous en général, et chacun en particulier, n'ont aucune idée du lien indissoluble qui relie l'insurrection à la lutte de classes et à la politique du parti révolutionnaire. Pour eux, l'insurrection ne constitue qu'une menace contre la classe dirigeante, non l'affaire d'un effort lent et continu.

Exploitant l'attachement naturel des masses pour la paix et le dévoyant, les pacifistes petits-bourgeois se transforment ainsi, en définitive, en soutiens inconscients de l'impérialisme. En cas de guerre, l'écrasante majorité des «alliés» pacifistes se retrouvera dans le camp de la bourgeoisie et utilisera l'autorité que la Troisième Internationale leur a conférée par son tapage publicitaire en désorientant l'avant-garde par le patriotisme.(...)

54. La substitution au front unique prolétarien, c'est-à-dire à l'accord de combat des organisations ouvrières, d'un bloc de la bureaucratie communiste et des petits-bourgeois pacifistes — parmi lesquels, pour un confusionniste honnête, se trouvent des dizaines

de carriéristes — conduit à un éclectisme complet dans les questions de tactique. Les congrès Barbusse-Münzenberg [24] considèrent que c'est leur mérite particulier que de combiner toutes sortes de «lutte» contre la guerre : protestations humanitaires, refus individuel de servir dans l'armée, éducation de l'«opinion publique», grève générale et même insurrection. Les méthodes qui, dans la vie, sont en contradiction irréconciliable, et qui, en pratique, ne peuvent que s'opposer les unes aux autres, sont présentées comme des éléments d'un tout harmonieux. Les socialistes révolutionnaires russes [25] qui prêchaient une «tactique synthétique» dans la lutte contre le tsarisme — alliance avec les libéraux, terreur individuelle et lutte de masse — étaient des gens sérieux en comparaison des inspireurs du bloc d'Amsterdam. Mais les ouvriers se souviendront que le bolchevisme fut construit dans la lutte contre l'éclectisme populiste !

La petite bourgeoisie et la guerre

55. Les paysans et les couches inférieures de la population urbaine, pour qui la guerre n'est pas moins désastreuse que pour le prolétariat, peuvent se rapprocher de lui dans la lutte contre la guerre. De façon générale, c'est seulement ainsi que la guerre peut être empêchée par l'insurrection. Mais, moins encore que les ouvriers, les paysans ne se laisseront pas entraîner sur la voie de la révolution par des abstractions, des schémas tout faits et des ordres. (...) La paysannerie ne s'engagera sur la route de la lutte révolutionnaire contre la guerre que lorsqu'elle se sera convaincue dans la pratique de la capacité des ouvriers à la diriger. La clé de la victoire se trouve donc dans les ateliers et dans les usines. Le prolétariat révolutionnaire doit devenir une force réelle avant la paysannerie, et les petites gens des villes serreront leurs rangs autour de lui.

56. La petite bourgeoisie des villes et des villages n'est pas homogène. Le prolétariat ne peut attirer à lui que ses couches inférieures : les paysans les plus pauvres, les semi-prolétaires, les fonctionnaires subalternes, les colporteurs, le peuple opprimé et dispersé qui est privé, de par ses conditions d'existence, de la possibilité de mener une lutte indépendante. Sur cette large couche de la petite bourgeoisie s'élèvent des dirigeants qui tendent vers la bourgeoisie grande et moyenne et deviennent des carriéristes politiques de type démocratique et pacifiste, ou

fasciste. Quand ils sont dans l'opposition, ces messieurs ont recours à la démagogie la plus débridée, parce qu'elle est le plus sûr moyen de se faire payer à leur plus juste prix par la grande bourgeoisie. (...)

«Défaitisme» et guerre impérialiste

58. Dans les cas où il s'agit d'un conflit entre pays capitalistes, le prolétariat de l'un quelconque de ces pays refuse catégoriquement de sacrifier ses intérêts historiques, lesquels, en dernière analyse, coïncident avec ceux de la nation et de l'humanité, pour le compte de la victoire militaire de la bourgeoisie. La formule de Lénine selon laquelle «la défaite est le moindre mal» ne signifie pas que la défaite d'un pays donné est un moindre mal que celle du pays ennemi, mais qu'une défaite militaire résultant du développement du mouvement révolutionnaire est infiniment plus bénéfique pour le prolétariat et le peuple tout entier qu'une victoire militaire assurée par la «paix civile» [27]. Karl Liebknecht a donné une formule, qui n'a pas été dépassée, de la politique prolétarienne en temps de guerre : «L'ennemi est dans notre propre pays» [28]. La révolution prolétarienne victorieuse non seulement guérira les plaies causées par la défaite, mais créera également la garantie ultime contre les guerres et les défaites à venir. Cette attitude dialectique à l'égard de la guerre est l'élément le plus important de la formation révolutionnaire, et donc, également, de la lutte contre la guerre.

59. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile constitue la tâche stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre. Les conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870-71, aussi bien que celles de la boucherie impérialiste de 14-18 (Commune de Paris, révolution de février et d'Octobre en Russie, révolutions en Allemagne et Autriche-Hongrie, insurrection dans plusieurs pays en guerre), attestent de façon irréfutable qu'une guerre moderne entre des nations capitalistes porte en elle une guerre de classes à l'intérieur de chaque nation et que la tâche d'un parti révolutionnaire consiste à préparer dans le cours de cette dernière guerre la victoire du prolétariat.

60. L'expérience des années 1914-1918 démontre en même temps que le mot d'ordre de paix n'est nullement en contradiction avec la formule stratégique du «défaitisme». Au

contraire, il développe une terrible force révolutionnaire, surtout dans le cas d'une guerre prolongée. Le mot d'ordre de paix n'a un caractère pacifiste, c'est-à-dire semi-rampant, engourdissant, débilitant, que lorsque ce sont des politiciens, démocrates et autres, qui jouent avec, quand les prêtres font des prières pour une fin rapide de la boucherie, quand les «amoureux de l'humanité», et parmi eux également des social-patriotes, adjurent en pleurant les gouvernements de conclure rapidement la paix sur la «base de la justice». Mais le mot d'ordre de paix n'a rien de commun avec le pacifisme quand il émane des quartiers ouvriers et des tranchées où il se mêle à celui de la fraternisation entre soldats des armées ennemies, unissant les opprimés contre les oppresseurs. La lutte révolutionnaire pour la paix, prenant des formes toujours plus larges et plus courageuses, est le plus sûr moyen de «transformer la guerre impérialiste en guerre civile».

La guerre, le fascisme et l'armement du prolétariat

61. La guerre a besoin de la «paix civile». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du fascisme. De sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre («défaitisme», «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile», etc.) devient une phrase creuse si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme.

Exiger de l'Etat bourgeois le désarmement des bandes fascistes, comme le font les staliniens, signifie s'engager sur la même voie que la social-démocratie allemande et l'austro-marxisme [29]. C'étaient précisément Wels et Otto Bauer qui exigeaient de l'Etat qu'il désarme les nazis et garantisse ainsi la paix intérieure. Le gouvernement «démocratique» peut, il est vrai —quand il y a avantage—, désarmer des groupes fascistes isolés, mais seulement afin de pouvoir, avec une rigueur d'autant plus grande, désarmer les ouvriers et les empêcher de s'armer. Demain, même, l'Etat bourgeois donnera aux fascistes, hier désarmés, la possibilité de s'armer deux fois plus, et de tourner leurs armes contre le prolétariat désarmé. S'adresser à l'Etat, c'est-à-dire au capital, et exiger de lui qu'il désarme les

fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté.

62. La politique révolutionnaire juste consiste, en partant du fait de l'armement des bandes fascistes, à créer, dans un but d'autodéfense, des détachements ouvriers armés, et à appeler inlassablement les ouvriers à s'armer. C'est là que réside le centre de gravité de toute la situation politique actuelle. Les sociaux-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à répéter les lieux communs sur la révolution et la dictature du prolétariat, ou bien éludent soigneusement la question de l'armement des ouvriers, ou bien déclarent carrément que cette tâche est «chimérique», «aventuriste», «romantique», etc. Ils proposent, au lieu (!) de l'armement du prolétariat, la propagande parmi les soldats, propagande qu'ils ne mènent pas en réalité et qu'ils sont incapables de mener. L'appel creux au travail dans l'armée n'est nécessaire aux opportunistes que pour enterrer la question de l'armement des ouvriers.

63. La lutte pour l'armée est incontestablement la partie la plus importante de la lutte pour le pouvoir. Un travail constant, au prix de gros sacrifices, parmi les soldats, est le devoir révolutionnaire de tout parti authentiquement prolétarien. (...)

64. Il serait pourtant puéril de penser qu'on peut, par la seule propagande, conquérir toute l'armée et, par là, rendre de façon générale la révolution inutile. L'armée est hétéroclite, et ses éléments disparates sont soudés les uns aux autres dans le cercle de fer de la discipline. La propagande peut constituer dans l'armée des cellules révolutionnaires, préparer chez les soldats un état d'esprit sympathisant. Donner davantage, la propagande et l'agitation ne le peuvent pas. Compter sur l'armée pour qu'elle défende, de sa propre initiative, les organisations ouvrières contre le fascisme, c'est remplacer les rudes leçons de l'histoire par de douces illusions. L'armée, dans sa partie décisive, ne peut passer du côté du prolétariat pendant la révolution que si le prolétariat lui-même fait preuve en face de l'armée, de sa disposition réelle et de sa capacité à lutter pour le pouvoir jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une telle lutte suppose nécessairement l'armement du prolétariat.

65. Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche, non sans succès, au moyen de ses détachements armés. La tâche

immédiate du prolétariat, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Celui qui soutient que les ouvriers n'ont pas de possibilités de s'armer, proclame par là même qu'ils sont sans défense contre le fascisme. Il est inutile alors de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. Il faut déchirer alors le programme communiste, et mettre une croix sur le marxisme.

66. Ce n'est pas un révolutionnaire, mais un parasite impuissant, qui capitulera demain devant le fascisme et la guerre, celui qui peut passer sous silence la tâche de l'armement des ouvriers. La tâche de l'armement en elle-même, comme en témoigne l'histoire, est parfaitement soluble. Si les ouvriers ont vraiment compris qu'il y va de leur vie, ils trouveront des armes. Leur expliquer la situation politique sans rien leur cacher, sans rien atténuer, en bannissant tout mensonge consolant, est le premier devoir du Parti révolutionnaire. Comment se défendre en effet contre un ennemi mortel, si l'on n'oppose pas à chaque couteau fasciste deux couteaux, et à chaque revolver deux revolvers ? Il n'existe pas et il ne peut pas exister d'autre réponse.

67. Où prendre les armes ? D'abord aux fascistes eux-mêmes. Le désarmement des fascistes est un mot d'ordre honteux lorsqu'il s'adresse à la police bourgeoise, mais un mot d'ordre excellent quand il s'adresse aux ouvriers révolutionnaires. Mais les arsenaux fascistes ne sont pas l'unique source. Le prolétariat a, pour s'armer, des centaines et des milliers de canaux. Car il ne faut pas oublier que ce sont précisément les ouvriers — et eux seuls — qui produisent de leurs propres mains tous les types d'armes. Il faut seulement que l'avant-garde prolétarienne comprenne clairement qu'on ne peut pas se soustraire à la tâche de l'autodéfense. Un parti révolutionnaire doit prendre l'initiative d'armer des détachements de combat ouvriers. Et, pour cela, il doit d'abord s'épurer lui-même de toute espèce de scepticisme, d'indécision et de raisonnement pacifiste dans les questions de l'armement des ouvriers.

68. Le mot d'ordre de la milice ouvrière, ou de détachements d'autodéfense, n'a une signification révolutionnaire qu'autant qu'il s'agit d'une milice armée. Autrement la milice se réduirait aux spectacles, aux parades, et par conséquent ne serait qu'un leurre. Il va de soi que l'armement sera au début très primitif. Les premiers détachements ouvriers d'autodéfense

ne disposeront ni d'obusiers, ni de tanks, ni d'avions. Pourtant, le 6 février, à Paris, au cœur d'une grande puissance militaire, des bandes armées de revolvers et de lames de rasoir fixées sur des cannes ont failli s'emparer du Palais-Bourbon et ont provoqué la chute du gouvernement [30]. Demain, des bandes semblables peuvent saccager les rédactions des journaux ouvriers ou les locaux des syndicats. La force du prolétariat réside dans son nombre. Même l'arme la plus primitive, dans les mains des masses, peut accomplir des miracles. Dans des conditions favorables, elle peut ouvrir la voie à des armes plus perfectionnées. (...)

La politique révolutionnaire contre la guerre

70. La première condition du succès, c'est l'éducation des cadres du parti dans une juste compréhension de toutes les conditions de la guerre impérialiste et de tous les processus politiques qui l'accompagnent. Malheur au parti qui, dans cette question brûlante, se borne à des phrases générales et à des mots d'ordre abstraits ! Les événements sanglants l'abattront complètement et l'écraseront.

71. Pour un parti révolutionnaire, le moment même de la déclaration de guerre est particulièrement critique. La presse bourgeoise et social-patriote, unie à la radio et au cinéma, déversera sur les travailleurs des torrents de poison chauvin. Même le parti le plus révolutionnaire et le mieux trempé ne pourra pas, à ce moment-là, résister tout entier. L'histoire actuelle, falsifiée de bout en bout, du parti bolchevique ne sert pas à préparer réellement les ouvriers à cette épreuve, mais à les endormir par un schéma idéal et fictif. Bien qu'aucun effort d'imagination n'ait pu faire prendre la Russie tsariste pour une démocratie, une nation civilisatrice ou un pays sur la défensive, la fraction bolchevique de la Douma, avec la fraction menchevique, lança au début de la guerre une déclaration social-patriotique teintée d'un internationalisme pacifiste à l'eau de rose. Il est vrai qu'elle prit, peu après, une position plus révolutionnaire, mais, lors de son procès, tous les députés accusés, y compris leur inspirateur sur le plan théorique, Kamenev, à l'exception du seul Mouranov [31] se délimitèrent nettement de la théorie défaitiste de Lénine. Au début, le travail illégal du parti cessa presque totalement. Ce n'est que petit à petit que l'on commença à diffuser des tracts

révolutionnaires qui regroupèrent les ouvriers sous le drapeau de l'internationalisme sans toutefois lancer de mots d'ordre défaitistes.

Les deux premières années de la guerre sapèrent vigoureusement le patriotisme des masses et poussèrent le parti à gauche. Mais la révolution de février, qui avait fait de la Russie une «démocratie», donna naissance à une nouvelle et puissante vague de patriotisme «révolutionnaire». L'écrasante majorité des dirigeants du parti bolchevique n'y résistèrent pas à l'époque. En mars 1917, Staline et Kamenev donnèrent à l'organe central du parti une orientation social-patriote [32]. Sur cette base se réalisèrent un rapprochement, et, dans la majorité des villes, même une fusion des organisations mencheviques et bolcheviques [33]. Il fallut les protestations des révolutionnaires les plus fermes, surtout dans les quartiers avancés de Petrograd, et l'arrivée de Lénine, ainsi que sa lutte implacable contre le social-patriotisme, pour que le parti mène en avant son front internationaliste [34]. C'est ainsi que les choses se sont passées avec le parti révolutionnaire le meilleur, le plus révolutionnaire et le mieux trempé ! (...)

73. Il faut suivre de près la préparation patriotique de chair à canon en train de s'effectuer : les feintes diplomatiques qui visent à rejeter la responsabilité sur l'autre camp, les formules traîtresses des sociaux-patriotes avoués ou masqués en train de se préparer un pont pour passer du pacifisme au militarisme, les mots d'ordre creux des dirigeants «communistes» qui seront aussi éperdus le premier jour de la guerre que l'étaient les «dirigeants» allemands la nuit de l'incendie du Reichstag [36]. (...)

75. Une agitation renforcée contre l'impérialisme et le militarisme ne doit pas partir de formules abstraites, mais de faits concrets, qui frappent les masses. Il faut dénoncer sans relâche le budget militaire public, mais aussi les formes masquées du militarisme, sans jamais laisser passer sans protester les manœuvres, les fournitures militaires, les commandes, etc.

76. (...) Puisque les directions de la bureaucratie syndicale dans la majorité des pays constituent essentiellement une fraction officieuse de la police capitaliste, un révolutionnaire doit savoir les combattre de façon irréconciliable, en combinant l'activité légale et illégale, le courage du combattant et la prudence du conspirateur. (...)

79. Si le prolétariat se révèle impuissant à empêcher la guerre au moyen de la révolution

—et elle est l'unique moyen d'empêcher la guerre—, les travailleurs, avec le peuple entier, devront participer à l'armée et à la guerre. Les mots d'ordre individualistes et anarchistes d'objection de conscience, résistance passive, désertion, sabotage, sont radicalement opposés aux méthodes de la révolution prolétarienne. Mais, de même que, dans les usines, l'ouvrier avancé se sent un esclave du capital et se prépare à sa libération, de même, dans l'armée capitaliste, il a conscience d'être l'esclave de l'impérialisme. Contraint aujourd'hui de donner ses muscles, voire sa vie, il ne donne pas sa conscience révolutionnaire. Il demeure un combattant, apprend à manier les armes, explique, même dans les tranchées, la signification de classe de la guerre, regroupe autour de lui les mécontents, les réunit dans des cellules, transmet les idées et les mots d'ordre du parti, suit attentivement les changements d'état

Notes

[1] Arthur Henderson (1863-1935) avait été le premier secrétaire du Labour Party, dont il avait dirigé après la guerre la réorganisation. Primitivement libéral, il s'était affilié, pour devenir membre du Labour Party, à la très modérée «Société fabienne». Il était le chef de l'aile droite de son parti. Emile Vandervelde (1866-1938), alors président de la Deuxième Internationale et chef du parti ouvrier belge, avait été plusieurs fois ministre, et d'abord en 1914, dans des gouvernements d'union nationale. Léon Jouhaux (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la C.G.T. française en 1914, s'était rallié à l'union sacrée au premier jour de la guerre. Après cette dernière, il avait riposté par la scission à la montée des révolutionnaires dans son organisation.

[2] «Genève» désigne ici la Société des nations (SDN) qui avait son siège dans cette ville suisse.

[3] Le 14 octobre 1933, en annonçant le retrait de l'Allemagne de la SDN, Hitler avait proposé dans un grand discours une limitation des armements, tout en annonçant qu'au cas où un accord ne serait pas conclu l'Allemagne porterait de 100 000 à 300 000 les effectifs de son armée et créerait une force aérienne. Depuis, les informations s'accumulaient sur le réarmement allemand.

[4] James Ramsay MacDonald (1866-1937) avait été l'un des fondateurs de l'I.L.P., puis le principal dirigeant du Labour Party. Pacifiste en

d'esprit des masses, le reflux de la vague patriotique, la montée de l'indignation et, au moment critique, appelle les soldats à soutenir les ouvriers.

La Quatrième Internationale et la guerre

(...) 82. Le meilleur critère des tendances d'une organisation donnée est son attitude pratique, dans l'action, vis-à-vis de la défense nationale et des colonies, surtout quand la bourgeoisie du pays en question possède des esclaves coloniaux. Seule une rupture authentique et complète avec l'opinion publique officielle sur la question la plus brûlante de la «défense de la patrie» signifie un tournant, ou du moins le début d'un tournant, de positions bourgeoises vers des positions prolétariennes. (...)

14-18, il avait été à deux reprises premier ministre après la guerre avec le soutien du parti libéral. En 1931, il avait choisi, contre son propre parti, d'appliquer le programme économique des banques et du parti conservateur. Désavoué et exclu, il avait dissous les Communes, et, représentant d'un groupuscule de «socialistes nationaux», dirigeait un gouvernement d'«union nationale» appuyé sur les conservateurs.

[5] Les pourparlers traînaient en longueur, mais allaient quelques semaines plus tard aboutir à la création du «Commonwealth des Philippines».

[6] Il s'agit de l'accord du 16 novembre 1933 conclu au terme du voyage de Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères d'URSS, à Washington.

[7] L'URSS avait signé le 2 septembre 1933 un traité de non-agression avec l'Italie, et en 1932 avec la Pologne.

[8] Robert Grimm (1881-1958), dirigeant du P.S. suisse, pacifiste-centriste pendant la guerre, avait été l'un des animateurs de l'U.P.S. (Internationale 2 1/2) avant de revenir en 1923 avec son parti à la Deuxième internationale.

[9] L'exemple le plus classique du «défaitisme» des classes dirigeantes expropriées est évidemment celui des nobles français émigrés qui tentèrent pendant la révolution et l'Empire de revenir en France «dans les fourgons de l'ennemi». Mais on est également frappé du nombre de Russes blancs qui devaient combattre, à partir de 1941, dans les rangs des unités «russes» de l'armée allemande —parmi

eux le général Turkul qui avait entrepris au début des années trente d'assassiner Trotsky.

[10] Rosa Luxembourg (1871-1919), née en Pologne, avait milité dans son pays, puis en Suisse et enfin en Allemagne où elle était le chef de file de la gauche du parti social-démocrate allemand. Dès août 1914, elle tenta d'organiser la résistance à la politique d'union sacrée. Le texte cité est extrait de son article sur «La reconstruction de l'Internationale» paru dans le numéro 1 de la revue *Die Internationale* en mars 1915.

[11] La dynastie des Hohenzollern régna d'abord sur la Prusse, puis sur l'Empire allemand à partir de 1871, jusqu'à l'abdication de Guillaume II en novembre 1918. Les social-démocrates allemands avaient préconisé et pratiqué l'union sacrée pour la défense de l'Empire des Hohenzollern depuis 1914.

[12] Otto Wels (1873-1939) avait été l'un des chefs de file de l'aile social-chauvine du parti social-démocrate allemand, puis son «homme fort» contre la révolution de 1918-19 à Berlin. Les socialistes français et belges l'avaient pour ainsi dire «amnistié» de ses attaques contre la Belgique et la France lorsqu'ils s'étaient prononcés après la guerre pour le rétablissement de la Deuxième Internationale.

[13] Allusion au fait que la révolution allemande de novembre 1918 avait abouti à la chute de l'empire et à la république dont la Constitution devait être élaborée en 1919 à Weimar ; de même, la révolution de 1918 amena la chute de la dynastie des Habsbourg en Autriche-Hongrie et la naissance d'un certain nombre de républiques nationales.

[14] Trotsky énumère ici des hommes divers mais d'accord sur l'essentiel. Léon Blum (1872-1950) était depuis la scission de Tours le maître à penser du parti socialiste S.F.I.O. et l'éditorialiste du *Populaire*. Hendrik De Man (1885-1953) avait élaboré le «Plan du Travail» qui avait été adopté en décembre 1933 par le congrès du parti ouvrier belge. Martin Tranmael (1879-1967), ancien syndicaliste révolutionnaire, dirigeant du parti ouvrier norvégien (D.N.A.) depuis 1918, l'avait conduit à la Troisième Internationale en 1919 et la lui avait fait quitter en 1923 ; il était en train de préparer son retour à la Troisième Internationale. Otto Bauer (1881-1938) était le dirigeant et principal théoricien du parti social-démocrate autrichien, et symbolisait l'«austro-marxisme».

[15] Le S.A.P., formé en 1931 à la suite d'une scission à gauche dans le parti social-démocrate allemand, était dirigé depuis janvier 1933 par d'anciens communistes de l'opposition de «droite» (brandlérienne), notamment Jakob Walcher. L'O.S.P. s'était formé en 1932 à la suite de la scission de l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais, dirigée par J. De Kadt et P.J. Schmidt. Ces deux partis avaient signé en août 1933, avec le R.S.P. et l'Opposition de gauche, la «déclaration des quatre sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale». Mais ils avaient ensuite refusé de s'engager dans la construction de la Quatrième Internationale et étaient demeurés membres du regroupement international de l'I.A.G. que dirigeait le «bureau de Londres», et dont faisait également partie l'Independent Labour Party (I.L.P.) britannique. Jean Zyromski et Marceau Pivert étaient les dirigeants de la gauche socialiste qui venait d'apparaître. Jean Zyromski (1890-1975), employé à la préfecture de Paris, était le principal dirigeant de la tendance de gauche La Bataille socialiste, et secrétaire de la fédération S.F.I.O. de la Seine. Marceau Pivert (1895-1958), professeur, était l'autre animateur de cette tendance et secrétaire adjoint de la fédération. Ces deux hommes —entre lesquels on ne pouvait encore déceler aucune divergence de taille— avaient joué un rôle important dans la marche vers l'unité d'action entre P.C. et S.F.I.O. du fait de leurs positions politiques et de leurs fonctions.

[16] La question de l'entrée de l'URSS dans la SDN était virtuellement posée par le début de son rapprochement avec la France, marqué par les voyages à Moscou des radicaux Herriot et Pierre Cot en 1933. Litvinov avait démenti en décembre 1933 les rumeurs en ce sens mais, en mars 1934, le gouvernement soviétique avait sondé sur ce point Londres et Paris. Le ministre Barthou avait formellement suggéré à Litvinov l'entrée de l'URSS à la SDN La question allait être réglée positivement par l'admission de l'URSS le 10 septembre suivant.

[17] Pendant la période de montée du nazisme, la propagande communiste avait repris à son compte quelques-uns des thèmes du parti nazi, et notamment des expressions comme «révolution populaire» et «libération nationale», se livrant à une sorte de surenchère sur le terrain même des nazis.

[18] Jusqu'en août 1933, le K.P.D. avait défendu le mot d'ordre du rattachement de la

Sarre à l'Allemagne où les nazis étaient pourtant au pouvoir depuis janvier. En août, il avait lancé le mot d'ordre de «Sarre rouge dans une Allemagne des conseils», peu explicite quant à l'attitude à adopter lors du plébiscite prévu. Un militant de l'Opposition de gauche, Karl Gröhl, dit Karl Friedberg (né en 1896), raconte dans ses mémoires (Karl Retzlaw, Spartakus, pp. 328 sq) qu'on enregistra alors plus de 800 démissions du parti en Sarre. Il prit l'initiative d'une lettre ouverte de protestation qui obligea le parti à effectuer un tournant.

[19] Hermann Müller-Franken (1876-1931), dirigeant social-démocrate allemand, avait été chancelier à la tête d'un gouvernement de «grande coalition» (social-démocrates, centre catholique, partis démocrate et populaire, représentants de la grande bourgeoisie) de 1928 à mars 1930. Il avait été remplacé par Heinrich Brüning (1885-1970), ancien syndicaliste chrétien, leader du centre catholique, qui avait mené jusqu'en 1932 une politique d'austérité et de déflation. Le K.P.D. avait qualifié ces deux gouvernements de «fascistes».

[20] L'Internationale syndicale rouge ou Profintern avait été fondée en 1921 face à la fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Depuis le début de la «troisième période», elle était l'un des éléments capitaux dans la politique de l'I.C. de scission des syndicats de masse et de constitution de «syndicats rouges» généralement très minoritaires.

[21] Le congrès d'Amsterdam contre la guerre avait eu lieu en juin 1932.

[22] Le congrès de Paris contre le fascisme avait eu lieu à la salle Pleyel en juin 1933.

[23] Grigori M. Potemkine (1739-1791) était favori et ministre de l'impératrice Catherine II. En 1778, lors de la visite de l'impératrice en Crimée, il avait fait construire de faux villages pour lui donner l'impression de la prospérité.

[24] Le romancier pacifiste, biographe de Jésus et de Staline, Henri Barbusse (1873-1935) était la figure de proue des congrès internationaux qu'organisait pour le compte de l'I.C. l'Allemand Willy Münzenberg (1889-1940), ancien dirigeant des jeunesses, puis du secours international et dirigeant du «trust» de la presse et du cinéma qu'on appelait de son nom. Il avait organisé les deux congrès (Amsterdam et Paris) et donné vie au «mouvement Amsterdam-Pleyel».

[25] Le parti socialiste révolutionnaire russe, dans la tradition et la ligne politique du populisme (narodniki), avait été fondé en 1902.

[26] L'internationale paysanne, ou Krestintern, avait été fondée en octobre 1923. Elle avait remporté un succès en juin 1924 avec l'adhésion du parti paysan croate de Stefan Radic et disparu sans phrases dès 1925.

[27] La formule de la «paix civile» avait été adoptée comme synonyme de «trêve politique et sociale» dans l'«union sacrée» avec l'entrée en guerre de l'Allemagne en août 1914 par le parti social-démocrate et les syndicats.

[28] Karl Liebknecht, (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, Wilhelm Liebknecht, avocat, ancien dirigeant des jeunesses et député au Reichstag, après s'être incliné par discipline devant la politique d'union sacrée en août 1914 en votant les crédits de guerre, avait décidé de violer cette discipline et de voter contre ces crédits en décembre de la même année. Cette initiative avait ouvert à long terme la perspective de la scission du parti social-démocrate : Liebknecht avait été en janvier 1919 l'un des pères du jeune parti communiste. Organisateur des jeunesses et de l'action antimilitariste, il était un des symboles du courant révolutionnaire dans le parti avant 1914 et fut avec Rosa Luxemburg l'un des organisateurs de l'opposition à la guerre et à l'union sacrée dès août 1914. C'est en mai 1915 qu'il avait rédigé le tract célèbre dont le titre était : «Der Hauptfeind steht im eigenen Land» (L'ennemi principal est dans notre propre pays).

[29] Les partis social-démocrates d'Autriche et d'Allemagne avaient tous deux défendu la ligne de l'appel aux autorités de l'Etat contre l'action des bandes armées fascistes, et avaient l'un et l'autre été abattus par la conjonction de ces bandes et de l'Etat.

[30] Dans la soirée du 6 février 1934, c'est place de la Concorde à Paris, en face du Palais-Bourbon, que s'étaient produits les accrochages les plus sévères entre forces de l'ordre et manifestants rassemblés à l'appel de l'extrême droite —les «ligues»— et des organisations d'anciens combattants, y compris l'A.R.A.C., dirigée par le P.C.

[31] Matvei K. Mouranov (1873-1959), bolchevik depuis 1903, était en 1914 député à la Douma. Lev B. Rosenfeld, dit Kamenev (1883-1936), militant depuis 1901, beau-frère de Trotsky, dirigeait, en 1914, la fraction parlementaire et la *Pravda*.

[32] Le 15 mars 1917, la *Pravda*, qui venait d'être reprise en main par Staline et Kamenev, de retour de déportation, écrivait : «Tout "défaitisme", ou, plus exactement, ce qu'une presse peu délicate, sous la surveillance de la censure tsariste, stigmatisait de ce nom, est mort au moment où, dans les rues de Petrograd, s'est montré le premier régiment révolutionnaire.»

[33] Dans son *Staline*, Trotsky cite l'intervention de Staline à la conférence du parti bolchevique en mars 1917 pour la réunification formelle entre bolcheviks et mencheviks.

[34] Allusion à la dure bataille politique livrée par Lénine pour faire adopter dans le parti ses fameuses thèses d'avril, qui allaient précisément contre la ligne menée sous l'impulsion de Staline et Kamenev.

[35] C'est l'opposition de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht qui fut le premier signe de la résistance à l'union sacrée et rassembla les premiers éléments qui devaient aboutir, quatre années et demie plus tard, à la naissance du parti communiste d'Allemagne.

[36] L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 26 au 27 février 1933, avait vraisemblablement été allumé par les nazis eux-mêmes. On sait qu'il servit de prétexte à la mise hors la loi du K.P.D. auquel le gouvernement l'attribua aussitôt, prétendant qu'il s'agissait d'un signal... pour le soulèvement armé ! Les récits des réfugiés communistes confirmaient tous le profond désarroi des dirigeants du parti communiste au cours de cette nuit historique, et leur impuissance devant le sort prévisible qu'ils n'avaient pas prévu et qui les frappait pourtant.

[37] La décision de l'Opposition de gauche internationale de ne plus se considérer comme une «fraction» de l'I.C. s'était accompagnée en juillet 1933 d'un tournant vers les «organisations socialistes de gauche», dont deux, le S.A.P. et l'O.S.P., avaient signé la déclaration des quatre.

[38] C'étaient là ce que disaient précisément les dirigeants de l'O.S.P. et du S.A.P. qui, après avoir signé en août 1933 la déclaration des quatre, avaient ensuite refusé de s'avancer plus loin dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale.

[39] Selon le témoignage de Bauer et de Leonetti, la dernière partie de ce texte avait fait l'objet d'une âpre polémique dont nous n'avons pas retrouvé de trace écrite directe. Bauer reprochait à Trotsky de prendre trop de distance vis-à-vis de la position du «défaitisme révolutionnaire», au nom de la «défense de l'URSS». Selon Bauer et Leonetti, Trotsky aurait finalement fait les concessions nécessaires. On rencontre un écho de ce débat dans une lettre de Bauer qui a été retrouvée dans les archives d'Abern (Bibliothèque d'Histoire sociale, New York) et qui date de septembre 1934.

Biographie de Barthélemy de Ligt

(extraite de *l'Ephéméride anarchiste*, site libertaire)

« Le 15 juillet 1898, naissance d'Ernest TANREZ, dit ERNESTAN, à Gand (Belgique), militant et théoricien du socialisme libertaire, figure importante de l'anarchisme belge. Il naît dans une famille bourgeoise d'une mère flamande et d'un père wallon. La Première Guerre mondiale l'oblige à quitter ses études, et il est mobilisé en 1918. Il se fixe ensuite à Bruxelles, où il ouvre un magasin d'antiquités.

« Dès 1921, il participe au *Bulletin Libertaire*, et devient un orateur apprécié et un théoricien lucide; ses très nombreux articles enrichissent la presse anarchiste internationale. Il milite activement au soutien de Sacco et Vanzetti, pour l'élargissement du droit d'asile ou encore en 1933, au Comité Hem-Day Léo Champion (afin obtenir leur libération). En 1937, pour soutenir la révolution espagnole, il crée avec Léo Champion le journal *Rébellion*. Réfugié en France en 1940, il est arrêté après une dénonciation et interné durant trois mois au camp du Vernet en Ariège. De retour à Bruxelles, il est arrêté l'année suivante par la Gestapo et envoyé au Camp de Breendonck près de Malines, d'où il sortira très affaibli après huit semaines de famine et de travaux forcés. Malade, il meurt à Bruxelles le 17 février 1954.

« Outre sa collaboration à la presse libertaire internationale et en particulier à la revue *Pensée et Action* d'Hem-Day, il est l'auteur de plusieurs ouvrages : *Le Socialisme contre l'autorité*, *Manifeste socialiste libertaire*, etc. »

« *C'est parce que l'homme est si dangereux pour l'homme, que le socialisme libertaire ne base pas les rapports humains sur l'autorité des uns et l'obéissance des autres, mais sur l'association d'individus égaux en dignité et en droit.* » *Valeur de la liberté* (1952)

Barthélemy DE LIGT

Le problème de la guerre civile (1937) (*Discours*

tenu à la conférence triennale de la War Resisters International (W.R.I., Internationale des Résistants à la Guerre) 23-27 juillet 1937 à Copenhague.)

Le point de vue de la W. R. I.

Chers camarades! Il y a trois ans, lors de la Conférence Internationale de la W.R.I. à Welwyn, notre ami Fenner Brockway ouvrit une discussion sur « le pacifisme et la guerre de classes », qui par les tragiques événements d'Espagne a retrouvé de l'actualité.

Fenner déclara que le problème de la guerre de classes - dans un sens plus large nous pouvons même dire, le problème de la guerre révolutionnaire - est, certes l'un des plus délicats et des plus urgents. Il disait avec juste raison que, comme pacifistes, nous ne pouvons absolument pas rester en dehors de la lutte contre l'exploitation et l'oppression, et que nous avons à lutter pour un nouvel ordre social. En effet, notre pacifisme n'est pas complet, si nous ne sommes que des antimilitaristes et anti-navalistes. Il nous faut aussi être des anti-capitalistes, des anti-impérialistes et des anti-

colonialistes. Nous ne savons ni ne voulons rester en dehors de la lutte pour la justice sociale et la liberté.

Toutefois, nous rejetons quelque forme de guerre que ce soit, la guerre de classe incluse. En un mot, nous acceptons dans un certain sens la lutte de classes, mais non la guerre de classes. À notre avis, la guerre de classes, quoique souvent compréhensible est une forme erronée de la lutte révolutionnaire, parce que inhumaine et en contradiction avec notre but : la formation d'une humanité nouvelle.

La violence est partie intégrante du capitalisme, de l'impérialisme et du colonialisme, et ceux-ci sont par leur nature même violents, tout comme la brume par sa nature est humide. L'exploitation et l'oppression de classes et de races, la concurrence internationale pour les matières premières, etc. ne sont possibles que par l'application systématique d'une violence toujours croissante.

Éliminez la violence, et toute la structure sociale actuelle s'effondrera. D'autre part, nous pouvons dire, en toute sûreté, que plus la violence est employée dans la lutte de classes révolutionnaire, moins cette dernière a de chances d'arriver à un succès réel.

Nous acceptons la lutte pour un nouvel ordre social. Nous acceptons la lutte de classes pour autant qu'elle soit une lutte pour la justice et la liberté, et qu'elle soit menée selon des méthodes réellement humaines. Nous participons énergiquement au mouvement d'émancipation de tous les hommes et groupes opprimés. Mais nous essayons d'y introduire et d'y appliquer des méthodes de lutte en accord avec notre but. Parce que nous savons par d'amères expériences, personnelles aussi bien que sociales, que lorsque dans n'importe quel domaine nous faisons usage de moyens qui sont essentiellement en contradiction avec le but poursuivi, ces moyens nous détourneront inévitablement de celui-ci même s'ils sont appliqués avec la meilleure intention.

Les moyens et le but

Tous les moyens sont étroitement liés à un but. Ils sont même déterminés par leur but initial et ils ont la tendance de le servir dans les circonstances les plus différentes. Par exemple, le but propre d'un couteau est de couper. Nous pouvons naturellement essayer de l'employer comme archet, et il se peut qu'en se servant du dos du couteau, nous parviendrons à tirer du violon quelques sons barbares. Mais plus nous employons le couteau en rapport avec sa destination propre, et plus nous appuyons le côté affilé sur les cordes, plus vite nous détruirons le violon. D'un autre côté, cela n'a pas de sens que d'essayer de couper du pain avec un archet parce que la destination propre de celui-ci n'est pas de couper des tranches de pain, mais bien de produire des sons.

Sans doute, il arrive que pour un but particulier nous soyons obligés de faire usage de moyens non appropriés. Faute de mieux, nous avons souvent recours à des méthodes qui ne répondent pas tout à fait au but proposé. Mais nous savons par expérience que nous devons toujours essayer de trouver les moyens les plus appropriés à chaque fin, et les méthodes dont le but essentiel correspond dans la mesure la plus large à la fin en vue, et qui dans le cas idéal, se dissolvent elles-mêmes dans le but.

N'ayant pas d'encre, il est plus pratique d'écrire avec un crayon ou même avec un fusain, plutôt que par exemple avec son propre sang. Il se peut qu'un jeune homme extrêmement romantique et d'humeur amoureuse essaye

d'écrire avec son sang. Cependant, en ce cas le moyen correspond au but proposé. Mais il en fera un usage économique, sachant que son sang sert avant tout à soutenir sa vie. Il est vrai qu'en employant son sang pour écrire, il désire exprimer qu'il est prêt à offrir sa vie à l'objet de son amour. Mais, il espère probablement pouvoir continuer sa vie avec celle qu'il aime.

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit ici que de disposer de son propre sang, de sa propre vie et de sa propre personne. Mais c'est une chose bien différente quand il s'agit de disposer, sans égards, pour n'importe quel but, du sang, de la vie et de la personne d'autres humains en tant que simple « matériel ». Ceci serait vraiment la plus grande violence exercée sur nos semblables.

Inviolabilité de la personnalité humaine

Le philosophe allemand Kant avait raison lorsqu'il disait que personne n'a le droit de disposer d'autrui uniquement comme instrument ou comme moyen, parce que chaque personne trouve pour ainsi dire, son but en elle-même. En effet, le fait que dans la guerre on use et abuse des personnes comme simple matériel, et qu'à certains moments celles-ci doivent cesser d'être raisonnables et morales, pour devenir de simples instruments de massacre, est l'une des raisons principales pour laquelle nous nous opposons si énergiquement à la guerre.

Nous savons d'ailleurs que les révolutionnaires les plus responsables, même lorsqu'ils acceptent certaines formes de la guerre de classes, ont toujours rejeté toute forme de militarisme, c'est-à-dire la complète subordination de la personnalité humaine à l'intérêt militaire. En défendant les droits de l'individu en tant qu'être raisonnable et moral, ces révolutionnaires n'ont jamais pu ni voulu avoir recours au militarisme. Ils considéraient toute forme de militarisme comme essentiellement contre-révolutionnaire.

C'est ainsi que dans un essai célèbre sur « la défense de la révolution » Alexandre Berkman affirmait qu'un véritable révolutionnaire est prêt à défendre son idéal et ses principes, « au besoin même par la force armée », mais qu'il s'opposait à toute intervention dans la liberté personnelle, fût-ce par la force ou la violence ou de n'importe quelle autre façon. Personnellement il se déclarait adversaire de toute atteinte et de toute contrainte. Mais il continua : « Si cependant quelqu'un vous attaque, alors c'est lui qui vous atteint, lui, qui emploie la violence contre vous. Et vous avez alors le droit de vous défendre. Bien plus, il est de votre devoir de protéger votre liberté, de résister à la coercition et à la

contrainte. Sinon vous êtes un esclave et point un homme libre. La révolution sociale n'attaquera personne, mais elle se défendra contre toute atteinte provenant de n'importe quel côté. »

Mais Berkman admettait également que « la fin détermine les moyens, tout comme l'outil dont vous vous servez doit être propre au travail que vous voulez accomplir... La défense révolutionnaire doit être en harmonie avec l'esprit. La défense personnelle exclut tous actes de coercition, de persécution ou de revanche... Nous devons toujours avoir à l'esprit que la force de la révolution sociale est organique, et non mécanique. Sa puissance ne réside pas dans les mesures mécaniques, mais dans son activité, sa rapidité à réparer et à reconstruire et à établir la liberté et la justice... La révolution sociale doit dès son premier élan être basée sur une conception et une attitude nouvelles. La liberté entière est le souffle de son existence. Qu'on n'oublie jamais que le remède au mal et au désordre consiste en plus de liberté, non en sa suppression.»

L'expérience russe

En effet, tout le processus de la guerre civile russe a prouvé la justesse de cette opinion. La révolution sociale en Russie a fait faillite parce que, pour arriver à la réalisation de son but social, elle a employé de plus en plus des méthodes bourgeoises et pré-bourgeoises, féodales et pré-féodales. Plus elle inclina vers le contrôle absolu de l'État et fit usage de la police secrète — à l'origine instrument de l'absolutisme politique — plus elle eut recours aux méthodes inquisitoriales et jésuites — à l'origine instruments du catholicisme médiéval — plus elle fit appel au militarisme et au nationalisme — à l'origine instruments du capitalisme moderne — plus elle prit la forme bureaucratique et machiavélique — à l'origine au service de la bourgeoisie régnante — plus elle dévia de son but révolutionnaire premier : l'organisation du travail par lui-même. Le système soviétique devint d'ailleurs la première victime de toutes ces méthodes essentiellement contre-révolutionnaires.

Alexandra Kollontaï a été l'une des premières en Russie qui eut le courage de faire ressortir publiquement la contradiction existant entre le but poursuivi et les moyens employés. Suivant les principes de Marx, Engels et Lénine, à la place de la vieille société bourgeoise avec ses classes, et son antagonisme de classes une association devait être créée dans laquelle le libre développement de chacun formerait la condition du libre développement de tous. Déjà,

lors de la révolution de 1905, les bolcheviks découvrirent qu'une telle société devait être organisée d'après la méthode des conseils d'ouvriers et de paysans, les soviets. Le but original de la révolution de 1917 tendait conséquemment à une Fédération mondiale des républiques de soviets.

Au début, les bolcheviks essayèrent d'organiser même l'armée suivant le principe révolutionnaire d'auto-organisation, et ils créèrent non seulement des conseils de travailleurs mais également des conseils de soldats.

Mais Alexandra Kollontaï reconnut déjà en 1920 que dans l'armée la libre organisation des masses avait abouti à un échec complet : pour des raisons de technique militaire les bolcheviks avaient été obligés de transformer le système du volontariat en un service militaire obligatoire. Des spécialistes et des techniciens militaires — dont la plus grande part était encore pénétrée de la mentalité de la vieille bourgeoisie et même du tsarisme — furent sollicités pour organiser la défense révolutionnaire, et reprirent leur place dans l'armée. Ils y réintroduirent la subordination aveugle et l'obéissance servile, aussi bien que les distinctions et les grades et les décisions autocratiques des supérieurs.

L'esprit militariste, surgi dans l'armée, s'étendait progressivement sur toute la vie civile et ne tarda pas à se confondre avec l'esprit tyrannique de la politique de parti bureaucratisée. Bientôt le Parti bolchevik lui-même fut militarisé et jésuitisé, et ses dirigeants se mirent à persécuter, emprisonner et à tuer tous les révolutionnaires qui continuaient à lutter pour la liberté et l'auto-organisation sociales. Ainsi le léninisme se convertit en stalinisme. La contradiction entre le but révolutionnaire et les moyens contre-révolutionnaires laissait finalement à peine quelque chose du système original des soviets.

La violence révolutionnaire spontanée

Ce fut encore Alexandre Berkman qui fit ressortir que c'était la Garde rouge volontaire qui défendit victorieusement la révolution russe dans ses périodes de début les plus critiques, et que plus l'armée russe perdait son caractère libre, moins on pouvait compter sur elle comme armée de la classe révolutionnaire.

Nous, résistants à la guerre, voyons très bien la grande différence qui existe entre l'auto-défense révolutionnaire violente et spontanée et le service militaire obligatoire employé par un État dictateur comme simple instrument de massacre. La différence entre ces deux systèmes de lutte saute immédiatement aux yeux. Dans le

premier cas, les individus y participent en tant que volontaires et combattent pour un but qui est aussi le leur. Dans le second cas, ils sont simplement employés comme instruments se trouvant entre les mains de leurs supérieurs pour des buts qu'ils ne peuvent contrôler. En effet, le commandement d'une milice révolutionnaire est contrôlé de bas en haut, et la liberté personnelle de chaque soldat est prise autant que possible en considération. Mais il reste le fait que la guerre de classes, même basée sur le système révolutionnaire des volontaires, mène inévitablement à la misère et à la mort de nombreux humains, dont une grande partie est en outre complètement innocente. En fin de compte, la guerre de classes, tout comme n'importe quelle autre guerre, produit une impitoyable destruction de vies humaines et toutes sortes d'autres ruines.

Alexandre Berkman et ceux qui pensent comme lui ne considèrent pas cet aspect de la guerre de classes. Nous, cependant, précisément à cause de son caractère destructeur, n'acceptons et ne pouvons pas accepter la guerre de classes comme une véritable méthode de lutte révolutionnaire, même si elle est basée sur le système volontaire. Du point de vue personnel, du point de vue psychologie collective, aussi bien que du point de vue de l'histoire et de la civilisation, nous pouvons très bien comprendre qu'il y a des moments où des personnes, des groupes, des classes, des nations et des races opprimées aient recours à la défense violente. Vis-à-vis de leurs oppresseurs violents elles ont même un certain droit d'agir de la sorte. Rendant justice à leur héroïsme et à leur esprit de sacrifice, nous accordons une grande valeur morale à ceux qui, librement et volontairement, participent à une telle lutte violente. Nous inclinons même à nous demander s'il ne s'agit pas de leur droit, mais encore de leur devoir, de lutter par des moyens violents, aussi longtemps qu'ils ne connaissent pas, ou ne sont pas à même de faire usage de meilleures méthodes. Gandhi avait bien raison lorsqu'il a dit que, du point de vue moral, la lutte armée pour la liberté et la justice est préférable à une abjecte soumission.

Quoi qu'il en soit, il est certain que des groupes sociaux de tendance révolutionnaire qui luttent pour leur émancipation tendront vers la lutte violente, aussi longtemps qu'ils ne connaîtront pas d'autres méthodes et moyens de combat.

Interaction entre l'homme et ses moyens

Seulement ceci ne résout pas le problème ! La lutte révolutionnaire violente, même volontaire, sera toujours en discordance avec

son but profondément humain. En outre, chaque moyen ou méthode concerne non seulement le but proposé, mais elle réagit aussi sur l'individu ou le groupe qui en font usage. Celui qui, en tant que pédagogue fait toujours usage du bâton, endure non seulement son élève mais s'endurcit encore plus lui-même. Combien d'anciens combattants n'admettent-ils pas que, ayant tiré pendant la guerre leur premier coup de fusil et tué leur premier adversaire, ils se sentaient intérieurement blessés et désormais moralement corrompus ? En accomplissant certains actes et en les répétant fréquemment, on devient finalement ce qu'on fait. Ce phénomène est décrit par les psychologues français sous l'appellation de «déformation professionnelle», et on la constate surtout chez les bureaucrates, sous-officiers, diplomates, politiciens, prostituées et dictateurs. Autrefois les maîtres d'école excellaient aussi à cet égard.

Mais revenons une fois de plus à la guerre révolutionnaire volontaire. On peut glorifier la Garde rouge volontaire de Russie autant que l'on veut, quiconque connaissant le mouvement makhnoviste doit admettre que Makhno et son armée de volontaires se sont maintes fois conduits, eux aussi, de façon inhumaine. Nous dirons même que, du point de vue de la technique militaire, la militarisation de la révolution russe ne pouvait être évitée. À notre avis, les révolutionnaires russes ayant une fois accepté la violence collective comme méthode de lutte, étaient obligés, par la nature même de ce système, de l'appliquer de plus en plus. Car il est impossible de contrôler le système de guerre moderne par des conseils de soldats ou par n'importe quelle espèce de commandement fédératif de masses. L'appareil pour la conduite de la guerre moderne réclame en tout premier lieu la subordination complète des hommes à la technique militaire. Celle-ci, à la suite de l'industrialisation moderne, a été complètement mécanisée, et ne peut être appliquée sans un commandement central fort auquel chacun et chaque chose doit l'obéissance la plus aveugle et la plus automatique. Même la milice révolutionnaire, animée de l'amour de la liberté le plus grand, doit finalement faire place à une armée organisée de façon moderne — c'est-à-dire à une armée motorisée et mécanisée.

La guerre civile étant une certaine espèce de guerre elle doit être menée d'après les règles de la guerre.

Le seul moyen d'obtenir la victoire est de dépasser l'adversaire, non seulement au point de vue moral mais en particulier au point de vue de la technique militaire. Ceci signifie du reste que finalement il faut avoir recours aux mêmes

méthodes de lutte que celles dont l'ennemi se sert.

En 1920, les communistes anglais Eden et Cedar Paul s'exprimaient ainsi dans leur livre *Creative Revolution*: « Le gouvernement du prolétariat ne peut être établi par des méthodes de démocratie bourgeoise ... le prolétariat doit créer son propre appareil, les soviets, qui sera l'arme la plus puissante dans les mains du prolétariat aujourd'hui. » Les mêmes auteurs continuaient cependant : « La guerre civile est imposée aux classes travailleuses par ses plus mortels ennemis ... les travailleurs doivent rendre coup pour coup ... d'où il est nécessaire de désarmer la bourgeoisie et d'armer le prolétariat. » Nous avons déjà discuté les conséquences de ces principes et méthodes contradictoires, et constaté que sous le régime stalinien il ne subsiste plus rien de la Fédération des républiques de soviets qui était le but primitif de la révolution russe. On y est devenu victime de la dictature des moyens.

L'expérience espagnole

L'Angleterre, la France et d'autres pays démocrates intervinrent autrefois en Russie contre la révolution prolétarienne. Nous voyons à présent comment les États fascistes — l'Italie, l'Allemagne et le Portugal — interviennent en Espagne. Franco, militaire de profession, avec ses légionnaires, ses troupes coloniales et une armée mécanisée composée pour une grande part de soldats italiens et allemands spécialement entraînés, marcha contre le peuple espagnol. Les masses révolutionnaires ayant décidé de se défendre elles-mêmes contre les usurpateurs par la violence volontaire furent vite obligées cependant de recourir aux mêmes méthodes de combat que leurs adversaires. Un esprit militariste surgit dans l'armée et s'étendit progressivement à la vie civile. Dès le début, Durruti, ce général anarchiste qui ne vit que la première période de cette atroce guerre civile, se rendit compte du danger. Lorsqu'un jour on lui demanda si l'acceptation de la guerre comme moyen dans la lutte de classes ne signifiait pas la militarisation et de l'armée et de la société civile, il reconnut en toute franchise que ce danger existait réellement, et que c'était même la raison pour essayer de gagner la guerre civile aussi rapidement que possible.

Dans le même esprit, l'un des anarchistes les plus sûrs, Diego Abad de Santillán, qui occupait une position des plus en vue dans l'organisation des milices et qui par la suite travailla en Catalogue au ministère des Affaires économiques, mit plusieurs fois les révolutionnaires en garde contre les dangereux

symptômes de militarisme, de totalitarisme et de bureaucratie provenant des méthodes de guerre.

Nous savons qu'au début de la guerre civile espagnole, les anarchistes et les syndicalistes formèrent l'avant-garde. A l'armée ils se surpassaient par leur héroïsme, dans la vie civile par leur application et leur puissance créatrice. Mais parmi ceux qui combattaient Franco ils ne formaient néanmoins qu'une minorité. Ils furent, pour cela, obligés de former une coalition avec les nationalistes basques catholiques, avec les démocrates espagnols, dont l'unique désir résidait dans le maintien du statu quo, et avec les socialistes et les stalinien qui n'étaient pas intéressés par une révolution sociale immédiate. Spécialement les adhérents de la Troisième Internationale déclarèrent que le moment de déclencher la révolution n'était pas encore venu ; la guerre une fois commencée, la première chose à faire était de gagner la lutte, et après seulement on pourrait examiner le problème de la révolution sociale.

La Confédération nationale du travail, la Fédération anarchiste ibérique et le Parti ouvrier d'unification marxiste ne partageaient pas cette opinion. Ils étaient convaincus que la guerre des classes n'avait de sens que comme partie de la révolution sociale, et qu'il était inutile de combattre Franco pour n'obtenir qu'une victoire militaire, alors que le système politico-économique présent continuerait. Ils pensaient qu'après une éventuelle victoire militaire contre Franco et ses fascistes les résultats ne pourraient être qu'une consolidation du gouvernement bourgeois et du militarisme nouvellement créé, et qu'une victoire de cette espèce, sans révolution sociale comme complément, ne ferait que renforcer les tendances fascistes dans la république démocratique elle-même.

En vérité, l'histoire a déjà montré que le mouvement espagnol libertaire est graduellement devenu victime de la guerre de classes, mise au service de la révolution. Pour résister à Franco et aux puissances qui l'appuyaient par des méthodes militaires, les forces loyales furent, au moment critique, obligées de remplacer les milices libres par la conscription militaire, et de soumettre de plus en plus l'organisation sociale aux nécessités de l'armée modernisée. Celle-ci dut se soumettre à un commandement autocratique, et devint entièrement dépendante du gouvernement bourgeois-socialo-stalinien de Valence.

En outre, plus les fascistes espagnols aidés par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, se trouvèrent en possession d'un matériel de guerre moderne, plus les républicains espagnols, tout en défendant leur liberté relative, furent obligés

de demander à l'URSS du matériel de guerre et des conseils techniques militaires. Pour ce motif, les anarchistes et les syndicalistes devaient eux aussi prendre l'URSS en considération, tandis que Moscou forçait le gouvernement de Valence à adopter une attitude de plus en plus hostile envers ces véritables révolutionnaires. Tout cela provoqua pendant quelques jours, en mai 1937, une sorte de guerre de classes à l'intérieur de la guerre de classes ; sous la conduite de la jeunesse anarchiste et du POUM. Une grande partie de la population catalane se révolta contre la militarisation, la bureaucratie et l'étatisation du nouvel ordre social et contre l'influence croissante de Moscou. Comme vous le savez, Moscou poursuit partout à présent la formation de fronts nationaux de masses, les staliniens coopérant avec des bourgeois-socialistes et des nationalistes des classes moyennes en vue de la « défense nationale ». Cette politique s'accorde tout à fait avec les buts et les désirs des impérialistes anglais et français, dont le gouvernement de Valence dépend aussi à plusieurs égards. Il n'est donc pas étonnant que l'opposition révolutionnaire espagnole ait déclaré que la guerre, telle qu'elle est menée à présent, était devenue une menace pour la révolution. Quoi qu'il en soit, cette opposition des travailleurs essaya, elle aussi, de combattre la guerre par des moyens de guerre. Étant cependant une minorité au point de vue du nombre et de la capacité technique militaire, ils furent écrasés.

Entre-temps, la CNT et la FAI, afin de ne pas perdre la guerre contre Franco, et craignant à cet effet de briser avec le gouvernement de Valence, renoncèrent de plus en plus à leur but social révolutionnaire.

En réalité, une partie de l'ancien mouvement espagnol anarchiste et antimilitariste est déjà tellement contaminée par le militarisme, qu'elle fait une propagande ouverte pour une guerre révolutionnaire européenne contre le fascisme international. Heureusement, elle ne forme qu'une petite minorité.

Mais son influence augmente dans d'autres pays, et partout on essaye de convaincre les masses de la possibilité, même de la nécessité d'une guerre internationale antifasciste.

Il n'y a pas longtemps, un de nos camarades révolutionnaires allemands m'écrivit une lettre désespérée des tranchées espagnoles disant : « Notre plus grande faiblesse provient de ce que nous sommes encore trop humains dans nos méthodes de combat ! Franco incendie et assassine derrière le front autant qu'il veut, et cela les socialistes révolutionnaires sont dans l'impossibilité de le faire. »

Un camarade espagnol me déclara : « Jusqu'à présent Franco n'a pas encore employé les gaz. Si néanmoins il en faisait usage sur une grande échelle, alors nous en ferions autant, même si nous devons ruiner l'Espagne tout entière et une partie de la France. En tout cas, nous tenons nos gaz prêts. » Ceci peut être vrai ou exagéré, mais à travers de telles opinions, on reconnaît très nettement la tendance essentielle de la guerre de classes moderne conduisant à une aveugle concurrence avec l'adversaire dans la destruction.

Évidemment la révolution sociale en Espagne est en grand danger parce qu'elle essaie de réaliser son but humain par des méthodes et des moyens inhumains. Il va de soi que nous n'accusons personne.

Mais nous pensons qu'il est de notre devoir d'exposer la vérité, qui peut être une leçon pour l'avenir et peut amener d'autres peuples à éviter la répétition de ces procédés atroces et inefficaces.

Attitude pitoyable du mouvement ouvrier et de la SDN

Nous avons déjà dit que les révolutionnaires espagnols ne savaient peut-être pas agir autrement qu'ils ne l'ont fait. En outre, leur guerre civile se serait terminée et aurait été gagnée avec un minimum de violence il y a bien longtemps, si le prolétariat international n'avait pas laissé tomber ses camarades espagnols d'une manière si honteuse. Il faut aussi blâmer l'attitude de la Société des Nations, dont les membres à quelques exceptions près, négligeant leur propre pacte, abandonnèrent le gouvernement espagnol et traitèrent Franco, aventurier politique, sur le même pied que la population espagnole offensée. Seul un énergique mouvement de boycott et de non-coopération bien organisé provenant des masses travailleuses internationales contre Franco aurait pu sauver la révolution espagnole et mis fin en un très court laps de temps à la violente lutte des classes.

Renonciation provisoire à la lutte non violente ?

À notre Conférence de Welwyn (1934), Fenner Brockway avait incontestablement raison lorsqu'il disait qu'une lutte non violente des masses pour la justice et la liberté n'est possible que si les travailleurs y sont suffisamment préparés du point de vue politique, moral et organisationnel — et ce dans chaque usine, fabrique et atelier, dans chaque mine, chaque

réseau de chemin de fer et dans chaque localité —, s'ils étaient à même de faire effectivement usage des moyens de la grève générale, et si on pouvait être sûr que la force armée de l'Etat n'agirait pas contre les travailleurs. Il ne supposait cependant pas que, dans n'importe quel pays, les masses avaient déjà atteint ce niveau. Fenner Brockway considérait d'un point de vue historique le combat violent et le carnage comme inévitables dans la lutte contre le capitalisme, qu'ils soient le résultat d'une volonté délibérée ou l'effet d'un hasard quelconque.

Tout cela est vrai. Toutefois, nous n'avons pas de raison de suivre l'exemple de notre camarade Fenner qui, depuis le déclenchement de la guerre civile en Espagne, a lui aussi accepté les méthodes de la guerre moderne comme inévitables pour atteindre notre but social. Nous sommes d'accord avec lui lorsqu'il insiste sur la nécessité d'une solidarité pratique avec le mouvement révolutionnaire ibérique. Mais nous pensons qu'il fait erreur lorsqu'il déclare que la seule façon de prouver cette solidarité consiste à renoncer à notre attitude non violente et à accepter la guerre de classes avec toutes ses inévitables conséquences. Dans une interview accordée au correspondant du journal socialiste *Le Travail* de Genève, du 10 juin 1937, Fenner parle avec fierté de l'Independent Labour Party qui, avec l'aide du Parti communiste de Grande-Bretagne a organisé des contingents de volontaires pour la guerre civile espagnole et a pratiqué encore d'autres formes de solidarité, dont il ne pouvait pas parler en public, mais dont le caractère était évident.

En même temps, Fenner fut assez conséquent pour reconnaître que sa nouvelle conception de la lutte de classe exigeait aussi une politique nouvelle pour le mouvement ouvrier de son propre pays. Il déclara même que l'ILP, tout en continuant sa lutte contre les armements de n'importe quel gouvernement bourgeois, n'en voterait pas moins sous un gouvernement ouvrier le crédit nécessaire à la défense des droits ouvriers et à la résistance armée à toute agression d'une puissance capitaliste ou fasciste étrangère.

À mon grand regret je suis obligé de constater que le parti travailliste de Keir Hardie et Bruce Glasier a sous ce rapport adopté le même point de vue que celui du Parti communiste de Lénine et de Trotsky, condamné à dégénérer en celui du PC de Staline et Litvinoff. Si, dans chaque cas de guerre civile, nous renonçons à notre lutte non violente et acceptons « provisoirement » l'action violente,

le résultat sera une approbation permanente de la guerre au nom de la révolution et nous ne ferons que miner systématiquement la révolution par les moyens les plus inappropriés.

Nous, résistants à la guerre, nous croyons que nous avons une autre tâche à accomplir. Ce n'est pas notre faute si les seules méthodes efficaces de lutte pour la révolution sociale ont été jusqu'à présent à peine acceptées. Moins on les accepte, plus nous avons de raisons de les propager par la parole et l'action. Ce n'est pas notre faute si partout les masses, dans leur grande majorité, restent encore hypnotisées par le culte traditionnel bourgeois et pré-bourgeois de la violence. Mais nous négligeons notre premier devoir, si nous ne faisons pas l'impossible pour combattre cette idéologie surannée et montrer aux masses les méthodes et les moyens nouveaux qui permettent d'atteindre à leur but socialiste.

Il va de soi que nous ne pourrions pas convaincre d'un seul coup le monde entier de la justesse de nos principes. Ce serait déjà beaucoup si, par le maintien de ceux-ci, nous réussissions dans quelques pays à réduire la violence dans la lutte de classe à un minimum et à faire quelle ne soit employée qu'accidentellement. Heureusement, la chose est déjà possible çà et là. Les grèves sur le tas, qui eurent lieu en 1936-1937 en France et aux Etats-Unis, sont à cet égard même un heureux symptôme.

Le combat non violent et la solidarité

Toutefois, partout où dans le monde des groupes, des classes, des races ou des nations sont opprimés et dans leur défense ont recours à la résistance armée spontanée nous serons toujours de leur côté contre leurs oppresseurs. Je suis heureux de le dire, en ce qui concerne l'Espagne notre Internationale a pris cette position dès le début.

Il nous faut maintenir cette attitude aussi énergiquement que possible. Pour moi, socialiste révolutionnaire, il est moralement impossible d'agir autrement. En outre, du point de vue pratique il est de la plus grande importance qu'en agissant ainsi nous ne perdions pas la confiance de ces camarades socialistes, qui, quoique combattant partiellement par d'autres moyens, luttent avec nous pour le même but humain. La solidarité active est l'unique base sur laquelle une discussion sur la guerre civile peut avoir lieu entre ceux qui sont anti-militaristes et anti-navalistes et en même temps anti-capitalistes, anti-impérialistes et anti-colonialistes, parce qu'ils luttent pour la révolution sociale.

Annexe

Les thèses développées dans l'exposé précédent viennent d'être confirmées par les déclarations de notre ami Hem Day à la Conférence triennale de la WRI à Copenhague (23-27 juillet) et au Congrès contre la guerre et le militarisme à Paris (1-5 août 1937). Hem Day, cet objecteur de conscience audacieux, quoique refusant toute participation à n'importe quelle guerre nationale admettait pourtant — comme plusieurs de nos camarades belges — la participation éventuelle à une guerre civile révolutionnaire. Ils justifiaient cette opinion « en considérant les mobiles et les objectifs de pareille guerre comme très supérieurs à ceux de la guerre nationale ». En outre, ces camarades, se basant sur les données du passé, pensaient que les conséquences désastreuses d'une guerre civile seraient infimes en comparaison avec celles causées par une guerre internationale.

Hem Day ayant, comme toujours, le courage de ses idées, partit en Espagne afin de se mettre au courant des choses et de participer à la révolution sociale. Il ne tarda pas à constater que du fait de l'intervention étrangère — fait selon nous inévitable, comme l'histoire de la révolution russe l'avait déjà démontré — la guerre civile devait dégénérer en une véritable guerre internationale avec toutes ses conséquences ruineuses au point de vue matériel et moral.

Instruit par cette atroce leçon des choses, notre ami Hem Day déclara dans les congrès susmentionnés, au nom de ses camarades belges, qu'eux aussi s'étaient vus obligés de corriger leur position à l'égard du problème révolutionnaire :

Entreprendre une révolution (transformation brusque d'un régime) ou la défense d'un état social révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, au moyen de la violence extrême, apparaît aujourd'hui comme affreusement absurde. Tout autant que la guerre.

La dépendance entre les Etats, dans le mal comme dans le bien, ainsi que la monstrueuse efficacité des instruments de destruction, rendent catastrophique le recours à la violence extrême collective. Non seulement, cette dernière supplicie le peuple qui s'y livre mais aussi menace la paix des autres peuples.

Il ne s'agit pas de condamner, à jamais, le recours à la violence collective extrême. Il se peut encore que ce recours apporte une grande amélioration des conditions de vie sociales sans déchaîner préalablement de grands maux. Il se peut aussi qu'une guerre civile évite une guerre

nationale à un peuple. Mais nous sommes dans l'impossibilité de prévoir le rétablissement de conditions politiques qui justifieraient, à nos yeux, le recours à la violence collective extrême.

Nous sommes également dans l'impossibilité de déterminer, par avance, la nature et l'importance des effets de la guerre civile.

Il nous semble donc nécessaire, non point tant de la condamner, mais d'en montrer les risques trop gros, la folie, et de conseiller une autre méthode de lutte pour supprimer le capitalisme ou abattre le fascisme. Méthode de lutte collective, pour ainsi dire basée uniquement sur la non-coopération la plus intégrale possible.

« Nous tenons à rappeler et à affirmer qu'aucune puissance d'agression — intérieure ou extérieure — ne pourrait résister à une défense collective bien menée qui comprendrait les trois points suivants : grève générale, refus de payer l'impôt, refus du service militaire » (Patrie Humaine).

« Sans doute, les collectivités ne se montrent-elles pas plus capables de rejeter actuellement la violence extrême des conflits sociaux que des conflits nationaux. Mais en dépit du peu de succès recueilli dans notre propagande en faveur de la méthode de lutte collective pacifique, nous persistons à la prôner partout et toujours.

« Les idées de l'esprit humain progressent en dormant, elles sont parfois si engourdies qu'elles semblent immobiles ; on ne sent leur force et leur vie qu'au chemin qu'elles ont fait ; enfin le jour se lève et elles paraissent : on les reconnaît, elles sont victorieuses. » (F. A. Guyau).

De telles déclarations basées sur l'expérience même, exigent surtout l'attention de ceux qui, avec notre camarade René Gérin acceptent encore « la guerre civile défensive » comme « guerre juste ». Après les premiers mois de guerre de classes en Espagne, Gérin pouvait peut-être écrire avec un certain droit : « bien qu'internationalisée, cette guerre reste une guerre civile ». Depuis, le caractère international de cette guerre s'est accentué de plus en plus, au détriment de la lutte sociale et révolutionnaire. Dans l'abstrait, « la guerre civile défensive est une guerre juste ».

Concrètement, pour les raisons développées ci-dessus, elle est condamnée à se convertir en une guerre moderne tout court, allant de pair avec une étatisation étouffante. L'État totalitaire — on ne le répétera jamais assez — étant le complément indispensable de la guerre totale, tout comme celle-ci est le complément inévitable de l'État totalitaire. Simone Weil avait bien raison d'écrire dans *La critique sociale* de

novembre 1933: « La guerre révolutionnaire est le tombeau de la révolution. »

Que faire donc ? Nos camarades belges refusent à juste titre d'exiger, en ce moment, des révolutionnaires espagnols qu'ils laissent tout d'un coup tomber les armes. Au point de vue psychologique et pratique une telle demande serait même un geste dénué de tout sens. D'autre part — comme je l'ai démontré au Congrès de Paris — une médiation entre les partis en guerre ne peut jamais aboutir à une véritable solution au point de vue révolutionnaire. La guerre civile une fois éclatée, ni solution, ni médiation efficace n'est possible. Continuant leur propagande pour le boycott et la non-coopération internationales contre Franco et ses alliés, afin que soit sauvé en Espagne ce qui peut encore être sauvé, les antifascistes du monde entier ont en premier lieu à combattre la

mentalité et l'activité fasciste chacun dans son propre pays, non seulement auprès de leurs gouvernements, mais encore dans les milieux ouvriers et les partis politiques — en particulier dans la Troisième Internationale, en train de tuer dans l'œuf les possibilités d'une véritable révolution en Ibérie et ailleurs. Il faut surtout que nous démontrions par la parole et l'action que, pour défendre la personnalité humaine et lutter pour la justice sociale, nous disposons d'autres méthodes de combat, plus efficaces et plus humaines que la guerre. C'est d'ailleurs le sens des résolutions du Congrès contre la guerre et le militarisme de Paris.

Octobre 1937

B.D.L.

Léon Trotsky

Extraits de Après Munich, une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) Ceux qui souhaiteraient lire ce texte en entier le trouveront notamment sur le site de Marxist Internet Archives www.marxists.org

(...) La signification du coup d'État en Tchécoslovaquie.

Le refus de la France et de la Grande-Bretagne de défendre les intérêts impérialistes de la bourgeoisie tchèque n'a pas seulement pour résultat le démembrement de la Tchécoslovaquie, mais aussi la chute de son régime politique. Cette expérience a révélé, sous une forme chimiquement pure, que la démocratie tchèque n'était pas l'expression de la « volonté du peuple », mais simplement d'un appareil qui a permis au capitalisme monopoliste tchèque de s'adapter à celui des puissances protectrices. La protection militaire venait à peine de s'écrouler que la machine démocratique apparut non seulement comme sans objet, mais aussi comme dangereuse en ce qu'elle risquait de provoquer des frictions inutiles avec Hitler. Les dirigeants bourgeois tchèques ont immédiatement créé un nouvel appareil d'adaptation impérialiste sous la forme d'une dictature militaire. Ce changement de régime fut accompli sans que le peuple y participe le moins du monde, sans nouvelles élections et sans même consulter le vieux parlement. Le président, élu par le peuple, l'archi-« démocrate » Benès, appela au pouvoir le plus ancien général de la République. Cela apparut tout d'abord comme une sorte de concession faite au peuple qui s'agitait, protestait, manifestait, exigeant que soit organisée la résistance à Hitler, les armes à la main. Résister ? Nous vous donnons un général comme chef national ! Ceci fait, le président se retira. Là-dessus, le général, ancien chef des forces armées et qui représentait pour ainsi dire le fer de lance de la démocratie, annonce qu'il avait l'intention d'instituer un nouveau régime, afin de maintenir des relations amicales avec Hitler. Et voilà !

D'une manière générale, la démocratie est indispensable à la bourgeoisie en période de libre concurrence. La démocratie n'est d'aucune utilité au capitalisme monopoliste qui repose

non pas sur la « libre » initiative, mais sur une direction centralisée; elle le bride et l'entrave. L'impérialisme peut tolérer la démocratie comme un mal nécessaire, mais seulement jusqu'à un certain point. Pendant la dernière guerre, il y a vingt-deux ans, Lénine écrivait : « La distinction entre une bourgeoisie impérialiste républicaine-démocratique et une bourgeoisie monarchiste-réactionnaire s'efface précisément parce que toutes deux pourrissent sur pied. » Il ajoutait plus loin : « La réaction politique sur toute la ligne est inhérente à l'impérialisme. » Seuls des imbéciles dont le cas est désespéré peuvent croire que les antagonismes internationaux sont déterminés par les incompatibilités qui existent entre la démocratie et le fascisme. En réalité, les cliques dirigeantes de tous les pays ne voient dans la démocratie, la dictature militaire, le fascisme, etc., qu'autant de moyens différents de soumettre leur propre peuple aux buts impérialistes. En outre, l'un de ces régimes, la démocratie, contient déjà, sous la forme par exemple de l'État-Major, un autre régime — la dictature militaire.

En Allemagne, la bourgeoisie impérialiste avec l'aide active de la sociale-démocratie, a placé le Feldmaréchal Von Hindenburg à la tête de l'État pour la défendre contre le fascisme. Hindenburg, à son tour, appela Hitler au pouvoir ; après quoi, il est vrai que le Feldmaréchal ne s'est pas retiré mais qu'il est mort. Ce n'est cependant là qu'une question d'âge et de technique. Dans son essence, le coup d'État tchèque reproduit les traits principaux du coup d'État en Allemagne, révélant ainsi les ressorts fondamentaux des mécanismes politiques de l'impérialisme. La question du régime tchèque fut sans aucun doute résolue dans les coulisses des conférences des magnats du capitalisme tchèque, français, anglais et allemand, avec les chefs des États-Majors et les diplomates. En déplaçant les frontières, leur principal souci était avant tout de causer aussi peu de dommages que possible aux intérêts de l'oligarchie financière.

La nouvelle orientation de la politique tchèque qui, de la France et l'Angleterre, se tourne maintenant vers l'Allemagne signifie avant tout un échange de stocks, une nouvelle répartition des commandes militaires pour les usines Skoda, etc.

A ce propos, personne ne s'est préoccupé de savoir ce que ferait la social-démocratie et l'ex-parti communiste parce que ces deux partis n'étaient pas plus capables d'organiser la moindre résistance que ne le furent leurs frères aînés en Allemagne. S'inclinant devant les « nécessités nationales », ces organisations pourries firent tout leur possible pour paralyser la résistance révolutionnaire de la classe ouvrière. Lorsque le coup d'État aura été consommé, la clique financière va probablement organiser un « référendum », c'est-à-dire fournir au peuple conduit dans une impasse la précieuse possibilité d'« approuver », sous la menace du revolver de Syrový, les changements opérés sans lui et contre lui.

Faut-il défendre « l'indépendance nationale » de la Tchécoslovaquie ?

Pendant la semaine critique, en septembre, nous avons appris que des voix s'élevaient, y compris même sur le flanc gauche du socialisme, pour dire qu'en cas de « combat singulier » entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, le prolétariat devrait aider la Tchécoslovaquie à sauvegarder son « indépendance nationale » même s'il fallait pour cela s'allier avec Benès. Cette situation hypothétique ne s'est cependant pas réalisée : les héros de l'indépendance tchèque capitulèrent sans combattre, comme il fallait s'y attendre. On ne peut cependant pas ne pas relever ici, en songeant à l'avenir, l'erreur grossière et dangereuse de ces théoriciens attardés de « l'indépendance nationale ».

Même en dehors de ses relations internationales, la Tchécoslovaquie est un État totalement impérialiste. Économiquement, le capitalisme monopoliste y règne en maître. Politiquement, la bourgeoisie tchèque règne (peut-être devra-t-on bientôt dire régnait) sur plusieurs nationalités opprimées. Même de la part de la Tchécoslovaquie isolée, la guerre n'aurait pas été menée pour l'indépendance nationale, mais pour préserver et si possible étendre les frontières de l'exploitation impérialiste.

Même si les autres États impérialistes n'intervenaient pas, il n'est pas permis de

considérer une guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne en dehors de l'entrelacs des relations impérialistes européennes et mondiales pour lesquelles cette guerre ne serait qu'un épisode. En un ou deux mois, une guerre tchéco-allemande — si la bourgeoisie avait le désir et la possibilité de se battre — aurait inévitablement entraîné l'intervention d'autres États. Ce serait donc une erreur pour un marxiste de définir sa position sur la base de regroupements diplomatiques et militaires épisodiques plutôt que sur la base de la définition générale des forces sociales qui sont derrière cette guerre.

Nous avons repris à notre compte des centaines de fois la thèse irremplaçable de Clausewitz qui dit que la guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens. Afin de déterminer, dans chaque cas donné, le caractère historique et social d'une guerre, nous devons nous guider non pas sur des impressions et conjectures, mais sur une analyse scientifique de la politique qui précède la guerre et la conditionne. Dès le début de la formation de ce patchwork qu'est la Tchécoslovaquie, cette politique avait un caractère impérialiste.

On peut nous objecter qu'après avoir séparé les Allemands des Sudètes, les Hongrois, les Polonais et, peut-être, les Slovaques, Hitler ne s'arrêtera pas avant d'avoir aussi asservi les Tchèques eux-mêmes et que, dans ce cas, ils seraient parfaitement justifiés de réclamer l'appui du prolétariat dans leur lutte pour l'indépendance nationale. Cette façon de poser la question n'est rien d'autre qu'un sophisme social-patriote. Nous ne savons pas comment se développeront les antagonismes impérialistes. La destruction totale de la Tchécoslovaquie est tout à fait possible. Mais il est également possible qu'avant que cette destruction ait été consommée, une guerre européenne n'éclate, dans laquelle la Tchécoslovaquie peut se trouver du côté des vainqueurs et donc participer à un nouveau démembrement de l'Allemagne. Le rôle d'un parti révolutionnaire est-il celui d'un garde-malade pour les gangsters « sinistrés » de l'impérialisme ?

Il est tout à fait évident que le prolétariat doit construire sa politique sur la base d'une guerre donnée, comme elle se présente, c'est-à-dire comme elle a été conditionnée par tout le cours antérieur du développement politique, et non sur une spéculation hypothétique à propos de l'issue stratégique possible de la guerre. Dans ces spéculations, chacun choisira inévitablement la variante qui correspond le mieux à ses propres

désirs, à ses sympathies ou antipathies nationales. Cette politique ne serait évidemment pas marxiste, mais subjective, pas internationaliste, mais chauvine.

Une guerre impérialiste, d'où qu'elle vienne est toujours faite non pas pour défendre « l'indépendance nationale », mais pour redistribuer le monde conformément aux intérêts des différentes cliques du capital financier. Cela n'empêche pas que la guerre impérialiste ne puisse, en passant, améliorer ou aggraver la situation de telle ou telle « nation » ; ou, plus exactement, d'une nation par rapport à une autre. Ainsi, le Traité de Versailles démembra l'Allemagne. Un nouveau traité de paix peut démembrer la France. Les sociaux-patriotes invoquent précisément ce « péril national » à venir possible comme un argument pour soutenir aujourd'hui « leurs » bandits impérialistes. La Tchécoslovaquie ne fait nullement exception à la règle.

En réalité, tous ces arguments spéculatifs et le fait d'agiter le spectre des calamités nationales à venir pour soutenir telle ou telle bourgeoisie impérialiste n'ont qu'une seule base : le rejet tacite de la perspective révolutionnaire et de la politique révolutionnaire. Sans doute, si la prochaine guerre se terminait par une victoire de l'un ou de l'autre camp impérialiste ; si elle n'entraînait ni soulèvement révolutionnaire, ni la victoire du prolétariat ; si la nouvelle paix impérialiste se révélait encore plus désastreuse que celle de Versailles et enchaînait le peuple pour des décennies ; si l'humanité malheureuse supportait tout cela en silence, alors non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France pourraient être ramenées à la situation de nations opprimées (on peut admettre la même hypothèse en ce qui concerne l'Allemagne). Dans cette éventualité, la formidable désagrégation à venir du capitalisme ramènerait tous les peuples en arrière pour plusieurs décennies. Bien entendu, dans cette

perspective, qui suppose la passivité, la capitulation, la défaite et le déclin, les classes opprimées et les peuples tout entiers seraient obligés de regrimper à genoux, en payant de leur sueur et de leur sang, le chemin historique déjà parcouru, en le retraçant avec les mains.

Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat supporte sans fin la domination des sociaux-impérialistes et des communo-chauvins, si la Quatrième Internationale s'avère incapable de se frayer un chemin vers les masses, si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les soldats à la rébellion, si les peuples coloniaux continuent à donner patiemment leur sang pour le bénéfice des négriers, alors dans ces conditions, le niveau de la civilisation sera inévitablement rabaissé et la régression et la décomposition générale peuvent remettre à l'ordre du jour en Europe la question des guerres nationales. Et alors nous, ou plutôt nos fils, devons déterminer la politique à suivre en ce qui concerne les futures guerres sur la base de ces nouvelles conditions. Aujourd'hui, nous nous déterminons non pas sur la perspective du déclin, mais sur celle de la révolution. Nous sommes défaitistes en ce qui concerne l'impérialisme, mais pas en ce qui concerne le prolétariat. Nous ne relions pas la question du sort des Tchèques, des Belges, des Français ou des Allemands en tant que nations aux mouvements conjoncturels des fronts militaires au cours d'une nouvelle querelle entre impérialistes, mais nous la relions au soulèvement du prolétariat et à sa victoire sur les impérialistes. Nous regardons en avant et non en arrière. Le programme de la Quatrième Internationale affirme que la liberté pour toutes les nations européennes, petites et grandes ne peut être assurée que dans le cadre des États Unis Socialistes d'Europe. (...)

Léon Trotsky : Réponses à des questions concernant les États-Unis 7 août 1940

(Extraits) Ceux qui souhaiteraient lire ce texte en entier le trouveront notamment sur le site de Marxist Internet Archives www.marxists.org

1. Que doit faire un révolutionnaire mobilisable aux États-Unis aujourd'hui ?

Trotsky. — S'il est mobilisable, alors qu'il soit mobilisé. Je ne pense pas qu'il doive essayer de ne pas être mobilisé — il doit être avec sa génération et participer à sa vie. Le parti devrait-il essayer de conserver ses cadres en leur épargnant l'armée ? Ce serait les conserver dans un sens très mauvais. Quand la meilleure partie de la population est mobilisée, nos cadres doivent être avec eux.

Le parti devrait-il concentrer le gros de ses forces dans l'armée ou dans les usines ? Cela dépend de l'étendue de la militarisation et de la mobilisation. Si la majorité de la population est militarisée, alors la majorité de notre parti devrait être à l'armée aussi.

Quant aux femmes — dans la mesure où les femmes vont remplacer les hommes dans de nombreuses branches de l'industrie et du travail social, nos camarades joueront aussi le rôle de leur génération.

Il nous faut comprendre que la vie de la société, de la politique, tout va être basé sur la guerre et qu'en conséquence le programme révolutionnaire doit aussi être basé sur la guerre. Nous ne pouvons nous opposer au fait de la guerre avec de la bonne volonté, un pacifisme pieux. Il faut nous placer dans l'arène créée par cette société. Cette arène est terrible — c'est la guerre — mais dans la mesure où nous sommes faibles et incapables de prendre en main le sort de la société, dans la mesure où la classe dirigeante est assez forte pour nous imposer cette guerre, nous sommes obligés d'accepter cette base pour notre activité.

J'ai lu un compte rendu d'une discussion que Shachtman a eue avec un professeur du Michigan, et Shachtman formulait cette idée : « Ayons un programme pour la paix, pas pour la guerre ; pour les masses, pas pour le meurtre », etc. Qu'est-ce que cela veut dire ? Si nous n'avons pas la paix, nous ne pouvons pas avoir

un programme de paix. Si nous avons la guerre, il nous faut un programme de guerre et la bourgeoisie ne peut pas ne pas organiser la guerre.

Ni Roosevelt ni Wilkie ne sont libres de décider, ils doivent préparer la guerre, et, après l'avoir préparée, ils la feront. Ils diront qu'ils ne peuvent pas faire autrement, à cause du danger représenté par Hitler, etc., par le Japon, etc. Il n'existe qu'une façon d'éviter la guerre, c'est de renverser cette société. Cependant, si nous sommes trop faibles pour cette tâche, la guerre est inévitable.

La question pour nous n'est donc pas celle qui se pose dans un salon bourgeois : « Écrivons un article sur la paix, etc. », qui convient à des publications comme *Nation*. Nos camarades doivent la prendre au sérieux ; nous devons dire « La guerre est inévitable, ayons donc un programme des ouvriers organisés pour la guerre. » La mobilisation des jeunes fait partie de la guerre et entre dans notre programme.

On peut discuter pour savoir si cette fois les États-Unis enverront un corps expéditionnaire. J'ai l'impression qu'ils ne sont pas disposés à envoyer une armée en Europe ou ailleurs pendant deux ans parce qu'on ne peut pas du jour au lendemain créer une armée dans un pays où il n'y a aucune tradition militaire, comparable, par exemple à celle de l'Allemagne où il y a eu pendant des siècles une tradition de militarisme prussien.

Les capitalistes veulent maintenant créer cette puissante armée de millions d'hommes, faire des officiers, créer un nouvel état d'esprit militaire et commencent avec succès à modifier l'attitude de l'opinion publique de la nation à l'égard du militarisme.

À l'époque où Roosevelt prononçait son discours pour la campagne de mobilisation [1], il y avait dans l'opinion publique une explosion d'isolationnisme, mais maintenant tout ce sentiment appartient au passé — à l'enfance de la nation — en dépit du fait que cela s'est déroulé il y a seulement quelques mois.

Maintenant, le sentiment national est en faveur d'une armée, d'une flotte et d'une flotte aérienne énorme. C'est là l'atmosphère psychologique pour la création d'un appareil militaire et vous verrez qu'elle grandira jour après jour et semaine après semaine. Vous aurez des écoles militaires, etc. et il y aura une prussianisation des États-Unis. Les fils des familles bourgeoises seront pénétrés de sentiments et d'idéaux prussiens et leurs parents seront fiers que leurs fils ressemblent à des lieutenants prussiens. Dans une certaine mesure, il en sera de même chez les ouvriers.

C'est pourquoi nous devons essayer de séparer les ouvriers des autres par un programme d'éducation, d'écoles pour ouvriers, d'officiers ouvriers, programme consacré au bien-être dans l'armée, etc. Nous ne pouvons pas échapper à la militarisation, mais, à l'intérieur de l'appareil, nous pouvons observer la ligne de classe. Les ouvriers américains ne veulent pas être soumis par Hitler, et, à ceux qui disent « Ayons un programme de paix », l'ouvrier répondra « Mais Hitler n'a pas un programme de paix. » C'est pourquoi nous disons : « Nous défendrons les États-Unis avec une armée ouvrière, avec des officiers ouvriers, avec un gouvernement ouvrier, etc. » Si nous ne sommes pas des pacifistes qui attendons un avenir meilleur, et si nous sommes des révolutionnaires actifs, notre travail est de pénétrer dans tout l'appareil militaire. Bien entendu, ils peuvent demain, dans cette armée, sélectionner un corps à envoyer sur quelque champ de bataille et il n'est pas douteux que ce corps sera anéanti, mais la guerre est une affaire risquée et nous ne pouvons inventer aucun remède contre ces risques.

Bien entendu, le parti peut faire quelques exceptions pour des hommes nécessaires pour un travail particulier, mais cela concerne seulement des exceptions individuelles et nous discutons ici la règle. En outre, nos camarades doivent être les meilleurs soldats et les meilleurs officiers et en même temps les meilleurs militants de la classe. Ils devront provoquer chez les ouvriers la méfiance contre la tradition ancienne, les plans militaires et les officiers de la classe bourgeoise et insister sur la nécessité de former des officiers ouvriers qui seront parfaitement loyaux à l'égard du prolétariat. À ce moment-là, toute grande question, nationale ou internationale, sera résolue par les armes — pas par des moyens pacifiques. Cela ne dépend pas de ma volonté ou de la vôtre, mais des

contradictions de la société qui nous a posé ce problème et auxquelles nous ne pouvons échapper. C'est pourquoi tout ouvrier, tout révolutionnaire a le devoir d'apprendre à savoir parfaitement manier les armes.

En ce qui concerne les syndicats, s'il y a une mobilisation importante, les syndicats vont immédiatement perdre leurs meilleurs éléments et il ne restera que les plus vieux. Il est peu probable qu'ils persévèrent. Par ailleurs, les jeunes générations, pour la première fois dans l'histoire, se verront armées — et par l'État lui-même ! Il est parfaitement exact qu'il y aura dans la première période une explosion de patriotisme chauvin, que nous serons peut-être même plus isolés encore que maintenant et que cette période d'activité sera forcément limitée par la répression, mais il faut nous adapter à cette situation. C'est pourquoi il serait doublement stupide de présenter maintenant une position pacifiste purement abstraite ; le sentiment qu'ont les masses, c'est qu'elles doivent se défendre. Il nous faut dire : « Roosevelt (ou Wilkie) dit qu'il faut défendre le pays ; bien, mais seulement si c'est notre pays, pas celui des soixante familles et de leur Wall Street. Il faut que l'armée soit sous notre propre commandement ; il nous faut avoir nos propres officiers, qui nous seront loyaux. » C'est de cette façon que nous pourrions aborder les masses, qu'on ne pourra pas les éloigner de nous et qu'on pourra ainsi préparer la seconde étape, plus révolutionnaire.

Il nous faut utiliser l'exemple de la France, jusqu'au bout. Il nous faut dire : « Ouvriers, je vous avertis, ils vont vous trahir ! Voyez Pétain, qui est un ami de Hitler [2]. Allons-nous avoir la même chose dans notre pays ? Il nous faut créer notre propre appareil, sous contrôle ouvrier. » Nous devons être attentifs à ne pas nous identifier avec le chauvinisme ni avec les sentiments confus de l'instinct de conservation, mais nous devons comprendre ces sentiments et nous y adapter de façon critique, préparer les masses à une meilleure compréhension de la situation, autrement nous resterons une secte, de l'espèce pacifiste la plus misérable [3].

Il nous faut dire également que la guerre exprime une tentative en direction de la dictature prolétarienne. La guerre développe une centralisation et, pendant la guerre, la classe bourgeoise ne peut pas se permettre de faire de nouvelles concessions aux ouvriers. Les syndicats vont donc devenir une sorte de Croix-Rouge pour ouvriers, une sorte d'institution

philanthropique. Les patrons eux-mêmes seront sous contrôle de l'État, tout sera sacrifié à l'armée et l'influence syndicale réduite à zéro. Et nous devons dire dès maintenant : « Si vous ne vous situez pas sur une base militaire, avec les écoles ouvrières, des officiers ouvriers, etc. et si vous allez à la guerre sur la base militaire de l'ancien style, vous êtes perdus. » Et cela, à sa manière, va préserver les syndicats eux-mêmes.

Même si les États-Unis envoient des armées à l'étranger, en Europe ou en Asie et si le taux de mortalité sera sans doute élevé, nous ne pouvons faire d'exception pour nos camarades parce que, d'un autre côté, nous ne pouvons prévoir le rythme du développement révolutionnaire en Europe et en Asie, et peut-être l'armée américaine va-t-elle entrer dans un de ces pays au début d'une révolution. En ce cas, même deux ou trois hommes seulement peuvent jouer un rôle considérable pendant une telle période. Les officiers peuvent utiliser cette armée américaine contre une telle révolution et, en ce cas, même un seul homme courageux peut retourner un régiment dans une autre direction. On ne peut pas prévoir — il y a trop d'inconnues — mais c'est pour cette raison que nous disons que nous devons tous accompagner notre classe.

Je ne crois pas qu'un révolutionnaire puisse rester à l'écart de la première période critique — disons une année environ — puis arriver avec son chapeau et sa canne et dire : « Bien, camarades, maintenant nous allons commencer la révolution. » Excusez-moi de caricaturer. Mais s'il est dans l'armée et avertit les autres des dangers dans les institutions bourgeoises et leur conseille de faire un programme ouvrier pour la guerre en dépit de toutes les attaques chauvines contre lui, et même s'ils se détournent de lui, ils diront plus tard : « Rappelez-vous, il nous l'avait dit. » Et il deviendra alors une autorité. Cela se répète dans chaque guerre, et pas seulement dans les guerres, mais dans les grèves et les mouvements syndicaux. Il suffit qu'ils se souviennent d'une seule chose : « Cet homme nous a avertis et nous l'avons rejeté. » Alors il devient leur dirigeant, un héros.

Si les dirigeants ne songent qu'à se protéger eux-mêmes, ils deviennent des conserves, des conserves séchées. S'ils entrent dans le mouvement, ils donnent une impulsion à cinq, dix, vingt autres. Il est plus important de multiplier nos cadres que de les préserver et ils peuvent se multiplier par centaines. Nos cadres ont besoin d'une éducation et d'une expérience dans le mouvement de masse et comment avoir

cela en dehors de la vie du mouvement de masse ? Non, il est impossible de sauter hors de notre époque. En outre, il faudrait conclure des arrangements avec l'État-major général et je suis certain qu'ils ne seraient pas d'accord pour notre évaison.

2. Comment l'arriération de la classe ouvrière des États-Unis va-t-elle accélérer ou retarder les progrès du fascisme ? Quelles sont les possibilités qu'une dictature de temps de guerre devienne une véritable dictature fasciste ?

Trotsky. - L'arriération de la classe ouvrière des États-Unis n'est qu'une expression relative. A bien des égards, très importants, c'est la classe ouvrière la plus progressiste au monde : techniquement et dans son niveau de vie.

On peut s'attendre maintenant à un changement de situation économique des États-Unis — un changement très brusque et, quand la guerre sera venue, à la misère qui va suivre. Même maintenant, sous le programme de militarisation, avec des millions et des millions de dollars jetés dans la machine de guerre, le rapide abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière va produire un changement d'état d'esprit très rapide chez les ouvriers américains.

L'ouvrier américain est très combatif — on l'a bien vu pendant les grèves. Ils ont fait les grèves les plus inspirées d'un état d'esprit de révolte du monde entier. Ce qui manque à l'ouvrier américain, c'est un esprit de généralisation, ou l'analyse de sa position de classe dans la société dans son ensemble. Cette absence de pensée sociale a son origine dans l'histoire de ce pays — le Far West avec la perspective de possibilités illimitées de tout un chacun de s'enrichir, etc. Maintenant tout ça est fini, mais la mentalité du passé demeure. Les idéalistes pensent que la mentalité humaine est progressiste, mais elle est en réalité l'élément le plus conservateur de la société. Votre technique est progressiste mais la mentalité de l'ouvrier est loin derrière. Leur arriération consiste en leur incapacité à généraliser leur problème : ils considèrent tout d'un point de vue personnel.

Maintenant la guerre va enseigner la pensée sociale aux ouvriers américains. La crise économique a déjà commencé et nous voyons dans le CIO. la première réaction des ouvriers — confuse, mais importante. Ils commencent à se ressentir comme une classe ; ils voient de dix à quinze millions de chômeurs, etc. Maintenant

la guerre va continuer de leur enseigner la pensée sociale et cela signifie la pensée révolutionnaire.

Sur le fascisme. Dans tous les pays où le fascisme l'emporte, on a, avant la croissance du fascisme et sa victoire, une vague de radicalisme dans les masses, des ouvriers comme des paysans pauvres et fermiers et de la classe petite-bourgeoise. En Italie, après la guerre et avant 1922, on a eu une vague révolutionnaire d'une formidable dimension : l'Etat était paralysé, la police n'existait pas, les syndicats pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient — mais il n'existait pas de parti capable de prendre le pouvoir. Et le fascisme est arrivé en réaction.

En Allemagne de même. Il y avait en 1918 une situation révolutionnaire : la classe bourgeoise n'osait même pas demander à participer au pouvoir. Les sociaux-démocrates paralysaient la révolution. Alors les ouvriers ont essayé de nouveau, en 1922, 1923, 1924 [4]. Ce fut l'époque de la faillite du parti communiste — de tout ce qu'on avait fait avant. Puis en 1929-1930-1931, les ouvriers allemands commencent de nouveau une nouvelle vague révolutionnaire. Il y avait une puissance considérable chez les communistes et dans les syndicats, mais il est arrivé la fameuse politique du social-fascisme, une politique inventée pour paralyser la classe ouvrière [5]. Ce n'est qu'après ces trois grandes vagues que le fascisme est devenu un grand mouvement. Il n'existe pas d'exception à cette règle — le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière manifeste son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société.

Aux États-Unis, on va avoir la même chose. Il existe déjà des éléments fascistes et ils ont bien sûr les exemples de l'Italie et de l'Allemagne. Ils vont donc travailler à un rythme plus rapide. Mais il y a aussi les exemples des autres pays. Les nouvelles vagues historiques aux États-Unis seront des vagues de radicalisme des masses, pas de fascisme. Bien entendu, la guerre peut pendant quelque temps faire obstacle à la radicalisation, mais cela donnera à la radicalisation un rythme et un élan plus considérable.

La guerre ne peut pas changer organiquement les développements, mais seulement les retarder quelque temps - et alors les pousser. La guerre, je l'ai déjà dit, n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. En ce sens, je suis sûr que vous aurez bien des possibilités de vous

emparer du pouvoir aux États-Unis avant que les fascistes puissent devenir une force dominante.

Nous ne devons pas identifier la dictature de guerre — la dictature de l'appareil militaire, de l'état-major, du capital financier - avec la dictature fasciste. Pour cette dernière, il faut d'abord un sentiment de désespoir de larges masses du peuple. Quand les partis révolutionnaires les trahissent, quand l'avant-garde ouvrière manifeste son incapacité à conduire le peuple à la victoire - alors les fermiers, les petits entrepreneurs, les chômeurs, les soldats, etc. deviennent capables de soutenir un mouvement fasciste, mais alors seulement.

Une dictature militaire est une institution purement bureaucratique, renforcée par un appareil militaire et reposant sur la désorientation du peuple et sa soumission à cet appareil. Après quelque temps, ces sentiments peuvent changer et ils peuvent se rebeller contre la dictature militaire.

Oui, le sentiment contre le service militaire aux États-Unis pourrait devenir un point de départ pour un tel état d'esprit de rébellion. C'est là que nous avons une chance d'expliquer aux ouvriers comment la classe bourgeoise résout ses problèmes et nous pourrions dire : « Vous voyez, ils veulent maintenant vous imposer un militarisme prussien, avec son mépris pour les vies des ouvriers. » Nous pourrions exiger, peut-être, l'élection des officiers - et ce pourrait devenir un excellent mot d'ordre. « Des officiers élus par les soldats eux-mêmes. »

3. Quelles sont les possibilités de bâtir une économie qui se suffise à elle-même dans l'hémisphère occidental ?

Trotsky. - Pas très bonnes, surtout pendant la guerre. Pendant la guerre, nous allons assister à une aggravation de la misère, en elle-même dans tout l'hémisphère occidental. La guerre n'est que le commencement - et les résultats vont rester pour des décennies. Même Hitler qui tient maintenant l'Europe et qui tiendra demain la Grande-Bretagne, n'a que des gens affamés. Il lui faut les colonies et cela signifie les océans — et cela signifie une lutte contre les États-Unis pour les dominions de la Grande-Bretagne.

Ce serait un conflit de longue durée et après que les soldats et marins allemands auraient fait la guerre, ils devraient rentrer chez eux dans un pays de misère, de famine et de peste. Voilà ce qu'Hitler va gagner dans les années qui viennent.

Quand les États-Unis entreront en guerre, ils introduiront une économie de guerre. Cela signifie le sacrifice de tout pour l'armée et les buts de guerre — et la misère pour la population. Comment les États-Unis pourraient-ils avoir une économie se suffisant à elle-même? En temps de paix, on a dix millions de chômeurs — et ce dans une période de prospérité relative; pendant les crises on en a de treize à quatorze millions. En outre, il faut exporter. Et pour exporter, il faut importer. Quoi ? Des produits qui ruineront vos fermiers, lesquels, même maintenant sont artificiellement soutenus ? Non, il n'y a pas de possibilité. A la place, il faut organiser une sorte de fascisme — un contrôle organisé de la misère, car qu'est-ce que le fascisme, sinon l'organisation de la misère pour le peuple ? Le New Deal a essayé de le faire mieux, mais il n'a pas réussi parce que, dans cette période, vous êtes restés trop riches pour une misère fasciste. Cependant vous n'allez cesser de vous appauvrir et le résultat sera que le prochain New Deal aura une forme fasciste. L'unique solution porte le nom de socialisme.

La conférence pan-américaine est probablement l'ultime forme de convulsion de la politique du bon voisinage rooseveltienne [6].

Les États-Unis ne peuvent pas entrer dans une guerre mondiale ou même faire pour elle des préparatifs sérieux sans s'assurer d'abord la pleine maîtrise des pays latino-américains. Leur réelle assurance, c'est la flotte navale et aérienne des États-Unis, de sorte que le point de fer apparaît sous la politique du « bon voisinage ». On peut voir que l'Argentine se rebelle un peu, mais c'était sa dernière convulsion d'indépendance. Washington ne permettra pas semblable attitude de rébellion. Bien entendu, les armées ont un objectif mondial, mais le pas immédiat est dirigé d'abord contre l'Amérique du Sud pour lui apprendre à obéir. Pour les États-Unis, l'Amérique latine, c'est comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie pour Hitler — un tremplin pour des choses plus importantes.

Quant à la question de savoir si les États-Unis vont contrôler directement les pays latino-américains, le Canada, ou les laisser sous des gouverneurs — Gauleiter — nous verrons les deux ! Il y aura différentes combinaisons dans la prochaine période, et c'est Washington qui tiendra les rênes. (...).

Notes

[1] Il s'agit, pensons-nous, de l'allocution prononcée le 25 mai 1940 et qui semble bien avoir soulevé encore de vives protestations inspirées par des sentiments isolationnistes.

[2] Philippe *Pétain* (1856-1951), colonel en retraite en 1914, avait évidemment repris du service et atteint les sommets, commandant notamment l'armée de Verdun durant la terrible bataille. Maréchal de France et un des « patrons » du corps des officiers, il passait pour être le moins à droite de tous ses pairs. Nommé ambassadeur de France auprès de Franco en 1939, il avait été rappelé le 16 mai 1940 et nommé vice-président du conseil le 18, en pleine offensive allemande. Le 16 juin il était devenu chef du gouvernement et le 9 juillet était devenu, avec les pleins pouvoirs, le « chef de l'État français » qui allait entreprendre une « révolution nationale » cléricale et corporatiste, proche d'un modèle fasciste. Pratiquement dès son arrivée au gouvernement, ce chef militaire avait préconisé l'armistice et Trotsky se servait de l'argument pour dire que l'exemple français prouvait qu'on ne pouvait faire confiance aux officiers bourgeois pour la lutte militaire contre le fascisme.

[3] La formule a une très grande importance par rapport aux débats entre trotskystes sur le « défaitisme » : Trotsky précise bien que, sans une adaptation critique aux sentiments confus, le mouvement est voué à l'isolement comme « l'espèce pacifiste la plus misérable ».

[4] En fait, il n'y eut pas d'assaut révolutionnaire en 1922 et en 1924, mais seulement et sous une forme particulière en 1923. Mais il y avait eu des mouvements semblables en 1920 (lors du putsch de Kapp) et en 1921 (lors de "l'action de mars").

[5] Staline avait annoncé en 1929 que la social-démocratie était en train de se "fasciser". A partir de ce moment l'I.C. et le parti allemand en particulier firent des social-démocrates baptisés "social-fascistes" leur ennemi n°1. Cette politique de division forcée favorisa évidemment la montée des nazis.

[6] Il s'agit de la conférence pan-américaine qui était en train de se dérouler à La Havane.

[7] Les *Gauleiter* étaient les chefs régionaux du parti nazi.

Léon Trotsky :

Manifeste de la IV^o Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940)

(Extraits du *Manifeste d'Alarme*³)

Ceux qui souhaiteraient lire ce texte en entier le trouveront notamment sur le site de Marxist Internet Archives www.marxists.org

(...)

Les causes générales de la guerre actuelle

La technique est aujourd'hui infiniment plus puissante qu'à la fin de la guerre de 1914-1918, alors que l'humanité s'est beaucoup appauvrie. Le niveau de vie a baissé dans un pays après l'autre. Au seuil de la guerre actuelle, l'agriculture se trouvait dans une situation pire qu'au début de la dernière guerre. Les pays agricoles sont ruinés. Dans les pays industriels, les classes moyennes sont économiquement ravagées et une sous-classe permanente de chômeurs — ces parias modernes — s'est constituée. Le marché intérieur a rétréci. L'exportation de capitaux a diminué. L'impérialisme a véritablement ébranlé le marché mondial, le faisant éclater en sphères dominées par de puissants pays. Avec l'énorme augmentation de la population de la terre, le commerce mondial de 109 Etats de notre planète a diminué presque d'un quart dans la décennie qui a précédé la guerre actuelle. Le volume du commerce extérieur de certains pays a été réduit à la moitié, au tiers ou au quart.

Les pays coloniaux souffrent de leurs propres crises internes et des crises de leurs métropoles. Des nations arriérées qui, hier encore, était à moitié libres, sont aujourd'hui réduites en esclavage (Abyssinie, Albanie, Chine⁴). Chaque pays impérialiste doit disposer de ses propres sources de matières premières, avant tout pour la guerre, c'est-à-dire, pour une nouvelle lutte pour les matières premières. Pour s'enrichir davantage, les capitalistes sont en train de détruire et de dévaster ce qui a été accumulé par le travail de plusieurs siècles.

Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. La question de l'admission d'une centaine de réfugiés supplémentaire devient un problème majeur pour une puissance mondiale comme les Etats-Unis⁵. A l'ère de l'aviation, du télégraphe, du téléphone, de la radio et de la télévision, les voyages d'un pays à un autre sont paralysés par les passeports et les visas. La période de la disparition du commerce mondial et du déclin du commerce national est en même temps celle d'une intensification monstrueuse du chauvinisme et particulièrement de l'antisémitisme. A l'époque de sa montée, le capitalisme a sorti le peuple juif du ghetto et en a fait l'instrument de son expansion commerciale. Aujourd'hui, la société

³ Manifeste adopté par la Conférence de la IV^o Internationale de mai 1940, texte publié dans *Socialist Appeal*, 29 juin 1940, traduit de l'anglais, vérifié sur l'original russe (7842-7876) avec la permission de la Houghton Library. La conférence extraordinaire (dite « d'alarme ») se tint en deux sessions séparées par une semaine, les 19 et 26 mai 1940. Les délégués munis de mandats étaient Cannon et Gordon, avec Morrow et Goldman comme suppléants, Munis, Alberto González (Abraham Golod), le Canadien Richardson, Colay, Jean van Heijenoort et Benjamin Suhl. Parmi les invités, Sara et Jack Weber, Harry Braverman et Bill Shoefeld, Joe Hansen, l'Australien Nick Origlasso, Farrell Dobbs. La direction désignée (le C.E.I.) fut composée de Goldman, Cannon, Dobbs, Richardson, Origlasso, Munis, Schüssler, van Heijenoort, W. Held, Gordon et, bien entendu, Trotsky.

⁴ Attaquée en mai 1936, l'Abyssinie avait été conquise en mai 1936 par l'armée italienne, de même que l'Albanie en avril 1939, alors qu'elles étaient jusque-là des Etats indépendants reconnus. En mars 1938, les Japonais avaient installé à Nankin un gouvernement fantoche dirigé par l'ancien chef du Guomindang et rival de Tchiang Kai-chek, Wang Jingwei. Tchiang s'était replié sur Tchoungking, et l'autorité de Wang s'étendait, sous la protection des troupes d'« occupation » à la plus grande partie de la Chine urbaine.

⁵ Il y avait beaucoup de résistance aux Etats-Unis à l'accueil des réfugiés européens fuyant devant l'avance allemande, et, avec l'armée, de la Gestapo et les S.S. Au premier rang, nombre de Juifs. Beaucoup d'organisations faisaient campagne pour ce qu'on appelait « l'ouverture des portes », mais les visas arrivaient au compte-gouttes en Europe.

capitaliste en déclin essaie de presser le peuple juif par tous ses pores : dix-sept millions d'individus sur les deux milliards qui habitent la terre, c'est-à-dire moins de 1 %, ne peuvent plus trouver de place sur notre planète ! Au milieu des vastes étendues de terres et des merveilles de la technique qui a conquis pour l'homme le ciel comme la terre, la bourgeoisie s'est arrangée pour faire de notre planète une abominable prison.

Lénine et l'impérialisme

Le 1^{er} novembre 1914, au début de la dernière guerre impérialiste, Lénine écrivait: «L'impérialisme met en jeu le sort de la culture européenne. Après cette guerre, s'il ne se produit pas une série de révolutions, d'autres guerres suivront - le conte de fées de "la der des ders" est un conte creux et pernicieux⁶... »

Travailleurs, rappelez-vous cette prédiction ! La présente guerre — la deuxième guerre impérialiste — n'est pas un accident, ne résulte pas de la volonté de tel ou tel dictateur. Elle a été prédite depuis longtemps. Son origine dérive inexorablement des contradictions des intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles destinées à droguer le peuple, la cause principale de la guerre comme des autres maux sociaux — le chômage, le coût élevé de la vie, le fascisme, l'oppression coloniale — est la propriété privée des moyens de production et l'Etat bourgeois qui repose sur ces fondements.

Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Aussi longtemps cependant que les principales forces productives de la société sont détenues par des trusts, c'est-à-dire des cliques capitalistes isolées et aussi longtemps que l'Etat national demeure un outil complaisant aux mains de ces cliques, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour la domination du monde, doit inévitablement assumer un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir d'Etat et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. C'est le sens de l'avertissement de Lénine disant que, sans « une série de révolutions victorieuses », une guerre impérialiste nouvelle se produirait inévitablement. Les différentes prédictions et promesses qui ont été faites ont été soumises à l'épreuve des événements. Le conte de fées de la « der des ders » s'est révélé un mensonge. La prédiction de Lénine est devenue la tragique vérité.

Les causes immédiates de la guerre

La cause immédiate de la guerre actuelle est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches, Grande-Bretagne et France, et les pillards impérialistes en retard, Italie et Allemagne.

Le XIX^e siècle a été l'ère de l'incontestable hégémonie de la plus ancienne puissance capitaliste, la Grande-Bretagne. De 1815 à 1914 — il est vrai, non sans quelques explosions militaires isolées, « la Pax Britannica » a régné. La flotte britannique, la plus puissante du monde, jouait le rôle de gendarme des mers. Toutefois cette époque appartient au passé. Dès la fin du siècle dernier, l'Allemagne, armée de la technique moderne, a commencé à avancer vers la première place en Europe. De l'autre côté de l'Océan apparaissait un pays plus puissant encore, ancienne colonie britannique. La contradiction économique la plus importante de celles qui conduisirent à la guerre de 1914-1918 était la rivalité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Quant aux Etats-Unis, leur participation à la guerre était de caractère préventif — on ne saurait permettre à l'Allemagne de soumettre le continent européen.

La défaite rejeta l'Allemagne dans une impuissance totale. Démembrée, entourée d'ennemis, réduite à la famine par les réparations, affaiblie par les convulsions de la guerre civile, elle apparut hors de course pour longtemps. Sur le continent européen, c'était la France qui jouait pour le moment les premiers violons. Pour la victorieuse Angleterre, le bilan de la guerre ne laissait en définitive qu'un lourd passif : indépendance grandissante des dominions, mouvements coloniaux pour l'indépendance, perte de l'hégémonie navale, diminution de l'importance de sa flotte du fait du développement de l'aviation.

⁶ Lénine, Œuvres, XXI, p. 34.

Utilisant la force d'inertie, l'Angleterre a essayé encore de jouer le rôle dirigeant dans l'arène mondiale au cours des premières années après sa victoire. Ses conflits avec les Etats-Unis ont commencé à revêtir un caractère de toute évidence menaçant. Il pouvait même sembler que la prochaine guerre pouvait éclater entre les deux aspirants anglo-saxons à la domination mondiale. L'Angleterre cependant s'est vite convaincue que son poids spécifique économique ne lui permettait pas de combattre contre le colosse de l'autre côté de l'Océan. L'accord de parité navale qu'elle conclut avec les Etats-Unis signifiait sa renonciation formelle à l'hégémonie navale, déjà perdue dans la réalité. La substitution au libre échange de barrières douanières signifiait l'aveu ouvert de la défaite de l'industrie britannique sur le marché mondial. Sa renonciation à la politique du « splendide isolement » amenait dans son sillage l'introduction du service militaire obligatoire. Ainsi les traditions les plus sacrées s'en allaient-elles en poussière.

La France est également caractérisée par la disproportion entre son poids économique et sa position mondiale, mais sur une échelle réduite. Son hégémonie en Europe reposait sur une conjoncture temporaire, des circonstances créées par l'anéantissement de l'Allemagne et les combinaisons artificielles du traité de Versailles. Le nombre de ses habitants et les bases économiques de cette hégémonie étaient bien insuffisantes. Quand se dissipa l'hypnose de la victoire, les rapports de force réels apparurent à la surface. La France apparut bien plus faible qu'elle n'était apparue, non seulement à ses amis mais à ses ennemis. Cherchant une protection, elle devint en quelque sorte le dernier dominion de la Grande-Bretagne.

La régénération de l'Allemagne sur la base d'une technique de premier ordre et de ses capacités d'organisation était inévitable. Elle se produisit plus tôt qu'on ne l'avait crue possible, dans une large mesure du fait du soutien de l'Allemagne par l'Angleterre contre l'URSS, contre les prétentions excessives de la France, et, de façon moins immédiate, contre les Etats-Unis. De telles combinaisons internationales s'étaient révélées fructueuses plus d'une fois dans le passé pour l'Angleterre capitaliste, aussi longtemps qu'elle était restée la puissance la plus forte. Mais à l'époque de sa sénilité, elle s'est montrée incapable de chasser les esprits qu'elle avait elle-même invoqués.

Armée d'une technique supérieure, d'une plus grande souplesse, et d'une capacité de production supérieure, l'Allemagne a une fois de plus essayé de chasser l'Angleterre de marchés très importants, particulièrement en Europe du Sud-Est et en Amérique latine. Contrairement au XIX^e siècle, où la compétition entre les pays capitalistes se développa sur un marché mondial en expansion, l'arène économique de la lutte d'aujourd'hui est en train de se rétrécir au point qu'il ne reste plus aux impérialistes qu'à s'arracher les uns aux autres les débris du marché mondial.

L'initiative d'un nouveau partage du monde est revenue naturellement, comme en 1914, à l'impérialisme allemand. Surpris, le gouvernement britannique a d'abord essayé de payer le prix pour rester à l'écart de la guerre par des concessions aux dépens des autres (Autriche, Tchécoslovaquie⁷). Mais cette politique ne pouvait durer longtemps. L'« amitié » avec la Grande-Bretagne n'était pour Hitler qu'une brève phase tactique. Londres avait déjà donné à Hitler plus qu'il n'avait escompté obtenir. Les accords de Munich, au moyen desquels Chamberlain espérait sceller une amitié durable avec l'Allemagne, ont au contraire accéléré la rupture. Hitler ne pouvait rien attendre de plus de Londres — une expansion ultérieure de l'Allemagne frapperait les lignes vitales de la Grande-Bretagne elle-même. Ainsi la « nouvelle ère de paix⁸ » annoncée par Chamberlain en octobre 1938 a conduit en quelques mois à la plus terrible de toutes les guerres.

Les Etats-Unis

Alors qu'elle tentait de toutes ses forces, dès les premiers mois de la guerre, de s'emparer des positions laissées libres sur le marché mondial par l'Allemagne soumise au blocus, la Grande-Bretagne a été évincée du marché mondial, quasi automatiquement par les Etats-Unis. Les deux tiers de l'or mondial sont concentrés dans les caves américaines. Le troisième tiers est en train d'y affluer. Le rôle de l'Angleterre comme banquier du monde appartient au passé. Et il n'en va pas mieux dans les autres domaines. Au moment où la marine militaire et la marine marchande de la Grande-Bretagne subissent

⁷ *L'Anschluss*, c'est-à-dire le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, avait eu lieu en mars 1938, la Tchécoslovaquie, amputée en octobre 38 avait été dépecée en mars 39.

⁸ La formule de Chamberlain suivant laquelle l'accord de Munich avait ouvert « une nouvelle ère de paix », avait déjà déclenché l'ironie de Trotsky (*Œuvres*, 19, pp. 144-148).

des pertes énormes, les chantiers navals américains construisent des bâtiments à une échelle colossale qui va assurer la prédominance de la flotte américaine sur les flottes britannique et japonaise. Les Etats-Unis sont de toute évidence en train de se préparer à adopter le *two powers standard* (une flotte supérieure aux flottes additionnées des deux puissances suivantes). Le nouveau programme pour la flotte aérienne envisage d'assurer la supériorité des Etats-Unis sur le reste du monde.

Cependant, la puissance industrielle, financière et militaire des Etats-Unis, la première puissance capitaliste dans le monde, n'assure nullement l'épanouissement de la vie économique américaine, mais, au contraire, donne à la crise de son système social un caractère particulièrement pernicieux et convulsif. On ne peut trouver d'emploi ni aux milliards de dollars ni aux millions de chômeurs ! Dans les thèses de la IV^e Internationale, *La Guerre et la IV^e Internationale*, publiées il y a six ans, il avait été prédit : « Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d' " organiser " l'Europe. Les Etats-Unis doivent " organiser " le monde. L'histoire est en train de conduire l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain⁹ . »

La politique du *New Deal* et du *Good Neighbour*¹⁰ ont été les ultimes tentatives d'ajourner l'explosion en remédiant à la crise sociale par des concessions et des accords. Après la faillite de cette politique qui a gaspillé des dizaines de milliards de dollars, il ne restait à l'impérialisme américain qu'à recourir à la méthode du « coup de poing ». Sous un prétexte ou un autre, un mot d'ordre ou un autre, les Etats-Unis vont intervenir dans ce choc gigantesque pour préserver leur domination mondiale. On ignore encore le moment et le lieu de cette lutte entre le capitalisme américain et ses ennemis — et peut-être Washington même ne le sait pas encore. La guerre contre le Japon serait une lutte pour « l'espace vital » dans l'océan Pacifique. La guerre dans l'Atlantique, même si elle était dans l'immédiat dirigée contre l'Allemagne, serait une lutte pour l'héritage de la Grande-Bretagne.

La possibilité d'une victoire de l'Allemagne sur les Alliés plane comme un cauchemar sur Washington. Avec comme base le continent européen et les ressources de leurs colonies, avec toutes les usines et les chantiers navals d'Europe à sa disposition, l'Allemagne — surtout alliée au Japon en Orient — constituerait un danger mortel pour l'impérialisme américain. Les batailles de Titans qui se déroulent aujourd'hui sur les champs de bataille européens sont, en ce sens, des épisodes préparatoires dans la lutte entre l'Allemagne et l'Amérique. La France et l'Angleterre ne sont que des bastions du capitalisme américain de l'autre côté de l'Atlantique. Si la frontière de l'Angleterre est sur le Rhin, comme l'a assuré l'un des Premiers ministres britanniques, les impérialistes américains peuvent de leur côté dire que la frontière des Etats-Unis est sur la Tamise. Dans sa préparation fébrile de l'opinion publique à la guerre qui vient, Washington ne lésine pas sur sa noble indignation à propos du sort de la Finlande, du Danemark, de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique¹¹... Avec l'occupation du Danemark, la question du Groenland a surgi de façon inattendue, ce dernier étant « géologiquement » un fragment de l'hémisphère occidental et contenant, par un heureux hasard, des dépôts de cryolithe indispensables à la production de l'aluminium¹². Et Washington ne perd pas non plus de vue la Chine asservie, les Philippines abandonnées, les Indes néerlandaises orphelines et les routes maritimes. C'est ainsi que des sympathies philanthropiques pour les nations opprimées et même des considérations géologiques conduisent les Etats-Unis à la guerre.

Les forces armées américaines cependant ne peuvent intervenir avec succès qu'aussi longtemps qu'il leur reste avec les îles Britanniques et la France de solides bases d'appui. Si la France était occupée, si les troupes allemandes apparaissaient sur la Tamise, le rapport des forces changerait

⁹ Œuvres, 4, p. 52.

¹⁰ Le *New Deal* (Nouvelle Donne) désigne la politique de relance de l'économie par la consommation (grands travaux, salaires, etc.) adoptée par Roosevelt à l'intérieur et celle du *Good Neighbour* (le Bon Voisin) désigne la politique de relations pacifiques avec les autres Etats d'Amérique, en rupture avec la politique du *Big Stick* (Gros bâton) de ses précédents sur le Nouveau Continent.

¹¹ Il s'agit de pays récemment attaqués ou occupés.

¹² Les gisements de cryolithe du Groenland étaient importants pour la construction aéronautique, grosse consommatrice d'aluminium. La question fut posée sous la forme de l'intégration du Groenland au continent, donc sur la validité d'une application à ce pays de la « doctrine Monroe ». Le 12 avril, devant la presse, le président Roosevelt reconnaissait qu'il s'agissait d'une « hypothèse » à retenir, bien qu'un peu prématurée. Pour le moment les E.-U. se contentaient d'installer un consulat et d'envoyer une « aide humanitaire » au Groenland, colonie du Danemark, métropole occupée.

dramatiquement au détriment des Etats-Unis. Ces considérations contraignent Washington à accélérer tous les rythmes mais aussi à se poser la question de savoir si le moment opportun n'a pas été manqué.

Contre la position officielle de la Maison-Blanche se déclenchent les bruyantes protestations de l'isolationnisme américain qui est une autre variété du même impérialisme¹³. La fraction des capitalistes dont les intérêts sont liés d'abord au continent américain, à l'Australie et à l'Extrême-Orient calcule qu'en cas de défaite des Alliés, les Etats-Unis acquerraient automatiquement à leur profit un monopole non seulement de l'Amérique latine, mais aussi du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Quant à la Chine, aux Indes néerlandaises et à l'Orient en général, c'est la conviction de toute la classe dirigeante des Etats-Unis que la guerre contre le Japon est en tout cas inévitable dans l'avenir proche. Sous le couvert de l'isolationnisme et du pacifisme, une fraction influente de la bourgeoisie est en train d'élaborer un programme d'expansion continentale américaine et de se préparer à la lutte contre le Japon. La guerre contre l'Allemagne pour la domination mondiale, selon ce plan, n'est que différée. Quant aux petits-bourgeois pacifistes à la Norman Thomas¹⁴ et ses confrères, ce ne sont que des enfants de chœur dans l'un des deux clans impérialistes.

Notre lutte contre l'intervention des Etats-Unis dans la guerre n'a rien de commun avec l'isolationnisme et le pacifisme. Nous disons ouvertement aux ouvriers que le gouvernement impérialiste ne peut pas ne pas entraîner ce pays dans la guerre. Les discussions au sein de la classe dirigeante ne tournent qu'autour de la question : quand entrer dans la guerre et contre qui tirer le premier coup ? Compter sur la possibilité de garder les Etats-Unis dans la neutralité au moyen d'articles de journaux et de résolutions pacifistes, c'est comme essayer d'arrêter la marée avec un balai. La lutte véritable contre la guerre signifie la lutte de classe contre l'impérialisme et une dénonciation impitoyable du pacifisme petit-bourgeois. Seule la révolution peut empêcher la bourgeoisie américaine d'intervenir dans la deuxième guerre impérialiste ou de commencer la troisième guerre impérialiste. Toutes les autres méthodes ne sont que charlatanisme ou stupidité ou un mélange des deux.

La défense de « la patrie »

Il y a presque un siècle, quand l'Etat national constituait encore un facteur relativement progressiste, le *Manifeste communiste* proclamait que les prolétaires n'avaient pas de patrie. Leur seul but était la création d'une patrie des travailleurs englobant le monde entier. Vers la fin du XIX^e siècle, l'Etat bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes¹⁵.

Dans les dernières années et même les derniers mois, le monde étonné a observé avec quelle facilité les Etats étaient effacés de la carte du monde : Autriche, Tchécoslovaquie, Albanie, Pologne, Danemark, Norvège, Hollande, Belgique¹⁶ ... La carte politique a été redessinée avec une rapidité sans égale à aucune époque, sauf celle des guerres napoléoniennes¹⁷. A cette époque, il s'agissait alors d'Etats féodaux surannés qui devaient faire place à l'Etat national bourgeois. Aujourd'hui, il s'agit d'Etats bourgeois surannés qui doivent céder la place à la fédération socialiste des peuples. Comme toujours la chaîne se brise à son maillon le plus faible. La lutte des bandits impérialistes laisse aussi peu de place à de petits Etats indépendants que la concurrence féroce des trusts et cartels aux petits industriels et commerçants indépendants.

¹³ On sait que la doctrine Monroe se résume officiellement par la formule « L'Amérique aux Américains » - que ses critiques traduisent « Le continent américain aux Yankees » - et qu'elle constituait l'un des points de départ de l'isolationnisme.

¹⁴ Norman Thomas (1884-1968), ancien pasteur, était le chef du parti socialiste et le plus connu des porte-drapeau du courant pacifiste.

¹⁵ La guerre de Vendée se déclencha en 1793 sous la forme d'une insurrection contre la conscription encouragée par l'activité du clergé fidèle à la monarchie; écrasée, elle se prolongea tout de même sous la forme d'une guérilla jusqu'en 1796. Les Vendéens étaient dans leur majorité des paysans pauvres qui acceptaient l'autorité des prêtres et des nobles.

¹⁶ L'Autriche avait été rayée de la carte en 1936, la Tchécoslovaquie et la Pologne en 1939, les autres en 1940.

¹⁷ Allusion aux guerres du premier Empire qui conduisirent Napoléon jusqu'à Moscou après Madrid et Vienne.

Du fait de sa position stratégique, l'Allemagne estime plus payant d'attaquer ses ennemis principaux à travers les petits pays neutres¹⁸. La France et la Grande-Bretagne, au contraire, estiment plus profitable de se couvrir de la neutralité des petits Etats et de laisser l'Allemagne les pousser par les coups qu'elle leur porte dans le camp des Alliés des « démocraties ». Le fond de la question n'est pas modifié par cette différence dans les méthodes stratégiques. Les petits satellites sont réduits en poussière dans les meules des grands pays impérialistes. La « défense » des grandes patries exige la destruction d'une dizaine de petites et moyennes nations.

Même en ce qui concerne les grands Etats, ce qui est en jeu pour la bourgeoisie, ce n'est pas du tout la question de la défense de la patrie, mais celle de la défense des marchés, des concessions étrangères, des sources de matières premières et des sphères d'influence. La bourgeoisie ne défend jamais la patrie pour la patrie. Elle défend la propriété privée, les privilèges, les profits. Chaque fois que ces valeurs sacrées sont menacées, la bourgeoisie prend tout de suite le chemin du défaitisme. Ce fut la voie de la bourgeoisie russe dont les fils, au lendemain de la révolution d'Octobre, combattirent et sont une fois de plus prêts à combattre dans toute armée du monde contre leur propre ancienne patrie. Pour sauver son capital, la bourgeoisie espagnole s'est tournée vers Mussolini¹⁹ et Hitler pour en recevoir une aide militaire contre son propre peuple²⁰. La bourgeoisie norvégienne a aidé l'invasion de la Norvège par Hitler. Il en a toujours été et en sera toujours ainsi.

Le patriotisme officiel n'est qu'un masque des intérêts des exploités. Les ouvriers conscients rejettent ce masque avec mépris. Ils ne défendent pas la patrie bourgeoise, mais les intérêts des travailleurs et des opprimés de leur propre pays et du monde entier. Les thèses de la IV^e Internationale affirment : « Contre le mot d'ordre réactionnaire de la défense nationale, il faut lancer celui de la destruction révolutionnaire de l'Etat national. A la maison de fous de l'Europe capitaliste il faut opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe comme étape sur la route vers les États-Unis socialistes du monde²¹. »

La « lutte pour la démocratie »

Le mot d'ordre de guerre pour la démocratie contre le fascisme n'est pas moins mensonger. Comme si les ouvriers avaient oublié que le gouvernement britannique a aidé Hitler et ses bourreaux à prendre le pouvoir²² ! Les démocraties impérialistes sont en réalité les plus grandes aristocraties de l'histoire. Angleterre, France, Hollande et Belgique reposent sur l'asservissement des peuples coloniaux. La démocratie des Etats-Unis repose sur la confiscation de l'immense richesse d'un continent entier. Tous les efforts de ces « démocraties » sont orientés vers la préservation de leur position privilégiée. Une importante partie du fardeau de la guerre est reportée par les démocraties impérialistes sur leurs colonies. Les esclaves sont obligés de fournir du sang et de l'or pour assurer à leurs maîtres la possibilité de demeurer des esclavagistes. Les petites démocraties capitalistes sans colonies sont des satellites des grands empires et glanent une partie de leurs profits coloniaux. Les classes dirigeantes de ces Etats sont prêtes à renoncer à la démocratie à tout moment pour conserver leurs privilèges.

Dans le cas de la minuscule Norvège²³, le mécanisme interne de la démocratie décadente s'est une fois de plus manifesté sous les yeux du monde entier. La bourgeoisie norvégienne a utilisé simultanément son gouvernement social-démocrate²⁴ et les policiers, juges et officiers fascistes²⁵. Au premier choc sérieux, les têtes des démocrates ont été balayées et la bureaucratie fasciste, qui a su

¹⁸ L'offensive allemande du début de mai avait commencé par le viol de la neutralité de la Belgique et des Pays-Bas de façon à tourner les lignes françaises et attaquer du Nord.

¹⁹ Dès 1934, Mussolini, qui avait déjà à son service le chef de la Phalange José Antonio Primo de Rivera, avait également conclu un accord par lequel il soutenait matériellement les monarchistes et les généraux conspirateurs.

²⁰ L'aide aux « nationalistes » fut plus massive de la part des Italiens, mais l'Allemagne envoya des techniciens, des chars, des avions (Légion Condor).

²¹ Œuvres, 4, p. 55. La citation n'est pas textuelle.

²² Il y avait, de façon générale, accord pour considérer que les milieux dirigeants britanniques - la grande presse notamment - avaient favorisé l'ascension de Hitler.

²³ La résistance s'affaiblissait en Norvège, où la campagne allemande ne dura pas deux mois.

²⁴ Comme à l'époque de l'internement de Trotsky, le premier ministre norvégien, Johann Nygardsvold appartenait au parti ouvrier, le D.N.A. (que Trotsky appelle N.A.P. - ses initiales allemandes).

²⁵ Trotsky avait eu comme geôliers ou censeurs de hauts fonctionnaires norvégiens qui étaient aussi des fascistes notoires, collaborateurs de Quisling comme Jonas Lie ou Konstad.

immédiatement trouver avec Hitler un langage commun, est devenue maîtresse de la maison. Avec diverses variantes nationales, cette même expérience s'était antérieurement déroulée en Italie, Allemagne, Autriche, Pologne, Tchécoslovaquie et un certain nombre d'autres Etats. Dans un moment de danger, la bourgeoisie a toujours été capable de dépouiller de ses atours démocratiques le véritable appareil de domination en tant qu'instrument direct du capital financier. Seul un aveugle sans espoir peut croire que les généraux et amiraux français font la guerre au fascisme²⁶ !

La guerre n'a pas arrêté le processus de transformation des démocraties en dictatures réactionnaires, mais au contraire, mène sous nos yeux ce processus à son terme.

Dans chaque pays comme sur l'arène mondiale, la guerre a tout de suite renforcé les groupes et institutions les plus réactionnaires. Les états-majors généraux, ces repaires de conspiration bonapartiste, les autres cruels de la police, les bandes de patriotes stipendiés, les Eglises de toutes confessions sont tout de suite poussés au premier plan. La Curie pontificale, foyer de l'obscurantisme et de la haine entre les hommes, est aujourd'hui courtisée de tous côtés, particulièrement par le président protestant Roosevelt²⁷. Le déclin matériel et spirituel entraîne toujours dans son sillage l'oppression et une exigence accrue d'opium religieux²⁸.

Cherchant à se procurer les avantages d'un régime totalitaire, les démocraties impérialistes commencent à assurer leur propre défense en redoublant leur offensive contre la classe ouvrière et la persécution des organisations révolutionnaires. Le danger de guerre et maintenant la guerre elle-même sont utilisés par elles d'abord et avant tout pour écraser les ennemis de l'intérieur. La bourgeoisie suit toujours et sans hésiter la règle : « L'ennemi principal est dans notre propre pays²⁹. »

Comme c'est toujours le cas, c'est le plus faible qui souffre le plus. Les plus faibles dans l'actuel carnage des peuples, ce sont les innombrables réfugiés de tous pays, parmi lesquels les exilés révolutionnaires. Le patriotisme bourgeois se manifeste avant tout par la brutalité avec laquelle il traite les étrangers sans défense. Avant qu'aient été construits les camps de concentration pour prisonniers de guerre, toutes les démocraties avaient construit des camps de concentration pour les exilés révolutionnaires³⁰. Les gouvernements du monde entier, particulièrement celui de l'URSS, ont écrit le chapitre le plus noir de notre époque par la façon dont ils ont traité les réfugiés, les exilés, les apatrides³¹. Nous envoyons nos salutations les plus chaleureuses à nos frères emprisonnés et persécutés et leur disons de ne pas perdre courage. C'est des prisons des capitalistes et de leurs camps de concentration que sortiront la majorité des dirigeants de l'Europe et du monde de demain.

²⁶ Qui Trotsky peut-il viser ? Personne en particulier. Mais les noms de Main, Weygand et Darlan s'imposent.

²⁷ Franklin D. Roosevelt (1882-1945) avait été élu, alors qu'il était candidat démocrate, président des Etats-Unis en 1932. Il avait des contacts avec le Vatican sur la question de l'entrée en guerre de l'Italie.

²⁸ Allusion à la célèbre phrase de Marx selon laquelle « la religion est l'opium du peuple ».

²⁹ La formule avait été lancée pendant la guerre par l'Allemand Kart Liebknecht et elle constituait le dénominateur commun des positions diverses des internationalistes socialistes.

³⁰ L'aspect le plus spectaculaire fut peut-être l'accueil des réfugiés d'Espagne et en particulier des volontaires internationaux dans les camps du Sud-Ouest de la France.

³¹ La liste serait interminable des réfugiés étrangers en URSS liquidés pendant la Ejoytchina.

Guerres du Golfe, Impérialisme et anti-impérialisme

Les textes qui suivent rassemblent des points de vue révolutionnaires assez convergents sur certains points essentiels (l'opposition à l'intervention américaine) mais présentent aussi des divergences importantes. Nous avons également inclus, pour commencer, quelques extraits de deux rapports de la Fédération internationale des droits de l'homme rédigés en 2001 et 2002 à partir de témoignages recueillis parmi des réfugiés, politiques ou non, en Jordanie, en Syrie, etc. Il faut savoir que l'Irak compte actuellement 23 millions d'habitants et qu'au moins TROIS MILLIONS ont fui leur pays. Lorsque l'on parle de dictature en Irak, ce mot passe-partout n'a pour beaucoup pas grand sens. De l'extrême gauche tiers-mondiste aux chevènementistes qui admirent le grand républicain laïc que serait Saddam Hussein, en passant par certains pacifistes et les tiers-mondains du *Monde diplomatique*, on trouve beaucoup d'hypocrites ou d'ignorants.

La description concrète des tortures, exécutions, assassinats et déportations de masse, etc., pratiquées par le régime irakien depuis plus de trente ans avec le soutien actif des Giscard, Mitterrand et Chirac, avec la complicité de tous les grands partis de gauche et de droite, devrait faire réfléchir un peu tous ces anti-impérialistes de pacotille qui passent l'essentiel de leur temps à dénoncer « les Américains » ou Bush, et oublient allégrement les responsabilités de leur classe dominante, donc notre responsabilité (à nous militants luttant en France) dans la perpétuation du sanguinaire régime irakien et de toutes les dictatures que soutient la République impérialiste et coloniale française.

C'est seulement en dénonçant d'abord l'impérialisme français et notre propre bourgeoisie, en se réclamant du combat de la classe ouvrière contre tous les États et toutes les bourgeoisies, que l'on peut être crédible lorsque l'on dénonce l'impérialisme américain ou le sionisme. Dans le cas contraire, on n'est qu'un chauvin déguisé ou un internationaliste du samedi soir.

Rhodri Evans : Irak, trajectoire d'un Etat

Cet article est extrait de la revue *Workers Liberty* 2/3, janvier 2003, publiée par l'AWL.

Ce qui constitue l'Irak actuel a représenté, pendant des siècles, trois provinces de l'empire ottoman (Bassorah, Bagdad et Mossoul) dirigées par Istanbul. Ces trois provinces n'entretenaient pas de liens particulièrement étroits entre elles. Bassorah était orientée vers le commerce dans le Golfe, Bagdad était davantage tournée vers le commerce par voie de terre entre l'Iran et la Syrie, et Mossoul était orientée vers la Turquie.

En 1867, 35 % de la population était encore composée de nomades. Le reste de la population pratiquait une agriculture à la productivité très basse. Dans l'empire ottoman, toute la terre appartenait théoriquement à l'Etat. En réalité, la plupart des terres étaient la propriété de différents clans.

La Grande-Bretagne s'intéressait depuis longtemps au Golfe persique puisque cette zone constituait un maillon important dans la chaîne de communications et de commerce entre Londres et l'Inde. Elle conquiert donc l'Irak pendant la Première Guerre mondiale. Après la guerre, la Grande-Bretagne et la France se partagèrent les anciens territoires arabes de l'empire ottoman. La France reçut un mandat sur la Syrie et le Liban, et la Grande-Bretagne un mandat sur l'Irak, la Jordanie et la Palestine.

En principe, l'Irak n'était pas une colonie mais un pays administré par la Grande-Bretagne sous mandat de la Société des Nations. Durant la guerre, la Grande-Bretagne, soucieuse de s'assurer du soutien des Arabes, leur avait promis qu'elle les aiderait à obtenir l'indépendance après la fin du conflit mondial. Pour sauver les apparences et essayer de calmer le ressentiment des Arabes, la Grande-Bretagne créa une monarchie irakienne issue d'une famille arabe de seigneurs de la guerre, originaires de ce qui allait devenir l'Arabie saoudite. En fait, les fonctionnaires et l'armée de l'air britanniques dirigeaient le pays.

Les Britanniques savaient déjà qu'il y avait du pétrole en Irak. Les exportations de pétrole à partir de l'Iran avaient commencé en 1919, sous contrôle britannique. En Irak, elles débutèrent un peu plus tard, en 1931. La plupart des Irakiens ne profitèrent absolument pas des

nouvelles richesses créées par le pétrole. Les exploitations pétrolières constituaient une enclave dans l'économie, totalement isolée du reste. Dans les campagnes, la Grande-Bretagne — suivant le modèle appliqué en Inde — créa une classe de propriétaires fonciers obéissants qu'elle sélectionna parmi les cheiks tribaux ; les paysans continuèrent donc à subir le joug des propriétaires fonciers.

Le mandat britannique accordé par la Société des Nations était censé expirer en 1932. Mais la Grande-Bretagne s'arrangea pour signer un traité qui lui permettait de continuer à exercer un contrôle effectif sur le pays. Ou, plus exactement, la Grande-Bretagne était déterminée à garder la mainmise sur le pays, avec ou sans traité. En 1941, durant la Seconde Guerre mondiale, un nationaliste arabe, Rashid Ali, réussit à se débarrasser du Premier ministre Nuri al-Saïd, docile laquais des Britanniques depuis des décennies. Rashid Ali était pro-nazi et sa prise du pouvoir fut accompagnée par des pogroms contre la population juive de Bagdad (communauté alors importante). Mais ce qui préoccupait les Britanniques, ce n'était pas son antisémitisme mais le fait qu'il menaçait leur mainmise sur le pays. Ils intervinrent donc rapidement pour remettre Nuri al-Saïd au pouvoir et exercer leur contrôle sur l'Irak. Le ressentiment populaire s'accrut de plus en plus contre les Britanniques et finalement, en juillet 1958, un groupe d'officiers renversa Nuri al-Saïd et la monarchie. Ils ne mirent jamais en place de véritables institutions démocratiques, mais le coup d'Etat fut suivi par une ouverture et une effervescence politiques considérables. Syndicats, journaux et partis politiques prirent de l'expansion.

Le Parti communiste irakien devint le parti le plus important du pays, au point qu'en janvier 1959 il déclara publiquement qu'il ne pouvait plus — temporairement — accueillir de nouveaux membres, parce que son secrétariat était débordé par le flux des adhésions. Ce parti stalinien n'avait jamais défendu une politique de classe indépendante, puisqu'il avait été fondé en 1934. Encouragés par les importantes révoltes arabes qui éclataient contre les

puissances occidentales (guerre pour l'indépendance de l'Algérie, nationalisation du canal de Suez, etc.), beaucoup d'ouvriers et de paysans irakiens qui aspiraient à une sorte de « socialisme » lui accordèrent leur confiance.

Mais la direction du Parti hésitait entre deux choix :

- soit comploter pour organiser un nouveau coup d'Etat afin de prendre le pouvoir et de chasser les officiers socialisants de l'armée, partisans d'un nationalisme arabe en plein essor ; le PC transformerait alors l'Irak en s'inspirant du modèle soviétique ;
- soit accepter l'idée que ces officiers offraient, temporairement, la meilleure solution pour l'Irak ; dans ce cas, le PC essaierait d'obtenir des réformes et d'augmenter l'influence du Parti en soutenant ces officiers mais en exerçant aussi de savantes pressions sur eux.

Le PC choisit la seconde option : il ne s'agissait pas pour lui d'une « trahison », et on ne peut pas affirmer qu'il abandonna la perspective d'une révolution socialiste, car tel n'avait jamais été son objectif. L'instauration d'un régime stalinien en Irak aurait de toute façon converti le pays en une prison pour les travailleurs irakiens. Néanmoins, le choix que fit le parti communiste irakien eut des effets désastreux pour les militants ouvriers et paysans du Parti comme pour ses chefs.

En 1963, et à nouveau en 1968, des factions au sein de l'armée organisèrent des coups d'Etat. Les divergences à propos des problèmes au sein du monde arabe — comme par exemple la question de savoir si l'Irak devait rejoindre la République arabe unie proclamée par l'Egypte et la Syrie en février 1958, République qui dura, au moins, sur le papier, jusqu'en 1962 — jouèrent un grand rôle dans le déclenchement de ces coups d'Etat. En ce qui concerne la politique intérieure, ils marquèrent des tournants chaque fois plus à droite, consolidant un régime militaire de plus en plus autoritaire. Le coup d'Etat de 1963, en particulier, fut suivi par le massacre de milliers de membres et de sympathisants du Parti communiste. Le Parti communiste irakien fut une nouvelle fois décimé pendant les années 1970. En juillet 1978, le régime édicta une loi punissant de mort la lecture d'un journal communiste par toute personne ayant appartenu aux forces armées. Dans un pays où le service militaire était obligatoire, ce décret visait donc la totalité de la

population masculine adulte. Ce virage politique à droite n'empêcha cependant pas le régime d'avoir une façade « socialisante » ; en effet, l'Etat jouait un grand rôle dans la société et prétendait assurer une certaine « indépendance économique » — dans la mesure du possible. L'Irak entretint toujours de bonnes relations avec l'URSS, même lorsque l'Etat massacra le Parti communiste irakien. En 1982, sur 173 000 ouvriers travaillant dans des entreprises de plus de 9 salariés, 134 000 étaient employés par l'Etat. Les capitalistes privés pouvaient exercer librement leurs activités mais leurs profits dépendaient essentiellement des contrats qu'ils pouvaient signer avec l'Etat et des faveurs que celui-ci leur accordait. Ce n'était pas un système où les capitalistes contrôlaient l'Etat parce qu'ils s'étaient d'abord enrichis eux-mêmes, mais l'inverse : ceux qui s'enrichissaient devenaient riches en obtenant d'abord un poste dans l'appareil d'Etat ou bien les faveurs de quelqu'un qui en faisait partie.

La nationalisation décisive des champs de pétrole se déroula en juin 1972. Peu après, avec la forte hausse des prix du pétrole en 1973-1974, l'Etat irakien se mit à percevoir des revenus dépassant tout ce que l'économie du pays avait jamais connu. Certes, la plus grande partie de cet argent fut investie dans des constructions de prestige et en équipements militaires, mais le peuple irakien profita aussi un peu de l'expansion de l'éducation, des institutions de santé et des infrastructures publiques. L'agriculture déclina — l'Irak, autrefois exportateur de céréales, devait maintenant importer une grande partie de son blé — mais le gouvernement s'en moquait. Investir pour améliorer la productivité de l'agriculture semblait inutile car les profits éventuels n'auraient représenté qu'une partie infime de ceux dégagés par le pétrole. Les paysans se mirent à fuir les campagnes en sachant que leur situation serait moins pénible s'ils vivaient dans une baraque au milieu d'un bidonville et trouvaient un travail occasionnel à la ville, que s'ils restaient à la campagne. Et, en 1980, 69 % de la population vivaient dans les villes. Les revenus pétroliers permirent surtout à la dictature, maintenant dirigée par Saddam Hussein, de se consolider.

Les ouvriers irakiens n'avaient pas besoin que leur pays devienne plus « indépendant » — de toute façon, dans un monde dominé par l'impérialisme, toute « indépendance » économique ou politique réelle était impossible.

Non, ce dont ils avaient surtout besoin c'était de bénéficier de droits démocratiques pour mener leurs activités syndicales et politiques. Il leur aurait fallu nouer des liens avec les travailleurs du Proche et du Moyen-Orient. Cela seul aurait permis que les gigantesques richesses nées du pétrole dans la région soient utilisées pour le bien de tous plutôt que pour le profit de quelques dictatures corrompues.

Mais Saddam Hussein prit une autre orientation ; il décida de transformer l'Irak en un nouveau « sous-impérialisme ». L'Irak avait depuis longtemps des conflits frontaliers avec l'Iran. Une grande partie de la zone frontalière, des deux côtés, est peuplée par des Kurdes qui ont d'excellentes raisons de détester les Etats irakien et iranien. L'Iran finançait et aidait des révoltes dans le Kurdistan irakien, en échange de quoi les Kurdes iraniens se tenaient tranquilles en Iran. Sous le Shah, l'Iran était une puissance plus importante que l'Irak, dotée d'une population plus importante, et elle jouissait d'un fort soutien américain. En 1975, l'Irak signa un traité sur le tracé des frontières.

Mais la révolution iranienne de 1979, au cours de laquelle les islamistes dirigèrent une énorme révolte de masse qui renversa le Shah, changea radicalement la situation. Saddam entrevit à la fois des possibilités et des menaces nouvelles.

Il craignait d'abord que les Kurdes, qui prenaient de l'assurance en Iran où le clergé islamique supervisait les troubles plus qu'il ne dirigeait une dictature solidement établie, adoptent la même attitude en Irak. De plus, les chiïtes irakiens, qui représentent la majorité de la population de ce pays, en particulier dans le Sud, risquaient de sympathiser avec les islamistes iraniens, également chiïtes, contre l'élite sunnite au pouvoir en Irak. Les groupes islamistes irakiens se livraient à une certaine agitation et les nouveaux dirigeants de l'Iran ne faisaient pas mystère de leur hostilité contre le régime laïc irakien.

Mais Saddam entrevit aussi des possibilités nouvelles : dans la mesure où l'Iran était plongé dans le chaos, ce pays pourrait être vaincu facilement, pensa-t-il. L'Irak allait s'emparer d'une partie de l'Iran et prendre la place de ce pays en devenant la principale puissance régionale dans le Golfe.

Les pronostics de Saddam se révélèrent totalement erronés.

Aucune révolte islamiste n'éclata en Irak mais l'Iran s'avéra parfaitement capable de

résister et de riposter quand il fut envahi par l'Irak en 1980. La guerre se poursuivit pendant huit années, tuant peut-être 500 000 personnes et créant de graves problèmes économiques aux deux belligérants. Les grandes puissances étaient heureuses d'entretenir ce conflit. Tant que l'Iran et l'Irak se faisaient la guerre, aucun des deux Etats ne pouvait agir comme la puissance dominante régionale et menacer les intérêts des autres nations. Les Etats-Unis aidèrent l'Irak, particulièrement durant la dernière phase de la guerre, lorsqu'il leur sembla que, sans l'aide américaine, l'Iran pouvait remporter la victoire.

La guerre s'arrêta en 1988, sans vainqueurs ni vaincus. Peu de temps après, les deux Etats signèrent un accord reprenant les termes de celui déjà conclu en 1975. Des deux côtés, les morts, les blessés et les dommages matériels considérables n'avaient servi à rien. Mais chaque gouvernement s'était servi de la guerre pour établir un régime terroriste fondé sur l'état d'urgence et la mobilisation permanente.

Le régime irakien massacra des milliers de Kurdes pour consolider la domination toujours fragile de Bagdad sur cette minorité ethnique. Les horreurs de la guerre impressionnèrent évidemment beaucoup moins Saddam que l'accroissement de son pouvoir personnel qui s'ensuivit. En août 1990, il paria à nouveau sur la possibilité de l'expansion militaire en annexant un petit Etat voisin, riche en pétrole : le Koweït.

Saddam eut-il tort de croire que les Etats-Unis le laisseraient agir à sa guise au Koweït, puisqu'ils l'avaient jusqu'ici généreusement soutenu ? Quoi qu'il en soit, les Américains réagirent et, durant la guerre de 1991, ils chassèrent les troupes irakiennes du Koweït. Si le prix à payer en vies humaines fut très faible du côté américain, il n'en fut pas de même pour les conscrits et civils irakiens.

Les Etats-Unis abandonnèrent ensuite les chiïtes et les Kurdes qui s'étaient révoltés en Irak, après la défaite de Saddam. Les Américains préféraient traiter avec Saddam, ou attendre qu'un général quelconque renverse le dictateur et entame des pourparlers avec les Etats-Unis, plutôt que de prendre le risque de maintenir un régime fantoche à Bagdad, ou de voir l'Etat irakien exploser et l'Iran acquérir encore davantage de poids dans la région. Finalement, après quelques chamailleries diplomatiques, une « zone de sécurité » semi-autonome fut mise en place dans le Kurdistan,

zone bénéficiant d'une protection internationale limitée.

Les Nations unies, à l'initiative des Américains, votèrent des sanctions économiques contre l'Irak, en théorie pour que ce pays se débarrasse de toutes ses armes de destruction massive et n'en construise plus d'autres. Les Etats-Unis espéraient sans doute que les sanctions produiraient des effets plus rapides. En fait, ces sanctions provoquèrent une vague de soutien nationaliste à Saddam, ce qui lui permit de rester au pouvoir tandis que son peuple sombrait encore plus dans la misère.

Pendant quelque temps, Saddam usa d'un atout politique : il voulut se faire passer pour le dirigeant arabe le plus militant contre le « sionisme ». Il essaya de se bâtir cette réputation surtout en prononçant de grands discours et en fanfaronnant. Saddam profita du fait que son Etat — contrairement au Liban, à la Syrie, à la Jordanie et à l'Egypte dont il dénonçait le manque de détermination face au « sionisme » — ne possédait pas de frontières communes avec Israël. En 1991, cependant, il lança quelques missiles sur Israël. Actuellement, il est toujours possible que Saddam, s'il était acculé et n'avait plus rien à perdre, lance une bombe contre Israël, pour causer le maximum de pertes « sionistes » et étendre la guerre à tout le Moyen-Orient.

« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », a écrit Clausewitz et les

marxistes ont souvent répété ce célèbre adage. Nous ne déterminons pas notre position face à une guerre en condamnant l'Etat « qui a tiré ou attaqué le premier », mais en analysant la nature de la politique étatique dont la guerre est la « continuation » des deux côtés. Même si les plans de guerre américains sont criminels, il est impossible de considérer que l'Irak défend essentiellement son indépendance et ses droits politiques dans le cadre de son conflit avec les Etats-Unis.

Depuis les années 1970, au moins, la politique de l'Etat irakien vise essentiellement à tenter de devenir une grande puissance régionale — un sous-impérialisme. A cette fin, il a réprimé plusieurs fois des peuples plus petits, les Kurdes ainsi que la population du Koweït, et il a mené la guerre contre ses voisins. Sa politique vis-à-vis d'Israël est motivée par le pire chauvinisme arabe, dont les effets ne sont atténués que par la distance. Le règne de la terreur contre son propre peuple va de pair avec une politique extérieure réactionnaire. Quelle que soit l'hypocrisie de Bush lorsqu'il dénonce la dictature irakienne, le régime de Saddam est aussi malfaisant et terroriste que tous les autres sur cette planète. Nous devons nous opposer aux plans de guerre américains, non pas parce que nous soutenons le régime irakien, mais parce que nous sommes partisans de la démocratie internationale et de la solidarité prolétarienne.

Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH)

Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse

Extraits d'un rapport de décembre 2002 disponible sur le Net

(...) 1.1 Une mosaïque de peuples

La complexité et la richesse de l'Irak tiennent à la rencontre de multiples peuples installés dans ce pays. Certaines régions comme le Nord sont peuplées principalement de Kurdes et le Sud d'Arabes chiites. Quant à la capitale Bagdad (et à un moindre niveau Bassora), elle est devenue le lieu de croisement de différentes populations. Les recensements effectués après 1968, date de l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, ont modifié certains aspects de cette mosaïque ethnique. En effet, mis à part les Kurdes et les Turkmènes, certaines communautés comme les Assyro-chaldéens ou les Yezidis, ont été contraintes de s'enregistrer comme population arabe. Le recensement précédent de 1957 rend compte de façon plus fiable de la composition des différentes communautés vivant en Irak.

Par ailleurs, la poursuite de l'arabisation avec les déportations et déplacements forcés de communautés entières a contribué à l'exode de plusieurs millions d'Irakiens et a modifié fortement la répartition géographique et la proportion des différents peuples d'Irak. Cette arabisation, qui est l'un des phénomènes les plus marquants des trois dernières décennies s'est effectuée et s'effectue encore dans un contexte de privation de toute protection des victimes jusqu'en 1990.

La constitution irakienne stipule que l'Irak est constitué majoritairement d'Arabes, de Kurdes et de minorités. La plupart sont musulmans, pour une population estimée à 23 millions d'habitants actuellement.

Il existe dans ce pays multi-ethnique et multi-religieux, une majorité de chiites et une forte minorité sunnite mais également plusieurs autres groupes ethniques, religieux ou linguistiques comme les Turkmènes, les Kurdes Yezidis, Shabaks, Kakaïs ainsi que les Assyriens, les Arméniens, les Sabéens, etc.

Les chiites, constitués de la grande majorité

des Arabes irakiens et d'une forte minorité de Turkmènes et de Kurdes constituent 60 à 65% de la population, les Kurdes sunnites 18 à 20%, les Arabes sunnites avec les Turkmènes 13 à 15%, les Yezidis et chrétiens 3 %.

Les Yezidis, exclusivement Kurdes de dialecte kurmanji, empruntent des éléments de plusieurs grandes religions de la région dont l'islam, le zoroastrisme et le christianisme.

Les Assyriens, Chaldéens et Arméniens constituent une partie importante de la minorité chrétienne catholique et orthodoxe nestorienne, vivant principalement au Kurdistan irakien et parlent le syriaque, le chaldéen et l'arménien.

Les Turkmènes vivent dans les villes d'Arbil et de Kirkouk. Les Kurdes chiites comme les fayli composaient 15% de la population kurde irakienne avant les vagues de déportation.

1.2 Déplacements forcés, déportations et vagues migratoires

Il n'est pas exagéré de dire que les déplacements forcés, déportations et vagues migratoires ne sont pas sans rapport étroit avec la prise du pouvoir en Irak par le parti Baas en juillet 1968.

Déplacements forcés et déportations

— Un des premiers actes de la politique ultranationaliste arabe du régime baasiste a été la déportation de plus de 250 000 Irakiens surtout Kurdes Faylis vers l'Iran en 1969 et 1971 (1), sous prétexte de leur origine iranienne.

— Ceci a été accompagné parallèlement d'une politique d'arabisation systématique des provinces kurdes de Kirkouk, Mossoul, Dehok et des villes de Khanaqin, Mandali et leurs environs qui continue jusqu'à nos jours.

La population est déplacée dans les régions du Sud ou regroupée dans des camps collectifs et remplacée par des tribus arabes de différentes provinces qui n'avaient pas toujours le choix.

— De 1974 à 1975 la guerre entre les Kurdes et le régime irakien reprend. A la suite des

accords d'Alger entre l'Iran et l'Irak en 1975 et la fin du mouvement kurde, 200 000 Kurdes partent vers l'Iran et plusieurs centaines de milliers sont déplacés vers le sud, tous les cadres du Parti démocratique du Kurdistan (2) s'exilent ou sont déportés à Kout, Amara et Nassirya.

Après une «amnistie» du régime, plusieurs milliers de familles rentrent en Irak mais le régime irakien, quelques mois plus tard, accélère l'arabisation, la déportation des populations kurdes et leur remplacement par des tribus arabes. Les habitants de la région de Barzan sont transférés dans le Sud, leur retour est autorisé au bout de 5 ans dans des camps collectifs à Arbil (3). Parmi les villages évacués et détruits se trouvent de nombreux villages assyro-chaldéens, d'autres sont Yezidis (...).

Durant les années 80, la destruction des villages et villes kurdes se poursuit avec un point culminant lors des opérations d'Anfal (4). Les habitants kurdes des villes et villages rasés, des gouvernorats de Kirkouk, Arbil, Dehok et Suleimanya sont éliminés ou regroupés également dans des camps collectifs.

Au total, depuis les années 70, ce sont environ **un million de Kurdes** essentiellement mais aussi de Turkmènes et d'Assyriens qui ont été **déplacés** (5), parmi lesquels à titre d'exemple entre 1970 et 1990, 37 720 familles du gouvernorat de Kirkouk. 182 000 autres ont disparu, pour une large majorité dans la même région de Kirkouk.

- En mars 1988, après le gazage de la ville d'Halabja, qui fit **5 000 victimes**, environ 80 000 personnes de cette région fuient en Iran. Dans la région du Badinan, en août 1988, 60 000 personnes se réfugient en Turquie (6) après des attaques similaires aux armes chimiques.

- En 1980, encore une fois, entre 200 000 et 300 000 personnes (Kurdes Faylis, Arabes chiïtes et Iraniens non kurdes, originaires ou installés depuis plusieurs générations en Irak) sont déportées vers l'Iran. **De 7 à 10 000 hommes sont pris en otages et considérés depuis comme disparus.** Les déportations se poursuivent par milliers durant la guerre Iran-Irak.

Guerres et répression

— De 1980 à 1988 : plusieurs milliers de familles chrétiennes quittent l'Irak lors de la première guerre du Golfe. Ce phénomène, qui a commencé plus ostensiblement dans les années 1970 et même avant, n'a pas cessé depuis. Sans avoir de chiffres précis, on peut parler au total

de plusieurs dizaines de milliers de familles.

— Durant cette guerre, de nombreux déserteurs irakiens et des familles chiïtes se réfugient dans les marais du Sud ou en Iran pour fuir la répression. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont concernées.

— Juste après la fin de la guerre Iran-Irak et l'invasion du Koweït, entre 1988 et 1990, plusieurs milliers de familles sont forcées de fuir les marais du Sud vers l'Iran, suite à la répression des opposants au régime irakien.

— En 1991, la deuxième guerre du Golfe éclate : des milliers de soldats se rendent aux armées de la coalition, beaucoup ne rentreront pas et demanderont l'asile dans des pays tiers. En mars, 14 provinces sur 18 se soulèvent et échappent au contrôle du régime. Leur reprise par l'armée irakienne se solde par la **mort de 200 000 Arabes chiïtes dans le sud du pays et de plusieurs milliers de Kurdes** et provoque un immense exode. 2 millions de Kurdes se réfugient en Turquie et en Iran avant de revenir sur leurs terres, après le vote de la résolution 688 et la création d'une zone protégée au nord de l'Irak. Des dizaines de milliers de Chiïtes se réfugient dans les marais et en Iran, 33 000 personnes en Arabie Saoudite, quelques milliers d'autres en Syrie, Koweït, Jordanie et au Liban.

— A partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, la répression s'intensifie à l'égard de tous ceux qui ont participé de près ou de loin au soulèvement et de tous ceux suspectés de ne pas porter allégeance au régime. L'absence de sécurité à long terme pour la région kurde, et dans une moindre mesure les conditions sanitaires et économiques dues aux sanctions (7) participent aussi à l'exil vers l'Iran, la Jordanie, la Turquie, la Syrie et le Liban.

Poursuite de l'arabisation forcée et assèchement des marais

— Le régime poursuit l'arabisation et le nettoyage ethnique dans les régions kurdes sous son contrôle et entre 1991 et 2001, déplace plusieurs dizaines de milliers de personnes, surtout dans les régions de Kirkouk, Khanaqin et Mandeli et parfois plus au sud.

— La politique délibérée et systématique d'assèchement des marais où se sont réfugiées les personnes impliquées dans le soulèvement s'intensifie à partir de 1991, et en 1993-1995, une nouvelle vague de milliers d'Arabes des marais arrivent en Iran.

Sur les 400 à 500 000 habitants des marais, **100 000 ont probablement été tués dans les années 90**, 200 000 ont été déportés dans les

grandes villes du Sud ou dans le reste du pays, quelques dizaines de milliers ont fui vers l'Iran et peut-être 30 000 continueraient de vivre dans la partie nord du marais de Huwaiza (8) .

Conflits inter-kurdes

— En 1996, selon un communiqué de presse du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) du 12 septembre, le gouvernement iranien annonce l'arrivée de 39 000 réfugiés kurdes irakiens. Le HCR estime que 15 000 personnes se trouvent sous tentes dans les vallées et villages au nord de la ville de Penjween à la frontière avec l'Iran. Ces mouvements de population en provenance de la région et la ville de Suleimanya font suite aux conflits inter-kurdes entre le PDK et l'UPK (9) . A l'heure actuelle, la majorité des réfugiés kurdes est revenue dans sa région.

Une terreur sans fin

Entre 1995 et 2002, des milliers de réfugiés irakiens ont continué à fuir vers les pays voisins de l'Irak. Depuis 1999, les arrivées ont considérablement diminué en Iran devant les difficultés croissantes, économiques et parfois même politiques. (...)

1. Ismail Kamandar Fattah, Conférence

internationale sur les réfugiés et déplacés irakiens, Paris, juillet 2002 (www.a-i-j.org ; www.fidh.org ; www.france-libertes.fr).

2. Dirigé à l'époque par Mostafa Barzani.

3. Chris Kutchera : Le défi kurde ; Bayard Editions ; 350 p.

4. Au nom d'un verset du Coran autorisant le pillage des biens des infidèles. Le terme « Anfal » désigne le butin légitime. Les opérations d'Anfal avaient été mises en œuvre par le régime irakien pour détruire 4 500 villages et villes dans l'ensemble du Kurdistan.

5. Bakhtiar Amin, Conférence internationale sur les réfugiés et déplacés irakiens, Paris, juillet 2002, op. cit.

6. Françoise Brié, Etude des conséquences à court et à long terme des attaques aux armes chimiques au Kurdistan irakien, Université de Paris XI, juin 2002.

7. Dr Bayan Alaraji Alhakim, IRAQ : Symposium on Genocide Campaigns in Iraq, Londres, 27 juillet 2002.

8. The AMAR Foundation, the Iraqi marshlands, a human and environmental study, London 2001.

9. Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme

Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie

Extraits du rapport réalisé en juillet 2001 et disponible sur Internet

Une « conception particulière » de la nationalité

(...) La terreur règne partout, y compris parmi les proches du pouvoir, à l'intérieur des familles, dans la rue, dans les écoles, à l'université, à la mosquée. Chaque Irakien, homme, femme ou enfant peut être un coupable en puissance, un ennemi du parti, un ennemi du régime, un ennemi du chef Saddam Hussein, un ennemi dans tous les cas et qui doit être traité comme tel.

(...) Il faut également rappeler que le régime irakien, depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, n'a cessé d'exclure et de détruire des communautés entières au nom d'une conception raciale de la nation irakienne. «Les élites arabes sunnites au pouvoir ont adhéré à une conception de la citoyenneté qui contredit ce que fut le pays des siècles durant : un carrefour de civilisations. Le code de la nationalité irakienne reflète cette conception. Des familles installées en Irak depuis des siècles et qui n'ont aucune attache avec d'autres pays ont été considérées comme “

non-irakiennes” au regard de ce nouveau code. En même temps, le gouvernement accorde la nationalité irakienne à des ressortissants d'autres pays arabes, parce qu'ils sont Arabes et sunnites.» (1) Ainsi, au début des années 1970, une première déportation commence pour les Kurdes Feylis suivie en 1980, de l'expulsion de 300 000 d'entre eux. Les Kurdes Feylis vivaient à Bagdad et dans ses environs bien avant l'époque de l'empire ottoman. Ils forment un groupe distinct au sein de la population kurde qui est majoritairement sunnite, puisqu'ils sont d'obédience chiite. Du fait de cette particularité mais aussi de leur engagement au sein des mouvements kurdes et de leur influence économique (beaucoup sont commerçants), les Kurdes Feylis ont été victimes de persécutions spécifiques de la part des régimes irakiens successifs, principalement depuis l'arrivée au pouvoir du parti Baas. **Plus de 8 000 de leurs membres, âgés de 18 à 35 ans, ont été enlevés au début des années 80 et toujours portés disparus** (2).

Au même moment, dès qu'apparaît un groupe de personnes, y compris sunnites, qui s'organisent et deviennent un danger pour son pouvoir, Saddam Hussein l'élimine. (...) En déclenchant la première guerre du Golfe (contre l'Iran), le régime irakien a profité du conflit pour intensifier la répression à l'égard des populations kurdes et des populations chiites, deux communautés qui constituent près de 85% de la population irakienne. (...)

Deux millions de Kurdes sont déportés, 4500 villes et villages sont détruits, des milliers sont gazés avec des armes chimiques et biologiques (3) et plus de 182 000 disparaissent. Immédiatement après la deuxième guerre du Golfe, quatorze des dix-huit provinces irakiennes se soulèvent (4) mais l'armée de Saddam, au vu et au su de la communauté internationale, mate dans le sang la révolte des Irakiens. Le slogan « plus jamais de chiites à partir de ce jour » (5) utilisé par la garde républicaine et les forces spéciales de Saddam Hussein, traduit sans ambiguïté l'ampleur de la répression qui se déroule en mars 1991 et durant les années qui suivent.

Le pays est ainsi vidé, de façon continue, de tout groupe considéré comme hostile au régime et ne correspondant pas à la définition de l'Irakien tel que l'entend Saddam Hussein.

L'organisation de la répression

Trois éléments sont constitutifs aujourd'hui

du régime irakien : la totale absence de respect des droits de l'Homme, le culte de la personnalité, le règne de la violence et de la terreur planifiées.

Ces trois éléments ont engendré une machine infernale qui enserme la société irakienne dans un maillage sécuritaire sans fin. (...) Outre les services de sécurité classiques, c'est-à-dire la direction de la Sûreté Générale, la garde républicaine et la garde républicaine spéciale, la milice populaire, les services de sécurité militaire et de renseignement de l'armée, tous dirigés en sous-main par Qousay, fils cadet de Saddam, existent aussi les milices du parti Baas dirigées par Taha Yassin Ramadhan, vice-président de l'Irak, membre du CCR et les Feddayis de Saddam. Cette dernière structure est une milice sous les ordres du fils aîné de Saddam, Ouday, et comporte une unité spéciale appelée «escadrons de la mort» dont les membres, masqués, sont chargés de certaines exécutions, y compris au domicile des victimes. Elle agit totalement hors la loi, au-dessus et en dehors de toute structure politico-juridique.

Quant à la récente « Armée de libération de Jérusalem » (Jaysh Tahrir Al Quds), sous la direction du général Ayad Al Rawi, dont la création date de la deuxième Intifada en Palestine, elle mobilise et maintient tout un peuple en armes mais sert également de moyen de contrôle et de surveillance.

Tous les jours, de 16 heures à 17 heures généralement, par roulement, toutes les provinces du pays doivent organiser l'entraînement du peuple (hommes, femmes, jeunes et vieux) sur les places, dans les stades ou autres espaces publics. Si l'entraînement n'a jamais été suivi du départ de soldats irakiens « volontaires » pour « délivrer Jérusalem », il sert par contre à mieux encadrer une population. S'il se trouve quelqu'un qui refuse de se soumettre, il se voit supprimer le ticket de rationnement imposé par le gouvernement suite aux sanctions et est ainsi repéré comme non acquis au régime.

Cette armée comporte des forces spéciales qui se déploient vers les zones considérées par le régime comme sensibles et qui sont actuellement basées dans le Nord auprès des régions kurdes.

Enfin, les services secrets comprennent trois sections de renseignement, « l'Amn » (sûreté intérieure de l'Etat), « l'Estikhbarat » (renseignements militaires) et les « Mukhabarat 10 » (Agence Irakienne des Renseignements Extérieurs et réseau du service secret du parti

Baas), la plus puissante et la plus redoutée. Les Mukhabarat sont l'organisation au sommet, chargée de surveiller les autres réseaux de police et de contrôler les activités des institutions de l'Etat, de l'armée, des services gouvernementaux et des organisations « non gouvernementales » de la jeunesse, de femmes, du travail. etc. Une section des Mukhabarat, la section spéciale de la Sûreté, dirige les milices armées du parti. Officiellement, les Mukhabarat appartiennent au ministère des Affaires Intérieures mais ne sont en fait pas soumis à la juridiction de celui-ci et agissent sous les ordres directs du CCR. Ses agents sont répartis dans les structures de l'Etat, dans les différentes organisations et associations, au sein du corps diplomatique et à l'étranger. Entre 1979 et 1983, ils étaient dirigés par le redoutable Barzan Al Tikriti, demi-frère de Saddam, nommé ensuite représentant permanent de l'Irak auprès de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. Avec les Mukhabarat, en 1983, il organise les massacres des habitants des villages Al Dujail et Jezan Al Chol, la disparition des Barzani du camp de Quhtapa, les assassinats de 90 membres de la famille de l'ayatollah Saïed Mahdi Al Hakiem. Barzan Al Tikriti et les Mukhabarat seraient responsables des assassinats d'opposants à l'étranger comme l'ayatollah Saïed Mahdi Al Hakiem au Soudan en janvier 1988, du Dr Ayad Habashi à Rome le 16 octobre 1986, des liens avec les organisations terroristes, du blanchiment d'argent et de certains achats d'armement. Certains chefs des services secrets comme Nazim Kzar et Fadhil Barak ont également été tués par les Mukhabarat sur ordre de Saddam Hussein.

Il est souvent demandé aux personnes emprisonnées ou menacées de participer au renseignement pour éviter de nouvelles formes de harcèlement, de répression ou pour retrouver un proche disparu. N'ayant, en apparence, pas de hiérarchie, ni de service organisé, ils sont partout et nulle part, du vulgaire mouchard à l'espion évoluant dans les plus hautes sphères du pouvoir. Contrairement aux forces de police et de sécurité, aux militaires et aux Feddayis, rien ne les distingue du simple citoyen, ni le grade, ni l'autorité, ni l'uniforme mais ils ont le pouvoir de dénoncer et d'intervenir pour toutes les arrestations et dans la répression. Tous les témoins insistent sur l'insupportable surveillance dont ils étaient victimes et dont fait l'objet tout Irakien.

Le poids de ces multiples structures est

renforcé par un arsenal juridique constitué de procédures, lois et décrets qui sont promulgués par le CCR, et ont force de loi sur tout le territoire. Pour éviter les dénonciations internationales comme ce fut le cas pour les décrets légalisant les amputations en particulier des oreilles pour les déserteurs, deux journaux officiels existaient en Irak, l'un réservé aux hauts responsables des institutions et organes de décision, l'autre public. (...)

Depuis probablement le milieu de l'année 2000, ce sont les décrets portant sur la décapitation des femmes accusées de prostitution et sur l'amputation de la langue pour insulte à Saddam Hussein et au régime, qui sont en application. Sans pouvoir confirmer les chiffres plus élevés avancés à ce propos, on peut à la suite de divers témoignages, établir une liste de 56 noms de femmes décapitées de juin 2000 à avril 2001. Dans plusieurs cas cités, les témoins excluent que les femmes exécutées soient des prostituées mais affirment qu'elles ont été traitées comme telles à cause de leur parenté avec des opposants politiques. Des hommes qui auraient vécu du commerce de la prostitution ont également été exécutés.

Il est clair que la condition misérable dans laquelle vit une grande partie de la population, à cause de l'embargo, des déplacements de population, des morts dues aux guerres ou à la répression et aux conditions économiques difficiles, fait que la prostitution s'est réellement développée. Mais il est clair aussi que l'accusation de prostitution est « une couverture » selon le terme employé par les témoins pour décapiter des épouses ou des parents d'opposants dont les têtes sont exposées de 2 à 24 heures devant les domiciles.

(...) Les cours spéciales ou d'exception qui siègent en permanence en plus des cours militaires confisquent tout pouvoir aux cours civiles. Il n'y a pas d'appel sauf auprès du président de la République. Un des témoins décrit les décisions pour le moins expéditives du Tribunal révolutionnaire de Bagdad qui juge de nuit par groupe de cinquante à cent détenus, où procureur et assesseur sont des militaires et où le procès se réduit à quatre questions : « Ton nom ? Ton adresse ? Es-tu coupable ? Es-tu innocent ? » Une fois les prévenus interrogés, la sentence est prononcée par groupe. Toujours selon le témoin, la moyenne est de une à vingt peines capitales, vingt à quarante condamnations à perpétuité, les autres étant déclarés innocents.

Les juges qui sont pour la plupart des

militaires ou des membres de la Sécurité sont généralement peu compétents. Comme l'ont fait remarquer des responsables politiques de partis d'opposition, le régime irakien utilise cette machine de guerre depuis la guerre du Golfe, pour combattre l'ensemble des Irakiens et non plus les pays voisins ou les Kurdes, comme ce fut le cas dans les années 80. La plupart des témoignages recueillis décrivent la répression qui touche la population chiite particulièrement au sud de l'Irak et ce, d'est en ouest, de Kerbala à Missan, de Bagdad à Nassiriyah et Bassorah en passant par Najaf. Dans cette région, la tension est considérable avec régulièrement de sévères ratissages.

Le point de départ de l'aggravation de la répression se situe juste après le soulèvement des provinces en 1991. Il ne sera rien pardonné à ceux qui ont pu de près ou de loin participer ou être présents sur les lieux de la révolte dans les provinces du Sud. La persécution continue des habitants de cette région est encore plus terrible s'ils sont considérés à tort ou à raison comme des opposants politiques et n'épargne ni les familles, ni les tribus.

Il est incontestable que l'assassinat de l'ayatollah Sadeq Sadr en février 1999, a provoqué une brutale accélération de la répression. Arrestations et détentions arbitraires, procès inéquitables, torture systématique et exécutions touchent même les officiers de l'armée qui sont atteints, comme tout détenteur de la moindre parcelle de pouvoir en Irak, par la corruption générale sévissant dans le pays. Personne ne doit et ne peut rester en dehors du système. Ainsi, les enfants sont embrigadés dès leur jeune âge (5-7ans) dans les louteteaux de Saddam « Ashbal Saddam » qui sont une parfaite école du fascisme. Ils y apprennent la dureté, la fascination pour Saddam et la cruauté à l'égard des animaux en attendant de l'exercer sur les humains.

L'embargo imposé depuis 1991 qui est, selon certains de nos interlocuteurs, considéré comme une autre guerre n'a fait, selon eux, que renforcer l'aspect répressif du régime.

La répression après la mort de l'ayatollah M'hammed Sadeq Sadr

A travers les témoignages, on constate que le régime irakien, durant toute la guerre irano-irakienne, puis après le soulèvement des provinces du Sud en mars 1991, juste après la deuxième guerre du Golfe, a intensifié la répression et ce, de façon plus dure encore,

durant ces dernières années.

Dans les provinces du Sud, de multiples formes de répression ont été systématiques. Empoisonnements, exécutions, enlèvements suivis de disparitions, profanation des lieux de prière, harcèlement des membres du clergé, puis des étudiants ou des fidèles chiites, particulièrement des proches ou adeptes de l'ayatollah M'hammed Sadeq Sadr, constituent la toile de fond de nombreux témoignages recueillis auprès de personnes originaires de ces provinces, mais également d'autres villes et principalement de Bagdad.

Cousin de l'ayatollah Mohammed Bakr Sadr (6), l'ayatollah Mohammed Sadeq Sadr a été par deux fois, en 1972 et 1974, arrêté avec plus d'une centaine de ses adeptes, avant même la mort de son illustre parent.. A partir de ces années, son aura et son influence n'ont fait que croître et il devient le symbole de la rébellion chiite.

Après son arrestation en 1991 au moment du soulèvement des provinces, il est non seulement le chef spirituel mais aussi un chef d'opposition, qui tout en prenant ses distances à l'égard du chiisme iranien, réorganise le clergé chiite irakien, de l'école au plus haut niveau de la hiérarchie. Figure charismatique, il s'oppose avec force au régime en refusant l'embrigadement et en rejetant les tentatives de mainmise de Saddam Hussein sur le clergé chiite : refus d'intégration des mosquées et des nominations des imams par le ministère des Affaires Religieuses, refus que les prêches dans les mosquées reproduisent le discours officiel et enfin, appel à l'union entre chiites et sunnites afin qu'ils ne forment qu'une seule communauté musulmane.

En février 1999, il refuse, comme le lui demandaient les autorités, d'empêcher pour cause d'embargo, la marche de Kerbala à la fête de l'Achoura.

Il appelle au contraire à une démonstration de force du chiisme en Irak. Deux semaines plus tard environ, le 18 février 1999, l'ayatollah Mohammed Sadeq Sadr est assassiné dans sa voiture avec ses deux fils, tous deux mariés aux filles de Mohammed Bakr Sadr.

Dès lors, les manifestations religieuses, quelles qu'elles soient et où qu'elles soient, sont sauvagement réprimées ainsi que toutes les personnes associées de près ou de loin au mouvement. L'assassinat de Sadr devient le point de départ d'une accélération de cette répression dont témoignent nos interlocuteurs. ()

Ashbal Saddam : « les louveteaux de Saddam »

Plus de 40% de la population irakienne n'a pas 25 ans. La jeunesse irakienne, si l'on se réfère aux principes inculqués par Saddam Hussein lui-même, a été modelée selon l'idéologie baasiste qui doit briser les frontières traditionnelles de la société d'où naîtra l'homme nouveau tel que rêvé par tout régime fasciste.

Dans l'Irak de Saddam Hussein, les enfants sont conditionnés, non pas de façon lointaine et vague, au gré de programmes ou d'écoles diversifiés, mais par des actions directes sur le plus profond d'eux-mêmes et ce, dès leur plus jeune âge.

C'est Saddam Hussein qui en a tracé les lignes dès 1977 (7), avant même son accession au pouvoir: « afin d'éviter que le père et la mère n'exercent une influence rétrograde au foyer, nous devons armer le petit d'une lumière intérieure afin qu'il repousse cette influence. Certains pères nous ont échappé pour diverses raisons, mais le jeune garçon est toujours entre nos mains...L'unité de la famille doit être en harmonie avec des coutumes centralisées, réglées par la ligne et les traditions révolutionnaires... Enseignez-lui à s'opposer à l'un ou l'autre de ses parents...Apprenez également à l'enfant à se méfier des étrangers. »

Le maître de l'Irak conclut ainsi : « L'élève rompu à se mouvoir à l'intérieur de structures diverses mais toutes parfaitement organisées saura, le moment venu, rester debout sous le soleil tenant son arme à la main jour et nuit sans jamais flancher...lorsqu'on lui demandera d'affronter l'impérialiste ou de monter à l'assaut dans cette région troublée, il le fera parce qu'il aura pris l'habitude, dès l'enfance, de tout accomplir de façon ordonnée... ».

Les jeunes Irakiens sont fanatisés dès leur plus jeune âge, non seulement par le parti Baas, mais aussi par des organisations appartenant au régime, comme les organisations de jeunesse. Ils y apprennent l'adulation de la personne de Saddam. Ainsi, les enfants des écoles primaires sont enrôlés dans « les louveteaux de Saddam » (Ashbal Saddam), ils ont alors entre 5 et 7 ans et y restent jusqu'à 15 ou 17 ans où ils deviendront alors les Feddayis de Saddam.

Dans l'inextricable réseau des diverses polices, services de renseignements et autres milices du parti « les louveteaux de Saddam »

occupent une place à part. Avec eux, la peur et le sentiment d'insécurité existent au cœur même de la cellule familiale et grandissent avec l'enfant. S'il dénonce « spontanément » ses parents, ses voisins ou ses amis, la délation deviendra systématique avec l'âge chez le louveteau et plus tard chez le Feddayi.

Tous les parents qui ont parlé des Ashbal étaient conscients du danger que pouvaient représenter pour eux leurs propres enfants. (...) La perversité du système veut qu'un enfant dont le père est mort ou disparu soit considéré comme la cible parfaite pour devenir non seulement un louveteau mais un futur Feddayi.

Ashbal Saddam, « les louveteaux de Saddam », est en principe une formation générale parascolaire donnée aux élèves du primaire de toutes les écoles. Ils constituent une pépinière idéale pour les « Feddayis de Saddam », corps spécial dirigé par Ouday pour exécuter aveuglément les ordres de Saddam en outrepassant toute légalité et en participant à toutes les basses œuvres de la famille régnante.

(...) La pression sur les parents commence par l'attrait : par ces temps de pénurie on garantit une éducation à leurs enfants, on va jusqu'à leur proposer certaines sommes d'argent. Suit le chantage — suppression des tickets de rationnement — qui généralement précède les menaces. Mais la règle générale, c'est de se conformer à la norme et de laisser ses enfants s'intégrer aux « louveteaux » de façon à attirer moins l'attention et d'apporter plus de sécurité aux enfants.

Dans toutes les écoles il existe des campagnes d'entraînement pour les « louveteaux » qui sont en chemise et pantalon noirs sur lesquels on peut lire sur le dos « ashram Saddam ».

Les deux brochures de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme dont sont extraits les textes que vous venez de lire sont en vente à l'adresse suivante : FIDH 17, passage de la Main d'or, 75011 Paris. Prix : 3,5 euros pièce. On peut également les consulter avec d'autres documents sur le site : <http://www.fidh.org>

Contre la guerre !

Cet article a été publié dans le numéro de février du bulletin *A contre-courant* que nous remercions de nous avoir autorisés à reproduire ce texte. Contact ou e-mail

Comme dans les mauvais films de série B, le scénario est connu. Il ne ménage aucun suspense. C'est entendu, la guerre contre l'Irak aura lieu. C'est l'affaire de quelques semaines; d'un ou deux mois au plus. En attendant que les conditions climatiques s'améliorent... et que les forces alliées aient le temps de concentrer hommes et matériels en nombre suffisant. Eh oui, même moderne, même chirurgicale, une bonne guerre ne se conçoit pas sans intendance.

Aucun événement ne paraît en mesure d'en retarder l'échéance, voire d'en éteindre la menace. En tout cas, pas la mission des inspecteurs en désarmement de l'ONU. En effet, comme ne cessent de l'affirmer les porte-parole de la Maison Blanche et du Département d'Etat, l'absence de preuves d'une production d'armes de destruction massive sera considérée comme suspecte¹. C'est bien connu, le génie de la dissimulation et la fourberie des Irakiens sont sans bornes, constituant un risque peut-être plus grand que les armes elles-mêmes. Donc, preuves ou pas, armes de destruction massive ou non, nos gendarmes mondiaux l'ont décidé : l'Irak doit payer ! La guerre aura lieu !

Quant aux Etats les moins bellicistes – l'Allemagne, la France et la Russie notamment – qui pour des raisons diverses – stratégiques et politiques – hésitaient à s'engager, ils rejoindront plus ou moins activement le giron américain, sous couvert ou non d'une résolution des Nations Unies codifiant la future intervention et formant sa base juridique.

Bientôt, nos postes de radio et de télévision bruissent de nouveau des mâles accents d'experts en tout genre, nous expliquant doctement l'état des forces en présence, la comptabilité des pertes irakiennes, la subtilité du jeu tactique, la signification humanitaire des bombardements de haute altitude. A peu de distance, leur succéderont les exégètes en géopolitique qui conjectureront à perte de vue sur la possible partition de l'Irak, sur les conséquences de l'intervention dans une «région déjà tellement sensible et tellement peu favorable aux Occidentaux.²» Mais, prenons les paris, le thème le plus rebattu sera le sort réservé à Saddam Hussein : faudra-t-il de suite l'éliminer, l'incarcérer à Guantánamo avec les terroristes d'Al-Qaida ou bien le traduire devant

une juridiction internationale pour crimes contre l'humanité ? A moins que, comme Oussama Ben Laden, il ne s'évanouisse dans la nature. Tant il est vrai que les Occidentaux ne savent que faire de leurs anciens alliés, qu'hier encore ils armaient puissamment.

Les plus audacieux de nos commentateurs reviendront peut-être sur les 500 000 enfants irakiens morts, depuis la première guerre du Golfe, de l'embargo onusien, de la famine cyniquement organisée par le pouvoir dictatorial de Saddam Hussein et des bombardements anglo-américains. Mais pour en dire quoi ? Pour reconnaître que ce meurtre perpétré *mezza voce*, froidement planifié durant plus de douze années, n'a soulevé aucune réprobation sérieuse de la trop fameuse communauté internationale. Pour dévoiler, de ce point de vue-là, la parfaite inutilité de la guerre.

War whitout a cause ?

Car, chacun le ressent confusément, serions-nous face à une guerre sans justifications précises, sans causes clairement identifiées ? Le malaise est d'ores et déjà perceptible. Alors, dans les arrières-cours des chancelleries et des ministères, on s'affaire pour mailler la trame d'un argumentaire plausible de la justification.

Deux thèses complémentaires se dessinent³ :

— la première vise la raison économique. Inquiète pour le futur approvisionnement en or noir des Etats-Unis dont la consommation ne cesse de croître⁴, et désireuse de satisfaire aux exigences du lobby militaro-industriel⁵, l'administration Bush s'apprêterait à préempter par la force les très importantes réserves pétrolières irakiennes⁶.

Ce faisant, après avoir pris le contrôle de la production des pays du Caucase et d'Asie centrale, et s'être assurée de la loyauté de ses vassaux du Golfe persique, elle affirmerait à la face du monde le leadership mondial des compagnies nord-américaines dans ce secteur stratégique, se dotant d'un puissant levier de dissuasion économique, à un moment où sa politique volontariste de soutien aux investissements privés accroît le risque d'une relance du déficit extérieur des Etats-Unis.

— La seconde est plutôt d'ordre géopolitique. L'intervention militaire pourrait

s'entendre comme un moyen de dénouer les contradictions liées à la manière dont les Occidentaux ont, durant plus de quatre décennies, tenté d'asseoir leur hégémonie politique, économique et idéologique sur cette région du monde. En effet, pendant cette période, ils ont aidé et armé massivement les pays — Arabie Saoudite, Irak, Israël, Pakistan, Turquie, etc. — et la nébuleuse des groupes paramilitaires et fondamentalistes — al-Qaida, talibans, Frères musulmans — qui pour des raisons diverses avaient intérêt à s'opposer aux visées expansionnistes de l'URSS. La cause première ayant de fait disparu — effondrement du bloc soviétique au tournant des années quatre-vingt-dix —, certains de ces pays ont cru qu'ils pourraient partiellement se libérer de la tutelle occidentale, alors que certains de ces groupes devenaient, dans la pire confusion idéologique, des points de cristallisation des revendications sociales et identitaires de «populations» depuis trop longtemps bafouées, humiliées et exploitées. Bien que ni les uns, ni les autres ne puissent constituer une menace sérieuse pour l'ordre du monde, l'intervention militaire contre l'Irak viserait à prévenir toute velléité future de brouiller l'équilibre régional et à enclencher un processus de «démocratisation.» Par ailleurs, elle serait décidée pour indiquer fermement «aux autres Etats voyous» que d'autres règles du jeu sont désormais en vigueur sur la «scène globalisée» des relations internationales, si tant est que ce dernier terme ait encore un sens⁷.

Un nouveau paradigme de la guerre

Ces justifications, y compris dans leur articulation dialectique, valent moins par la robustesse de leur construction interne, que comme le symptôme du changement de «paradigme de la guerre».

Parler, comme nous le faisons précédemment, d'absence «de causes clairement identifiées» ne signifie pas l'absence de causes «légitimantes», mais seulement que ces dernières ne sont plus intelligibles à partir des catégories propres à la guerre moderne, telles que Karl von Clausewitz les avaient définies dans son ouvrage *De la guerre*⁸.

Brièvement, la guerre clausewitzienne prend acte d'une expérience fondamentale : elle est substantiellement liée au fait national. «La participation du peuple à la guerre, à la place d'un cabinet ou d'une armée, faisait entrer une nation entière dans le jeu avec son poids naturel.

Dès lors, les moyens disponibles, les efforts qui pouvaient les mettre en œuvre, n'avaient plus de limites définies.⁹»

Avec Valmy, puis les campagnes napoléoniennes, la nation (ou ses succédanés) s'impose comme la référence dominante, quoique selon des aspects différents, des objectifs, de la justification, de la conduite et des effets de la guerre. Qu'il s'agisse d'en préserver la souveraineté, les frontières, les intérêts supérieurs ou, au contraire, d'en repousser les limites, la nation investit continuellement les représentations idéologiques et les modes opératoires de la guerre moderne. La catégorie de nation a ceci de remarquable dans cette perspective, qu'elle exhibe en permanence un intérieur face à un extérieur dont il faut se protéger ou au contraire s'emparer¹⁰. L'analyse de la guerre impérialiste, même si elle déplace le champ catégoriel vers les conditions de l'accumulation et de la valorisation du capital, ne peut évidemment échapper à la problématique de l'intérieur et de l'extérieur. Ainsi, stigmatisant les conditions de la reproduction capitaliste, Rosa Luxemburg parle des «conquérants qui ont eu pour but de dominer et d'exploiter le pays, mais aucun n'a eu intérêt à dérober au peuple ses forces de production ni à détruire son organisation sociale¹¹.» Il s'agit ici d'un extérieur «indigène» qui est intériorisé au mode de production capitaliste, comme la figure ordinaire des guerres coloniales et impérialistes¹².

Or, l'intervention qui se prépare contre l'Irak, comme dans une moindre mesure celles qui l'ont précédée — guerres du Golfe, de Somalie, de Bosnie, d'Afghanistan, etc. —, ne parvient pas à s'inscrire dans le schéma intérieur/extérieur, nation/environnement, pas plus qu'elle ne répond à la problématique courante de la guerre impérialiste. Dans l'organisation globalisée de l'espace mondial, l'épuisement historique de la forme Etat-nation rend pratiquement et conceptuellement caduques les notions de frontières, de limites, et avec elles, les acceptions clausewitziennes de guerres populaires, totales, défensives ou offensives. Le processus de globalisation engendre (en même temps qu'il repose sur) un changement d'essence de la conception de la guerre et donc de ses usages.

L'indice de ce changement se décèle dans la justification des conflits qui, depuis une douzaine d'années, sont engagés au nom de la communauté internationale, au titre d'une norme de droit censée incarner les valeurs essentielles de la justice. Progressivement, un impressionnant appareil juridique supranational

s'est constitué qui, disposant d'un pouvoir normatif réel, reconfigure et pénètre la loi domestique et, dans le même mouvement, transforme de l'intérieur les anciennes structures de régulation internationale, issues pour la plupart du second conflit mondial¹³. Désormais, nous sommes entrés dans l'ère du *bellum justum* «de la guerre juste»¹⁴, qui articule la banalisation de la guerre et son avènement comme un instrument éthique, deux idées justement que la pensée moderne et les Etats-nations avaient absolument rejetées¹⁵. Le *bellum justum* implique, dans sa construction même, deux conséquences importantes: d'une part, l'appareil militaire est légitimé puisqu'il est fondé en éthique et, d'autre part, l'action militaire est reconnue comme efficace puisqu'elle est le moyen du rétablissement de l'ordre. Dans cette ligne de fuite, l'ennemi, tout comme la guerre, vient à être à la fois «banalisé» (réduit à un instrument de répression policière) et «absolutisé» (comme Empire du Mal, axe des «Etats voyous», conflit de civilisation, ennemi contre l'ordre éthique mondial)¹⁶. Les déclarations récentes ou plus anciennes des dirigeants des grandes puissances recourent très exactement cette double dimension.

La guerre post-moderne

Au fond, la guerre post-moderne s'impose comme un instrument permanent de l'ordre, comme un moyen d'intégrer tous les conflits, toutes les crises et toutes les dissensions internes à l'ordre mondial émergent. Elle est inscrite dans le mode de régulation commun des contradictions propres à la constitution de l'empire, comme l'ont remarquablement perçu, il y a presque treize ans, Gilles Deleuze et Félix Guattari, «nous avons regardé la machine de guerre [...] fixer sa vue sur un nouveau type d'ennemi, non plus un autre Etat ou même un autre régime, mais un ennemi quelconque»¹⁷.

C'est en ce point précis que la différence entre la guerre moderne et la guerre post-moderne s'affiche avec le plus de netteté. Conséquemment à l'affaiblissement de la distinction intérieur/extérieur, la délimitation entre forces armées et forces de police, opérations militaires et opérations de police tend à s'estomper¹⁸. A la déterritorialisation de l'ennemi, l'ennemi quelconque, la guerre, de basse ou de haute intensité, pourrait diffuser sur l'ensemble d'un monde désormais sans «rebord» et sans «dehors»¹⁹. Dans ces conditions, la guerre ne peut plus être comprise comme la condition négative de la paix. Elle ne précède plus la paix ou ne lui succède plus²⁰. En tant que

puissance d'ordre, elle remplit, en un certain sens, l'idée régulatrice jadis dévolue à la paix. Moins qu'à une inversion des termes, nous assistons plutôt à leur hybridation : dans l'espace mondialisé, la paix ne se trouve que dans la guerre.

Cette position du problème nous conduit à être contre la guerre en préparation, plutôt que pour la paix. C'est d'emblée refuser les postures humanistes, moralistes ou pacifistes qui méconnaissent la nature radicalement nouvelle de la «guerre», se privant du coup des moyens de la combattre.

Etre contre la guerre, c'est prendre le parti lucide de se soustraire à l'ordre mondial, c'est un acte de désertion revendiquée²¹. Être contre la guerre, c'est en contester les justifications juridiques derrière lesquelles se nouent les linéaments des nouvelles formes de domination et d'aliénation planétaires.

Être contre la guerre, c'est d'abord se poser la question : qui décide de la définition de la justice et des principes éthiques ? N'est-ce pas là, la seule attitude révolutionnaire possible ?

Fabrice Sacher

1. «L'absence de preuves n'est pas la preuve de l'absence d'armes de destruction massive. Il y a des choses que nous savons que nous savons. Il y a des choses que nous savons que nous ne savons pas. Et enfin, il y a ce que nous ne savons pas que nous ne savons pas», Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, cité par *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2002.

2. Extrait de la rubrique de politique étrangère présentée le matin à 7h20 sur les ondes de France-Inter.

3. Certains plaident pour la thèse psychanalytique ! Bush junior, dans une espèce d'aboutissement œdipien, s'apprêterait à « finir le boulot » que son père avait commencé, légitimant ainsi sa fonction patriarcale au sommet de l'Etat ! En somme, une nouvelle version du roman familial freudien !

4. Entre 1997 et 1999, la consommation de pétrole a augmenté de 2,2% aux Etats-Unis, alors qu'elle baissait de 0,3% en Europe, sources : BP/AMOCO ; par ailleurs, « selon les estimations, la consommation de pétrole aux Etats-Unis va augmenter de 33% sur les vingt prochaines années », extrait du rapport présenté par G.W. Bush le 17 mai 2002 sur les cinq priorités de sa politique énergétique, *Washington Post*, édition du 18 mai 2002 ; enfin, la consommation totale d'énergie des Etats-Unis s'est élevée en 1999 à 97 quadrillions de

Btu (10 à la puissance 15), soit 25 % de la consommation mondiale, alors que ce pays ne représente que 5 % de la population de la planète, source : Agence américaine de l'Énergie.

5. La famille Bush a constitué l'essentiel de sa fortune dans le négoce des hydrocarbures, in *Le monde diplomatique*, n° 584, novembre 2002.

6. L'Irak dispose de la seconde réserve pétrolière du Golfe persique, soit 112,5 milliards de barils, *National Geographic*, décembre 2002.

7. D'une certaine façon, on pourrait dire que cette seconde Guerre du Golfe, comme moyen de purger les anciennes contradictions (sans préjuger des futures) et d'établir de nouvelles modalités de régulation du jeu mondial, ferme le cycle de transition ouvert par la première Guerre du Golfe à laquelle ont succédé les guerres de Bosnie, de Somalie et d'Afghanistan.

8. Karl von Clausewitz, *De la guerre*, trad. de Vatry, Calmann-Lévy, Paris, 1989.

9. Karl von Clausewitz, *op cit.*, p. 49.

10. Les usages de la nation, du pays, de la patrie, etc. sont innombrables dans les discours guerriers ; parmi ceux-ci, le plus significatif est sans doute, par le retournement qu'il opère, celui prononcé par J. Staline qui, quelques jours après l'agression nazie contre l'URSS, abandonne toute référence à la glose de «l'internationalisme prolétarien» pour revenir aux notions plus civilisées de «citoyens» et de «nation russe».

11. Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, 2 tomes, Maspéro, Paris, 1976.

12. Sur un registre voisin, nous pouvons noter que toutes les guerres révolutionnaires de la seconde partie du XX^e siècle se sont assez rapidement transformées en « guerres de libération nationale », ainsi le mot d'ordre le plus fameux de la révolution cubaine fut : *la patria o la muerte !*

13. L'élaboration du droit d'ingérence illustre la nature de cette production normative supranationale et les conditions dans lesquelles elle pénètre la loi domestique ; par ailleurs, la transformation des modes d'intervention de l'ONU n'est pas anodine : les Etats souverains n'interviennent plus pour assurer ou imposer l'application d'accords internationaux volontairement conclus, désormais constitués en sujet supranational ils interviennent au nom de toutes

sortes d'urgences et de principes éthiques supérieurs.

14. Sur le concept de guerre juste, voir : Norberto Bobbio, *Una guerra giusta ? Sul conflitto del Golfo*, Venise, Marsilio, 1991 ; Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2002.

15. Michael Hardt et Antonio Negri, *op cit.*

16. Michael Hardt et Antonio Negri, *op cit.*

17. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, Editions de Minuit, Paris, 1980.

18. Pour en rester à la France, les tentatives de fusion des forces de police et de gendarmerie, comme la multiplication par cinq, ces dix dernières années, des effectifs des forces spéciales qui échappent à peu près à tout contrôle sérieux et dont on sait l'efficacité sur tous les théâtres d'opération, vont incontestablement dans ce sens.

19. Il n'est pas indifférent de constater que lors des émeutes de Los Angeles, ce sont les forces armées qui sont intervenues pour rétablir l'ordre ; de la même façon, il n'est pas indifférent de remarquer que les banlieues des grandes villes sont souvent désignées comme des «zones de non-droit», à un moment où les interventions militaires/policières sont décidées et justifiées au nom du rétablissement du droit ; la férocité de la répression policière/militaire lors du sommet du G8 en juillet 2001 à Gênes en est un autre exemple.

20. Antonio Negri, *Du retour, abécédaire biopolitique*, Calmann-Lévy, Paris, 1992.

21. «Ces monuments aux déserteurs représenteront aussi ceux qui sont morts dans la guerre, parce que chacun d'eux est mort en maudissant la guerre et en enviant le bonheur du déserteur. La résistance naît dans la désertion» Partisan antifasciste, Venise, 1943.

Irak : PÉTROLE ET GÉOPOLITIQUE

Fédération anarchiste *Strasbourg* : L'ANARCHIE N°5

(22 octobre 2002)

Le gouvernement américain paraît décidé à attaquer L'Irak. La population irakienne, meurtrie par 11 années d'embargo, va à nouveau plonger dans l'horreur. Comme toujours, de beaux discours viennent justifier cette guerre. Il s'agirait de « contrer une terrible menace » ou de « défendre le bien contre le mal », mais, comme toujours, derrière ces belles déclarations, il y a des puissants intérêts à défendre.

Pétrole : les enjeux

Et tout d'abord, le pétrole, enjeu stratégique et économique majeur. Les réserves de pétrole en Europe et aux Etats-Unis s'épuisent rapidement (la part de l'OPEP passera de 29% à 65% en 2030 [1]). L'Irak détient la troisième plus grande réserve de pétrole au monde (derrière l'Arabie Saoudite et la Russie, juste devant l'Iran, et les émirats). L'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis était jusqu'alors assuré par le maintien d'un régime obéissant en Arabie Saoudite, et dans les autres monarchies pétrolières. Mais ces alliances se fissurent, et l'instabilité dans la région risque de remettre en cause le contrôle américain.

Puissance impériale

Le pétrole n'est pas la seule motivation des Etats-Unis. Les dirigeants américains, et les pouvoirs économiques qu'ils représentent, entendent se servir de leur puissance militaire inégalée pour imposer leurs intérêts stratégiques. Les dépenses militaires des Etats-Unis s'élèvent à \$379 milliards (2002), soit autant que les 25 autres pays les plus dépensiers réunis. Les Etats-Unis à eux seuls cumulent 36% des dépenses militaires [2]. Derrière ces chiffres, se profile la volonté d'imposer un contrôle militaire partout sur la planète. La guerre en Afghanistan a été l'occasion d'installer des bases militaires dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, rognant ainsi sur une zone d'influence russe, et consolidant son contrôle sur la région de la mer Caspienne, riche en hydrocarbures. La guerre contre l'Irak va permettre aux Etats-Unis d'y installer un régime docile, et, surtout, d'y établir une présence militaire à long terme.

Quand Saddam était «notre» ami

Les discours justificateurs, eux, sont tout autres. On nous explique que l'Irak est gouverné par un cruel dictateur. C'est tout à fait exact.

Mais il se trouve que ce même dictateur était autrefois «notre» ami [3]. Lors de la terrible guerre Iran - Irak (1 million de morts), S. Hussein était vu par les dirigeants occidentaux comme un allié fiable contre la menace que représentait à leurs yeux le régime des ayatollahs iraniens. C'était aussi un très bon client, auquel on vendait massivement des armes.

Lorsqu'il gazait les populations kurdes irakiennes (1988 Halabjah, 5.000 morts [4]) la Russie, la France et les Etats-Unis y exportaient des armes, y compris des éléments chimiques [5]. Entre 1974 et 1988, la France a signé une trentaine d'accords de coopération militaire avec l'Irak dirigé par S. Hussein.

Qui a des bombes nucléaires ?

Un deuxième argument avancé pour justifier la guerre, c'est le danger que représentent les armes de destruction massive. Ces armes sont effectivement une abomination. Avec 12.000 têtes nucléaires, les Etats-Unis sont le pays qui en possède le plus, et sont le seul pays à s'en être servi [6]. Dans la région, Israël, qui démontre quotidiennement son mépris pour les droits humains, en possède plus de 300. Le Pakistan [7], dictature militaire soutenue par les Etats-Unis en possède entre 25 et 50.

Victimes innocentes

Les victimes de ces grandes manœuvres stratégiques seront, une fois de plus, les populations. La première Guerre du Golfe (1991) fut un vrai massacre [8]. Les médias, relayant la propagande militaire, nous l'ont présentée comme une guerre « propre », avec des frappes chirurgicales. Mais, depuis, les enquêtes ont montré une tout autre réalité. Les « alliés » y ont lâché des tapis de bombes (au total 88 500 tonnes, dont seules 7% étaient guidées). Il a été démontré que les Etats-Unis y ont commis de graves crimes de guerre [9]. La destruction des infrastructures civiles (notamment pour l'eau potable) suivies de l'embargo ont entraîné des centaines de milliers de morts [10].

Détourner l'attention

Les États-Unis et l'ensemble des pays occidentaux sont plongés dans une crise économique et politique grave. Suite à

l'éclatement de la bulle spéculative lié aux « nouvelles technologies », les inégalités explosent, les scandales à répétition montrent qu'une petite minorité de profiteurs s'enrichit sur le dos de l'ensemble de la planète. Face au mécontentement croissant, les politiciens utilisent cette vieille recette : rien de tel qu'une bonne guerre. Les ingrédients : un peu de patriotisme, de rigueur morale, de xénophobie.

Les Palestiniens risquent, eux aussi, de faire les frais de cette guerre. Comme le craignent, dans un appel, 100 universitaires israéliens, ce pourrait être l'occasion d'un véritable nettoyage ethnique. Plus près de chez nous, les fantasmes liés au terrorisme et à la guerre sont l'occasion de lois sécuritaires qui visent à criminaliser la pauvreté, la contestation, et la jeunesse issue de l'immigration.

Résistances

Mais de fortes résistances apparaissent. Aux Etats-Unis, malgré le matraquage médiatique, ont eu lieu les plus grandes mobilisations anti-guerre depuis la guerre du Vietnam. Partout en Europe, et dans le reste du monde des millions de personnes sont descendues dans la rue pour exprimer leur désaccord. **Non à la guerre !**

[8] Les bilans de la Guerre du Golfe sont très variables : entre 100 000 et 200 000 morts civils, entre 80 000 et 250 000 morts militaires, 3 millions de déplacés.

[9] Ramsey Clark, « The Fire This Time : U.S. War Crimes in the Gulf, » *Thunder's Mouth*

NOTES

[1] *Le Soir* (Belgique) 8/10/2002

[2] Un bon comparatif des dépenses militaires US et du reste du monde : <http://www.cdi.org/issues/wme/>

[3] Les pays occidentaux ne se sont jamais privés de soutenir les pires dictatures. Par exemple, les Etats-Unis ont soutenu Pinochet, au Chili, Suharto en Indonésie, et bien d'autres. La France, elle, a soutenu Mobutu au Zaïre, Habyarima au Rwanda, Eyadéma au Togo, etc. Lire, a ce sujet : François-Xavier Verschave *La Françafrique*, éd. Stock 2000.

[4] Guerre Iran-Irak : 1980-1988. Les gouvernements occidentaux et russe soutiennent l'Irak face à l'Iran. La guerre tourne à l'avantage de l'Iran à partir de 1982. Pour renforcer l'Irak, l'Occident l'aide à développer ses armes chimiques, qu'il utilise sur le front iranien, mais aussi contre les Kurdes.

[5] Christopher Dickey, Evan Thomas, « How Saddam Happened : America helped make a monster » *Newsweek*, 23/9/2002 .

[6] La France possède 450 têtes nucléaires.

[7] *Janes*, 30/05/2002.

Press, New York, 1992 Voir aussi : <http://www.deoxy.org/wc/warcrime.htm>

[10] Un bon site sur les conséquences de l'embargo : <http://www.cam.ac.uk/societies/casi/>

GUERRE À LA GUERRE

La guerre a toujours servi les pouvoirs autoritaires et donné lieu à un renforcement des mesures policières. Quand la droite hurle au loup lorsque les travailleuses et travailleurs font grève alors qu'on est en guerre et demande au nom de l'unité nationale et de la défense des valeurs de l'Occident de courber l'échine, c'est la gauche qui embraye en faisant voter les lois liberticides.

La terreur économique vécue par des millions de salariés, de chômeurs, de précaires en Europe, la terreur économique vécue par des dizaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde entier ne choque pas grand monde. Alors sachons faire entendre nos voix ! Pas de paix, sans justice !

Vichyrate : terreur contre les étrangers

Avec le renforcement de Vigipirate, qui rappelons-le n'avait jamais été suspendu, ce sont les étrangers, qui sont une fois de plus victimes de dégâts collatéraux. Comme le démontre un communiqué de la CIMADE du 25/09/01, «Multiplication des contrôles d'identité dans les lieux publics, renforcement des contrôles aux frontières, ce sont celles et ceux qui cherchent refuge dans notre pays qui subissent les conséquences de la psychose sécuritaire engendrée par les événements du 11 septembre aux Etats-Unis.

« Présente actuellement dans treize centres de rétention administrative, notre association constate, dans les centres proches des grandes agglomérations (Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Toulouse), une augmentation depuis une semaine de près de 30% du nombre d'étrangers en situation irrégulière arrêtés et placés en rétention. Ainsi, à Paris, le centre de rétention de Vincennes a connu la semaine dernière une augmentation de fréquentation de 46%, avec plus de 76 personnes en moyenne retenues chaque jour dans ce centre.

« Les chiffres sont tout aussi significatifs au centre de Marseille-Arenc (+39% ces derniers jours), au centre de Paris-Palais de Justice (+30%), à Toulouse (+18%), Strasbourg (+38% depuis début septembre) ou à Lyon (+21%). Ces interpellations touchent en priorité les étrangers originaires des pays du Maghreb.»

C'est aussi la délation, un «sport» jamais abandonné depuis les années 40 qui reprend du poil de la bête. L'écrivain et journaliste libanais Elias Khoury, qui venait faire une conférence pour présenter son livre *La Porte du soleil* à Aix-en-Provence a subi une descente de police à 6 heures du matin, suite à un coup de fil de l'employée de l'hôtel Le Manoir. Pour un cas dont on parle, combien d'autres suspicions, d'autres arrestations, interpellations ?

Vichyrate, on le sait servira surtout à faire baisser les chiffres de la délinquance pour le besoin des élections présidentielles.

PS : Parti sécuritaire

On savait déjà que la campagne électorale allait se faire sous les auspices d'un renchérissement des mesures sécuritaires. La gauche plurielle vient de profiter des attentats pour voter une série de mesures liberticides. Alors qu'il y a quelques mois, l'amendement sur les raves du député de droite, T. Mariani avait été retoqué, le PS vient de faire voter ce dernier, ainsi que la fouille des voitures, le contrôle des personnes et des bagages, y compris par des agents privés, contrôle des communications internet, occupation des halls d'immeuble interdite et aussi d'autres mesures, par exemple sur la question des transports urbains et de la fraude qui renforceront un peu plus la répression contre les pauvres. Voulant ainsi démontrer qu'ils pouvaient être aussi réactionnaires et sécuritaires que la droite — qui pouvait en douter au bout de vingt ans de politiques policières ?

SOMMES-NOUS TOUTES ET TOUS DES TERRORISTES ?

La Ligue des Droits de l'Homme alerte l'opinion publique sur cette question dans le communiqué suivant :

« Le 20 septembre 2001, dans un texte intitulé : "Proposition de décision-cadre du conseil relative à la lutte contre le terrorisme" (1), la Commission européenne a proposé aux ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Europe des quinze un nouvel arsenal judiciaire pour "lutter contre le terrorisme". Ce texte comprend une redéfinition extrêmement large du concept d'"infraction terroriste". Et, pour ce type d'infraction, le Conseil propose une législation et des procédures d'exception. »

Selon la nouvelle définition européenne, «tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays» sera considéré comme de nature terroriste et «passible de deux à vingt ans de prison».

Cette définition extrêmement floue pourrait s'appliquer à de très nombreuses activités politiques dissidentes ou contestataires. Ainsi, dans un texte intitulé « L'antiterrorisme contre le droit » (2), Evelyne Sire-Marin, présidente du Syndicat de la Magistrature, explique que selon cette définition du Conseil, «les manifestations antimondialisation et les arrachages de plantes transgéniques vont devenir des actes terroristes» ainsi que « les luttes de libération nationale en Europe, sans acte de violence (.).

Par ailleurs, la création d'un mandat d'arrêt européen décuple l'action du système pénal actuel. La présidente du Syndicat de la Magistrature explique : « *Il suffira d'être soupçonné d'avoir commis une infraction punie seulement d'un an d'emprisonnement pour être la cible éventuelle d'un mandat d'arrêt européen ; c'est dire que pratiquement toutes les infractions du code pénal français seront concernées, de l'usage de cannabis aux assassinats, en passant par le séjour irrégulier des étrangers. Ainsi, tout Français accusé par la police italienne de violences au sommet de Gênes, d'homosexualité ou d'avortement par la police irlandaise pourra être arrêté en France et transféré devant les tribunaux de ces pays. ».*

Et de conclure : « *Désormais, sous couvert de la lutte contre le terrorisme, les manifestants, les étrangers et les opposants à l'ordre néolibéral n'auront qu'à bien se tenir !.* »(...)

Guillaume Sapriel

1 : Proposition de décision-cadre du conseil relative à la lutte contre le terrorisme (pour une version de ce texte en français, me contac-ter : [gsapriel@pasteur.fr

Proposed Framework Decision on combating terrorism :
<http://www.statewatch.org/news/2001/sep/EUTERR2.DOC> Proposed Framework Decision on the European arrest warrant <http://www.statewatch.org/news/2001/sep/EUTERR1.DOC>

2 : L'antiterrorisme contre le droit, EVELYNE SIRE-MARIN, présidente du Syndicat de la Magistrature.

MOUVEMENT COMMUNISTE

LA GUERRE ET LA PAIX ARMÉE SONT DEUX MOMENTS ÉTROITEMENT LIÉS DE LA VIE DU CAPITALISME

Avec la deuxième campagne militaire d'Irak, voulue, méticuleusement préparée, programmée par la plus grande puissance économique et militaire de la planète, le monde pénètre dans une période où la paix armée déborde de plus en plus fréquemment en guerres ouvertes. Avec une arrogance, les plus hauts représentants de l'Etat américain répètent que rien ne les arrêtera.

Le prétexte ? La sinistre dictature de Saddam Hussein, assassin notoire et ancien massacreur de populations, gazeur de milliers de Kurdes alors soutenu et armé par les grandes puissances, dont la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, car il se faisait l'instrument de leurs politiques. Aujourd'hui plus que jamais, Saddam sert de repoussoir pour tenter de faire croire que l'armée anglo-américaine et les autres forces qui s'y rallieront vont faire œuvre de démocratie en écrasant sous les bombes les populations d'Irak.

Ne nous trompons pas, l'état-major américain veut certes détruire le régime national-socialiste du parti Baas au pouvoir. Personne le regrettera. Ce ne seront certes pas les Kurdes ou les chiïtes d'Irak à se plaindre de la disparition, même par la voie d'une intervention extérieure, de la clique au pouvoir à Bagdad. Mais celui-ci n'est pas le point central.

La première guerre d'Irak, il y a treize ans, ne comprenait pas l'objectif de chasser Saddam Hussein et les siens. Pourtant, les troupes américaines étaient parfaitement en mesure de le faire. Le général Norman Schwarzkopf, responsable militaire américain dans le Golfe en 1991, a écrit, dans son livre de mémoires, que l'anéantissement de la garde républicaine - les meilleurs chiens de garde du régime - était à la portée de ses troupes, de même que la démolition de l'Etat irakien. C'est le père du président américain actuel qui, au travers de Colin Powell, chef d'état-major des armées à l'époque, a ordonné l'arrêt des opérations.

Depuis, le régime du dictateur de Bagdad ne s'est jamais si bien porté. Saddam prend ses trois repas par jour dans ses somptueux palais, alors que les populations souffrent de la pénurie alimentaire et de médicaments et meurent de l'embargo décidé par les mêmes Nations unies qui aujourd'hui sont considérées par bon nombre de pacifistes comme le rempart contre la détermination guerrière de George W. Bush.

Pays du camp de la guerre et pays de celui de la pseudo-paix déclarent à l'unisson être inspirés par le désir d'instaurer une vraie démocratie en Irak. Ils mentent.

Les raisons de la guerre qui arrive sont tout autres. Des dictatures, sanguinaires ou pas, les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'en tapent complètement. De même que les pseudo-champions de la paix, les Etats français et allemand. Partout dans le monde, les uns et les autres se sont parfaitement accommodés des tyrans au pouvoir, quand (et c'est le cas le plus fréquent) ils ne les ont pas eux-mêmes organisés leur ascension au pouvoir.

C'est au nom du maintien de la paix, que Bush et Blair veulent cette guerre. Chirac et Schröder affichent leur meilleure mine de blanches colombes alors que leurs deux principaux alliés « pacifistes » sont la Russie, qui est en passe d'exterminer les Tchétchènes, et la Chine, qui mène depuis très longtemps une répression sans pitié à l'encontre notamment des Tibétains et qui vise depuis toujours l'annexion de Taiwan. France et Allemagne qui, au demeurant, ne se sont pas privées de participer à la première guerre d'Irak, en entente avec leur ami américain.

DES ENJEUX MULTIPLES

Le pétrole évidemment. Mais encore faut-il y voir clair. Les ressources de pétrole du Golfe, dont l'Irak est l'une des quatre composantes, représentent 60% des réserves mondiales prouvées. Par conséquent, l'enjeu énergétique est certainement central.

Mais le pétrole venant d'Irak ne représente que moins de 4% de la consommation des Etats-Unis. Ce dernier n'est donc pas le facteur déclenchant de l'aventure militaire américaine. En revanche, encore en 2001, les Etats-Unis achetaient plus de la moitié du pétrole irakien autorisé à l'exportation dans le cadre du plan 'pétrole contre nourriture', loin devant l'Europe (moins de 20% des exportations irakiennes de pétrole). Sans compter que l'Etat irakien ne demande pas mieux que de fournir davantage d'or noir aux Etats-Unis. C'est l'embargo décidé par les Nations Unies qui freine.

Mais alors pourquoi la guerre ? Comme tous les Etats, l'Etat américain est censé défendre les intérêts fondamentaux de sa fraction nationale du capital mondial. Comme toutes les guerres capitalistes, la guerre qu'il poursuit n'est que la continuation de la paix armée des marchés menée par des moyens violents. L'embargo ayant raté l'objectif de faire tomber le régime irakien, place à la guerre ! Par ce biais, l'Etat américain veut s'assurer non pas tant son approvisionnement pétrolier propre, mais le contrôle des sources et de la distribution mondiales d'hydrocarbures. Il compte ainsi prendre une longueur d'avance vis-à-vis d'autres pays aux économies concurrentes qui pourraient, dans un deuxième temps, menacer la suprématie des Etats-Unis sur les marchés des produits et des capitaux. Or, la nouvelle puissance planétaire qui monte vite et qui, dans les prochaines années, va devenir le premier pays importateur du pétrole au monde, c'est la Chine.

LA CHINE ET L'EURO EN LIGNE DE MIRE

Pour la première fois de l'histoire en 2002, la Chine a attiré plus de capitaux étrangers que les Etats-Unis. Toujours l'an dernier, les échanges commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis ont profité à la première pour plus de 100 milliards de dollars d'excédents. Dans le domaine de la téléphonie mobile, la Chine est le premier marché mondial avec plus de 200 millions d'utilisateurs. Environ deux millions de téléphones mobiles par mois sont vendus dans ce pays. Dans le domaine de l'informatique, la Chine forme 50 000 ingénieurs chaque année, contre 30 000 aux Etats-Unis. La liste pourrait être bien plus longue. Arrêtons-nous là.

Pour rendre possible la poursuite de ce formidable développement du capitalisme chinois, il faut de l'énergie, beaucoup d'énergie. Il y a encore une décennie, la Chine exportait du pétrole. Dès 1994, le mouvement s'est inversé. L'Agence internationale de l'énergie estime que, d'ici 2030, la Chine devra importer autant de pétrole que les Etats-Unis en importent actuellement. D'où l'intérêt pour les Etats-Unis de contrôler directement toutes les vannes de la plus grosse réserve mondiale prouvée de pétrole.

Au passage, et ce n'est guère un facteur négligeable, l'administration américaine entend, par la guerre avec l'Irak, renforcer sa monnaie, notamment vis-à-vis de l'euro. Une devise forte par rapport à l'euro permet aux Etats-Unis de continuer d'attirer des capitaux financiers européens et asiatiques, appâtés par des taux de change favorables au dollar. Gardons en mémoire que, dans les années '90, beaucoup de capitaux européens ont atterri à Wall Street et que près de la moitié des obligations d'Etat américaines sont conservées dans les coffres des banques centrales d'Extrême-Orient.

Encore actuellement, 70% des échanges mondiaux se font en dollars alors que les Etats-Unis n'assurent pas plus du cinquième de la production mondiale de marchandises. En réaffirmant sa puissance militaire face à tout ce qui peut ou pourrait contrarier la domination du capitalisme américain, l'administration Bush entend continuer d'attirer aux Etats-Unis davantage de capitaux financiers que les Etats-Unis en exportent. Et gare aux petits euros qui rêvent de jouer les grands....

La crise économique de 2001/début 2002 a été d'une gravité exceptionnelle notamment pour les Etats-Unis. La période de marasme qui a suivi est loin d'être terminée. Le capital est convalescent et se soigne en restructurant à la hache, en coupant les coûts de production alors que se multiplient les croche-pieds entre entreprises et marchés concurrents.

L'Etat américain a soutenu son économie à bout de bras, et cela coûte cher. En 2000, le budget fédéral des Etats-Unis dégageait un excédent de 300 milliards de dollars. Il est prévu qu'en 2004, le bilan de l'Etat fédéral sera déficitaire de plus de 300 milliards de dollars. Or, la solidité d'une monnaie

est directement liée à la bonne santé de son économie. Quand cette dernière est défaillante, l'emploi des armes peut aider à redresser le taux de change d'une devise.

Dans la société du capital, la guerre est un moyen normal de résoudre les difficultés. Sous sa dictature, la vraie paix n'existe jamais, et, quand elle semble prendre le dessus, elle sert à préparer des nouveaux conflits armés.

Seuls les sots et les incurables naïfs peuvent croire que la vilenie des uns et la dictature des autres sont les véritables causes des guerres. Il n'y a pas des bons qui combattent des méchants. Il y a, en revanche, des Etats capitalistes qui ont (ou pas) intérêt au déclenchement de telle ou telle guerre. Les premiers sont va-t-en guerre les autres s'affichent pacifistes.

Cette fois-ci, le gouvernement français et l'ensemble des forces politiques hexagonales, de l'extrême droite à l'extrême gauche, se sont rangés dans la deuxième catégorie. Et pour cause ! En janvier encore, lors de la foire commerciale de Bagdad, la France a été consacrée premier partenaire commercial de l'Irak ! Dictature ou pas, les affaires sont les affaires. Ça vaut quand même le coup que M. Chirac fasse la grimace à M. Bush !

OUI, CONTRE LES GUERRES, MAIS AUSSI CONTRE LA PAIX ARMÉE DU CAPITAL !

Les travailleurs du monde entier n'ont rien à gagner de cette guerre et beaucoup à perdre. Cette guerre n'est pas la nôtre. Elle n'appartient donc pas davantage aux travailleurs des Etats-Unis qu'aux prolétaires d'Irak. C'est la guerre du capital américain contre d'autres fractions du capital mondial en Irak, en Chine, en Europe et ailleurs. Nous n'avons pas à choisir entre Bush, Saddam ou le couple Chirac-Schröder avec leurs amis Poutine et Hu Jintao, le nouveau maître à Pékin.

Ce sont toujours les travailleurs, les sans-réserves et les paysans pauvres qui sont les plus grandes victimes des guerres capitalistes, pas les tyrans au pouvoir ni les tenants démocratiques du capital.

Partout dans le monde, il y a eu des millions de manifestants pour la paix. Mais cela n'empêche pas la guerre. Manifestants ou pas, résolution des Nations Unies ou pas, accord ou pas du Conseil de sécurité, Bush a choisi de partir en guerre contre l'Irak. En Irak, le dictateur et sa clique exhortent la population à se battre maison par maison pour les défendre. Tous disent à leur population : " Allez-y ! Entre-tuez-vous ! ". Il ne faut pas tomber dans le piège.

La seule issue pour arrêter leurs initiatives guerrières, c'est la lutte contre toutes les formes de la domination capitaliste. Contre Saddam Hussein et son régime d'assassins, contre la barbarie que préparent Bush et ses sbires, contre la poursuite " normale et pacifique " des affaires et de l'exploitation que nous imposent Chirac, Schröder, Poutine et autre Hu Jintao.

LE CAPITALISME RIME TOUJOURS AVEC EXPLOITATION, OPPRESSION, FERMETURES D'USINES, CHÔMAGE, PAIX ARMÉE ET AUSSI GUERRE, CHAQUE FOIS QUE CELLE-CI SERT À SA SURVIE. QUAND LES ARMES SE TAISENT, C'EST POUR MIEUX PRÉPARER DES NOUVEAUX AFFRONTLEMENTS MEURTRIERS. SEULE UNE REVOLUTION PROLÉTARIENNE VICTORIEUSE PERMETTRA D'EN FINIR POUR DE BON AVEC L'EXPLOITATION ET LES GUERRES.

Bruxelles-Paris, le 5 mars 2003.

MOUVEMENT COMMUNISTE

Pour toute correspondance, écrire, sans autre mention, à : B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.

DE LA PROTESTATION

Les millions qui ont marché contre les plans du gouvernement Bush pour une nouvelle guerre contre l'Irak ont envoyé un message aux organisateurs de guerre : **Un message qui ne peut être ignoré.**

Malgré d'importantes manifestations, les Etats-Unis vont de l'avant vers la guerre. Notre opposition doit dépasser la simple déambulation dans Market St.³² chaque troisième dimanche du mois, ou nous ne resterons qu'un point de détail dans l'esprit des va-t-en-guerre. Nous devons faire plus que d'essayer d'être entendu à Washington.

A LA RESISTANCE

La guerre du Vietnam devint intenable lorsque le mouvement anti-guerre évolua de la *protestation* à la *résistance*. Les soldats brûlèrent leurs ordres de mobilisation et les gens prirent les rues et fermèrent les bureaux d'enrôlement. La désobéissance parmi les soldats rendit la guerre ingérable sur le sol du Vietnam. Les officiers couraient le grand risque de se faire plus dessouder par leurs propres soldats que de mourir au combat. Les occupations, grèves, mutineries et émeutes rendirent la guerre trop incertaine pour qu'elle continuât. Mais cela n'allât pas assez loin. On ne s'attaquât pas directement à la violence et la coercition qui maintiennent « l'ordre » capitaliste. La résistance se limita à arrêter la guerre elle-même mais jamais ne se transforma en lutte révolutionnaire.

La lutte contre le système peut prendre plein de formes — nous y sommes engagés chaque jour lorsque nous luttons pour survivre en tant qu'esclaves salariés. Même l'activité isolée de la classe ouvrière peut gripper le mouvement du capitalisme vers la guerre. Avant la première guerre du Golfe, en août 1990, 4 000 ouvriers de maintenance des bases américaines en Turquie firent grève pour des meilleurs salaires, entravant ainsi l'effort de guerre. Des Italiens bloquèrent l'aéroport de Malpense, près de Milan, pour empêcher préventivement qu'il serve au ravitaillement des B-52s *en route* pour bombarder l'Irak. L'interruption des transports de fournitures militaires fût pratiqué en France (2), aux Pays-Bas et en Allemagne — les trains transportant les troupes furent régulièrement sabotés et déraillés; des dépôts militaires et des casernes furent bloqués pour empêcher la mobilisation. L'année dernière, pendant la guerre en Afghanistan, 200 dockers de Nagasaki, au Japon, refusèrent de charger des fournitures militaires sur des navires destinés à soutenir les Etats-Unis, désorganisant toute la contribution de l'Etat japonais à l'effort de guerre. Le 9 janvier 2003, des conducteurs de train anglais refusèrent de conduire un train de marchandises transportant des munitions pour les forces britanniques déployées dans le Golfe.

A LA GUERRE DE CLASSE

La forme que prend notre révolte doit être déterminée par sa capacité à frapper l'effort de guerre là où il est le plus vulnérable. Notre force a besoin de rompre les relations sociales qui nous maintiennent dans un état de guerre permanent sur toute la planète. Chaque aspect de la domination de l'économie sur notre vie quotidienne doit être arrêté. La baie de San Francisco est située à un carrefour vital dans un des endroits les plus développés de production et de distribution des marchandises. Ceci en fait une cible stratégique pour l'activité des rebelles. Une seule journée d'interruption du quartier de la Finance est efficace mais doit se propager ailleurs pour inclure toute la classe ouvrière. Les ports sont parmi les points essentiels où le commerce peut être complètement paralysé. La grève générale de San Francisco, en 1934, démontra comment la grève des dockers s'étendit à toute la ville. En dernière instance, la lutte doit être internationale dans le but de renverser le capitalisme.

NI LEUR GUERRE, NI LEUR PAIX

INSANE DIALECTICAL POSSE
noclass2003@hotmail.com

³² Principale rue commerçante du centre de San Francisco. (*NdT*).

2. Ce tract, au demeurant fort sympathique, contient au moins une bourde colossale au niveau des faits : il n'y a pas eu de sabotage en France, du moins à notre connaissance (*NdT*).

PACIFISTES, ENCORE UN EFFORT !...

Une guerre préparée par les Etats-Unis menace l'Irak alors même que les bombardements sur ce pays n'ont pas cessé depuis la première attaque en 1991. Une population décimée et appauvrie confrontée à une répression féroce, un pays en partie détruit mettraient-ils subitement en danger le monde entier ? Aucun des arguments avancés pour mener cette opération guerrière ne convainc : ni la présence d'éventuelles armes nucléaires ou chimiques, ni une lutte tous azimuts contre le « terrorisme international », ni l'épouvantail d'un dictateur installé au pouvoir par ceux-là mêmes qui veulent maintenant le déloger pour prendre le contrôle d'une région stratégique. Depuis la chute du bloc de l'Est, l'équilibre des rapports de force internationaux est bouleversé et les Etats-Unis se doivent de défendre leur position de maîtres du monde, position qui apparaît aujourd'hui de plus en plus contestée.

L'effet « 11 septembre » justifie de plus en plus mal l'instauration d'un état de guerre permanent permettant aux Etats-Unis aussi bien qu'à certaines puissances européennes de poursuivre leurs attaques impérialistes respectives. A ce propos, les opérations militaires de l'Etat français en Côte-d'Ivoire ne provoquent pas dans le pays les mêmes réactions d'indignation que la politique des Etats-Unis.

Cette offensive contre l'Irak ne montre pas seulement, une fois de plus, que la guerre est le mode de fonctionnement « normal » du capitalisme. Elle laisse aussi entrevoir l'accentuation des conflits d'intérêts entre les grandes puissances, en particulier entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne d'un côté, la France et l'Allemagne, de l'autre. La progression rapide des budgets militaires dans la plupart de ces pays témoigne d'ailleurs d'une tension croissante. D'un côté, cette guerre est une nécessité pour les Etats-Unis afin d'opérer une démonstration de force et de prouver à

leurs concurrents européens qu'ils comptent rester la première puissance militaire mondiale. De l'autre, l'opposition de la France et de l'Allemagne face au lancement des opérations militaires cache mal la défense de leurs propres intérêts stratégiques et économiques. Pour sa part, la France cherche à sauvegarder les relations économiques et politiques privilégiées qui la lient au pouvoir irakien depuis plusieurs décennies. Les Etats-Unis, eux, beaucoup moins dépendants de l'étranger pour leurs approvisionnements en sources d'énergie que l'Europe ou le Japon, sont prêts à agir en solo et à prendre le contrôle d'une région, plus pour sa situation géostratégique que pour ses puits de pétrole.

Cet état de guerre permanent qui fait se succéder, de façon de plus en plus rapprochée dans le temps, les opérations militaires (Irak, Kosovo, Afghanistan et en prévision Iran, Corée du Nord, etc.) apparaît de plus en plus comme une fuite en avant incontrôlée et à courte vue, témoignant des contradictions dans lesquelles s'embourbent les initiateurs : d'une part, ces opérations vont aggraver les conflits latents et ouverts au Moyen-Orient, région déjà sous tension permanente ; d'autre part, le contrôle politique du territoire irakien après l'intervention militaire est aussi incertain et bancal que celui mis en place en Afghanistan. De plus, les mobilisations anti-guerre aux Etats-Unis, dans un contexte certes différent de celles qui réagissaient à la guerre du Vietnam, marquent une opposition à la dégradation de la situation économique et à l'appauvrissement rapide d'une bonne partie de la population américaine.

Cette accélération guerrière est directement liée au durcissement aussi bien répressif qu'économique dans la plupart des pays. Voté à la suite du 11 septembre aux Etats-Unis comme en Europe sous couvert de « lutte internationale contre le terrorisme », l'arsenal de lois répressives et

sécuritaires permet aux Etats de mettre sous contrôle leur propre territoire intérieur. Associées à l'aggravation des conditions de vie (licenciements en chaîne, réforme des retraites et de l'assurance chômage, etc.), ces lois à géométrie variable servent aussi bien à mener des arrestations et des assassinats de présumés islamistes (aux Etats-Unis par exemple) qu'à mettre sous contrôle tous ceux qui pourraient bien rechigner à payer le prix de ces guerres, non de leur vie mais par l'accroissement de leur misère.

Les marches pour la paix, aussi sincères qu'elles puissent être, n'ont jamais empêché les guerres et n'auront aucun effet

sur celle qui se prépare : à quoi sert de dire « Marchons tous ensemble pour refuser l'horreur de la guerre ! », sans proposer de remettre en question la société qui les produit ?

En appeler au pacifisme pour enrayer cette déferlante guerrière n'a pas plus de sens que de promouvoir la régulation ou le contrôle d'un système qui produit ses propres dérèglements.

Réfléchissons plutôt aux moyens de lui régler son compte ! (15/2/2003)

Oiseau Tempête - 21^{er} rue Voltaire - 75 011 Paris — Site : Internet :

LE CAPITALISME, ON PEUT PAS S'Y FAIRE ! LE PACIFISME, ON PEUT PAS S'Y FIER !

Bombardements réguliers depuis dix ans et offensive à venir, la guerre en Irak a débuté avec celle du Golfe, en 1991 : c'était la première guerre mondiale dans un seul pays. Cette guerre d'un nouveau genre en annonçait d'autres : Kosovo (1999), Afghanistan (2001-202), aujourd'hui l'Irak, demain l'Iran, le Pakistan ? la Corée ?... Les délais se réduisent en même temps que l'épaisseur des prétextes. Depuis le 11 septembre 2001, l'administration américaine et le complexe militaro-industriel ont parié que le joker antiterroriste suffirait pour faire accepter la rotation plus rapide des cibles de la guerre mondiale tournante.

Parallèlement, les gouvernements du monde ont entrepris d'instituer un état de guerre permanent à l'intérieur de leurs propres frontières. C'est ce que Colin Powell appelle « tisser la lutte antiterroriste dans la toile même de nos institutions nationales et internationales » [20 janvier 2003, à l'ONU]. Et ce sont : la législation européenne antiterroriste, qui permet de criminaliser les occupations ou les manifestations ; les lois sécuritaires de Jospin, Raffarin et Sarkozy ; le mandat d'arrêt européen ; le contrôle de l'immigration ; la remise en ordre du système bancaire et financier ; la suppression des garanties légales aux États-Unis ; l'interdiction d'organisations séparatistes en

Espagne ou en Chine, etc. Les mêmes mesures servent à la fois à contenir les luttes sociales et à réguler certains effets de la mondialisation, jugés excessifs par les capitalistes (flux migratoires et financiers incontrôlés).

Sous couvert de lutte antiterroriste, l'état d'exception, jadis décrété pour des périodes limitées, tend à devenir la norme quotidienne. Il n'y a donc plus de différence entre l'état de guerre et la paix sociale, l'extérieur et l'intérieur, les méthodes des « ennemis » et celles des démocrates. Dans son discours sur l'état de l'Union, Bush a annoncé comme une nouvelle reconfortante l'assassinat par les services américains de « nombreuses personnes », arrêtées et exécutées en secret. Les maîtres du monde croient ainsi pouvoir renoncer aux précautions du langage démocratique dont ils se forçaient à user jusque-là.

Tout le monde sait aujourd'hui que la guerre du Golfe et son actuel prolongement ont des motivations géo-stratégiques, financières et énergétiques. Au-delà du pétrole, de son exploitation directe (Irak) et de son transfert (Afghanistan, Balkans), il s'agit aussi d'isoler la Russie et de créer des protectorats dans l'ancien bloc de l'Est. Colin Powell résume l'objectif de la Maison Blanche : « Remodeler fondamentalement cette région d'une manière

fortement positive, qui fasse progresser les intérêts américains » [6 février 2003, Sénat américain]. Le premier succès de cette politique est d'avoir damé le pion à l'Union européenne : l'allié britannique a entraîné une fronde contre l'axe franco-allemand. De son côté, Chirac joue la fermeté pour pouvoir négocier son engagement au prix fort. Les accords franco-irakiens d'exploitation pétrolière sont suspendus par l'embargo : Blair espère en faire des chiffons, et Chirac espère sauver les meubles.

Comme toujours, ce sont les peuples qui font les frais des rivalités entre puissances. Plus que jamais, l'internationalisme est de mise puisque nous avons partout des ennemis communs : assassins fanatisés, mercenaires d'État, exploités mondialisés. N'espérons pas la paix d'un adversaire capitaliste dont la survie dépend de la guerre. Félicitons-nous plutôt qu'il tombe le masque et luttons pour nos propres objectifs : une révolution, communiste et libertaire. (15/2/2003)

Oiseau-tempête - 21 ter, rue Voltaire, 75011
Paris

Site

Internet :

<http://internetdown.org/oiseautempete>>

e-mail : oiseau.tempete@internetdown.org

On n'empêche pas la guerre sans abattre le capitalisme

L'impérialisme américain est sur le point de déchaîner à nouveau la mort et la destruction contre la population irakienne. C'est encore une fois Saddam Hussein qui est l'ennemi numéro un de la démocratie et de la paix. Mais en réalité, Saddam Hussein a bien été utile quand il massacrait pour son propre compte et pour le compte de l'impérialisme occidental et soviétique des milliers de prolétaires irakiens et iraniens; il est encore utile maintenant (comme en 1991) pour cacher hypocritement les vraies raisons du conflit.

Seuls ceux qui sont peu informés ou de mauvaise foi peuvent croire aux mensonges ridicules de la propagande guerrière qui affirme que l'Irak disposerait d'armes de destruction massive: douze ans d'embargo et de bombardements ont épuisé la population et renvoyé la société des décennies en arrière.

Non, ce qui est en jeu, comme en 1991, comme au Kosovo et en Afghanistan, c'est le contrôle du pétrole et de la rente financière qui en dépend; en bref, la continuité de la suprématie mondiale de l'impérialisme américain face aux impérialismes rivaux: Union européenne, Russie, Chine, Japon. En fait, ces puissances montrent une certaine réticence — voire une opposition ouverte — contre cet état de fait qui les contraint à acheter du pétrole en dollars et à verser ainsi aux États-Unis un véritable dessous de table sous la forme de la rente financière; c'est pour cela qu'ils tentent de créer un marché du pétrole alternatif à celui en dollars, en commençant par le pétrole d'Iran et d'Irak. Ce n'est pas un hasard si ces pays sont ghettoïsés par l'embargo des États-Unis.

L'aggravation des rivalités impérialistes est due à l'aggravation de la crise capitaliste qui, tout en multipliant les foyers de guerre, intensifie à l'échelle mondiale l'attaque contre les conditions d'existence du prolétariat: chômage, précarité, salaires de misère, anéantissement de la protection sociale. En un mot, super-exploitation pour redonner vigueur au taux de profit en panne et alimenter une spéculation financière croissante.

Augmentation de l'exploitation et guerres impérialistes: ce sont les voies imposées que le capitalisme emprunte toujours pour chercher à sortir de la crise.

Surtout en période de crise, le réformisme montre son impuissance à résoudre les grands

problèmes de l'humanité exploitée et opprimée, d'un monde conduit à la destruction.

Génétiqument incapable de comprendre les mécanismes du capital, le réformisme s'illusionne et illusionne sur l'existence, impossible, d'un capitalisme à visage humain (commerce équitable et solidaire, revenu citoyen, etc.), il trompe et se trompe sur la vraie nature de l'Etat et de la démocratie bourgeoise, sur la possibilité (en rêve) d'une Europe plus démocratique et pacifique que les États-Unis; un réformisme, enfin, qui croit gagner et intégrer à sa stratégie (alors que c'est le contraire) ces syndicats qui — au niveau européen et mondial — ont accepté et imposé au monde du travail salarié cette attaque appelée communément néolibéralisme.

Le drame est que, au nom de ce réformisme, on a prêté le flanc — quoi que bien involontairement — à des répressions de masse féroces (Gènes 2001).

Donc, ce n'est pas la société civile, ou un usage différent (? !) des institutions bourgeoises et des partis de la gauche parlementaire, ou les fantomatiques «multitudes», qui se délitent simplement dans les rues, qui peuvent s'opposer efficacement à la guerre et à l'exploitation.

Pour ce faire, il faut la lutte de classe du prolétariat dans les usines, les lieux de travail, dans la rue, une lutte authentiquement auto-organisée, hors et contre toute logique syndicale.

Seul un parti révolutionnaire à l'échelle internationale, qui ait fait la critique et réglé ses comptes avec le stalinisme et avec ses héritiers pourra indiquer le parcours vers un monde différent et meilleur.

Unissez-vous à nous !

**Bureau International pour le Parti
Révolutionnaire (15/2/2003)**

Irak, pétrole, sang et classes

L'humanité est à nouveau sur le point de vivre une période décisive. Le spectre de la guerre plane sur nous. Il n'y a maintenant presque aucun doute que l'impérialisme américain est sur le point de lâcher sa fureur sur la population irakienne et l'attaque pourrait être imminente. Chaque jour, l'appareil d'Etat américain s'active dans une guerre de propagande à l'échelle mondiale pour préparer l'opinion publique à l'attaque sanglante qui vient. Cette guerre nous est encore une fois présentée comme un combat pour la liberté et la sécurité du monde contre le régime odieux de Saddam Hussein et ses armes de destruction massive.

Nous n'avons absolument aucune sympathie envers Saddam Hussein et ses acolytes. Pendant la crise du Golfe en 1990 nous écrivions : «Saddam est un impérialiste (bien qu'à petite échelle) qui a mis à mort des milliers d'ouvriers irakiens (pour ne pas mentionner le demi-million de morts dans le combat commandité par l'impérialisme occidental et soviétique sur le front iranien)». Cependant, si Saddam Hussein représente encore certainement une menace pour sa propre population (quel leader capitaliste ne l'est pas ?), il est plus que douteux qu'il représente maintenant une menace importante à l'extérieur des frontières de l'Irak..

L'Irak a énormément souffert pendant la Guerre du Golfe et est économiquement et militairement épuisé par l'épreuve de presque 12 ans d'un embargo très dur et de bombardements continus. La société irakienne est revenue plusieurs décennies en arrière. On évalue qu'un million de personnes sont mortes, la moitié étant des enfants. L'infrastructure économique a été brisée et l'arsenal militaire désintégré. Quoi que Saddam ait pu conserver en capacités de guerre bactériologique et chimique, ses moyens lui ont été donnés par les Etats-Unis entre 1985 et 1989.

Pendant cette période, nous savons, selon un témoignage au Congrès de 1994, que l'armée des Etats-Unis lui a envoyé des quantités de virus du Nil occidental, E. Coli, charbon, botulisme et un cyanogène évalué à un million de fois plus mortel que le gaz Sarin! Tout cela devait être employé contre ses rivaux et ceux des États-Unis. Qui donc alors constitue une menace contre l'humanité ?

Pourquoi donc Bush s'acharne-t-il à vouloir la guerre ? Il est évident que la solution guerrière, soutenue aussi par son ami Blair, n'est pas plus qu'un prétexte pour lancer un assaut dont les objectifs sont plus sournois. Les prétendues armes de Saddam ne sont pas l'enjeu.

Le *Daily Mirror* de Londres doute du récent dossier de Blair parce qu'«étant plein de faits équivoques». Le titre d'un article paru dans le *Washington Post* le 15 septembre nous donne un

meilleur indice : «Dans le scénario de guerre en Irak, le pétrole est le problème clé».

En effet, la production de pétrole et son contrôle ont un maximum d'importance. On s'attend à ce que la production de pétrole mondiale atteigne un sommet entre 2008 et 2010 pour ensuite commencer un déclin irréversible. Dans un contexte où les Etats-Unis sont plus que jamais incertains de leur grand fournisseur saoudien, les vieux gisements de pétrole de l'Oklahoma et du Texas s'épuisent et même ceux d'Alaska déclinent.

Les différents pouvoirs impérialistes rivalisent pour s'assurer un approvisionnement stable et sûr en pétrole dans une situation économique toujours plus explosive. La France, la Russie et autres puissances impérialistes ont investi lourdement en Irak et les environs pour cette raison. Le même numéro du *Washington Post* continue : «Une éviction du président irakien Saddam Hussein par les Américains pourrait déboucher sur une mine d'or pour les compagnies pétrolières américaines longtemps bannies d'Irak, faisant échouer des contrats pétroliers entre Bagdad et la Russie, la France et d'autres pays et remaniant les marchés mondiaux du pétrole, selon des fonctionnaires de l'industrie et des leaders de l'opposition irakienne».

Mais il y a un autre point essentiel. Les États-Unis veulent absolument défendre la primauté du dollar sur le marché pétrolier, parce qu'elle est la source d'une rente parasitaire qui est évaluée à 500 milliards de dollars annuels. Cette rente financière est à son tour la condition matérielle de la survie de l'économie américaine qui souffre sérieusement sur les marchés mondiaux. Les autres pouvoirs impérialistes (petits ou grands) montrent un agacement croissant de devoir payer le pétrole en dollars et ainsi verser la rente aux États-Unis. Ils travaillent donc à créer un marché du pétrole alternatif au marché en dollars et ils voudraient bien commencer par le pétrole d'Irak et d'Iran, pays transformés en ghettos par les embargos imposés par les Etats-Unis. C'est la vraie raison pour laquelle des dizaines de milliers de personnes sont probablement sur le point d'être massacrées. N'oublions pas que le capitalisme est né «le sang et la boue suant par tous ses pores» (Marx).

Les réserves pétrolières d'Irak sont les secondes au monde dans une région qui contient 2/3 des réserves mondiales prouvées de pétrole. L'importance économique et géostratégique du contrôle de cette zone est évidente. C'est pourquoi la France, l'Allemagne, la Russie et la Chine, parmi d'autres, ne sont pas très enthousiasmées par les plans américains. La base de leur résistance actuelle à la guerre avec l'Irak repose sur leurs propres appétits impérialistes. Les Etats-Unis peuvent agir parce que leurs rivaux ne sont pas de taille.

Et si malgré la tension, les Etats-Unis et le Royaume-Uni maintiennent l'intervention militaire, plusieurs de ces pays pourraient la soutenir à la dernière minute, pour préserver leurs intérêts dans l'Irak post-Saddam. Ainsi, l'Italie s'est engagée dans cette manœuvre et envoie ses troupes alpines en Afghanistan.

L'internationalisme et la guerre

Dans cette guerre nous n'appuyons personne. Nous ne tomberons pas dans le piège gauchiste d'apporter un «appui critique» à l'Irak parce qu'il est le belligérant le plus faible et n'est pas l'agresseur. Nous rejetons toute mobilisation nationaliste et patriotique aussi bien dans les pays arabes que dans le monde occidental. Pour les prolétaires l'ennemi principal est toujours dans notre «propre» Etat. Cela signifie que nous exigeons le rappel immédiat de toutes les forces occidentales déjà envoyées dans le secteur du Golfe ou sur le point de l'être. Cela signifie aussi qu'il faut participer à toutes les activités antimilitaristes sur la base du mot d'ordre internationaliste : «Notre seule guerre, la guerre de classe». Cela exige le combat contre la machine de propagande guerrière de la bourgeoisie en exposant ses mensonges et en dénonçant ses pièges à tous les tournants. En définitive cela signifie essentiellement soutenir toutes les formes de révoltes ouvrières. Il faut lutter contre les coupes dans les programmes sociaux et les services au nom des prétendus «intérêts nationaux». Nous devons nous battre contre l'austérité, nous battre contre les attaques anti-ouvrières, nous battre contre les mensonges et rejeter toute forme de nationalisme et d'hystérie militariste.

On nous demande souvent : Peut-il y avoir une fin à cette horreur ? L'avenir de l'humanité est-il réduit à la poursuite constante d'horizons baignés de sang ? Les internationalistes du Bureau international pour le Parti révolutionnaire considèrent comme leur devoir de «dire ce qui est». Nous pensons qu'il y a une issue à ce borbier si nous savons quelle direction prendre et quels sont les obstacles. C'est pourquoi nous accusons le système capitaliste de bellicisme et de crimes contre l'humanité. Nous proclamons que le prolétariat international est la seule force sociale qui a le potentiel de mettre fin à cette barbarie. Par exemple, dans le cas de la grève possible des pompiers britanniques, 10 000 soldats seraient immobilisés pour les remplacer. Nous considérons que la lutte des classes menée jusqu'à son terme définitif, le grand bouleversement social de la révolution prolétarienne, est la seule sortie possible du cycle cauchemardesque «guerre – reconstruction – crise – nouvelle guerre».

Indépendamment de l'état actuel de la conscience et des forces en présence, nous sommes convaincus qu'on n'empêchera pas cette guerre ou les suivantes par des débats dans les Parlements, les Sénats pas plus qu'aux Nations Unies. Le début d'une opposition réelle réside dans la conscience et dans la compréhension du fait que l'avenir de la guerre et de la paix sera uniquement décidé dans les usines, les

lieux de travail et les rues. Jusque-là, dans l'enchaînement des conflits et des guerres, l'impérialisme apparaîtra toujours comme le vainqueur réel et le prolétariat international et donc l'humanité elle-même, le grand vaincu. Impérialisme ou socialisme ; guerre ou révolution, il n'y a aucune autre alternative ! La seule voie garantie vers la paix est de se débarrasser du capitalisme. Prolétaires, camarades, notre seule guerre est la guerre des classes !

BIPR - Bureau international pour le Parti révolutionnaire, Octobre 2002 - Groupe internationaliste ouvrier - Notes internationalistes/Internationalist Notes (Canada-ETATS-UNIS) - Partito Comunista Internazionalista-Battaglia Comunista (Italie) - Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) - Communistes radicaux d'Ukraine - Circolo Comunista Internacionalista (Colombia) - Bilan & Perspectives (France) - Contacts : Bilan & Perspectives BP 45 13266 Marseille cedex 08 – email : bilan.perspectives@laposte.net ou france@ibrp.org

Contre toutes les guerres, Contre toutes les armées **AGISSONS ! DESOBEISSONS!**

Le peuple irakien subit depuis près de 3 décennies l'une des dictatures les plus brutales. Saddam Hussein a déjà utilisé des armes chimiques contre son peuple, il a envoyé se faire tuer plus d'un million d'Irakien-ne-s dans une guerre sans vainqueurs ni vaincus contre l'Iran. Il avait alors la bénédiction des Etats-Unis et de l'Occident, qui cautionnaient son régime militaire et se servaient de lui pour faire barrage à la révolution islamique. La France, quant à elle, ne manquant jamais une occasion de faire tourner ses usines d'armement, armait les deux camps.

Il a massacré le peuple kurde dans l'indifférence et la complicité des Etats occidentaux, et continue de le persécuter. Aujourd'hui il s'apprête à utiliser la population irakienne comme bouclier humain.

Depuis la fin de la Guerre du Golfe, les Etats-Unis et la Grande Bretagne n'ont jamais cessé les bombardements sur l'Irak. De plus, lorsque à la fin de la Guerre du Golfe, Saddam Hussein a violemment réprimé toutes les révoltes et contestations dans son pays, les armées occidentales l'ont laissé faire.

L'embargo imposé au peuple Irakien depuis douze ans est responsable de plus d'un million et demi de victimes, surtout des enfants morts de malnutrition et d'absence de médicaments.

Saddam Hussein et la bourgeoisie irakienne ont-ils connu les mêmes conséquences de l'embargo que la majorité de la population ? Souffriront-ils d'une invasion militaire des Etats-Unis et de leurs serviteurs ?

Non ! Seul le peuple irakien sera écrasé par des tonnes de bombes Tomahawks et de missiles et pleurera ses morts au milieu des sacs de blé largués par avion, entre chaque bombardement.

Le sort des populations, leur autonomie et leur émancipation n'ont jamais été le souci des gouvernants et des capitalistes. Seuls les intérêts économiques et militaires, et les stratégies géopolitiques et religieuses motivent les impérialistes.

Comme le disait le secrétaire d'Etat américain et prix Nobel de la paix (! ! !) Kissinger au début des années 70 « Le pétrole est une chose trop importante pour être laissé aux Arabes ». Ainsi, comme il y a un an, où le prétexte de vouloir libérer le peuple afghan a

permis l'installation durable des armées occidentales et des sociétés pétrolières, un renversement du pouvoir en Irak permettrait de contrôler la quasi-totalité des réserves d'hydrocarbures dans le monde. Qui ignore l'appartenance des dirigeants politiques américains aux conseils d'administration des compagnies pétrolières ?

Bush, sous prétexte de lutte anti-terroriste, s'arroge le droit de régner, d'imposer la force militaire en tout lieu et à tout moment. Que compte-t-il faire contre les dirigeants d'Israël qui depuis 50 ans bafouent le droit du peuple palestinien et ce, en contradiction avec les résolutions de l'ONU. Comme quoi l'ONU n'est utile et ses résolutions suivies à la lettre que lorsqu'elles rejoignent l'intérêt des impérialistes.

Un impérialisme peut en cacher un autre

Dans la guerre ethnique et économique opposant Laurent Gbagbo (père de « l'ivoirité », fumisterie raciste) aux « faux Ivoiriens », l'armée française, une fois de plus, cédant à ses vieux penchants colonialistes, débarque massivement pour rétablir l'ordre et la sécurité de ses ressortissants et de ses investissements. Gageons que les intérêts économiques de nos bourgeois néo-colonisateurs seront bien gardés, le cacao et les richesses minières ayant autrement plus d'importance aux yeux des petits roitelets et de leurs gendarmes français que les exactions racistes et xénophobes qui ensanglantent le pays comme en témoigne la découverte de charniers.

Le capitalisme, c'est la guerre permanente

Une fois de plus, derrière la guerre, derrière toutes les guerres se cachent toujours les intérêts économiques, les prétentions impérialistes et les appétits militaristes. Le capitalisme a besoin des guerres pour maintenir sa domination et terroriser les populations pour continuer à les exploiter.

Il n'existe pas de guerre juste, ni de guerre humanitaire, pas plus que les « frappes chirurgicales » n'épargneront les civils. C'est un avenir de mort et de misère qui s'offre à tous les peuples opprimés.

Pour notre part, nous luttons contre toutes les formes de dictature, qu'elles soient politiques, économiques, religieuses, etc., que cela soit en Irak ou ailleurs. Alors que l'échéance d'une

guerre contre l'Irak approche, les mobilisations anti-guerre sont de plus en plus importantes à travers le monde, y compris aux Etats-Unis, et ce malgré la désinformation des médias officiels américains. Ce sera avec la pression populaire et les mobilisations de rue, les actes de désobéissance et de solidarités internationales, que nous ferons reculer cette guerre qui n'est pas la nôtre. A nous de nous mobiliser et d'agir pour:

* refuser cette guerre par tous les moyens possibles,

* apporter notre soutien à tous les déserteurs et réfractaires de toutes les armées,

* apporter notre solidarité active à tous les peuples opprimés, victimes des dictatures et/ou des politiques colonialistes (Tchéchénie, Palestine, Côte d'Ivoire, etc.)

* refuser toutes les formes de patriotisme et désobéir à la récente loi qui condamne «les outrages» au drapeau français et à la *Marseillaise*, loi votée avec

la collaboration des député-e-s socialistes,

* refuser les logiques et l'économie de guerre qui se mettent en place au détriment des populations (en France augmentation de 6,4% du budget du ministère de la Défense),

* dénoncer les mesures liberticides que les Etats prennent sous prétexte de lutter contre le terrorisme,

* rester vigilant-e-s pour que la population d'origine arabe qui vit en France ne soit pas victime de mesures ou d'actes racistes,

CONTRE LA GUERRE DU CAPITAL, ORGANISONS LA RESISTANCE SOCIALE!

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES, PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES

CNT du Gard — SCALP - No Pasaran Fédération Anarchiste (février 2003)

Le capitalisme c'est la guerre !

La construction de l'ennemi

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis sont garants du bien, de la civilisation et de la démocratie. Ils ne masquent plus leur volonté de puissance et de domination et, sous prétexte de croisade, imposent au monde une recomposition de l'ordre capitaliste mondial. Celle-ci passe d'abord par la construction de l'ennemi qui met en péril les intérêts américains, fait récurrent dans l'histoire des États-Unis. Après avoir combattu le bloc communiste et orchestré la chasse aux sorcières, l'Amérique a construit un nouvel adversaire : l'Islam en les personnes de Saddam Hussein ou de Ben Laden. Ces figures de dictateurs richissimes et sanguinaires, surfant sur une vague de pétrole, ont été érigées en incarnations de Satan.

Ils fonctionnent comme de parfaits repoussoirs et font oublier que les États-Unis eux-mêmes se comportent comme une dictature économique qui détient le plus important complexe militaro-industriel de la planète et qui n'a jamais hésité à faire commerce d'armes pour financer les plus féroces dictatures dans le monde entier, « pour le bien de la civilisation et de la démocratie », bien entendu.

Aujourd'hui, le méchant, c'est Saddam Hussein que l'on représente sous les traits d'un monstre qui ne fait aucune concession et qui met en péril la pseudo-démocratie américaine. Ainsi, le personnage est diabolisé et l'on noircit la plus banale de ses actions. La figure de Saddam fonctionne telle une marionnette, un épouvantail coupable de menacer les intérêts américains et, par là même, la liberté du monde occidental. De cette manière, les délires protectionnistes et sécuritaires les plus archaïques s'avèrent justifiés et l'Amérique peut sombrer dans la paranoïa et dans la peur...

La représentation médiatique

Les images de deux tours qui s'effondrent, de Ben Laden dans sa caverne, du prétendu arsenal irakien qui défilent et Colin Powell brandit, au siège des Nations Unies, une fiole contenant – soi-disant – de l'Anthrax. Le geste se veut symbolique et résume bien la psychose ambiante relayée par les médias et plus particulièrement par la télévision, avide de spectaculaire. En usant de grosses ficelles, les médias occidentaux manipulent l'opinion publique et représentent la guerre comme une issue plus que nécessaire :

incontournable. La médiatisation, voire la surmédiatisation, prend une part capitale dans la préparation et dans la présentation du conflit. On entend, à toutes occasions, s'élever la voix des États-Unis réclamer la guerre et faire pression sur les puissances qui lui sont « alliées », même s'il est vrai que le jeu de manipulation se craquèle quelque peu aujourd'hui, tant les arguments des va-t-en guerre sont grossiers.

Tous unis derrière Chirac ?!

Ainsi, en France, le front contre la guerre s'élargit chaque jour davantage jusqu'à Chirac qui nous refait le coup du 21 avril 2002. Après Chirac premier antifasciste de France, élu à 82 % comme dans n'importe quelle dictature, le voilà premier pacifiste anti-guerre pendant que ses amis Dassault, Lagardère et compagnie continuent de vendre les armes qui feront demain exploser la planète. (France : quatrième « exportatrice » d'armes dans le monde).

La gauche, elle (ex-gauche plurielle PS, PC, Verts), se souvient qu'il y avait jadis quelques idées progressistes qui la traversaient. Pro-guerre quand elle est au pouvoir, anti-guerre quand elle est dans l'opposition...

Cela nous donne une idée de l'opportunisme de cette gauche admirable qui n'aspire qu'à retrouver le goût du caviar qu'elle a perdu. En ce qui concerne la gestion quotidienne de la France, tout ce petit monde s'accorde sur la priorité numéro un : la sécurité.

La guerre permanente

Cette recomposition internationale et géopolitique ne doit pas nous faire oublier les transformations qui s'opèrent dans chacune des nations occidentales, y compris en France. La guerre contre le terrorisme implique que toute personne, groupe, mouvement ou classe sociale qui tente de contester l'ordre établi, qui inscrit son combat politique hors du cadre fixé par le système (élections, lobbying) est rangé dans le camp ennemi.

La guerre contre le terrorisme est parfaite parce qu'extensible à souhait. Elle inclut tous les pôles de résistance aux politiques des démocraties occidentales, que ce soit dans les pays dominés ou en leur sein. La Commission européenne a d'ailleurs redéfini le concept d'infraction terroriste le 20 septembre 2001 : est terroriste « tout acte qui vise à menacer, à porter

gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays ». Selon cette définition, les luttes de libération nationale, les mouvements d'émancipation, les formes d'action directe, les grèves, les sans-papiers... sont terroristes.

Puisque les ennemis sont partout et que le terrorisme guette, le renforcement de l'arsenal répressif et judiciaire et la militarisation de la société sont nécessaires...

Enfin, n'oublions pas la toile de fond économique qui, sous sa forme capitaliste ultralibérale, a tout simplement déclaré la guerre aux pauvres et aux insoumis. Depuis les années quatre-vingts, la contre-révolution réactionnaire prend sa revanche en supprimant les uns après les autres les acquis sociaux obtenus de haute lutte par le mouvement ouvrier au cours de l'histoire. Plus que jamais, le Medef dérèglemente, les dirigeants d'entreprise veulent modeler ouvriers et employés à leur image et imposent leur modèle de rapport sociaux : « le travailleur docile », heureux de contribuer au développement de « son » entreprise jusqu'à la prochaine restructuration. Pendant ce temps-là, les chômeurs, comme les feuilles mortes, se ramassent à la pelle et la précarisation des conditions de travail masque mal la

condamnation sans appel des individus qui restent sur le carreau. A l'affirmation : « On ne peut tout de même pas engraisser les inutiles, les déclassés et autres fonctionnaires », le temps est revenu de rétorquer « Nous n'allons tout de même pas nous laisser voler notre temps pour un salaire de misère et surtout leur laisser encaisser les dividendes avec le sourire. » Votre conception des rapports sociaux, basée sur l'exploitation, la domination, le sexisme et le vol est ce que nous combattons. Nous ne nous trompons pas d'ennemi !

Ainsi que signifie aujourd'hui dire non à la guerre ? Est-ce dire oui à Chirac ? Est-ce dire oui à Jospin et consorts ? Pour nous, Scalp-Reflex Paris, du réseau No Pasaran, dire non à la guerre signifie dire non au capitalisme et à ses impérialismes et, oui à toutes les formes de luttes contre ce système qui tue en temps de guerre comme en temps de paix. Alors Ya Basta ! Le capitalisme ne se détruira pas tout seul, aidons-le !

Scalp/Reflex

OUI A LA GUERRE SOCIALE CONTRE LE CAPITAL !

« La guerre est engagée par chaque groupe dirigeant contre ses propres sujets, et l'objet de la guerre n'est pas de faire ou d'empêcher des conquêtes de territoires, mais de maintenir intacte la structure de la société. » 1984, George Orwell

LES CAUSES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX.

La péninsule arabique et la Turquie se remplissent chaque jour un peu plus de matériel et de combattants américains et anglais, et la guerre semble aujourd'hui « inévitable ». C'est reparti pour un tour, il est vrai que cela faisait bien un an que Bush n'avait fait des siennes et qu'on n'avait pas ressorti les banderoles. La

grosse ficelle de Saddam Hussein étant usée et presque périmée, le prévisible spectacle de son élimination et ses préliminaires sont loin d'atteindre l'efficacité de précédents célèbres (Milosevic ou Ben Laden); d'ailleurs, cette fois-ci, les opinions publiques ne sont pas convaincues de la nécessité de cette guerre.

Il est vrai que les médias français, qui ont récemment découvert les enjeux économiques et géostratégiques du Moyen Orient, démasquent sans peine, sous les rudimentaires prétextes juridiques et moraux, les objectifs des Etats-Unis et de son complexe militaro-industriel-pétrolier. Mais cette pertinence a des limites, celles de la raison d'Etat, et dont les journalistes sont les servants ; la position de la France (de l'Allemagne et de la Russie) est ainsi présentée

comme celle du droit, de la raison et de la paix. On évoque peu le fait que les antagonismes économiques entre Etats capitalistes sont bien moins émoussés que l'hiver dernier : les entreprises françaises et russes seraient, en cas de paix et de levée des sanctions contre l'Irak, aux premières places pour emporter de juteux marchés (exploitation du pétrole, reconstruction du pays?) ; l'intervention américaine les offrirait prioritairement aux compagnies anglo-saxonnes.

Si, comme tout le laisse penser, les Etats-Unis envahissent l'Irak, nos diplomates, qui tentent de jouer placés et gagnants, négocieront au prix fort (en terme de contrats d'exploitation) le ralliement de la France au camp belliciste ; ni le sort des enfants et prolétaires d'Irak, ni celui de leur dictateur, ni les manifestations pacifistes ne détermineront leurs choix.

PACIFISME A GEOMETRIE VARIABLE.

Les militants pacifistes et les organisations qui les encadrent (rejoins par les débris de la « gauche plurielle » qui ont géré au mieux les conflits précédents — Golfe, Kosovo, Afghanistan — et apprécient beaucoup moins les bombes et le sang une fois dans l'opposition) arpentent à nouveau le pavé contre les busheries les plus spectaculaires .

Si durant la guerre du Kosovo nombre de pacifistes et même d'antimilitaristes encouragèrent les bombardements de l'OTAN, lors de l'intervention américaine contre l'Afghanistan les mêmes demandèrent que les massacres s'effectuent sous l'égide de l'ONU (« garant du droit international »). Les revoilà qui étalent aujourd'hui leurs incohérences en refusant la guerre contre l'Irak « qu'elle se fasse sous mandat de l'ONU ou non », maltraitant ainsi leur droit international chéri (qui ne leur convient plus); elles espèrent néanmoins son bon fonctionnement quand elles demandent à la France d'utiliser son droit de veto ?

On remarque au passage que, pour certains, si des guerres sont horribles, d'autres peuvent être « justes », légitimes, légales, nécessaires ou « humanitaires » (seules les mauvaises guerres faisant des victimes innocentes-civiles).

La fonction idéologique spécifique de cette mouvance pacifiste est de nous présenter la guerre comme un dysfonctionnement, comme un déséquilibre à l'intérieur de la formation économique et sociale en place, déséquilibre

qu'il s'agit de corriger pour revenir au point d'équilibre: la démocratie, l'amitié-entre-les-peuples, le respect-de-la-personne-humaine-et-de-ses-droits. Correction de ces dérapages réalisable par un sursaut de nos politiciens, la négociation, l'instauration de la taxe Tobin, d'une taxe sur les armements, d'un contrôle citoyen des institutions internationales etc. Il s'agit donc de cacher/oublier que la guerre fait au contraire intégralement partie du développement capitaliste, qu'elle en est une composante, un moment de la vie du capital, et que nous ne pourrions nous débarrasser définitivement de toute guerre qu'en mettant fin à l'oppression sociale, économique et politique dont le capitalisme et l'Etat sont probablement la plus haute synthèse.

NI GUERRE EN IRAK, NI PAIX ENTRE LES CLASSES !

Manifester et mobiliser pour dire « non à la guerre » et demander au Parlement et aux autorités françaises de dire « non » c'est avant tout reconnaître la légitimité de ces institutions, de son fonctionnement, du droit, c'est croire que la démocratie peut empêcher la guerre (toutes les guerres et massacres coloniaux menés par la France au XX^e siècle ne l'ont été que par des gouvernements démocratiques, de gauche ou de droite, respectant nos institutions, que les opinions publiques soient pour ou contre).

Plus que jamais, c'est à l'intérieur de ses rouages que le capital pourra être mis à mal, en remettant en cause sa capacité de production, sa capacité de domination, en rendant caduque toute valorisation capitalistique. C'est en refusant de marcher au pas, pour la démocratie et pour le monde tel qu'il est aujourd'hui que le renversement et le bouleversement des rapports sociaux peuvent s'entrevoir.

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

Contre le capitalisme il n'y a qu'une lutte réelle, la guerre sociale.

Les IncivilEs . Avignon, mars 2003

Adriano Sofri : A Bagdad, la liberté d'expression n'existe pas

Extraits d'un article d'Adriano Sofri, ex-dirigeant de Lotta Continua, condamné à 22 ans de prison en Italie suite à la dénonciation d'un « repentis ». La traduction française a été publiée par Courrier International du 13 février.

« Le 15 février, les manifestants devront choisir leurs mots d'ordre. Il est évident que la guerre contre l'Irak verra réunis les pacifistes "par principe" — contre la guerre sans condition — et ceux qui sont persuadés que cette entreprise militaire est une erreur ou un délit. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui protestent contre l'idée d'une guerre préventive, contre une guerre qui ne parvient pas à prouver qu'elle est inévitable, et donc acceptable, contre une hyper puissance américaine qui blesse, jusque dans son langage, l'ouïe universelle. Les manifestants vont protester contre la politique états-unienne. Et peu nombreux sont ceux qui, si on leur pose la question, ne répondront pas que Saddam Hussein est "évidemment" un tyran néfaste et sanguinaire, un boucher pour son peuple.

« Mais nous arrivons à ce désastre longuement annoncé et distillé sans avoir vu une seule manifestation contre Saddam Hussein, et sans qu'une seule des nombreuses manifestations contre les Etats-Unis et pour la paix ait été marquée par des dénonciations significatives du régime irakien. De plus, on sait aujourd'hui que le sacrifice de Saddam — même son départ en exil — suffirait à stopper la guerre. Combien d'Irakiens seraient contents de pouvoir crier "SADDAM, VA-T'EN !" ? Beaucoup, je crois. Même en continuant à maudire les Américains. Et pourtant les manifestants européens et américains sont libres de crier «SADDAM, VA-T'EN ! » et de le crier aussi fort que les slogans contre Bush et Blair. S'ils ne l'ont pas déjà décidé, je leur propose de le faire. Je ne parviens pas à trouver une seule bonne raison qui le déconseille.

« Dénoncer un dictateur (l'empêchant ainsi de récupérer la passion des étrangers pour la paix) risque-t-il d'affaiblir l'opposition à la guerre préventive de Bush et de ses alliés ? Non, au contraire. ON NE PEUT DECLARER SA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE IRAKIEN SANS REVENDIQUER LA FIN DE L'OPPRESSION QUE LUI IMPOSE SADDAM. En disant clairement à Saddam qu'il aille se faire foutre, on ne ferait pas le jeu de l'arrogance américaine, mais on ôterait un prétexte essentiel à ceux qui veulent la guerre à tout prix, Saddam ou pas Saddam. Et on montrerait que LA PASSION POUR LA PAIX N'ACCEPTÉ AUCUN COMPROMIS AVEC LA JUSTICE ET LA LIBERTE. »

Adriano Sofri

Un bain de haine chauvine

Le 15 février, sous le titre « Saddam, tortionnaire du peuple irakien », j'ai diffusé un tract qui reproduisait des extraits d'une lettre ouverte aux pacifistes écrite par Adriano Sofri et publiée dans le journal italien La Repubblica, le 19 janvier.

Si j'avais choisi le titre, le texte était de Sofri et n'avait rien de révolutionnaire. J'avais apprécié cet article parce qu'il tapait sur un seul clou et le faisait de façon claire et efficace, sans jargon inutile. Toute son argumentation peut se résumer en une phrase : « On ne peut déclarer sa solidarité avec le peuple irakien sans revendiquer la fin de l'oppression que lui impose Saddam. »

Comme je me trouvais placé dans une sorte de goulet d'étranglement sur la place Denfert-Rochereau, ceux qui prenaient et lisaient mon tract étaient bloqués tout près de moi, ce qui fait que j'ai eu l'occasion d'entendre assez vite leurs réactions. En effet, ils n'avaient rien d'autre à faire que de lire la prose de Sofri en attendant de pouvoir avancer. Si un certain nombre de personnes m'ont manifesté leur accord après l'avoir lue, voire m'ont félicité (« Personne ne dénonce Saddam »), un nombre assez significatif de « manifestants de base » m'ont agressé verbalement, jeté le tract à la figure, rendu avec une insulte, ou déchiré en petits morceaux.

Politique du faciès ?

Ce n'est pas leur hostilité en soi qui m'a gêné (une diffusion de tracts est faite pour provoquer des réactions), c'est sa tonalité majoritairement raciste ou raciale. La plupart de mes contradicteurs étaient d'origine maghrébine, moyen ou proche-orientale, comme ils me l'ont précisé au cours de la « discussion ». Ils m'apostrophaient en me lançant : « T'es de quel pays, toi ? T'es pas Français », comme s'il fallait être Irakien ou ressembler physiquement à un Irakien (porter la moustache ?) pour avoir le droit de condamner la dictature sanguinaire de

Saddam Hussein. Lorsque je refusais de répondre à ces questions et m'insurgeais contre ces procédés de flics lepénistes, les mêmes ou d'autres me rétorquaient que j'étais sans doute un Américain, financé par la CIA, payé par Bush, un traître — traître à quoi et à qui ? (1) —, un agent d'Alain Madelin, que ma veste rembourrée (valeur : 70 euros) le prouvait bien, que mes tracts coûtaient cher, que j'étais favorable à la guerre, etc. Deux d'entre eux ont essayé de retourner la foule contre moi, en criant des insultes pendant plusieurs minutes.

Curieusement, un certain nombre de dames patronesses de gauche (je dis ça au feeling, ne leur ayant pas demandé leur carte du PS ou des Verts) partageaient elles aussi du même point de vue « ethnique » pour en tirer des conclusions opposées. « Vous êtes Irakien ? » me demandaient-elles, la compassion dans la voix et une petite larme à l'œil.

Un militant de gauche se scandalisa du titre de la revue Ni patrie ni frontières mentionnée à la fin du tract. « Ah ! vous êtes un partisan de la mondialisation libérale, alors ? » Un couple de vieux réacs se récria : « On est en France, monsieur, vous n'avez pas honte ! » Ils rejoignaient ainsi le chœur des socialistes-nationaux (chevènementistes) et nationaux-socialistes (contrairement à ce qu'a affirmé *Libération* mégrétistes et lepénistes ont bien défilé le 15 février, même s'ils faisaient profil bas ; certains salopards vendaient même des cartes postales antisémites à la station Luxembourg), militants de la Ligue des droits de l'homme ou d'autres organisations patriotardes et nationales-républicaines (je pense notamment à deux jeunes d'un certain « Cercle Valmy » qui brandissaient drapeaux et pancartes tricolores et s'étonnaient que je n'aie aucune envie d'être « fier d'être français » comme eux et de me gargariser de la victoire des troupes de la Révolution française contre « l'invasion étrangère »).

Saddam, fous le camp !

Les questions géopolitiques sont complexes, comme le savent parfaitement les manifestants « pour la paix ». Lorsqu'on descend dans la rue on doit trouver des mots d'ordre simples et compréhensibles pour tout le monde. Mais en quoi le slogan « Saddam, fous le camp ! » est-il un slogan compliqué ? Dans son article, Sofri proposait aussi : « Saddam va te faire foutre ! » Pour faire l'équilibre on peut aussi crier « Bush, va-t'en ! » ou « Bush va te faire foutre ! » si l'on veut se faire plaisir, mais on ne peut sérieusement mettre sur un pied d'égalité un régime (mal) élu par des dizaines de millions d'Américains et un Etat dictatorial. Ou plutôt si, on peut le faire, mais seulement d'un point de vue révolutionnaire (« Tous les États incarnent la volonté d'une classe dominante »), pas d'un point de vue strictement démocratique. Or, mes interlocuteurs n'étaient pas des révolutionnaires mais des « démocrates » nationalistes, français ou pas, dont la philosophie se résumait à : « Chacun doit s'occuper de ses affaires, dans son propre pays, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. » Ce sont d'ailleurs les mêmes qui critiquent les Américains parce qu'ils ont abandonné les Kurdes et les chiïtes à leur propre sort lors de la Guerre du Golfe. Ils sont également favorables à un contrôle international des armements et au respect des décisions de l'ONU, comme si de telles mesures pouvaient être appliquées sans que les États les plus puissants (dont les Etats-Unis) imposent leur volonté aux États les plus faibles !

Un florilège consternant

Durant la manif du 15 février, les quelques fois où la discussion réussissait à passer de l'insulte et de la calomnie à un terrain un tout petit peu plus politique, j'eus droit à un florilège consternant :

« Oui, c'est vrai, la France a vendu des armes à Saddam Hussein, a armé l'Irak contre l'Iran (dixit une Iranienne !) mais aujourd'hui il faut soutenir Saddam ! » « Si Le Pen est avec nous dans la rue, eh bien, moi je suis content et je suis prêt à manifester avec lui » (un Algérien). « Je sais ce que c'est que la dictature, j'ai été arrêté et torturé en Tunisie mais aujourd'hui, il ne faut pas parler de ça, c'est au peuple irakien de régler ça, pas à nous. » « L'Irak a fait la guerre à l'Iran, mais ce n'est pas la faute à Saddam, il a été poussé par l'impérialisme. » « Et pendant la Guerre du Golfe, les Américains ont poussé Saddam à envahir le Koweït (2) ! » Ou enfin

(argument plusieurs fois répété) : « Bush a tué dix fois plus de gens que Saddam en Irak ! Et puis ce qui compte c'est d'abattre le plus gros impérialisme, pas les petits ! »

Chez tous mes interlocuteurs c'était l'anti-américanisme le plus primaire et l'hostilité la plus violente vis-à-vis de Sharon et d'Israël qui s'exprimaient. Une manifestante s'est même exclamée : « On ne parle jamais des massacres de Palestiniens à la télé ! » A croire qu'elle vit sur la planète Mars.

Quant aux quelques militants d'extrême gauche ou de gauche présents, leur ton était plus pondéré, même si leurs arguments étaient plutôt indignés : « Aujourd'hui on est là pour dénoncer la guerre, pas pour dénoncer Saddam » : « Ce n'est vraiment pas le moment de parler de ça. » (Et quand diable sera-t-il temps de le faire ? Et pourquoi est-ce hors sujet de dénoncer Saddam, mais normal de dénoncer Berlusconi, Aznar ou Sharon dans une manif « pour la paix » ?). « Es-tu vraiment sûr que si Saddam démissionnait, les Américains n'envahiraient quand même pas l'Irak ? » « Avant l'embargo, les Irakiens mangeaient à leur faim, même si c'était une dictature. Maintenant c'est dix fois pire. » (Comme si Saddam ne détournait pas tout l'argent du pays pour son confort et celui de sa clique de privilégiés ainsi que pour des dépenses militaires pharaoniques. Comme s'il n'était pas le premier affameur de son peuple.) Quand je leur faisais remarquer que Bush avait été élu démocratiquement, et pas Saddam, ils m'opposaient qu'il avait triché pour gagner les élections ! Enfin pour me « démontrer » que l'Amérique était un Etat dix fois plus sanguinaire que l'Irak, ils évoquaient l'exemple de Mummia Abu Jamal, qui attend son exécution depuis des années à la suite d'un procès bâclé ou les quelques dizaines d'exécutions capitales qu'a approuvées Bush !

Peu de tracts faisaient allusion à la nature dictatoriale du régime irakien et quand ils l'évoquaient c'était de manière assez discrète, en noyant la question sous une avalanche de considérations générales sur la guerre, la crise internationale, le capitalisme, etc. Par contre, on voyait le slogan sinistre et criminel « Sharon=SS », cette fois transformé en « Sharon=Bush=SS » sur pas mal de panneaux ; quelques individus se baladaient avec des pancartes bricolées mélangeant le drapeau israélien et la croix gammée sans que personne ne s'en offusque ; le principal slogan du PCF

était « Veto français contre la guerre », comme si après cela, on n'aurait plus qu'à s'en laver les mains.

Quant à la LCR, à côté de slogans généraux sympathiques mais vagues (« Ils sont colonialistes, ils sont militaristes » « Solidarité entre les peuples du monde entier »), elle a singulièrement manqué de discernement avec son « Pas de troupes françaises en Irak ! » ou pire encore : « A Ramallah ils massacrent, à Bagdad ils bombardent. » Le « ils », qui fonctionne sur l'automatisme facile Israël/Etats-Unis ou sionisme/impérialisme mais aussi Américains/Juifs suggère une dénonciation prioritaire de l'hyperpuissance américaine, dénonciation qui aboutit en pratique à blanchir les puissances impérialistes secondaires (dont la France) et tous les dictateurs du tiers monde. Sans compter, **même si ce n'est bien sûr pas du tout l'intention de la LCR**, que ce slogan convient parfaitement à des antisémites ou au Front national, car derrière le « ils », eux pensent les Juifs ou ce qu'ils appellent hypocritement le « lobby sioniste ».

LO avait un cortège numériquement assez faible mais au moins un bon slogan : « Non à l'intervention américaine, non à la dictature irakienne ! » (3) Seuls les slogans des cortèges anarchistes avaient une certaine radicalité et une certaine gueule.

Entretenez-vous... mais loin de chez nous !

En fait, l'impression que j'ai retirée de cette manif est double : d'une part, les manifestants semblaient vraiment viscéralement hostiles à l'idée de la guerre, considérée comme un événement horrible ; et en même temps, j'ai eu l'impression qu'ils avaient surtout envie que cela ne touche pas la France. En clair, le peuple irakien et son avenir ne les concernaient pas particulièrement.

Peut-être font-ils preuve d'une sorte de réalisme cynique, comme Chirac qui avait déclaré à propos de l'Afrique que le continent noir n'était « pas mûr pour la démocratie » — sous entendu, c'est normal que les Africains vivent sous des dictatures. D'ailleurs, un de mes opposants, de gauche, m'a fait la confidence : « Dans tous ces pays, c'est la corruption qui règne. » Et pas en France ?

Cela m'a rappelé les manif entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 pour la « démocratie chiraquienne » (cette expression est de Mimmo Puccarelli, militant « libertaire », selon ses dires !). D'un côté, une haine du

fascisme, de l'autre l'envie de s'en débarrasser électoralement en feignant de croire que cela empêcherait le FN de continuer à nuire et infester les consciences et les actes de millions de « citoyens ».

Anti-impérialisme stalinien et chauvinisme jacobin

Les moins agressifs de mes opposants m'ont répété à plusieurs reprises : « Vous prenez les gens pour des imbéciles ! Tout le monde sait que Saddam est un dictateur ! » Au départ, je pouvais me poser la question. Tout le monde le sait-il et en réalise-t-il les conséquences politiques ? Quatre heures de polémiques haineuses m'ont fait prendre conscience que mes « interlocuteurs » étaient partisans de la théorie du moindre mal, dont on a vu les effets catastrophiques en URSS, dans les démocraties populaires, à Cuba et encore en Chine actuellement.

Sous prétexte que ces régimes se prétendaient (ou se prétendent encore) anti-américains ou anti-impérialistes, il fallait laisser les peuples de ces pays croupir pendant des dizaines d'années sous des dictatures sanguinaires et se désintéresser de leur sort — qui de toute façon n'était « pas si terrible que ça », paraît-il.

Il m'a semblé que, dans l'esprit de la plupart de mes interlocuteurs, s'était opéré un étrange mélange idéologique. D'une part, les arguments anti-impérialistes classiques, que le PCF a toujours employés lorsqu'existaient l'URSS et les démocraties populaires. L'Amérique était présentée à l'époque comme l'Empire du Mal, et le « camp socialiste » comme l'Axe du Bien. Et si on n'était pas à cent pour cent pour tel mouvement de libération nationale ou tel Etat soutenu par l'URSS, on était forcément un agent de l'impérialisme. Aujourd'hui cela devient : « Si tu n'es pas du côté de l'Irak (et certains ajoutent avec Saddam) tu es du côté des États-Unis, de l'impérialisme. » Ces gens-là « oublient », bien sûr, que Saddam a toujours été soutenu par l'impérialisme... français.

Cet anti-impérialisme à la sauce stalinienne ou tiers-mondiste dont *Le Monde diplomatique* est le meilleur (et le pire) représentant se combine assez harmonieusement avec un jacobinisme pseudo-universaliste, qui a de très vieilles racines en France. La façade de ce jacobinisme est régulièrement ravalée depuis Napoléon, et De Gaulle est sans doute son incarnation la plus forte dans l'histoire de ces

cinquante dernières années. La France a toujours eu des visées coloniales et impérialistes et le chauvinisme qui se cache sous le masque des droits de l'homme est fort utile à sa classe dominante. Cette idéologie ratisse très large puisqu'elle touche un éventail politique qui va de Chirac à Chevènement en passant par le PCF, le PS et tous ceux (issus de l'immigration ou non) qui tiennent un discours citoyen, républicain, dans les « assocs » de tout poil, etc..

En ce sens, la manifestation du 15 février a probablement représenté une forte expression d'unité nationale et elle a permis de redorer le blason de Chirac. Son gouvernement essaiera de profiter de cette occasion pour paraître « en phase » avec le peuple français... au moins sur un point. Car pour le reste, des licenciements en cascade aux lois contre les gitans, les mendiants et les prostitué(e)s, des allègements sur l'ISF aux privatisations annoncées, il aurait bien du mal à présenter le moindre bilan positif. Et le meilleur cadeau que puisse offrir Bush à Chirac, ce serait sans doute de ne lui demander aucune aide militaire — à part ses quelques avions espions qui lui sont (et seront) bien utiles pour bombarder l'Irak. Mais chut, faut pas le dire...

Yves Coleman. 21/2/2003

(1). Sur le coup, je n'ai pas compris mais ensuite je me suis souvenu d'incidents multiples qui me sont arrivés lorsque je travaillais à l'aéroport d'Orly puis de Roissy. Beaucoup de Nord-Africains, d'Égyptiens, et même de personnes originaires des pays du Golfe étaient persuadés que j'étais Arabe et que je les snobais en faisant semblant de ne pas comprendre leur langue. J'avais même appris à leur intention une petite phrase (« Je vous aime beaucoup mais je ne suis pas Arabe ») qui était si ridicule et si mal prononcée qu'elle détendait l'atmosphère. Mes interlocuteurs du 15 février étaient sans doute dans le même trip identitaire... Dans un registre assez identique sur le fond, les Juifs antisionistes se voient systématiquement reprocher d'être victimes de la « haine de soi », tarte à la crème commode qui permet à un Juif d'en disqualifier un autre, quand ils ne sont pas d'accord entre eux.

(2). L'argument de l'innocence, de la responsabilité mineure du « pauvre » Saddam à cette occasion figure en bonne place dans presque tous les livres écrits par des gens de gauche ou d'extrême gauche sur ce conflit. Madeleine Albright aurait donné le feu vert à

Saddam Hussein, donc ce dernier ne serait nullement responsable de l'invasion du Koweït, ni des massacres et pillages commis par ses troupes !

(3) Sous le titre « Non à l'intervention américaine, non à l'union nationale derrière Chirac » la revue *La lutte de classe* publiée par Lutte ouvrière publie un article très clair et parfaitement juste.

Les quatre textes qui suivent ont été publiés par Guy Fargette dans *Chroniques de barbarie* et *Le Crépuscule du XXe siècle*. (Pour obtenir ces publications écrire à Guy Fargette, 4 rue Sivel, 75014 Paris). Il m'a semblé important de les faire connaître aux lecteurs de *Ni patrie ni frontières*, même si je n'en partage pas toujours les conclusions ou hypothèses implicites ou explicites. Dans le prochain numéro, un petit entretien avec l'auteur permettra de préciser certains points de divergences ou de mécompréhension.

Faiblesse des forces « anti-guerre »

Au XX^e siècle, la dénonciation de la guerre, constitutive de pans entiers du mouvement ouvrier, était réaliste au moins en ceci : on pouvait espérer la même réaction en écho, chez l'adversaire étranger. Il s'agissait de défendre un défaitisme sur tous les fronts, pour éradiquer un jour les fauteurs de guerre dans chaque pays. Même si le mouvement pacifiste n'a pas eu la force d'empêcher les guerres, il a connu par moments une réalité de masse.

Il existe aujourd'hui une coalition internationale contre la guerre en Afghanistan (CICG), mais son succès en France est infime et elle s'en étonne. Le contraste avec les mobilisations contre les institutions de la mondialisation néo-libérale est effectivement frappant.

Ses thèmes disent assez l'orientation de son agitation dérisoire : la guerre ne servirait que des intérêts pétroliers ; elle permettrait des restrictions contre des libertés individuelles en Europe et aux Etats-Unis ; enfin, elle serait opportune pour une économie américaine entrée de fait en récession au printemps 2001.

Ces arguments ne sont pas dénués de fondement, ce qui est bien le minimum pour une agitation politique, quelle qu'elle soit. Mais en taisant l'essentiel, ces agitateurs étriqués élaborent une espèce de mensonge par omission. Les tenants de l'action militaire en Afghanistan ont un argument massif en leur faveur : il faut détruire la base arrière de l'islam politique, qui se trouve effectivement là-bas, car aucune récidive de l'action du 11 septembre 2001 n'est tolérable pour un Etat constitué, à moins qu'il ne se résolve à se soumettre et à disparaître de fait.

La dénonciation de la guerre véhicule un message de résignation et de capitulation devant ces groupes apocalyptiques dont les membres sont déterminés à payer de leur propre vie le sens de leur engagement irréversible. Pire, si les partisans de la critique de la mondialisation néo-libérale s'engageaient dans une action anti-guerre importante, ils justifieraient les accusations déjà lancées par tous les moyens de propagande modernes d'avoir fait le lit de l'hostilité à l'hégémonie occidentale et américaine. On les accuserait de constituer la Cinquième colonne d'Al-Qaïda, non sans vraisemblance. L'inexistence de tout germe de défaitisme symétrique assure l'Etat américain d'avoir peu à craindre des critiques anti-guerre, d'autant que les cibles des opérations sont dans l'ensemble de toute légitimité.

Le pacifisme bêlant n'est qu'une resucée de réflexes politiques anciens et datés, un symptôme de l'extraordinaire glaciation qui a saisi l'héritage du mouvement ouvrier. Ses héritiers abstraits semblent condamnés à de piètres gesticulations répétitives sans rapport avec

les situations concrètes nouvelles que l'histoire charrie. Plus que jamais, prendre parti signifie s'associer à des criminels.

Guy Fargette

Paris, le 15 décembre 2001

MISERE DE L'ANTI-GUERRE EN EUROPE

La déficience de l'argumentaire des opposants à une guerre au Proche-Orient, même en tenant compte de l'immense régression politique qui caractérise l'époque, est assez étonnante. Celui-ci se cantonne, en effet, pour l'essentiel à un décalque inversé de la propagande de guerre diffusée par l'Etat américain sur ses buts immédiats, dont tout le monde sait qu'ils relèvent du leurre. La diabolisation de l'Irak, qui n'a guère besoin de mensonges ni d'exagérations pour convaincre, représente l'horizon de ce faux débat. Les opposants à la guerre avancent que cet Etat est dérisoire et que son pouvoir de nuisance demeure négligeable. Ils sautent ensuite sur le registre moral en assurant que ce serait faire la guerre à des enfants que d'entreprendre une action militaire contre ce régime, comme si le chef de cet Etat particulièrement criminel n'était pas le principal responsable de la situation dans le pays qu'il domine depuis une trentaine d'années. À moins d'être un quaker pratiquant la référence automatique au refus de la guerre, quel que soit l'adversaire, cette attitude est curieuse. Ces anti-guerre ne semblent d'ailleurs guère s'être émus du score de 100% de participation et de vote favorable au plébiscite organisé par Saddam Hussein il y a quelques mois. L'énormité banale du procédé rencontre là une complaisance qui évoque la cécité de sinistre mémoire sur la nature de l'URSS. La certitude affichée par nombre d'anti-guerre que les Américains ne seront pas en mesure de renverser le régime baasiste, malgré leur démonstration récente en Afghanistan, relève sans doute du même terreau de complaisance. Leur démarche à prétention morale véhicule un message de capitulation silencieuse, qui résume au fond toute la politique européenne. L'esprit «munichois» fut la manifestation inaugurale de cette démission, que la logique de «finlandisation» a entretenue sur le vieux continent tout au long de la guerre froide. Mis à part quelques rares et tardifs articles de presse, presque personne en Europe ne prend en compte le contexte de l'après 11 septembre 2001. L'affaire d'Irak serait déconnectée des stratégies de réaction de l'Etat américain, parfois accusé de devenir «fou».

Pour comprendre quelque chose à ce qui est en cours au Proche-Orient, il faut, ne serait-ce qu'un instant, écouter la logique des dirigeants américains. Pour eux, l'Irak n'est pas l'enjeu principal de l'affaire. Ils en attendent un effet de ricochet. L'objectif est en fait l'Arabie saoudite, dont il s'agit pour le moins de briser la puissance financière qui alimente l'intégrisme islamiste dans le monde entier : l'ouverture de la production irakienne de pétrole aurait pour conséquence une surproduction et un effondrement probable des prix, ce qui conduirait l'Arabie saoudite à une crise insoluble des paiements, voire à sa fragmentation. Les Américains se sont rendus à une évidence qu'ils avaient refusée de prendre en compte depuis des années. Ils ont dû admettre que l'opération du 11 septembre avait été, d'une manière ou d'une autre, appuyée par des secteurs de cet «Etat» saoudien. Pour les Etats-Unis, ce régime s'est vendu aux islamistes djihadistes, ce qui ne peut être passé par profits et pertes.

Quand on sait la fragilité de cette entité, tenue à bout de bras par l'assistance américaine depuis les années 1930, la moindre défiance pratique de ce genre représente un danger mortel. Une stratégie d'émiettement, avec séparation du Nedj, des lieux saints et des zones de production pétrolières, bouleverserait les rapports géopolitiques de la région qui s'étend de la Méditerranée à l'Inde, ce que les Anglo-Saxons appellent précisément le «Moyen-Orient». L'enjeu de l'affaire est donc non pas

l'Irak, mais l'islam wahabbite, dont la dérive n'a fait que nourrir la variante djihadiste salafiste symbolisée par Bin Laden.

Toute opposition solidement argumentée à une guerre devrait d'abord effectuer quelques comparaisons avec la situation de 1990. La lenteur de la mise en place du dispositif américain, ainsi que son niveau très inférieur à celui de 1991, font plus penser à une vaste mise en scène guerrière qu'à de vrais préparatifs. Les Etats-Unis ne désespèrent pas de gagner sans faire une vraie guerre. Le refus du conflit devrait surtout se définir en fonction du sort de l'Arabie saoudite et des conséquences de son éventuelle disparition, au lieu d'en rester au leurre irakien. L'inexistence à peu près totale des « anti-guerre » sur ce terrain trahit leur inconsistance¹. Il va de soi que cet affaiblissement ou cette désintégration, associés à la liquidation du régime baasiste d'Irak, auraient pour effet mécanique de replacer l'Iran au centre de la géopolitique de la région. L'attitude de Bush déclarant dans son discours de l'Union au début de 2002 que ce pays fait partie de « l'axe du mal » assume dans une telle perspective un sens très différent de celui qui a été presque partout annoncé. Les Européens ont voulu y voir un exercice idéologique quelque peu autonomisé, qui reflétait les fantômes d'un esprit faible gavé de prêche méthodiste, alors qu'il s'agit visiblement d'un endiguement préventif contre cet Etat, puissance régionale dominante potentielle. La relation entre l'Amérique et l'Iran sera fondamentale pour la suite des événements. Cette question est le soubassement des rapports géopolitiques de toute la région depuis plus de vingt ans. Cette force, latente, de l'Iran est la grande cause du maintien du régime de Saddam Hussein en 1991 : alors que le pays était en insurrection à peu près générale, les Américains ont épargné les unités blindées de la Garde républicaine qu'ils tenaient à leur merci, afin de les laisser réprimer les Kurdes et surtout les chiïtes du sud irakien, berceau de cette variante de l'islam, où se trouvent la plupart de ses lieux saints. Même si ces chiïtes se sentent moins d'affinités avec leurs coreligionnaires perses qu'on ne le croit en Occident, la dynamique de rapprochement pourrait devenir irrésistible dans cette zone et représente un cauchemar pour les stratèges américains.

La vérité des événements en cours ne se dévoilera que dans les cinq ou dix ans à venir : le Pakistan ou l'Arabie saoudite sont des sociétés affreusement déréglées, travaillées par des contradictions probablement insolubles, pour lesquelles la fuite en avant dans un intégrisme religieux aurait l'avantage de reporter à plus tard l'affrontement des problèmes, voire de les rejeter sur l'extérieur. Cela, les Etats-Unis ont fini par le comprendre, à la différence des Européens, et ils ont décidé d'en finir avec la politique du statu quo qui avait constitué le fond de leur stratégie depuis des décennies. Un tel changement est gros de danger, mais ils ont conclu après le 11 septembre 2001 que l'attentisme était encore plus risqué et n'offrait aucune perspective de solution.

Il n'est que plus dérisoire de constater que la logique de maintien du statu quo est le seul fond de référence des anti-guerre en Europe. Leur naïveté « démocratique » leur fait assurer que les peuples de la région doivent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes, ce qui revient à laisser les Irakiens à la merci de tortionnaires de la Moukhabarat et des criminels de guerre, et à abandonner les Saoudiens aux lubies des arriérés wahabbites. Ce repli retardataire sur la stratégie américaine de la période antérieure souligne cruellement l'impuissance et la stérilité de l'actuelle position du pacifisme européen. Il ne s'agit malheureusement pas d'un hasard : la même attitude fonde le dénominateur commun des critiques de la mondialisation libérale. L'idéalisation de la sinistre situation qui prévalait auparavant n'est pas trop ouvertement revendiquée, mais constitue l'arrière-plan actif de ces prises de position. Il y a là un reflet de cette peur de l'histoire qui caractérise l'ambiance européenne. Il ne faudrait toucher à rien, car toute évolution ne ferait qu'empirer les choses. Ce contraste entre l'inertie européenne et le volontarisme américain paraît éclatant.

Il est à peu près aussi vide de signification d'être pour ou contre la guerre éventuelle au Proche-Orient que ce l'était de voter en avril 2002 pour Le Pen ou Chirac, lors du deuxième tour des

¹ L'abîme qui sépare les états-Unis de l'Europe se mesure aussi aux thématiques des anti-guerre américains, qui ne peuvent se permettre les mêmes inconséquences. Ne serait-ce que par un intitulé comme « Win without War », on voit qu'ils perçoivent le caractère intenable du statu quo.

présidentielles françaises. L'état du monde confirme en ces occasions à quel point les gens comme nous, qui nous référons toujours à la perspective d'une émancipation générale du genre humain, sont placés hors du jeu de l'histoire immédiate. Nous n'avons pas de prise raisonnable sur ces événements, parce que les seuls choix accessibles représentent des inconvénients rédhibitoires. Il n'est pas d'argument d'efficacité qui puisse nous faire choisir un moindre mal (entre un escroc authentique ou une caricature de fasciste, quel choix «démocratique» existerait-il ?) , car il est impossible de dire laquelle des deux éventualités y correspondrait.

Nous ne pouvons qu'essayer de comprendre la dynamique des événements pour préserver d'hypothétiques interventions dans un avenir sans doute très lointain. Savoir s'ennuyer est depuis toujours l'un des secrets de la fidélité aux engagements politiques et sociaux. Les activistes demeurent, plus que jamais, de dangereux brouillons, qui sautent d'un prétexte à un autre pour faire la morale aux autres. Cela présente l'avantage de détourner l'attention des bilans embarrassants qui s'imposent et l'inconvénient de participer à d'inavouables errements. Il est ainsi amusant de constater que ces activistes accompagnent spontanément le projet irréaliste de l'Etat français, qui ne se résout pas à son recul inexorable, de faire de l'Europe un levier de ses propres ambitions «rayonnantes», dans la ligne de son impérialisme de toujours.

Guy Fargette

(31/12/2002)

DÉBATS STRATÉGIQUES AUX ÉTATS-UNIS

Rien ne traduit mieux le provincialisme européen, qui va de pair avec le renoncement de ce continent à un rôle mondial, que l'absence de véritables discussions stratégiques. Il va de soi que tout débat sérieux en cette matière doit partir d'une base pratique. L'Union européenne ne représente en aucune manière un périmètre à partir duquel pourrait s'exercer une influence consciente et volontaire sur le monde. La nation, seule, demeure cet ensemble organique capable d'unifier les volontés et les énergies éparses. Or l'Europe, par instinct de survie, ne peut que contenir cette logique : deux guerres mondiales y ont montré sans discussion possible le danger qu'il y avait à laisser les mécanismes nationaux livrés à eux-mêmes.

Il est significatif que les rares auteurs inspirés puisent, au fond, dans les débats stratégiques américains. Certains cercles spécialisés mènent évidemment des discussions, dont le livre d'Alain Joxe, *L'Empire du Chaos* (avril 2002), est une trace vivante. Mais il appartient à la même catégorie que les ouvrages de Kissinger ou de Brzezinski aux Etats-Unis. Ces thèses, quel que soit leur degré de pertinence, ne suscitent guère d'écho dans la population. Bien qu'il apparaisse comme un franc-tireur, Emmanuel Todd, avec *Après l'Empire*, a produit un ouvrage moins spécialisé. Ses réflexions pas nécessairement justes, mais souvent fertiles, devraient permettre une discussion ouverte, au moins dans des cercles limités, même si sa position irréductible à un courant idéologique, rend cela improbable. L'engourdissement intellectuel est si profond qu'un tel ouvrage paraît une exception destinée à demeurer isolée.

Ce n'est qu'aux Etats-Unis que l'on voit paraître des thèses et des discussions qui répondent à des préoccupations diffuses, notamment parce qu'elles s'enracinent sur un terrain de perceptions de masse. En ce sens, il y a eu deux ouvrages importants depuis une dizaine d'années, et deux seulement : celui de Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire*, et celui de Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*. Emmanuel Todd affecte de reprendre le schéma général de la vision de Fukuyama (un monde enfin pacifié où se poseraient surtout des questions techniques), mais dans un tout autre

sens : E. Todd insiste sur les facteurs de démographie et d'instruction, comme variables fondamentales de long terme. Ce schéma est obligé de négliger le court et le moyen terme car les affrontements les plus variés ne cessent de produire des démentis « provisoires ». La force et la faiblesse de Todd viennent de son « matérialisme » qu'il ancre dans les relations de parenté traditionnelles de chaque société. Son rejet de Huntington, qui consiste en une réponse détaillée à Fukuyama, est plus curieux : Todd affecte de voir dans *Le Choc des civilisations* une analyse du long terme, ce qui est expressément démenti par l'auteur. De plus, Todd réduit l'analyse de Huntington au corrélat religieux que celui-ci avance pour caractériser une « civilisation », alors qu'il est infiniment plus nuancé (la caractéristique religieuse ne se définit qu'à l'échelle des siècles voire des millénaires, mais le propos de Huntington est expressément limité aux quelques décennies qui viennent). Nombre de malentendus sur ces thèses proviennent de ce qu'elles ne disposent pas des outils conceptuels adéquats. Il est néanmoins curieux que E. Todd discerne les prémisses d'un conflit anthropologique latent, un affrontement entre valeurs, entre le monde américain et l'univers musulman, notamment sur la position des femmes dans la société. C'est exactement ce que *Le Choc des Civilisations* a vocation à décrire et analyser.

Cet ouvrage, avec son titre si décrié, tente au fond de cerner le caractère incommensurable de ce que Cornélius Castoriadis appelait « institution imaginaire de la société ». Pour s'approprier cette théorie, il faut avoir une conception subversive de l'originalité de l'Occident et se souvenir du projet de renversement ouvrier du régime bourgeois. Ce serait beaucoup demander à un théoricien de l'oligarchie américaine. Seule une lecture décalée de Huntington peut apporter un éclaircissement sur ce qui est en cours, d'où le texte critique qui suit.

Bibliographie : Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire*, 1992 . — Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, 1996. — Alain Joxe, *L'Empire du Chaos*, 2002. — Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, 2002

Guy Fargette

FAUT-IL CONFONDRE «CHOC» et « CONFLIT » ?

L'article publié en 1993 par Samuel Huntington dans *Foreign Affairs*, s'intitulait « *The Clash of Civilizations ?* » et a suscité, aux Etats-Unis, une série de débats et de polémiques considérable. L'expression est empruntée à l'historien Bernard Lewis, « *ce n'est rien moins qu'un choc des civilisations* » (p. 33 du livre *The Roots of Muslim Rage*, paru en 1990). Huntington a rédigé en 1996 un ouvrage portant le même titre, sans le point d'interrogation. Il y étoffe son argumentation initiale.

Cet ancien professeur de l'université de Yale a fait partie des équipes du gouvernement américain. Certains de ses détracteurs l'accusent d'avoir contribué à la politique militaire

américaine au Vietnam. Il a, en tout cas, exercé une fonction d'« expert » auprès du Conseil national de sécurité américain sous Carter. Il est depuis revenu à l'université, de Harvard, où il dirige le *John M. Olin Institute of Strategic Studies*. Il passe pour un homme de centre droit, sans pouvoir être rattaché à aucun des deux grands partis.

Le retentissement exceptionnel de sa thèse ne semble comparable qu'à l'écho rencontré par le texte de George Kennan, qui établissait en 1946 les grandes lignes de l'analyse américaine sur l'affrontement de la « guerre froide » à venir. Cela implique qu'il s'agit d'une discussion majeure interne à la sphère dirigeante de l'oligarchie américaine, qui se trouve

simultanément en mesure de se diffuser assez largement dans l'ensemble de la population. Une telle dimension interdit de traiter les positions de Huntington avec désinvolture. Elles constituent en elles-mêmes un symptôme fondamental de ce qui est au fondement actuel des prises de décision et de consensus politique aux Etats-Unis, ce qui rencontre d'ailleurs l'intention explicite de cet auteur, qui entend définir une cartographie pragmatique pour la stratégie de l'Etat américain au cours des prochaines décennies.

S'intéresser à ce qu'a effectivement écrit Huntington

Il faut d'abord transcrire et résumer ce qu'a effectivement écrit Samuel Huntington, car le plus frappant, c'est de voir l'étrange mauvaise foi dont le nom même de cet auteur est entouré en France, au point de dissuader toute vérification sur ses textes. Ce biais se trahit par une falsification constante : on affecte de croire qu'il a intitulé son livre «la guerre des civilisations». Huntington recommande au contraire explicitement d'éviter d'envenimer les rapports entre civilisations afin de prévenir des situations de guerre qui seraient grosses de complications interminables.

Il a rédigé son article initial en réaction aux positions de Fukuyama (sur la fin de l'histoire et la fin des conflits après la guerre froide). Le livre de ce dernier, paru à la fin de 1992, considérait que le seul concurrent des Etats-Unis s'étant évaporé, une ère d'hégémonie et de prospérité allait s'ouvrir pour le monde entier, où il n'y aurait plus que des questions «techniques» à résoudre.

Huntington constate au contraire que les conflits vont paradoxalement en se multipliant, mais par en bas, que l'Occident est sorti épuisé de la guerre froide et ne peut plus prétendre à l'hégémonie mondiale dont il avait bénéficié au XIX^e siècle, que l'on assiste à l'apparition inéluctable d'une multipolarisation, à la place de l'ancienne bipolarisation.

Bien plus, il lui apparaît que la fin de la guerre froide a laissé un vide identitaire, qui ne semble trouver de solution que dans un repli sur des références culturelles profondes. Il ne s'agit

pas d'une simple régression, car le phénomène de la mondialisation y a sa part, en mettant en présence immédiate, les uns face aux autres, les grandes aires culturelles qui formaient des mondes relativement étanches depuis des millénaires. À l'occasion de ce contact, on se définit *autant par ce que l'on n'est pas que par ce que l'on est*. Personne ne peut dire combien de temps cela suffira à motiver les comportements individuels et collectifs.

Huntington s'attache longuement à cerner ce qu'est une «civilisation», c'est-à-dire une culture au sens large, s'autoreproduisant et ne pouvant fusionner avec les autres. Il défend là une forme de différentialisme, mais qui ne se situe pas sur un terrain racial ou ethnique. Il se réfère à un grand nombre d'auteurs connus, de Braudel à Spengler, en passant par Toynbee, etc., et considère que dans les décennies à venir ce processus de multipolarisation entre quelques grandes civilisations va prévaloir, mais sans en faire une clé de lecture historique durable : il affirme ne pouvoir deviner ce qui pourrait s'imposer comme type de conflit dans une cinquantaine d'années. Son analyse ne prétend pas dépasser l'horizon du moyen terme, ce que ses détracteurs ne se donnent jamais la peine de reconnaître.

Le pessimisme sous-jacent de sa vision est indéniable : les êtres humains trouvent toujours des raisons de se faire la guerre, et quand ils n'en ont plus, ils peuvent s'en inventer. Son analyse sur le «choc des civilisations» s'alimente à ce «pragmatisme» pessimiste.

Sa définition des civilisations est nécessairement très floue (il admet qu'il n'existe pas de ligne de partage précise), mais il considère qu'il existe des pôles très marqués et dont aucun ne peut l'emporter sur les autres.

Comme son objet est une cartographie des rapports de force, il s'intéresse aux sept ou huit principales zones susceptibles d'avoir une importance dans les liens internationaux et régionaux et en vient à les définir par une corrélation avec l'attachement culturel le plus profond et le plus ancien, la religion, bien que pour l'Occident, il hésite : c'est la seule grande aire culturelle qui n'ait pas inventé sa propre religion, qui vive avec deux variantes à peu près aussi fortes l'une que l'autre, le catholicisme et

le protestantisme, et qui se définit tout autant par des critères étrangers à la religion, le « règne du droit et de la loi ».

Il se laisse cependant parfois guider par cette corrélation, et paraît tomber dans un piège métonymique. Ses remarques sur la dynamique encore actuelle de diffusion des religions, en Amérique latine, en Chine ou en Afrique, sont néanmoins d'un intérêt certain. Le fossé qui s'élargit sur cette question entre l'Europe et les Etats-Unis mérite également d'être pris en compte (depuis une vingtaine d'années, la croyance en un Dieu s'étend dans le nouveau monde, alors qu'elle régresse toujours en Europe).

Les grandes civilisations lui paraissent les suivantes : occidentale, chrétienne orientale, musulmane, chinoise, japonaise, bouddhiste, africaine (potentielle), et latino-américaine (cette dernière pourrait éventuellement s'intégrer à l'Occident). Il élude avec prudence l'idée que la religion juive pourrait désigner une civilisation également autonome (il semble laisser ouverte la possibilité qu'elle soit une partie de l'Occident), mais comme elle n'a pas les dimensions démographiques qui en font une civilisation importante, le sujet n'est pas approfondi.

La question qu'il se pose

La question fondamentale qu'il se pose est la suivante : quels conflits peuvent dégénérer et s'élargir de façon incontrôlée ? Et, son corollaire, lesquels ne sont pas véritablement dangereux pour la paix du monde ?

Le « modèle » qu'il avance présente un pouvoir explicatif très net pour certains types de conflits interminables tels que ceux de Chypre, de Yougoslavie, du Caucase¹, du Proche-Orient (Liban, Palestine), du Kosovo, du Soudan, d'Érythrée, de la tension entre Inde et Pakistan, ou des guérillas aux Philippines et dans certains recoins de l'Indonésie (Célèbes et Timor), de Ceylan, de l'Assam, de la Birmanie (pour l'Arakan, les Karens), etc. La nature transfrontalière de ces conflits, le fait qu'il soit difficile de les classer comme intra- ou inter-étatiques, reçoit là un éclairage fondamental. Mieux, quelques absences de conflits trouvent aussi une explication assez convaincante,

comme l'apaisement de la situation entre l'Ukraine et la Russie.²

La dynamique spécifique d'un conflit de civilisation

Lorsqu'un conflit local se déclare sur une ligne de faille entre civilisations distinctes, il n'y a pas de compromis durable possible. À la différence d'une querelle portant sur le partage d'intérêts matériels, de ressources, etc., toujours susceptible de médiation et de partage final, les participants d'un conflit de civilisation ne sont pas portés à composer. *Les franges extrêmes, tout à fait minoritaires au départ, tendent à devenir motrices dans la dynamique de l'affrontement.* Livré à lui-même, ce type d'antagonisme ne peut que s'envenimer, jusqu'à épuisement des combattants ou liquidation d'un des camps (par l'extermination ou l'exil). Les guerres civilisationnelles, même avec des moyens réduits, se caractérisent par une violence considérable, susceptible de déclencher le génocide, ou des exils de masse. Elles ne sauraient trouver en elles-mêmes les moyens d'une solution raisonnable.

Cette dynamique sinistre, assez difficile à étudier avec froideur, semble pointer vers de si sombres perspectives que la plupart des commentaires se règlent sur de nécessaires diversions. L'affaire de Palestine, qui correspond à ce schéma depuis plus de cinquante ans, a abondamment permis de vérifier la propension des commentateurs à se leurrer.

Les pôles du monde multipolaire

Huntington passe ensuite à la hiérarchisation interne à chaque grande aire civilisationnelle : certains Etats sont plus égaux que d'autres dans leur zone et y assument une position phare. Ce sont les vrais pôles du monde multipolaire en cours de constitution. Leur rôle est considérable car un conflit de civilisation local tend à

² Le livre de Huntington fourmille de détails étrangement prophétiques. Ainsi, la mention sur l'importance retrouvée des drapeaux comme référence collective apparaît dès le début du premier chapitre (p 15-16).

s'étendre inexorablement, en faisant appel de proche en proche aux puissances secondaires, jusqu'à concerner les Etats-phares eux-mêmes, quand ils existent. Ces grands Etats sont en mesure de modérer les conflits, tant qu'ils ont le sentiment que leur hégémonie n'est pas menacée dans leur propre zone. Le problème devient plus délicat quand il n'existe pas d'Etat-phare, comme dans la zone musulmane, perçue par Huntington comme fondamentalement unitaire, par-delà les différences d'histoire, de société, et malgré son extension géographique.

Huntington souligne aussi à quel point le rapport entre l'Occident et le reste du monde est déterminant. C'est, en termes «classiques», la contradiction principale, et il insiste beaucoup pour que l'Occident ne tente pas d'imposer ses valeurs aux autres régions du monde (ce que ses détracteurs passent *systématiquement sous silence, car par un étrange renversement, ils considèrent comme allant de soi qu'il faut toujours diffuser les valeurs occidentales, perçues comme universelles, au monde entier*). Le prosélytisme «civilisationnel» est pour Huntington une cause d'exacerbation des ressentiments, grosse de drames ultérieurs.

Les deux types de conflit à prévenir

Huntington détaille les deux grands types de conflit qui peuvent se produire et qui auraient des conséquences désastreuses pour tous, notamment pour l'Occident :

- *Soit une rivalité globale.*

Il existe ainsi un danger, non immédiat mais permanent et qui ira en s'aggravant, d'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine, étant donné la croissance économique, à ses yeux irrépressible, de cette très ancienne civilisation.

- *Soit une série de conflits locaux, menaçant de s'envenimer peu à peu et se développant irrésistiblement.*

Il rappelle la série d'affrontements survenus après 1990, où il perçoit la prévalence d'une implication d'un camp islamique (dans 50 % des affrontements environ). C'est en fait tout le pourtour de la zone de civilisation musulmane qui est susceptible de s'embraser, comme si la coexistence avec une autre civilisation y était plus difficile que pour les autres. Il ne prend pas

en compte le fait que les zones frontières de l'islam sont essentiellement terrestres, mais il pourrait sans doute répondre que l'histoire n'a pas connu de région musulmane qui ait pu cesser de l'être sans défaite militaire de l'islam. La sortie libre et pacifique de l'islam a été en effet exclue par le prophète et ce principe a été fidèlement appliqué depuis plus de mille quatre cents ans.

Huntington considère que le dynamisme démographique de cette aire musulmane rend la situation très difficile à contrôler, aussi bien en son sein que sur son pourtour. Il ne distingue pas les différentes zones musulmanes, qui présentent pourtant de notables divergences de comportement sur ce terrain. L'Asie centrale anciennement «soviétique» a par exemple achevé sa transition démographique, et sa population est totalement alphabétisée, deux traits qui la distinguent profondément des pôles du dynamisme islamiste, comme le Pakistan, l'Arabie saoudite et plus anciennement l'Iran. Cette croissance démographique ne se stabilisera que vers 2020-2030, ce qui devrait alors alléger les tensions. Il note surtout que l'absence de régulations internes semble être un problème spécifique de ce monde musulman déchiré par les guerres civiles, les guerres entre Etats et les rivalités régionales. La résultante globale est néanmoins une augmentation inéluctable de puissance du monde islamique : Huntington distingue la «modernisation» (adaptation à un monde urbain, technique, productif, etc.), qu'il voit en marche dans ces pays, de «l'occidentalisation», qui rendrait les processus sociaux «homothétiques» à ceux de l'Occident. Il insiste sur le fait que l'affrontement Islam-Occident est d'ores et déjà une réalité depuis une vingtaine d'années. Elle se manifeste de manière asymétrique, opposant des attentats à des interventions économique-militaires. La liste qu'il fournit produit un effet d'accumulation convaincant, ce qui est sans doute pour beaucoup dans la rage de ses détracteurs et dans l'adhésion plus silencieuse de ses partisans.

L'intention explicite de l'auteur est d'éviter à l'Occident, qui connaît un lent déclin depuis 1920 environ, une guerre importante et désastreuse. Il recommande une ligne stratégique de préservation de l'avenir, analogue

à une navigation en eaux peu profondes, et adjure de ne pas se laisser gagner par une ivresse de puissance qui durera beaucoup moins longtemps qu'on ne le croit aujourd'hui.

La grande question non résolue lui paraît liée à la Chine : quand cette puissance prétendra à l'hégémonie sur l'Asie orientale, que feront les Etats-Unis ?³ Héritiers de la puissance britannique, ils ont toujours refusé de laisser une seule puissance continentale dominer l'Europe, ou l'Asie. De plus, les Etats-Unis n'ont jamais délégué à d'autres le *containment* d'un rival. Ils se mettent toujours en première ligne.

Il lui paraît en tout cas vital d'éviter une intervention d'une puissance dans un conflit interne à une autre civilisation (par exemple entre la Chine et le Vietnam), à une restriction près : si des «intérêts vitaux» sont en jeu. Ce fut le cas de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, puisqu'il s'agissait de savoir qui contrôlerait l'approvisionnement mondial en pétrole⁴. Il reste qu'une telle «exception» peut inverser nombre de recommandations induites par ses thèses, qui ne fournissent pas nécessairement de perspectives claires.

On le voit à son analyse sur les guerres récentes des Balkans. Il brosse un curieux tableau de l'implosion de la Yougoslavie. Il regrette que les Etats-Unis aient fini par jouer un rôle de substitut d'Etat-phare musulman pour calmer les choses. Il conçoit qu'il s'est agi d'une *Realpolitik*, mais considère, contre l'évidence, que l'intervention américaine a prolongé la guerre. Il sait très bien que les Serbes furent les

³ Exemple entre mille, l'article de Richard Holbrook, ancien ambassadeur américain au près de l'ONU, qui a supervisé les négociations entre la Chine et les États-Unis en 1978, paru dans l'*Herald Tribune* du 3 janvier 2002, montre que les responsables de l'État américain sont aujourd'hui extrêmement conscients du caractère de plus en plus délicat et crucial des relations entre ces deux pays.

⁴ Dans un entretien avec *L'Express* daté 25 octobre 2001, S. Huntington affirme qu'à moins de trouver des preuves tangibles d'une implication de l'Irak dans les attentats du 11 septembre, déclencher une opération militaire contre ce pays serait une grave erreur. Mais le degré d'implication de l'Arabie saoudite dans les attentats du 11 septembre n'était pas encore manifeste.

agresseurs, mais en disciple de Machiavel il ne se pose guère de question morale. Le fond de sa position repose sur le fait que la présence d'un Etat à base musulmane lui paraît contre-indiquée sur le sol européen. Ce type d'analyse laisse entrevoir la profondeur des résistances des Etats occidentaux à la création d'une grande Albanie ou d'un Etat bosniaque musulman indépendant. Le maintien de fictions comme une Bosnie multi-ethnique et un Kosovo comme province de Serbie, pourrait être bien plus durable que la réalité régionale ne l'exige.

Il passe surtout à côté du fait que les Etats-Unis sont intervenus pour assurer la stabilité des marches de «l'empire d'Occident», bien qu'il soit conscient que l'unité de l'Occident soit fondamentale pour sa préservation à terme.

Il demeure que l'analyse de Huntington éclaire la logique des orientations stratégiques nouvelles des Etats-Unis :

— Etendre l'Otan aux bornes de l'Occident (c'est-à-dire incorporer les Etats baltes, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Slovénie et la Croatie), et s'arrêter là. Ce serait l'extension de l'Otan qui éclaire les élargissements possibles de l'Union européenne plutôt que l'inverse (l'idée d'une adhésion turque, agitée à la fin de 2002, n'est probablement qu'un mirage lié aux opérations tactiques vis-à-vis de l'Irak).

— Le projet de s'affranchir du traité de limitation des défenses antimissiles n'est pas à visée hégémonique, mais doit servir à mettre à l'abri l'Occident d'un chantage du faible au fort. Il faut empêcher qu'un petit Etat puisse se faire menaçant avec quelques missiles nucléaires ou chimiques.

Enfin, Huntington affiche sur le multiculturalisme une position très ferme : pour lui, le monde est multiculturel, pas les Etats-Unis, ni l'Occident. Et il ne faut pas qu'il en soit ainsi. L'Occident, comme n'importe quelle autre civilisation, ne définit sa cohérence qu'en se référant à ses racines. Huntington ne tranche pas sur le problème de l'intégration des hispanophones aux Etats-Unis, mais la question le préoccupe visiblement, comme si l'ascendance indienne les plaçait dans une civilisation à part. Il oublie en passant que ni

l'Argentine ni le Chili ne sont, de toute façon, justiciables d'une telle analyse.

L'hostilité aux thèses de Huntington

L'hostilité suscitée par les thèses de Huntington s'alimente d'abord à son scepticisme très argumenté sur les possibilités d'un métissage de civilisations. Les textes les plus malhonnêtes sur ses positions viennent significativement d'individus originaires du Proche-Orient, du Maghreb ou du Pakistan et vivant en Occident.⁵

Huntington considère l'immigration comme une importation potentielle des querelles inter-civilisations. Il y voit une source de déchirement des sociétés d'accueil. Son analyse sur les sociétés divisées, comme la Turquie ou le Mexique, a elle aussi le mérite de souligner des dimensions de la réalité sociale et historique qui sont ordinairement escamotées par les analyses courantes. S'il se pose la question pour les «latinos» en Amérique du Nord, il considère le danger comme beaucoup plus probable pour l'Europe où l'origine des migrants est nettement plus éloignée du substrat civilisationnel local.

À quoi peut servir l'analyse «civilisationnelle» ?

De «notre point de vue», l'analyse de Huntington ne se comprend qu'à la lumière de l'éclipse des mouvements sociaux. Huntington fournit une assez bonne description de l'état de l'Occident, qu'il considère comme se trouvant au stade de l'Empire universel sous pilotage américain, mais il n'est pas mécontent de la passivité sociale qui y règne, et dont il ne souffle mot, alors que c'est une des sources les plus fondamentales des mécanismes internes de régression.

La description faite de l'Occident ici-même (dans *L'Empire d'Occident*, n°8 du *Crépuscule du XXe siècle*, pp. 3-5, novembre 1999)

⁵ Voir «Le choc de l'ignorance», d'Edward Saïd, un professeur de littérature comparée à l'Université de Columbia, dans *Le Monde* du 26 octobre 2001. C'est un très bel exemple de tir de barrage incroyablement confus. L'origine palestinienne de l'auteur explique largement sa rage, mais pas la faiblesse de ses critiques.

rencontre la sienne sur de nombreux points mais avec une intention évidemment inverse. Huntington dénonce la décomposition des sociétés occidentales avec une nostalgie implicite du temps de leur splendeur conquérante, bien que l'involution actuelle doive sans doute être considérée comme le seul moyen pour la résultante des forces sociales en présence de ne pas continuer sur la pente de l'émancipation humaine, source de conflits et de déchirements sociaux qui peuvent s'avérer d'une gravité au moins équivalente à celle induite par des antagonismes de civilisation.

L'Europe est incapable de rivaliser avec les Etats-Unis parce que, livrées à elles-mêmes, les sociétés européennes retrouveraient leurs vieux réflexes d'Etats-nations rivaux. Huntington perçoit très bien le rôle de trait d'union de la Grande-Bretagne par-dessus l'Atlantique et l'incapacité de l'Europe à se définir comme une ligue unitaire. Il considère, avec probablement une très grande pertinence, que la solidarité du vieux continent avec l'Amérique du Nord est une condition de survie durable pour toutes les composantes de l'Occident. Sa caractérisation de l'Union européenne comme un semi-Etat universel, pendant du pilier américain, mérite la réflexion : cette structure bicéphale n'assume que partiellement des traits impériaux. L'Empire étant le seul type d'Etat universel connu dans l'histoire, l'Europe et les Etats-Unis sont peut-être en train d'en inventer une forme nouvelle.

D'une manière générale, la prévalence de références civilisationnelles, même sur un mode aussi artificiel que l'islamisme radical, ne se comprend que comme une illustration de l'accroissement actuel du poids du passé. Peu importe qu'une idée soit factice, du moment qu'on se fait tuer pour elle. Mais une telle logique entretient d'étroites relations avec les diverses variantes de totalitarisme apparues au XX^e siècle. Elle ne peut durer plus de quelques décennies, bien que cela puisse suffire à aggraver les chocs historiques en cours. L'image courante du Moyen Age comme époque des Ténèbres historiques a beaucoup à voir avec la nostalgie d'Empire qui le caractérisa jusqu'au bout. Dans la période qui s'annonce, il y a peut-être pire que le succès des dérives impériales qui se sont esquissées : leur échec.

À rebours de l'idée révolutionnaire qui trouve sa source dans le XVIII^e siècle, et qui aspire à une refondation du monde à partir du présent, le passé étant voué à une abolition rapide, l'effet des pesanteurs socio-historiques anciennes semble redevenu écrasant. L'incroyable régression historique que nous connaissons depuis une trentaine d'années résulte d'une densification d'un passé aveugle et régressif. Cet accroissement de poids spécifique n'a pas reçu d'explication satisfaisante, à moins d'envisager un épuisement historique d'une profondeur encore à déterminer. Il est d'ailleurs probable que le refus de voir l'ampleur du recul historique ou l'incapacité à en réaliser l'épaisseur incite à traiter l'argumentation de Huntington avec d'autant plus de répulsion. La manière qu'il a de poser les problèmes suggère silencieusement un tel degré de désastre qu'il est difficile de considérer avec sang-froid. Il se positionne *après la catastrophe*. L'atmosphère intellectuelle qui prévaut en France, avec sa mentalité de petit empire républicain, fictif et coupé du monde, renforce cette dénégation de la réalité.

L'épuisement actuel de toute perspective crédible d'un passage à une civilisation universelle comme le mouvement ouvrier pouvait l'esquisser dans son devenir mondial, est dans une certaine mesure compatible avec l'analyse de Huntington, qui décrit pourtant la décomposition historique contemporaine en s'y adaptant. Un tel éclairage est évidemment étranger à Huntington pour qui la question d'une abolition de l'exploitation et de la domination doit tenir de la chimère pure et simple⁶.

⁶ Il est certain que toutes les variétés d'islam considéreraient une insurrection ouvrière avec abolition des divisions de classe, émancipation des femmes, suppression de la propriété privée, etc., comme infiniment plus intolérable que le régime social américain actuel, pourtant considéré comme «satanique». Dans le monde musulman, il ne semble pas qu'il y ait d'espace pour une révolution sociale libératrice, qui ouvrirait effectivement la voie à une occidentalisation supérieure de ces sociétés, et nous n'avons pas d'explication de cette impasse. Cette impossibilité est peut-être tout aussi grande dans les civilisations chinoises, bouddhistes, etc., mais leur

L'incapacité de Huntington à définir l'originalité de l'Occident (la tendance à l'« auto-institution de la société », dans le vocabulaire de C. Castoriadis) est profondément liée à cette cécité, mais cela n'importe guère pour son propos, qui se veut surtout descriptif et symptomatique et non explicatif. **Guy Fargette** (5 /1/2003)

distance géographique nous rend cet aspect moins visible.

Colin Foster

Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme

Ce texte a été publié dans Workers Liberty, publication de l'Alliance for Workers Liberty, au moment de l'intervention américano-britannique en Afghanistan. Nous en avons extrait les passages qui nous semblent les plus pertinents par rapport au conflit actuel avec l'Irak et par rapport à des questions plus générales que l'on retrouve dans les deux cas (Y.C.).

1. Comment peut-on affronter le problème du terrorisme et de l'intégrisme (1) ?

Tout d'abord en ne soutenant pas le gouvernement américain. Pendant 60 ans, les Américains ont été les associés et les alliés du régime fondamentaliste saoudien. Ils ont aidé l'Etat pakistanais et l'Arabie saoudite à financer les talibans dans les années 1990. Ils ont fréquemment appuyé des mouvements fondamentalistes afin de contrer des organisations nationalistes laïques. Ils essaient de renouer des relations avec le régime intégriste en Iran, et avec ses alliés afghans de l'Alliance du Nord.

Avant comme après le 11 septembre, notre réponse au terrorisme fondamentaliste est la suivante : nous sommes solidaires avec le mouvement ouvrier, les révolutionnaires et les démocrates dans ces pays. Les révolutionnaires qui prônent courageusement la laïcité dans les pays musulmans doivent à la fois se défendre physiquement contre les intégristes et organiser l'action de la classe ouvrière sur les problèmes sociaux exploités par les intégristes.

Ce n'est pas une solution rapide, mais il n'en existe pas d'autre. (...)

2. En dénonçant le fondamentalisme, ne renforcez-vous pas les préjugés antimusulmans ?

Il serait préférable d'utiliser un autre mot que le terme « fondamentalisme » si l'on en trouvait un. Les talibans, le groupe de Ben Laden ou l'élite dirigeante saoudienne ne rassemblent pas

des individus particulièrement dévots, ce sont surtout des individus ultra-réactionnaires. Pour eux, le « djihad » n'a aucune signification spirituelle, il s'agit littéralement d'une « guerre sainte » pour repousser ou détruire les « infidèles ».

Nous dénonçons la politique djihadiste-fondamentaliste tout en nous opposant à toute diabolisation des musulmans, ou de la population asiatique en général, en Grande-Bretagne. Cette attitude n'est pas contradictoire car les principales victimes des intégristes se trouvent dans les pays musulmans et sont elles-mêmes, le plus souvent, musulmanes.

3. D'où vient le fondamentalisme djihadiste ?

Le noyau militant de ces mouvements est généralement constitué de petits-bourgeois déçus, vivant dans les villes ; ils se radicalisent à cause du chaos provoqué par le développement capitaliste dans leur pays. Ce sont par exemple des diplômés universitaires qui n'arrivent pas à trouver un travail qui leur convienne. Ils s'allient avec des membres des couches sociales réactionnaires (mollahs, propriétaires fonciers, commerçants) dont l'existence est menacée par le capitalisme actuel, et mobilisent une partie des sans-réserves, inorganisés et désorientés, en leur faisant miroiter la possibilité de revenir à un passé imaginaire qui aurait connu l'ordre et la prospérité.

L'intégrisme est le produit des frustrations et du chaos provoqués par le développement capitaliste, et non d'un problème créé spécialement par l'« Occident ». En effet, des relations capitalistes existent au cœur de la plupart des sociétés musulmanes depuis très longtemps.

La plupart des gens pensent souvent que le capitalisme a été imposé de l'extérieur, par l'Occident. Ils se trompent tout autant que les populistes américains qui, au XIX^e siècle, prétendaient que le capitalisme avait été imposé à leur pays par l'Angleterre.

Le fondamentalisme n'est pas un produit automatique du développement capitaliste. Il s'affirme en combattant d'autres tendances inhérentes à ce développement. Le plus souvent, l'intégrisme a acquis un certain poids en luttant contre le nationalisme laïc qui a accompli certaines réformes dans les pays musulmans : indépendance politique, nationalisation des principaux moyens de production ou contrôle des ressources nationales par des capitalistes autochtones, début d'industrialisation, timide réforme agraire. Mais ce mouvement nationaliste a maintenant épuisé ses possibilités et se trouve dans une impasse. L'intégrisme s'oppose aussi aux idéaux démocratiques, au socialisme et au mouvement ouvrier, qui ont jusqu'ici été faiblement implantés dans ces pays, en partie parce que beaucoup de prétendus socialistes (au sein des Partis communistes ou assimilés) ont adopté une politique suiviste par rapport aux nationalistes laïcs.

Si l'on veut trouver un équivalent européen au fondamentalisme, on peut se référer à l'anticapitalisme réactionnaire du début du XIX^e siècle que Marx a analysé dans le *Manifeste communiste*, « ce socialisme féodal où se mêlaient jérémiades et libelles, échos du passé et grondements sourds de l'avenir ». Ou bien on peut le comparer au fascisme. L'intégrisme constitue un mélange hybride de ces deux tendances.

4. Devons-nous soutenir le gouvernement britannique lorsqu'il veut introduire une loi contre la haine antireligieuse?

En Grande-Bretagne, nous défendons sans réserve les communautés asiatiques musulmanes contre toute persécution ou tentative de criminalisation, sous prétexte que leurs ressortissants seraient musulmans ou « en auraient le type ». L'immense majorité des musulmans ne sont pas des terroristes intégristes et n'ont aucune responsabilité dans les atrocités du 11 septembre.

Les syndicats locaux et les sections du Parti travailliste doivent s'engager à défendre physiquement les mosquées et la communauté musulmane contre toute menace.

Prêcher la haine des musulmans devrait être interdit, tout comme prêcher la haine raciale. Mais critiquer violemment l'islam, le christianisme, ou n'importe quelle autre religion, est un droit démocratique. Nous devons absolument nous opposer à toute mesure qui

s'inspirerait des vieilles lois contre le blasphème.

Nous sommes des marxistes, et donc des athées. Nous combattons toutes les religions parce que celles-ci voudraient que les gens conduisent leur vie en suivant la volonté d'un Dieu imaginaire plutôt qu'en se préoccupant des besoins des hommes. Nous sommes totalement opposés à l'influence de la religion sur les lois ou l'enseignement. Mais nous défendons aussi la liberté religieuse. Nous nous opposons aux musulmans qui veulent liquider physiquement les « infidèles », mais nous n'avons aucun grief contre la majorité des musulmans qui veulent simplement exercer leur droit à avoir des convictions religieuses. (...)

5. A côté de la menace représentée par l'impérialisme américain, le terrorisme et le fondamentalisme ne constituent tout de même qu'un danger mineur. Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord avec les intégristes, mais ne devons-nous pas être solidaires d'eux contre les Etats-Unis ?

Adopter cette position revient à dire que, lorsque deux forces réactionnaires se combattent, nous devrions être solidaires de la plus faible des deux. Pourquoi ? Si toutes les deux sont réactionnaires, nous lutterons contre les deux. Certes, l'intégrisme est une force relativement faible aujourd'hui, mais nous ne voulons certainement pas qu'il se renforce demain. Sur tous les plans, social, politique, historique et humain, les intégristes sont aussi et même plus réactionnaires que George Bush.

Lorsque nous soutenons les mouvements de libération nationale des petites nations contre les grandes puissances, tout en les critiquant (par exemple lorsque nous avons soutenu les sandinistes contre les contras nicaraguayens épaulés par les États-Unis), ce n'est pas parce que ces mouvements étaient aussi réactionnaires que l'impérialisme mais plus faibles que lui. Nous soutenons les mouvements nationalistes, tout en critiquant leurs idées, parce qu'ils sont susceptibles de déclencher une dynamique démocratique, libératrice. Et nous voulons que cette dynamique démocratique, libératrice, se renforce et vainque l'opresseur.

Le fondamentalisme n'a aucun contenu démocratique ni libérateur.

Bien sûr, les intégristes, à l'échelle mondiale, sont plus faibles que la classe dirigeante

américaine. Mais ils ne représentent pas une menace secondaire en Iran, en Algérie ou au Pakistan. Ils n'ont pas été une menace insignifiante à Manhattan, le 11 septembre 2001. Ils ne seront peut-être pas une menace négligeable à Londres, si la guerre se poursuit. On ne peut dire à des gens attaqués par les intégristes, à Téhéran, Karachi, Alger ou New York, qu'ils ont affaire à un problème mineur par rapport au déroulement de la grande histoire du monde. (...)

6. L'anti-américanisme ne constitue-t-il pas une réponse légitime et progressiste aux crimes du gouvernement américain ?

« L'ennemi principal est dans notre pays », comme l'a dit le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht (...). Mais centrer toute notre politique sur la seule dénonciation des États-Unis, ce n'est pas vraiment suivre cette maxime. La classe dirigeante américaine se trouve aux États-Unis, pas dans « notre pays », ici en Grande-Bretagne.

Nous combattons le gouvernement américain, mais nous sommes fermement aux côtés du peuple américain, en particulier de la classe ouvrière américaine, contre les terroristes-intégristes.

Le gouvernement américain est responsable d'une longue série de crimes : bombardement du Cambodge, financement et aide à la Contra nicaraguayenne, etc. Si cette liste est plus longue que celle d'autres gouvernements capitalistes, ce n'est pas parce que les Américains seraient pires que les autres, mais simplement parce qu'il s'agit d'un Etat plus important.

Les citoyens américains, dont on peut dire qu'ils sont sans doute moins xénophobes et plus cosmopolites que les peuples des autres grandes puissances capitalistes, ont réussi, grâce à leurs protestations, à forcer leur propre gouvernement à admettre qu'il avait perdu le conflit du Vietnam, au cours de la dernière grande guerre impérialiste-coloniale — chose que les Britanniques n'ont jamais réussi lors d'aucune guerre impérialiste menée par leur propre Etat.

Les sentiments anti-américains en Grande-Bretagne peuvent se cacher sous des oripeaux démocratiques et internationalistes, mais souvent il ne s'agit que de la grogne de petits exploités contre des plus gros. Cette attitude reflète l'amertume des nostalgiques de l'ancien Empire britannique qui dominait le monde autrefois, et cette rancœur vise les nouveaux

dirigeants américains du monde. Ou bien (chez les gens de gauche ou d'extrême gauche) elle reprend les arguments du camp stalinien contre les États-Unis durant la guerre froide. Nous n'avons rien à voir avec ces idéologies-là.

7. Notre priorité n'est-elle pas l'anti-impérialisme ?

Qu'est-ce que l'impérialisme ? Au début du XX^e siècle, à l'époque où Lénine a écrit son fameux pamphlet, ce terme décrivait un système mondial régi par la concurrence entre des empires coloniaux pour des territoires ou des sphères d'influence, et dominé par quelques grandes puissances. Lénine pensait que ce système ne dépendait pas de la politique temporaire de quelques gouvernements, mais qu'il était organiquement lié à l'évolution des grandes économies capitalistes de l'époque. Il était lié à la domination des banques et des grosses sociétés, elles-mêmes étroitement imbriquées avec les machines gouvernementales de leurs pays. Les grandes entreprises s'appuyaient sur ces appareils d'États nationaux pour garantir leurs marchés et leurs sources de matières premières.

Aujourd'hui, la gauche et l'extrême gauche utilisent fréquemment le mot « impérialisme » pour désigner en fait la phase actuelle du « capitalisme avancé ». Ce nouveau sens ajoute une dimension morale à la condamnation du capitalisme mais crée une confusion fatale.

Au temps de l'impérialisme « classique », « stade suprême » du capitalisme, à l'époque des vieux empires coloniaux, les révolutionnaires luttaient pour la libération politique des petites nations conquises par les grandes. Si l'impérialisme colonial réapparaissait aujourd'hui, si, par exemple, les gouvernements américain et britannique voulaient conquérir l'Afghanistan et le soumettre à un régime colonial traditionnel, les révolutionnaires devraient être prêts à soutenir toute force anticoloniale, y compris les talibans. Nous les soutiendrions (2) dans la mesure où ils résisteraient à la conquête coloniale, tout en travaillant de notre côté à renverser ce mouvement nationaliste et à le remplacer.

Mais, sous le coup des grandes luttes de libération nationale, les vieux empires coloniaux ont décliné après 1945. Depuis 1975, ou depuis 1989-1991 si l'on inclut l'empire russe, ces vieux empires ont presque disparu. L'impérialisme actuel se caractérise surtout par

la domination du monde à travers les grandes entreprises et les banques, grâce aux forces du marché, il ne se caractérise pas par l'existence d'empires coloniaux.

Contre l'impérialisme colonial, la libération nationale figurait au programme démocratique radical des révolutionnaires. Mais proposer aujourd'hui la « libération nationale » contre « l'impérialisme du libre échange » actuel est absurde. Cela conduit une partie de la gauche et de l'extrême gauche à soutenir (et à s'allier avec) tous les opposants de cet « impérialisme » (le capitalisme du marché mondial), y compris les djihadistes-intégristes et autres réactionnaires. Comme si nous pouvions adopter de nouveau aujourd'hui l'attitude qu'il fallait avoir avec les mouvements qui ont conquis la liberté pour les colonies de la Grande-Bretagne, de la France, du Portugal et d'autres puissances coloniales.

Contre l'« impérialisme du Fonds monétaire international », il n'existe qu'une seule solution : la lutte de la classe ouvrière et la révolution socialiste. Certes, un mouvement de « libération nationale » qui aujourd'hui n'affronte aucun régime colonial ou semi-colonial peut prétendre qu'il combat l'impérialisme, mais il ne s'agit que d'un discours creux, « anti-impérialiste », ou anti-américain, cocktail confus qui joue sur les frustrations, le ressentiment et la jalousie nationalistes.

Ce type de mouvement s'oppose aujourd'hui au développement nécessaire du mouvement ouvrier en appelant les membres de toutes les classes à s'unir contre un ennemi extérieur — ennemi qu'en plus ils ne peuvent pas renverser. En effet, les dirigeants capitalistes de ces mouvements « anti-impérialistes » partagent les mêmes valeurs que ceux qu'ils prétendent combattre. Il s'agit seulement de mouvements populistes nationalistes.

Une telle politique a empêché l'apparition d'une politique indépendante de la classe ouvrière en Amérique latine, même dans des pays très avancés comme l'Argentine. Et les mouvements djihadistes-intégristes prônent un rejet radical de l'essentiel du monde moderne.

Le seul noyau « rationnel » de cet « anti-impérialisme » populiste est la prétention à créer une économie indépendante du marché mondial. Mais on a déjà tenté de mettre en œuvre un tel programme – en Argentine pendant les années 1940 et 1970, en Irlande entre 1932 et 1958, et

dans beaucoup d'autres pays — et cela n'a mené qu'à une impasse sur tous les plans : économique, social et politique.

Lorsque nous utilisons le terme d'« impérialisme » pour stigmatiser la phase actuelle du capitalisme avancé, qui représenterait donc une forme particulièrement néfaste du capitalisme, notre « anti-impérialisme » s'oppose en fait au progrès économique, pas au capitalisme. Cela conduit à une sorte de front populaire international avec tous les réactionnaires du deuxième et du troisième mondes. L'attitude complaisante qu'adoptent certains révolutionnaires britanniques vis-à-vis des djihadistes-intégristes le montre bien.

Nous dénonçons la guerre américano-britannique parce que les États de ces deux pays, leurs bureaucraties capitalistes et militaires, prétendent combattre l'intégrisme en lâchant des missiles Cruise à plusieurs milliers de mètres d'altitude, plutôt qu'en construisant sur le terrain une opposition démocratique au régime des talibans. Mais l'« impérialisme » n'intervient guère dans cette affaire. Il ne s'agit pas, pour les États-Unis, de créer une nouvelle colonie, ni d'imposer les règles du libre échange ou un plan du FMI pour payer la dette.

Notre « anti-impérialisme » n'est pas fondé sur un principe négatif, mais sur un programme positif : celui de la démocratie, de l'internationalisme et du socialisme.

8. Lénine n'a-t-il pas déclaré que la lutte contre l'impérialisme devait primer sur toutes les autres ?

Non, même à son époque, à un moment où « l'impérialisme » désignait principalement le système établi par les grands empires coloniaux, il a écrit : « L'impérialisme est tout autant notre ennemi mortel que le capitalisme. Aucun marxiste ne doit pourtant oublier que le capitalisme est plus progressif que le féodalisme, et l'impérialisme plus progressif que le capitalisme pré-monopoliste. Par conséquent, nous ne sommes pas obligés de soutenir toutes les luttes contre l'impérialisme. Nous ne soutenons pas le combat des classes réactionnaires contre l'impérialisme. » (*Une caricature du marxisme e à propos de l'économisme impérialiste*).

Il polémiquait avec certains camarades qui voulaient abandonner le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en restant

« anti-impérialistes ». Lénine leur répondait qu'un « anti-impérialisme » séparé du programme positif du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était « une phrase creuse, une récrimination absurde ».

9. Ne devrions-nous pas toujours soutenir un pays pauvre contre un pays plus riche ?

(...) Nous soutenons les petites nations contre les grandes, lorsque l'autodétermination d'une petite nation est menacée. Mais soutenir les pays pauvres contre les pays riches quand le droit à l'indépendance nationale n'est pas en jeu ne résoudra pas le problème de la pauvreté. La seule force qui puisse mettre fin à la misère est la classe ouvrière, en créant un monde fondé sur la solidarité plutôt que sur le profit.

10. Lénine a dit que nous devrions soutenir la violence des opprimés contre celle des oppresseurs. Ne devrions-nous pas soutenir la violence contre les Etats-Unis ?

Nous soutenons le droit des opprimés à utiliser la violence dans leur lutte contre l'oppression. Mais la violence de groupes réactionnaires contre le peuple, violence mise en œuvre par des gens qui peuvent être ensuite victimes de la répression, ne relève pas du même registre. Le droit des pays pauvres à se défendre n'inclut pas le droit de financer ou de soutenir ceux qui ont organisé l'attentat du 11 septembre. De plus, en quoi le milliardaire Oussama Ben Laden est-il un « opprimé » ?

11. Le fondamentalisme terroriste n'est-il pas un mouvement anti-impérialiste ?

Le fondamentalisme n'est pas né en Arabie saoudite, en Iran, en Afghanistan, en Egypte ou en Algérie dans le cadre d'un mouvement contre la domination américaine. Bien au contraire. En Arabie saoudite et en Afghanistan les intégristes ont été soutenus par le gouvernement américain. L'intégrisme n'est « anti-impérialiste » que lorsqu'il critique le monde des « infidèles ». Les intégristes condamnent parfois le profit excessif, la brutalité des forces du marché et l'arrogance américaine, parce qu'ils caractérisent, selon eux, le monde des « infidèles », mais ils condamnent aussi le marxisme, la démocratie, les libertés individuelles et la laïcité qui font partie de ce même univers « infidèle ».

En pratique, les régimes intégristes, en Iran ou en Arabie saoudite, ne font rien pour transformer le système capitaliste fondé sur le profit. Ils s'opposent violemment aux droits des femmes, à la liberté sexuelle, aux libertés individuelles, à la démocratie, à la laïcité et au marxisme.

Cet anticapitalisme-là est un mouvement réactionnaire, « fascisant », qui s'oppose au capitalisme non pas au nom d'un système meilleur, mais d'un système pire. Nous n'avons aucun point commun avec ces gens-là. On n'arrivera à construire un monde meilleur qu'en exploitant les contradictions au sein du capitalisme — en particulier, les contradictions entre la classe ouvrière et la démocratie, d'un côté, le pouvoir et les privilèges capitalistes de l'autre — pas en essayant de se dégager du capitalisme en prétendant revenir à un passé imaginaire et idéalisé.

Dans certains pays (Tchéchénie, Bosnie, Kosovo, Palestine), les idées intégristes se sont fortement implantées parmi les militants qui luttent pour la libération nationale. L'argent iranien et saoudien a joué un grand rôle dans ces conversions. L'influence des idées fondamentalistes sur les mouvements de libération nationale a toujours été néfaste, en transformant leur nationalisme en chauvinisme. Cela ne démontre pas plus la nature progressiste de l'intégrisme que le soutien des dirigeants nationalistes palestiniens aux nazis, dans les années 1940, ne prouvait que le nazisme comportait le moindre élément positif. (...)

12. Ben Laden n'a-t-il pas raison de dénoncer le soutien des Etats-Unis à Israël ?

Les Etats-Unis soutiennent Israël tout en prétendant pousser cet Etat à conclure des compromis avec les États arabes et les Palestiniens. Nous critiquons cette politique. Mais la position de Ben Laden n'est pas celle-là : il dénonce les Etats-Unis parce que ceux-ci n'accepteront pas la destruction d'Israël. Son programme de destruction de la nation juive-israélienne est encore pire que celui des Etats-Unis. Ce que Ben Laden veut, c'est qu'un groupe de puissances relativement important, les États arabes, imposent leur volonté à une petite nation, les Juifs d'Israël. Ces Etats ne défendent absolument pas la liberté des petites nations. Leur position n'a rien d'anti-impérialiste. (...)

13. Pourquoi dénoncez-vous tellement l'intégrisme terroriste ? Les mass media s'en chargent déjà. Notre travail, en tant que révolutionnaires, est de construire un mouvement antiguerre. Tout argument qui contribue à construire ce mouvement nous sert. Tout argument qui aide le gouvernement américain à diaboliser les talibans nous dessert.

Les révolutionnaires ne sont pas des avocats : ils ne recherchent pas désespérément n'importe quel argument pour justifier leur cause, ils sont partisans de dire la vérité, toute la vérité. Comme l'a dit Trotsky, le premier devoir d'un révolutionnaire « c'est de faire face à la réalité... de dire la vérité aux masses, aussi amère soit-elle ».

Si les révolutionnaires ignorent les faits présentés par les médias sur les talibans ou essayent d'excuser leurs crimes, ils affaiblissent la valeur de leurs arguments contre la guerre aux yeux des gens qui réfléchissent un peu. Beaucoup de révolutionnaires ont cette attitude en Grande-Bretagne et nous devons expliquer pourquoi nous pensons qu'ils se trompent.

Prenons l'exemple du dernier numéro de *Socialist Worker* (l'hebdomadaire du SWP, principal groupe d'extrême gauche britannique, *NdT*) du 6 octobre 2001. Les partisans de la guerre et de l'intervention américano-britannique en Afghanistan dénoncent la façon dont les talibans persécutent les femmes. Ils ont raison de protester contre la persécution des femmes, mais tort de soutenir l'intervention américano-britannique. *Socialist Worker* répond à cette critique en reprenant à son compte une excuse mensongère des talibans : ceux-ci infligeraient cent coups de fouet aux femmes qui refusent de sortir voilées pour mieux les protéger !

« La façon dont les talibans traitent les femmes reflète à la fois le sous-développement des villages dont les talibans sont originaires et les traumatismes dus aux années de guerre. Comme n'importe quel groupe de guérilleros, ils étaient composés d'hommes qui avaient passé des années dans des unités combattantes. Les talibans craignaient que leurs soldats ne se comportent comme certains groupes de moudjahidine s'étaient comportés en pénétrant dans les villes. Durant la guerre, les femmes avaient été très souvent maltraitées et violées. Ils

pensaient qu'en les obligeant à rester chez elles ils pouvaient mieux les protéger. »

En fait, les talibans n'existaient, en tant que formation, que depuis quelques mois, et se trouvaient en exil au Pakistan, plutôt que dans des villages afghans, et ne se s'étaient pas battus longtemps lorsqu'ils ont pris Kandahar en novembre 1994, ont imposé la burka, ont interdit aux femmes de travailler et ont fermé toutes les écoles de filles.

Au cours de l'histoire de l'humanité, les oppresseurs des femmes ont toujours prétendu qu'ils agissaient pour leur bien. Mais il a fallu attendre la fin du XX^e siècle pour que l'on voie des révolutionnaires assez inconscients et effrontés pour servir d'avocats à des organisations comme les talibans.

1. J'ai choisi de traduire indifféremment *fundamentalism* par fondamentalisme ou intégrisme. (*NdT*).

2. Colin Foster (militant de l'AWL) reprend ici une position que défendit Trotsky à deux reprises, en soutenant l'empereur Haïlé Sélassié contre les troupes de Mussolini, lorsqu'elles envahirent l'Ethiopie, et en soutenant Tchang-Kai-Chek contre l'invasion japonaise. Dans les deux cas, on perçoit bien la motivation qui inspire ce « soutien critique », on voit l'intérêt, pour des révolutionnaires italiens ou japonais, de se désolidariser clairement de leur propre impérialisme en souhaitant sa défaite, mais on voit mal comment cette politique aurait pu être mise en œuvre, sur le terrain des opérations, par des Chinois ou des Ethiopiens. Il me semble qu'en Chine comme en Éthiopie des révolutionnaires auraient eu à se défendre physiquement et militairement autant contre les troupes impérialistes étrangères que contre les nationalistes locaux — à moins qu'ils n'aient fait de l'« entrisme » chez les nationalistes... politique que Trotsky lui-même condamnait lorsque les partis staliniens la pratiquaient. (*NdT*).

A propos des « discours automatiques » contre la guerre et l'impérialisme

Certitudes et questions

Cet article vise à faire le point sur quelques problèmes posés par le mouvement antiguerre, tant au niveau des slogans avancés dans les manifestations que des « discours automatiques » de l'extrême gauche (1). Sont concernés les comparaisons douteuses, les raisonnements hâtifs, les analyses bâclées, qui ne convainquent personne mais que nous continuons à répéter avec acharnement depuis — au moins — les années 60. Il me semble en effet que les révolutionnaires sont souvent opposés à la guerre contre l'Irak à partir de pronostics risqués, ou pour des raisons détestables (2).

La manifestation pacifiste mondiale du 15 février 2003 a rassemblé en France des cortèges importants, non exempts d'ambiguïtés (cf. l'article « Un petit bain de foule et de haine chauvine »). Quelles que soient les tendances de l'extrême gauche concernées, on peut dire qu'un consensus semble se faire jour sur quelques points :

— Les Etats-Unis veulent redessiner l'ordre mondial aux dépens de l'Europe.

— Les intérêts économiques, matériels (pétroliers et géostratégiques), sont centraux dans la guerre qui menace.

— La défense de la « démocratie » n'est qu'un prétexte creux, sans réalité.

— Le capitalisme ne peut vivre sans la guerre.

— Pour arrêter les guerres, il faut renverser le capitalisme.

Quelles que soient les nuances dans l'expression de ces idées, elles constituent grosso modo un fonds commun à toutes les tendances. Mais au-delà de ces généralités, lorsque l'on envisage ce qu'il faut (ou faudrait) faire, si les révolutionnaires avaient les forces suffisantes, des clivages fondamentaux apparaissent.

Contre certaines guerres ou contre toutes?

Ce premier clivage est le plus évident. Les pacifistes radicaux, partisans de la non-violence dans tous les cas (pas les pseudo-pacifistes qui tourneront leur veste après un vote à l'ONU), s'opposent évidemment à ceux qui considèrent que certaines guerres seraient « progressistes », pourraient « affaiblir l'impérialisme » ou qu'il

faudrait défendre une petite nation contre l'agression d'une grande puissance impérialiste. Conséquence pratique immédiate : les pacifistes radicaux prônent la désertion, la constitution de réseaux de déserteurs, etc., tandis que les seconds prôneraient, s'ils en avaient les forces, l'organisation des soldats à l'intérieur des armées impérialistes en vue de mutineries, puis d'une insurrection armée. Du moins, s'ils mettaient leurs intentions révolutionnaires effectivement en pratique...

De toute façon, qu'il s'agisse de mutineries ou de désertions massives, on voit mal comment de tels phénomènes pourraient affecter les armées de métier des grandes puissances impérialistes actuellement. Ce clivage, susceptible d'avoir des conséquences pratiques importantes dans une autre situation, n'en a aucune aujourd'hui. Par contre, il peut amener dès maintenant certains courants à soutenir, en cas de guerre, un camp (l'Irak) contre un autre (les Etats-Unis) et à mettre un bémol dans leurs critiques contre Saddam Hussein et son régime sanguinaire.

Contre certains États ou contre tous ?

Ce second clivage rejoint en partie le premier, mais ne le recoupe pas totalement. Ceux qui sont farouchement opposés à tout Etat (principalement les anarchistes mais aussi ceux qu'on appelle, par facilité, les « ultra-gauches ») critiquent tous les gouvernements et tous les mouvements de libération nationale (simples États en gestation). Par contre, du côté des trotskystes, on trouve une pléiade de nuances. A partir de références politiques identiques, on

aura droit à une multitude de positions : certains soutiendront Saddam, d'autres refuseront de cautionner sa dictature ; certains ont soutenu Milosevic, d'autres ont pris le parti de l'UCK. Sans compter ceux qui prètent des vertus révolutionnaires à telle ou dictature se réclamant du « socialisme »: Burkina Faso, Angola, Cuba, etc.

L'URSS n'existe plus mais le « soutien critique » à tel ou tel Etat perdure. Les noms de ces États peuvent changer, mais l'illusion qu'en soutenant tel ou tel régime on pourrait influencer sa politique, ou au moins on serait dans le « bon camp », cette illusion perdure. Ne serait-il pas temps de sortir de l'éternel : « qui est contre l'URSS est pour l'impérialisme américain ? » Traduction aujourd'hui : qui est contre Saddam est pour Bush ? Face à ce raisonnement éternellement binaire, ne peut-on introduire un troisième facteur : la classe ouvrière et sa lutte pour le socialisme ? Qu'ont gagné les travailleurs à soutenir la « patrie du socialisme », les « États ouvriers dégénérés » ou « déformés », le « socialisme réel » et autres régimes d'exploitation ?

Certes, nos révolutionnaires actuels prétendent s'inspirer de l'exemple de Marx ou des bolcheviks pour définir leurs positions « internationalistes ». Je ne peux revenir ici sur les comparaisons régulièrement évoquées entre les positions prises lors de tel ou tel conflit du XIX^e ou du XX^e siècle et l'Irak, le Kosovo ou l'Afghanistan. Mais on peut au moins se poser quelques questions élémentaires.

1) A l'époque de Marx ou des débuts de l'Etat soviétique (pour ceux qui croient que cet Etat avait des vellétés révolutionnaires), il existait un mouvement ouvrier international. Marx ou la Troisième Internationale des années 20 ne fondaient pas leur « diplomatie » sur tel ou tel Etat en lequel ils avaient des illusions. Ils parlaient de l'idée que le capitalisme (pour simplifier) jouait un rôle progressif en éliminant les restes du féodalisme et que la constitution de grands États puissants et centralisés accélérerait la formation d'une classe ouvrière importante, et donc hâterait l'avènement de la révolution mondiale. Peut-on encore raisonner de cette façon aujourd'hui ? Peut-on encore faire l'apologie des effets progressifs de l'industrialisation du monde ?

2) L'Internationale communiste est celle qui a le plus théorisé le soutien aux mouvements de libération nationale contre l'impérialisme. Mais on ne doit pas oublier :

a) qu'il s'est agi, pour l'Etat soviétique puis l'impérialisme russe, de gêner au maximum l'impérialisme occidental ;

et b) que les mouvements de libération nationale ont partout établi de sanglantes dictatures sur leurs propres peuples et n'ont même pas réussi à leur assurer le minimum vital : un logement correct, le droit à la santé et à l'enseignement et un travail décent. Il fallait, bien sûr, souhaiter et précipiter la défaite des armées impérialistes dans tous les conflits coloniaux mais sans propager la moindre illusion sur les directions nationalistes qui prenaient la tête de ces révolutions dans les pays du tiers monde.

3) Lorsqu'il y avait encore des Internationales, que ce soit la Première, la Seconde ou la Troisième, la « diplomatie prolétarienne » se fondait sur l'action concomitante des ouvriers dans les pays belligérants. Se trouve-t-on dans une telle situation aujourd'hui ? Où sont les syndicats ou les organisations de masse qui pourraient mobiliser les ouvriers et paysans américains et irakiens, palestiniens et israéliens ?

En l'absence d'un mouvement ouvrier réel, on peut certes multiplier les appels aux bureaucrates syndicaux ou aux partis de gauche à réagir, mais on trompe son monde si on croit que ces bureaucrates bougeront le petit doigt. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la « diplomatie révolutionnaire » d'aujourd'hui se réduit en fait au soutien critique à Saddam ou Milosevic, à Arafat ou à Ocalan.

Contre la bourgeoisie américaine ou contre toutes les bourgeoisies ?

Si cela n'apparaît jamais sous cette forme aussi claire, de fait une grande partie de la propagande d'extrême gauche établit une hiérarchie entre les États impérialistes ou bourgeois. Autant on peut comprendre que les militants américains dénoncent en priorité la barbarie de leur propre Etat (en cela, le travail d'agitation et de réflexion de Chomsky est essentiel ; on aimerait que des intellectuels et des historiens français dépensent la même énergie que lui à démolir le discours « civilisateur » de l'impérialisme français, sous tous les gouvernements de droite et de gauche), autant la même attitude appliquée dans tous les grands pays impérialistes et dans tous les États de la planète a des conséquences néfastes.

C'est ainsi qu'en France, un pourcentage infime de la propagande antiguerre est consacré à la responsabilité française dans la longue vie

de la dictature du Baas irakien, pour ne pas parler de tous les dictateurs d'Afrique francophone. Dans la patrie de Mitterrand et de Robert Hue, la lutte contre l'impérialisme français a toujours été secondaire, si l'on excepte les périodes de la guerre d'Indochine et celles de la guerre d'Algérie, mais il faut dire que, dans ces deux cas, la vie de soldats et de civils français était en jeu. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, on n'a jamais vu ni la gauche ni l'extrême gauche s'investir sérieusement dans la dénonciation, même en milieu étudiant, des crimes de l'impérialisme français. Les facs ont eu successivement des comités Vietnam, Chili, Nicaragua, Chiapas ou Palestine, mais on aurait du mal à dénicher des comités Mali, Côte d'Ivoire ou Sénégal. Quant aux foyers de travailleurs immigrés, ils n'ont jamais eu la visite du moindre gauchiste, à l'exception des maos des années 70, mais ceux-ci les caressaient dans le sens du poil, ne critiquaient jamais les Ben Bella, Amilcar Cabral, Nkrumah, etc. (3) Le terrain a donc été occupé par des associations d'étudiants étrangers ou de travailleurs immigrés noyautés par des États policiers laïcs ou religieux, et aujourd'hui par des islamistes fondamentalistes.

Le fait que des jeunes (issus ou non de l'immigration) éprouvent de la haine pour Bush semble à certains un facteur positif, qui pourrait être transformé en une conscience de classe ou une conscience révolutionnaire. En gros, la réduction des États-Unis à un crétin (Bush) et une brute (Stalone), réduction opérée quotidiennement par les Guignols de l'Info ouvrirait la voie à une « bonne » propagande anti-impérialiste. Je souhaite bon courage à ceux qui croient que l'on peut détourner une haine nationaliste, manipulée d'un côté par les intégristes musulmans et de l'autre par les nationaux-républicains de toute obédience, et la transformer en un facteur positif.

Mais pourquoi se cacher derrière la haine de l'autre ? Autant exprimer la sienne, ce serait plus honnête ; mais alors on devrait s'interroger sur la raison pour laquelle l'« arrogance » américaine serait plus insupportable que celle des Mitterrand, Chirac, Seillères, Messier, Aussaresses et Bigeard.

Là encore, en croyant déceler un élément positif dans l'anti-américanisme primaire de la jeunesse, nos révolutionnaires ne font que théoriser leur impuissance, dévoiler que le principal problème est ailleurs : la classe ouvrière, en France comme dans le reste du

monde, soutient passivement sa propre bourgeoisie, ses partis et ses syndicats qui pratiquent la collaboration de classe depuis près d'un siècle.

Contre le sionisme et l'existence de l'Etat d'Israël ou contre tous les nationalismes ?

L'attitude vis-à-vis du sionisme (c'est-à-dire, plus clairement, du nationalisme juif ou israélien) est une de celles qui polluent le plus l'action du mouvement antiguerre, notamment aux États-Unis. Ceux qui dans le mouvement sont opposés à l'existence même de l'Etat d'Israël (4), ou prônent naïvement un grand Etat englobant Juifs et Palestiniens, ont une indulgence particulière pour le nationalisme arabe — comme d'ailleurs pour le nationalisme noir au sein même des États-Unis. Comme l'écrit un militant américain : « Le Workers World Party (5) contrôle la coalition antiguerre et ils ont empêché Michael Lerner de prendre la parole à la manifestation. Ce rabbin, sioniste de gauche, partisan d'un Etat palestinien, collabore avec l'extrême gauche depuis des années, mais il aurait certainement, dans son intervention, critiqué Saddam Hussein, le Hamas et le Hezbollah. Le mouvement antiguerre commet une grave erreur. Nous devons répondre aux problèmes que rencontre le peuple irakien si nous voulons démolir les arguments des partisans de Bush. Nous ne pouvons pas laisser Bush et Blair continuer à prétendre qu'ils vont "libérer" le Moyen-Orient. »

C'est ainsi que les trotskystes britanniques du SWP, à l'origine du mouvement Stop the War, font la cour à la Muslim Association of Britain, qui défend les positions des Frères musulmans, positions féroceusement anti-ouvrières dans les pays où cette organisation est représentée. Ou qu'en France le Hamas et autres organisations islamistes peuvent tranquillement scander « Mort aux Juifs ! » dans les manifs gauchistes sans se faire vider à grands coups de pompes dans le cul. Qu'en Hollande, en avril 2002, plusieurs milliers de manifestants peuvent crier : « Hitler en a raté un : Sharon » et se livrer à des ratonnades antijuives, sans que l'extrême gauche française en parle. En Angleterre, en Hollande, en France ou aux États-Unis, les arguments mis en avant sont toujours les mêmes : « Il faut être efficace et ne pas briser l'unité du mouvement. Ce n'est pas le moment. L'impérialisme américain est l'ennemi principal. Il faut savoir hiérarchiser les priorités, etc. » On a vu ce que les « Ho ho chi minh ! » des ancêtres

de la LCR ou les « FNL vaincra ! » des maos ont donné : la famine, des centaines de milliers de boat people, et l'instauration d'une dictature féroce anti-ouvrière du Nord au Sud du Vietnam, sans offrir la moindre perspective aux révolutionnaires vietnamiens qui ne voulaient ni du stalinisme ni de régimes fantoches soutenus par l'impérialisme américain. Mais ces gens-là n'ont rien appris et continuent dans la même lignée, en apportant un soutien critique à l'OLP quand ce n'est pas au Hamas ou au Hezbollah, groupes terroristes anti-ouvriers.

Ceux qui refusent de dénoncer clairement l'antisémitisme des nationalistes arabes, ceux qui tolèrent des slogans comme « Sharon = Hitler », « Sharon, SS », etc., font un très mauvais calcul s'ils pensent que leur silence d'aujourd'hui leur permettra plus tard de redresser la barre et de convaincre leurs interlocuteurs nationalistes ou islamistes que le racisme et le chauvinisme divisent les travailleurs et divisent les peuples.

Certes, les grands partis israéliens, à commencer par le Parti travailliste qui a façonné l'Etat d'Israël, n'ont jamais eu la moindre estime pour les Arabes de Palestine ou d'ailleurs. Le général de réserve R. Eitam, porte-parole du Parti national religieux, parti extrémiste des colons qui vient d'entrer dans le gouvernement Sharon, compare la démographie et l'organisation des villes palestiniennes à un « cancer » qu'il faudrait éradiquer (6). A la suite de l'assassinat du petit Mohammad devant les caméras de télévision du monde entier, un porte-parole de l'armée israélienne a osé déclarer, au cours d'une conférence de presse transmise sur TFJ, la Télévision française juive, que le père de l'enfant s'était servi du corps de son fils comme bouclier humain pour se protéger des balles ! Bernard Henri-Lévy a raison quand il affirme que la propagande antisioniste, en dénonçant les assassinats des enfants de l'Intifada, recycle un vieux thème antisémite, celui du Juif, tueur d'enfants. Mais il « oublie » de dire que TFJ, chaîne sur laquelle il s'exprime régulièrement, surfe sur le racisme anti-Arabes, sur leur lâcheté supposée qui les amènerait à laisser leurs enfants se faire tuer à leur place.

Dans un tel contexte, il est donc important de dénoncer les effets du nationalisme israélien (le sionisme), comme du nationalisme palestinien, et leurs sous-produits, le racisme anti-arabes et l'antisémitisme. Beaucoup de militants pensent que finalement le racisme anti-juifs ou anti-israéliens serait plus compréhensible, moins

grave, car il viendrait d'une minorité opprimée. — les Palestiniens, en Israël, ou les jeunes Français issus de l'immigration, ici. Eh bien, ils se trompent, et ils feraient bien de se demander pourquoi et comment le multimilliardaire saoudien Ben Laden est devenu si populaire aux quatre coins de la planète. Mais inutile d'aller jusqu'à Téhéran ou Karachi. Il suffit de regarder l'implantation du Front national dans les quartiers ouvriers en France. Depuis quand la popularité d'un parti qui puise dans les thèmes mobilisateurs du racisme et du fascisme devrait-elle nous amener à croire que l'on pourrait partir des mêmes pulsions de haine chauvines et autoritaires pour les transformer en pulsions révolutionnaires ?

Pour la démocratie en Irak ou pour la révolution socialiste ?

Posée comme cela, la question peut sembler absurde. Tout révolutionnaire placé devant cette alternative en préférera le second terme. Mais il faut cependant s'interroger aussi sur la question de la démocratie si l'on veut s'adresser à ceux qui prennent pour argent comptant les arguments des Bush, Blair et consorts. Ceux-ci puisent dans la propagande antinazie et antifasciste de la Seconde Guerre mondiale et veulent faire croire qu'ils prépareraient une sorte de second débarquement et que les Européens seraient aussi naïfs et lâches vis-à-vis de Saddam aujourd'hui que vis-à-vis de Hitler hier. On ne peut traiter ces arguments à la légère (7). Certes on peut sourire quand un sénateur américain compare l'importance de l'arrestation du chef présumé de la logistique d'Al-Qaïda avec la libération de Paris. Ou quand un journaliste américain basé en France explique sur TF1 que les chars américains seront accueillis par des foules en liesse à Bagdad.

Mais on doit traiter sérieusement ces arguments et ne pas simplement dérouler le catalogue des coups d'États soutenus par la CIA (Guatemala, Iran), des invasions (Panama, Grenade), des guerres de longue durée contre un peuple colonisé (Vietnam) avec leur cortège de victimes (2 millions), des embargos et des bombardements (500 000 victimes au moins en Irak, etc.), voire de crimes plus anciens et fondateurs pour les États-Unis: génocide des Indiens américains (un million de morts), déportation de 9 millions d'esclaves africains en Amérique (une partie — difficilement quantifiable — d'entre eux sont morts pendant

la traversée ou par suite des traitements barbares qu'ils subissaient dans les plantations).

L'extrême gauche se préoccupe peu des forces démocratiques en Irak (ou en exil), de leur influence, de leur programme politique, etc., et des embryons de mouvement ouvrier qui pourraient exister dans ces pays ou (plus probablement) en exil. Et pour cause : apparemment la plupart des partis de l'opposition irakienne seraient en faveur de l'intervention américaine. Même si cette position me semble erronée, il faudrait peut-être en débattre avec les intéressés plutôt que de faire comme si leur opinion ne comptait pas. Et il en a été de même au moment de la guerre en Afghanistan ou au Kosovo. Pourtant, il semble difficile de prétendre soutenir le peuple irakien, kosovar ou afghan contre l'intervention américaine ou les interventions occidentales, sans se demander quelles organisations politiques démocratiques et ouvrières existent sur le terrain, ou dans l'immigration, et quel soutien peut-on leur apporter pour que leur peuple et leur classe ouvrière bénéficient de droits démocratiques élémentaires. Et s'il n'existe aucune organisation digne de notre soutien, alors comment peut-on se gargariser de mots tels que « solidarité », « peuple », etc. ?

Mais nos révolutionnaires ne feraient-ils pas aujourd'hui de la Realpolitik... à la soviétique ? « Bon, y a pas de mouvement ouvrier, y a pas de démocratie dans ces pays-là, de toute façon, ils ne sont pas assez développés pour bénéficier d'une démocratie solide, donc on soutient les États existants ou les partis nationalistes qui terrorisent leur peuple. » N'est-ce pas ce genre de raisonnements qui fondent implicitement leurs discours anti-impérialistes ?

Il serait peut-être temps de sortir des discours marxistes mécanistes et paternalistes qui enferment les trois quarts de l'humanité dans l'alternative suivante : « Soit vous faites la révolution socialiste mondiale, soit vous crevez de faim. » Même dans les pays du tiers monde, les ouvriers et les paysans peuvent conquérir des droits démocratiques élémentaires, à commencer par le droit à s'organiser en syndicats et en partis politiques.

Même dans les pays du tiers monde, les travailleurs et les paysans peuvent établir un rapport de forces plus favorable face aux patrons, aux gros propriétaires terriens, aux multinationales et à leurs États.

Et cette perspective est valable aussi bien pour l'Irak que pour le Rwanda, le Venezuela ou

la Birmanie. Contrairement à ce que Chirac a osé déclarer pour l'Afrique, la démocratie n'est pas pas « un luxe » inutile pour les peuples du tiers monde.

Pour revenir à la guerre contre l'Irak, les pacifistes, même les plus radicaux, risquent de se trouver dans une position très inconfortable au cas où une guerre civile éclaterait en Irak et où l'armée américaine déciderait de soutenir activement un camp en présence. Que feront alors nos « antiguerre » ? Contre les Irakiens qui voudraient éventuellement instaurer un Etat démocratique en Irak, défendront-ils les partisans de Saddam, la Garde nationale irakienne ou les Moujahidine du peuple iraniens réfugiés en Irak et exécutés de toutes les basses besognes du régime ? Pour le moment, le gouvernement Bush semble vouloir se contenter de placer un général de rechange aux commandes et ne pas s'attaquer à l'appareil d'Etat irakien mais on ignore comment la situation évoluera. Il me semble particulièrement dangereux d'écarter, par avance, la possibilité que les Irakiens eux-mêmes décident d'aller plus loin que ce que Bush ou les puissances impérialistes veulent leur imposer.

« Saddam, dictateur irakien. Bush, dictateur mondial » ?

Ce slogan comparant Saddam et Bush établit un parallèle absurde. On ne peut comparer une dictature totalitaire et une démocratie musclée. Les dirigeants de l'armée américaine sont certes parfaitement capables d'ordonner que l'on emprisonne ou torture des guérilleros, des révolutionnaires ou des militants des droits de l'homme. Ils l'ont fait dans le passé et le feront encore. Mais pour le moment la police et l'armée américaines ne le font pas à grande échelle sur leur territoire, comme le fait Saddam dans son pays. De plus, traditionnellement les Etats-Unis n'aiment pas s'engager dans ces guerres coloniales classiques qui ont permis aux armées française, britannique, portugaise et espagnole de massacrer des millions d'êtres humains aux quatre coins de la planète.

L'armée américaine procède d'une façon bien plus indirecte et plus efficace, hélas ! D'ailleurs, au vingtième siècle, l'Etat américain n'est intervenu massivement, pendant une longue période, pour modifier en profondeur un régime politique que dans deux cas : au Japon et en Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale.

Et cela lui a plutôt réussi. Sinon l'armée américaine se « contente » d'envoyer des conseillers militaires aider des régiments d'élite de toutes les armées prêtes à accepter ses services, mais elle ne fait pas le boulot elle-même — à part en Afghanistan en ce moment, à petite échelle, au Vietnam (avec les résultats catastrophiques que l'on sait) et peut-être demain en Irak.

Dans son ouvrage intitulé *Les Forces spéciales*, Tom Clancy, romancier et essayiste réactionnaire, grand ami des militaires, décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques, de taille limitée, auxquelles elle enseigne « le B-A-BA de la démocratie » : en clair, comment « traiter », voire liquider des mouvements sociaux pré-insurrectionnels, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant au maximum les « bavures » et en faisant du « social » : hôpitaux de campagne, petits gestes humanitaires, etc. On est loin d'une puissance démoniaque qui envierait des troupes occuper tous les pays qu'elle veut contrôler et imposerait uniquement par la force des régimes à sa botte. Si c'était le cas, Chavez aurait été renversé depuis longtemps par une intervention directe, comme Noriega au Panama ou Bishop à la Grenade. Et la Corée du Nord, l'Iran, la Libye... et l'Irak seraient sous protectorat américain depuis des dizaines d'années.

Les capitaux américains dominant en Europe et « notre » continent n'est pas occupé par les troupes de Bush, même s'il existe quelques bases militaires (8). Le rapport qu'entretiennent les Etats-Unis avec le reste du monde est beaucoup plus subtil (9) que le prétendent les gauchistes. Les gouvernements américains ont toujours de solides alliés dans chaque pays, dans les classes dirigeantes : hommes politiques, chefs d'entreprise, journalistes, intellectuels, chefs syndicaux, etc.

Le fait qu'Alain Madelin ait été le seul homme politique à prendre position pour Bush et pour la guerre est un leurre. Les partis de droite et de gauche français n'ont aucune divergence essentielle avec ce que Mendès-France appelait « l'hégémonisme » américain.

Et dans les pays où les gouvernements américains entretiennent des liens étroits avec pléthore de dictateurs sanguinaires, ce sont à

chaque fois des salopards autochtones qui massacrent leurs peuples.

La rhétorique gauchiste, à force de dénoncer les complices des bourreaux, des tortionnaires et des assassins de chaque Etat, finit par oublier qui exactement fait quoi.

Pour prendre un exemple concret : on peut affirmer, de façon schématique, que les Etats-Unis ont laissé faire Hitler pendant dix ans (de 1933 à 1943), mais on ne doit pas oublier que ce sont quand même Hitler et les nazis qui sont responsables du massacre de 6 millions de Juifs et des tueries perpétrées aux quatre coins de l'Europe par les troupes allemandes, pas le président Roosevelt ni Winston Churchill. Ces derniers sont responsables des bombardements de populations civiles en Europe, mais pas des crimes nazis. On peut leur reprocher d'avoir fermé les yeux sur le massacre des Juifs, massacre annoncé vingt ans à l'avance, on ne peut leur en imputer la responsabilité directe, sous peine de tout mélanger.

Ou, plus récemment, on peut incriminer l'action de la CIA dans le coup d'Etat de Pinochet au Chili ou les 30 000 « disparus » en Argentine, mais cela ne doit pas conduire à négliger les responsables essentiels des massacres commis par les militaires chiliens ou argentins. C'est pourtant ce type d'attitude qu'adoptent la gauche et l'extrême gauche latino-américaines en dénonçant sans cesse l'intervention des Américains, des gringos (c'est-à-dire, en bon français, des « étrangers » — tout un programme !), et en oubliant le rôle de leurs propres bourgeoisies nationales et de leurs appareils d'Etat et de répression.

Quant à Saddam, il est certes en partie une créature des grandes puissances, les Etats-Unis et la France en première ligne, car celles-ci lui ont vendu des armes pendant des années, l'ont soutenu politiquement, etc. Mais le Boucher de Bagdad a lui-même des visées expansionnistes dans la région. Sinon pourquoi aurait-il attaqué l'Iran puis envahi le Koweït ? Que cela ait été approuvé ou non dans un premier temps par l'administration américaine ne le rend pas moins coupable des atrocités commises sur le terrain par ses propres troupes.

Dans son livre *De la propagande*, Chomsky cite plusieurs fois la réponse de Madeleine Albright à la question : « Comment réagissez-vous aux témoignages indiquant qu'un demi-million d'enfants irakiens sont morts à cause des sanctions ? » Cette grande démocrate a déclaré à la chaîne de télévision CBS en mai 1996 que le

choix avait été « difficile » mais qu'elle pensait « que cela en valait la peine » !

Il est juste de faire connaître cette déclaration d'un cynisme ignoble et de la mettre en parallèle avec toutes les proclamations en faveur des droits de l'homme. Mais on ne peut oublier que Saddam a délibérément laissé crever ces mêmes enfants qu'il aurait pu sauver. On doit, à chaque fois, tenir les deux bouts du raisonnement, même si cela rend l'exposé de nos positions un peu plus long et un peu moins simpliste.

Que répondre aux arguments des réacs ? Que faire contre les guerres ?

La situation actuelle est une situation très complexe où les passions chauvines, les peurs munichoises et l'indignation contre la guerre risquent de donner naissance à un cocktail détonant. Vu la taille minuscule des groupes révolutionnaires sur cette planète et leurs divisions, leurs possibilités d'empêcher la guerre en Irak ou n'importe où dans le monde sont inexistantes. S'ils n'ont pas de solutions immédiates et réalistes à proposer, ils peuvent au moins indiquer clairement quelle issue, dans le cadre de chaque conflit, serait la moins négative pour les travailleurs de chaque pays et s'intéresser aux forces politiques qui, sur le terrain, luttent pour des droits démocratiques élémentaires.

En clair, à propos de l'Irak, s'il n'est pas question de soutenir l'intervention américaine, on doit déclarer haut et fort que si Saddam disparaissait avec une partie de ses tortionnaires, on ne pleurerait pas sa disparition. On doit aussi affirmer sans complexe que la destruction des armes militaires et chimiques de l'Irak est et serait une excellente chose. On ne peut parler à leur propos de « prétendues armes ». On ne peut noyer le poisson en déclarant que le Pakistan, Israël et les Etats-Unis ont l'arme nucléaire ou que seuls les Etats-Unis s'en sont pour le moment servis, comme si cela excluait la possibilité que Saddam l'utilise. Si tous ces faits sont exacts, ils ne donnent aucun droit, ni surtout aucune excuse à Saddam. Certes, la France et les Etats-Unis ont fourni à l'Irak des ingrédients pour fabriquer des armes bactériologiques et chimiques, mais ce ne sont pas elles qui ont obligé Saddam à les

commander et puis à les utiliser contre les Kurdes !

De même, il faut se méfier des arguments rappelant l'usage de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki, et les bombardements de civils par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. S'ils font allusion à des faits exacts, n'oublions pas que l'avocat Jacques Vergès les a utilisés pour défendre le criminel de guerre Klaus Barbie. Dans le genre, « Oui, c'est vrai, les nazis ont fait des choses horribles, mais l'impérialisme américain aussi, donc tout est pareil, et n'en parlons plus. »

Autant il me semble important de réaliser, dans la rue, l'unité d'action la plus importante possible contre la guerre, autant il faut absolument éviter de cautionner une quelconque unité nationale anti-américaine allant de Le Pen à Robert Hue en passant par Chirac et les royalistes de l'Action française qui avancent presque le même mot d'ordre que la LCR (« Pas de soldats français en Irak » pour les premiers ; « Pas de troupes françaises en Irak » pour la seconde). C'est pourquoi il faut absolument briser le consensus que les médias sont en train de promouvoir et dont Chirac profite à fond.

Les révolutionnaires doivent préparer l'avenir, non pas en jouant les éternels alarmistes (« La guerre atomique ou la révolution », « Socialisme ou barbarie » et autres perspectives catastrophistes qui ne peuvent que démoraliser ceux qui les prendraient au sérieux) ou en mettant en avant des slogans incompréhensibles dans la période actuelle (« Oui à la guerre de classes ») mais en développant une propagande internationaliste concrète qui évite les pièges de l'anti-impérialisme à la sauce stalinienne, de la judéophobie (10), du jacobinisme droit-de-l'hommiste chauvin et d'un mouvement altermondialiste qui, comme le dit bien Claude Guillon, n'est souvent qu'un mouvement altercapitaliste.

On m'objectera peut-être que cela fait vraiment beaucoup de pièges à éviter, mais ce monde est un champ de mines — au sens figuré comme au sens propre.

Yves Coleman

2/3/2003

NOTES

1. J'emploie à dessein et indifféremment les termes imprécis d'« extrême gauche », « gauchistes » ou de « révolutionnaires ». Il me semble en effet sans intérêt d'établir des différences de nature entre les tendances, en partant de leurs lointaines références idéologiques. Les divergences entre ces groupes renvoient artificiellement à un mouvement ouvrier qui a totalement disparu aujourd'hui. Ceux qui pensent qu'il existe encore des partis ouvriers ou que les syndicats sont vraiment indépendants de l'appareil d'Etat et de l'appareil de gestion des entreprises vivent dans un monde fantasmagorique. Tout aussi irréel que ceux qui identifient la LCR (ou LO ou le PT) à la social-démocratie allemande. Ou ceux qui croient aujourd'hui incarner le « bolchevisme » contre les « mencheviks » ou les « centristes » de tel ou tel groupuscule concurrent.

Les militants actuels, y compris l'infime minorité d'entre eux qui maîtrisent bien les classiques de leur tradition... tout en ignorant ceux des traditions concurrentes, défendent des idéologies bricolées, hybrides, qui n'ont rien à voir avec les théories de leurs pères fondateurs. Les groupes qui se disent révolutionnaires ont une implantation dérisoire. De plus, il est probable que, s'il y avait une vague de luttes ouvrières radicales en Europe et si une fraction significative du prolétariat souhaitait s'affronter avec la bourgeoisie et cherchait des armes théoriques pour mieux se battre, les étiquettes, les groupuscules d'aujourd'hui n'auraient plus grand sens, et voleraient en éclats.

Quant à la pratique actuelle, à une échelle microscopique, des groupes révolutionnaires, les vrais clivages, à mon avis, ne résident pas dans leurs références programmatiques, mais dans leur façon d'affronter au jour le jour les patrons, les syndicats, les partis réformistes et l'Etat. En clair : qui a voté pour Chirac contre Le Pen ? qui a soutenu la gauche au pouvoir ? qui a voté Mitterrand ? qui se présente aux élections ? qui grimpe et (ou) se planque dans l'appareil syndical ? qui est prêt à s'allier avec les islamistes ? qui est pour exclure les jeunes filles musulmanes si elles portent le hedjab à l'école ? Qui accepte les subventions de l'Etat bourgeois pour se présenter aux élections et financer son organisation ? Qui cogère les licenciements ? Qui occupe des positions dans la hiérarchie des entreprises ou des institutions étatiques ? Avec ces critères simples et concrets, on peut se

définir beaucoup plus facilement que sur de pseudo-références « programmatiques ».

2. Dans le journal britannique *Solidarity* de l'Alliance for Workers Liberty un lecteur, Eric Lee, cite quatre affirmations courantes dans le mouvement antiguerre. « 1. L'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive, n'entretient aucun lien avec les terroristes d'Al Quaida, et ne menace pas l'Occident. 2. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont isolés diplomatiquement, et entreront en guerre, même sans l'accord de l'ONU. 3. L'opinion publique est massivement opposée à la guerre : l'hostilité à la guerre croît chaque jour. 4. Une guerre provoquerait un massacre et déstabiliserait tout le Moyen Orient. » Et il se demande ce qui se passera si une ou plusieurs de ces affirmations s'avèrent sans aucun fondement. Il va même plus loin puisqu'il démontre que c'est le cas. Je ne partage absolument pas son opinion, notamment sur les effets positifs de l'intervention alliée en 1991 (il cite notamment les pourparlers d'Oslo !) ni sur les effets bénéfiques possibles d'une intervention américano-britannique aujourd'hui. Cependant, il me semble que sa lettre met le point sur certaines des faiblesses indéniables de l'argumentation des révolutionnaires contre la guerre et sur leur surestimation de la détermination des pacifistes. Comme E. Lee le dit très justement, un seul attentat à Londres, à Rome ou à Paris suffirait pour que le mouvement antiguerre redevienne groupusculaire.

3. Toute personne qui n'a pas connu les années soixante peut se reporter au *Monde diplomatique* actuel et à ses « compils » de vieux articles. Elle observera facilement comment, entre les lignes ou ouvertement, cette publication, qui prétend lutter pour une « autre mondialisation », ménage en fait certains régimes et certaines dictatures..

4. Si l'on prend au sérieux ceux qui prônent la « destruction de l'Etat d'Israël », il faut envisager concrètement à quoi cela pourrait mener.

Je vois pour ma part 5 possibilités :

a) Un « gouvernement ouvrier et paysan » s'appuyant sur des « milices ouvrières et paysannes », juives et palestiniennes (on serait alors dans une dynamique « transitoire » et pré-révolutionnaire, inspirée du Programme de transition de Trotsky).

b) Une révolution socialiste : il ne s'agit alors pas seulement de détruire l'Etat sioniste mais

aussi les Etats libanais, jordanien et syrien, pour ne parler que des plus proches.

c) Un Etat laïc binational, respectant les droits des minorités, religieuses ou ethniques, quelles qu'elles soient. En clair: il s'agit de démocratiser Israël et de faire une sorte de Grande Palestine, mais avec les deux peuples. L'Etat sioniste actuel fusionnant avec l'Autorité palestinienne, au détriment des projets intégristes, juif-sioniste et musulman.

d) Une République palestinienne qui respecterait les droits démocratiques des Juifs en tant que minorité ethnique-religieuse. L'Autorité palestinienne prendrait alors la place de l'Etat sioniste. Pour cela, il faudrait qu'Arafat respecte déjà les droits de l'homme dans son propre territoire, coupe tous liens politiques avec les intégristes et tous liens financiers avec les États arabes qui ont financé l'OLP pendant des dizaines d'années. Vaste programme...

e) Sinon, et c'est malheureusement le plus probable, la « destruction de l'Etat sioniste » signifier exiler tous les Juifs comme les Pieds noirs algériens, les colons portugais d'Afrique, etc. C'est d'ailleurs ce qu'un trotskyste a fini par m'avouer : les Juifs, « s'ils ne sont pas prêts à perdre leurs privilèges » devront quitter Israël/Palestine. Cela avait le mérite de la clarté... Un militant d'une organisation concurrente m'a écrit ne « pas savoir si l'Autorité palestinienne respecterait totalement les droits démocratiques des Juifs ». En clair, il leur propose de jouer à la roulette russe...

Le problème avec les « antisionistes » c'est qu'ils précisent rarement dans quelle perspective ils militent à court, à moyen et à long terme. S'ils le faisaient, cela permettrait peut-être de discuter plus sereinement. Mais, en réalité, ne raisonnent-ils pas en fonction d'une théorie de la « révolution par étapes » ? Ils consacrent l'essentiel de leur propagande à parler de la première phase (la destruction de l'Etat d'Israël), ce qui leur permet, entre autres, d'espérer avoir l'oreille des jeunes immigrés, ou enfants d'immigrés, révoltés par les crimes de l'armée israélienne en Palestine. Quant aux étapes suivantes, eh bien, ils commenceront à parler de révolution socialiste quand les flics ou les soldats de l'OLP se retourneront contre leur propre peuple...

Aucune des cinq possibilités évoquées plus haut n'étant très réaliste dans l'immédiat, il me semble préférable d'avancer le mot d'ordre « Deux peuples, deux États ». En effet, combien

existe-t-il d'Etats laïcs au Proche et au Moyen-Orient ? Quel est le rapport de forces sur le terrain entre le Djihad et le Hamas, d'un côté, et les laïcs palestiniens ? Quels sont les Etats arabes qui financent le Djihad et le Hamas ? Pourquoi l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe, sans compter l'Iran ou la Syrie, s'arrêteraient-ils de jouer la carte antisémite et anti-israélienne ? De quelle façon Arafat traite-t-il les organisations des droits de l'homme palestiniennes ?

On a déjà des éléments de réponse en observant ce qui se passe aujourd'hui. L'Autorité palestinienne est une administration pourrie par la corruption, les chefs de l'OLP se construisent de belles villas, la police palestinienne interdit toute critique d'Arafat, etc. Donc les Juifs israéliens n'ont aucune envie de vivre sous l'autorité de cette bande-là. Ils n'aiment pas Sharon mais au moins ce salaud a été élu par la majorité des citoyens israéliens. Le peuple juif a le droit de décider s'il veut vivre sous l'autorité d'Arafat... ou de Sharon.

Dernier point : l'importance du facteur religieux des deux côtés de la barricade. Si les Juifs ont choisi la Palestine et pas l'Argentine, c'est pour des raisons religieuses, y compris les sionistes athées ont joué de fait sur cette référence. Et le dernier gouvernement formé en Israël montre bien que même les prétendus laïcs du Shinoui qui sont arrivés devant les travaillistes sont prêts à gouverner avec les extrémistes religieux les plus intégristes.

La prudence m'incite à considérer que des peuples dont le conflit est alimenté (en plus des questions ethniques, nationales, économiques, géopolitiques, sociales, etc.) par des idéologies religieuses antagonistes ne peuvent pas vivre sur le même territoire, comme l'ont montré et le montrent l'histoire d'Israël et celle de l'Islam.

5. Le Workers World Party est un groupuscule issu du mouvement trotskyste et qui soutint l'écrasement de la révolution ouvrière de 1956 par les chars russes ! Aujourd'hui il considère que l'Irak et la Corée du Nord sont des pays anti-impérialistes ! Malgré ses effectifs très réduits, ce groupe contrôle Answer, coalition antiguerre qui fait descendre des dizaines de milliers d'Américains dans la rue.

6. Le numéro 19 de la *New Left Review* (janvier-février 2003) contient un excellent article sur les raisons stratégiques pour

lesquelles l'armée israélienne utilise autant le bulldozer que le char dans sa guerre contre les Palestiniens. Mais, automatisme antisioniste oblige, l'auteur ne peut s'empêcher de comparer le projet de l'ex-général Eitam, dirigeant du Parti national religieux, contre les Palestiniens (les expulser dans les pays arabes limitrophes) à celui de Adolf Hitler contre les Juifs (projet, qui rappelons-le, n'a pas abouti à l'expulsion mais à l'extermination des Juifs). Comme si l'on avait besoin de ce type de comparaison pour dénoncer les méthodes colonialistes de l'Etat israélien !

7. A ce sujet, il est intéressant de rapporter ici ce qu'un représentant du gouvernement allemand a déclaré à la BBC dans l'émission « Hard Talk ». Harcelé par le journaliste particulièrement agressif et réac qui menait l'interview, il a répondu très calmement que l'Allemagne faisait beaucoup plus pour les Etats-Unis que d'autres pays européens. Un : elle permettait aux avions américains de survoler son territoire. Deux : l'armée américaine avait le droit d'avoir des bases militaires sur le sol. Et trois : les soldats de la Bundeswehr remplaçaient sur leurs bases les soldats américains qui partaient dans le Golfe. Gageons que ce bureaucrate n'a pas dû donner une grande publicité à ses propos en Allemagne même...

8. Ceux qui dénoncent (justement) les menées impérialistes des États-Unis affirment qu'il est absolument impossible qu'un gouvernement américain contribue à instaurer la démocratie dans un seul pays. Pourtant ces mêmes gauchistes soutenaient Solidarité il y a vingt ans, syndicat dont il est aujourd'hui notoire qu'il a reçu non seulement des fonds des syndicats américains mais aussi des aides encore plus douteuses. Cela devrait faire réfléchir nos révolutionnaires sur les dangers de toujours prédire le pire et de croire que l'impérialisme américain soit incapable d'aider, à un moment donné, un mouvement démocratique, y compris en Irak, aussi invraisemblable que cela paraisse pour le moment.

9. A propos de subtilité, dans une longue analyse de la politique américaine depuis le 11 septembre, Perry Anderson considère à propos des rapports entre l'Europe et les États-Unis, qu'ils sont régis par un modèle que n'avaient prévu ni Lénine ni Kautsky (*New Left Review*, Éditorial de septembre 2002). Selon lui, les contradictions inter-impérialistes ne peuvent être gérées « de façon satisfaisante que par un

pouvoir capable d'imposer une certaine discipline à tout le système, dans l'intérêt commun de toutes les parties. "Imposer" une telle volonté ne peut être le produit de la force brute. Cela doit également correspondre à une véritable capacité de persuasion — idéalement, une forme de leadership qui présente le modèle de production et de culture le plus avancé comme un objectif à atteindre et à imiter par tous les autres Etats. Telle est la définition de l'hégémonie, qui tend à une unification générale du champ du capital. Mais en même temps, la puissance hégémonique doit être un Etat — et ne peut être qu'un Etat — particulier, possédant une histoire particulière et une série de spécificités qui le distinguent de tous les autres. (...) Par définition, cependant une puissance hégémonique possédera des traits qui ne peuvent être adoptés par les autres, puisque que ce sont justement ces traits qui la haussent au-dessus de ses rivales. Mais en même temps, son rôle exige qu'elle soit aussi proche que possible d'un modèle généralisable, et donc reproductible. Il s'agit bien sûr d'une véritable quadrature du cercle, par conséquent il existera toujours un coefficient de friction intrinsèque dans n'importe quel ordre hégémonique. (...) Nous vivons dans un monde qui conjugue — d'une façon qu'aucun des deux théoriciens ne pouvait prévoir — à la fois les caractéristiques du passé décrit par Lénine et celles du futur anticipé par Kautsky.» Perry Anderson suggère donc que les puissances impérialistes forment un club assez soudé dont les associés minoritaires râlent parfois mais dont les intérêts généraux sont bien défendus par l'associé principal. On est loin de l'Axe du Mal, version gauchiste et anti-américaine primaire.

10. A ce propos, il est significatif que dans les années 60 et 70 l'extrême gauche dénonçait Israël comme un Etat « théocratique » (exclusivement fondé sur l'appartenance à une religion), mais pas comme un Etat « raciste ». Aujourd'hui la rhétorique gauchiste met en avant le « racisme » de l'Etat d'Israël, évacuant le problème religieux, ce qui permet de ratisser large et de ne pas prendre de front les sympathisants intégristes qui, eux, voudraient établir en Israël/Palestine un Etat théocratique... musulman, souhaiteraient que leurs sœurs et leurs mères portent le hedjab et que l'on enseigne le Coran à l'école.

ISLAMISME ET SIONISME : DEUX SOURCES DE DIVERGENCES DANS LE MOUVEMENT ANTIGUERRE ET CELUI POUR LA PALESTINE

Lors de la manifestation du 15 février 2003, le rabbin Lerner, « sioniste de gauche » qui édite le journal *Tikkun* et prône la création d'un Etat palestinien, n'a pas pu s'exprimer à la manifestation de San Francisco, ce qui a déclenché toute une polémique aux États-Unis. *Ni patrie ni frontières* publie ci-dessous les réflexions d'Ernest Haberkern à ce sujet, tout en ne partageant pas du tout l'appréciation apparemment positive de l'auteur sur la candidature de l'écologiste Ralph Nader aux dernières élections présidentielles américaines. Nous y reviendrons peut-être dans un prochain numéro. (Y.C.)

ERNEST HABERKERN

Les causes profondes de l'« affaire Lerner »

A mon avis, Lerner en tant qu'individu et son cas personnel ne constituent pas le problème principal. Ce qui est en jeu, c'est l'interdiction absolue d'émettre la moindre critique au sein de Answer (1). Et, au-delà de cette question, il faut discuter de leur hostilité de principe contre l'existence même d'Israël (2), politique que les porte-parole de ce mouvement défendent à la tribune de leurs meetings et que personne n'a le droit de contester.

Le conflit entre Michael Lerner et la coalition de quatre groupes qui a organisé les marches antiguerre dans la région de San Francisco plonge ses racines dans le passé. Pour bien comprendre la situation actuelle, il faut se pencher sur l'évolution de la gauche révolutionnaire, notamment américaine, depuis les années 1960.

A cette époque, particulièrement aux États-Unis, de larges sections de l'extrême gauche, notamment les groupes qui se considéraient comme « marxistes », désespéraient de réussir à

convaincre une fraction significative de la population américaine de leurs positions antiguerre. Les militants étaient particulièrement déçus par la manifestation de sentiments bellicistes dans la classe ouvrière — dont les fils se battaient et mouraient au Vietnam tandis que la plupart des étudiants antiguerre obtenaient des sursis, comme tous les étudiants d'ailleurs.

Les militants antiguerre imaginèrent alors une solution à leur problème : ils présentèrent leur mouvement comme un mouvement de soutien aux peuples opprimés en révolte dans le tiers monde, région à propos de laquelle ils ne connaissaient pratiquement rien, et comme un mouvement consciemment anti-américain. Che Guevara et Mao tsé-toung devinrent les héros des étudiants bourgeois en voie de radicalisation, étudiants qui n'avaient jamais entendu parler d'Eugene Debs (3).

Lorsque la Cisjordanie et Gaza furent occupées, et que la classe dirigeante israélienne accentua l'oppression du peuple palestinien, le petit milieu tiers-mondiste américain décida que Israël (pas seulement le gouvernement israélien,

ou même le mouvement sioniste) avait basculé dans le camp des « peuples impérialistes ».

La communauté juive américaine (qui, pour des raisons historiques, était traditionnellement à gauche) dut faire face à une grave crise de conscience. Crise exacerbée par des divergences croissantes au sein de la communauté afro-américaine à propos de questions de politique intérieure, comme la discrimination positive (4). L'alliance traditionnelle entre Juifs, Afro-Américains, syndicats et gauche révolutionnaire commença à se fissurer. Et c'est la principale raison pour laquelle la Nouvelle Gauche (5) si prometteuse des années 1960 s'effondra.

La gauche révolutionnaire, composée de sectes ayant une influence limitée, resta isolée. N'ayant donc aucun compte à rendre à un vaste mouvement populaire, elle défendit une politique de plus en plus incompréhensible aux yeux de la plupart des Américains. L'extrême gauche remplaça une politique fondée sur la lutte des classes par une politique fondée sur la lutte des ethnies et des races. Curieusement, la diabolisation du sionisme alla de pair avec un soutien acritique au nationalisme noir, au nationalisme tiers-mondiste et au nationalisme palestinien, trois idéologies fondées sur la même substitution d'une politique de classe par une politique fondée sur l'ethnie.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, une nouvelle vague de radicalisation politique est apparue aux Etats-Unis. La campagne présidentielle de Ralph Nader en a été l'un des symptômes. En partie parce que la situation économique des ouvriers américains s'aggravait et que les syndicats voyaient leur pouvoir décliner, suite à l'approfondissement de la mondialisation. Mais bien d'autres problèmes entrent en jeu. Le nouveau mouvement pour la paix condense toutes ces frustrations. Seul un nombre réduit d'Américains soutiennent le rêve démentiel de l'administration Bush : construire un nouvel empire colonial au Moyen-Orient. Malheureusement, les principales organisations juives américaines font partie des supporters les plus enthousiastes du président Bush.

Mike Lerner, dans son journal *Tikkun*, est certainement l'un de ceux qui se sont le plus farouchement opposés à cette tendance conservatrice au sein de la communauté juive américaine. Cette publication a courageusement dénoncé les actions criminelles de Sharon et de Barak, et l'occupation de la Cisjordanie. Lerner et *Tikkun* ne se sont pas contentés de défendre une position progressiste sur le conflit israélo-

palestinien. Lerner a, par exemple, soutenu la candidature présidentielle de Ralph Nader. Malgré cela, il n'a pas eu le droit de s'exprimer lors de la dernière marche contre la guerre, le 15 février. Pourquoi ?

Comme tous les commentateurs l'ont noté, le mouvement antiguerre américain, populaire et hétérogène, ne s'est pas encore donné une structure représentative. C'est pourquoi l'organisation des manifestations a échoué aux groupes sectaires nés dans les années 1960, voire avant. Le groupe le plus agressif parmi les coalitions qui organisent des manifestations antiguerre s'appelle International Answer. Il provient d'une scission du mouvement trotskyste, au moment de la révolution hongroise des conseils ouvriers. En 1956, il soutint l'intervention soviétique alors qu'à l'époque les partis staliniens, de la base au sommet, étaient sous le choc. Révoltés, traumatisés, démoralisés, les communistes officiels se posaient mille questions tandis que cette étrange secte qui se prétendait trotskyste appelait à la répression de la classe ouvrière (6). Sur le conflit israélo-palestinien, la position de ce groupe, qui s'appelle aujourd'hui le Workers Word Party et dont le dirigeant historique est Sam Marcy, est claire : ils pensent qu'Israël n'a pas le droit d'exister. Ils soutiennent la tendance nationaliste palestinienne qui est le pendant exact du sionisme le plus extrémiste. Lerner et *Tikkun*, quant à eux, ne considèrent pas qu'il existerait deux camps : d'un côté « Israël » et de l'autre la « Palestine ». Pour eux, la ligne de clivage politique passe au sein des deux communautés nationales : entre ceux qui luttent pour la paix et la justice, d'un côté, et ceux qui veulent tirer profit de la situation en attisant les passions chauvines et religieuses, de l'autre. Dans le mouvement antiguerre actuel, quelle est la position qui a le plus d'impact ? Il suffisait de lire les pancartes confectionnées par les manifestants pour connaître la réponse. La plupart contrastaient avec les pancartes « officielles » d'Answer. Elles critiquaient la guerre et Bush, en réclamant la paix et la justice. Je n'ai pas entendu de slogans ni aperçu de banderoles dénonçant l'existence d'Israël, mais il faut dire que la manifestation était très longue, et que je n'ai pas pu tout voir. Un nombre significatif de manifestants portaient des drapeaux palestiniens mais ne criaient pas de slogans violemment anti-israéliens. D'ailleurs, *Tikkun* a tenu une table aux abords du rassemblement devant la mairie de San

Francisco, à la fin de la manifestation. Ses partisans ont été apparemment bien accueillis et tous les gens qui se sont approchés d'eux, selon le compte rendu de *Tikkun*, les ont félicités pour la position de Lerner, à l'exception d'un militant d'Answer.

Comment Answer réussit-il à conserver sa mainmise sur le mouvement ? C'est très simple : en interdisant tout débat sur le problème israélo-palestinien. En petit comité, à huis clos, les quatre groupes qui composent la direction de la coalition, et qui sont eux-mêmes des agglomérats de groupes plus petits, ont décidé d'interdire la parole à tout orateur qui critiquerait publiquement l'un d'eux. De cette façon, les orateurs d'Answer ont la possibilité de dénoncer les Israéliens (le peuple) comme des impérialistes sans que le moindre contradicteur puisse s'exprimer à la tribune. Un peu avant la manifestation du 15 février, dans une interview, Lerner a critiqué l'hostilité de principe contre l'existence de l'Etat d'Israël, position défendue par Answer. Suite à cette intervention, la direction de la coalition lui a interdit de prendre la parole à la manifestation du 15 février. Malheureusement, plusieurs groupes juifs pacifistes ont entériné la position d'Answer et ont même attaqué politiquement Lerner, par crainte d'être isolés. Answer a fait pression sur eux en exerçant un véritable chantage.

Évidemment, cette décision a provoqué une violente polémique. On a accusé Lerner d'avoir des ambitions personnelles, de falsifier le contenu des discussions au sein d'Answer, etc. Mais les quatre groupes ont confirmé non seulement qu'ils empêcheraient quiconque de les critiquer publiquement, mais ils se sont servis de cette position pour justifier leur décision d'interdire à Lerner de prendre la parole.

En ce qui me concerne, je ne partage pas toutes les opinions de Lerner et *Tikkun*. Par exemple, je pense que Lerner commet une erreur en considérant que ceux qui sont hostiles par principe à l'existence d'Israël s'inscrivent dans la tradition du vieil antisémitisme européen. A mon avis, la haine des nationalistes palestiniens et arabes contre le gouvernement israélien (haine qui s'étend malheureusement souvent au peuple israélien) est le produit du comportement du gouvernement israélien depuis 1948 et du mouvement sioniste depuis au moins les années 1920.

D'ailleurs, aux Etats-Unis, les antisémites classiques comme Pat Robertson et sa Christian

Coalition soutiennent avec ferveur le projet de « transfert » (c'est-à-dire d'expulsion) des Palestiniens hors de la « Terre Sainte ». Leur position est encore plus à droite encore que la position officielle du Likhoud. Et je suppose que tout le monde, en France, a entendu parler de l'interview qu'a donnée Roger Cuckierman, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, au journal *Haaretz*. Ce monsieur a déclaré que la victoire de Le Pen au premier tour des élections présidentielles était une bonne chose car elle pourrait « convaincre les musulmans de se taire ».

Lerner et *Tikkun* sont partisans d'une collaboration entre les Palestiniens et les Juifs, afin de mettre un terme à l'occupation israélienne. Ils se sont opposés avec constance et courage à la politique impérialiste agressive des administrations Bush (et Clinton). Leur position est beaucoup plus proche de celle la majorité des manifestants antiguerre que de l'étrange secte qui lui a interdit le droit à la parole.

1. Pour ceux qui lisent l'anglais, une petite note linguistique qui leur sera peut-être utile. Dans le jargon des trotskystes anglo-saxons, on appelle cela une politique « *rejectionnist* ». Ce terme désigne ceux qui s'opposent au droit d'Israël d'exister en tant qu'Etat indépendant. Hal Draper, qui a défini la position de l'Independent Socialist League dans les années 50 et 60 sur la question israélo-palestinienne, était bien sûr antisioniste. Il considérait qu'un « Etat juif » n'ait, par définition, le droit à une minorité non juive de bénéficier des mêmes droits que la majorité. Mais, en même temps, il défendait le droit à l'existence d'Israël. « Toi, tu veux détruire l'Etat d'Israël, moi je suis pour changer sa politique », aurait-il un jour lancé à Tony Cliff, dirigeant du SWP britannique.

2. Les quatre groupes qui ont organisé les manifestations à San Francisco sont : Bay Area United Against War, Not in Our Name Project, International Answer et United for Peace and Justice. International Answer n'est qu'un paravent pour un étrange groupe « trotskyste » : le Workers World Party. Les trois autres sont des rassemblements temporaires formés uniquement pour canaliser le mouvement antiguerre actuel. Ces coalitions incluent des groupes juifs pacifistes, des sectes maoïstes et trotskystes, et toute une série de groupes pacifistes et religieux hostiles à la guerre. La plupart de ceux qui ont accepté la position d'Answer sur l'interdiction de toute critique

l'ont fait parce qu'ils ne souhaitent pas diviser le mouvement antiguerre à un moment aussi décisif.

3. Eugene Debs (1855-1926) commence à travailler dans les chemins de fer à 14 ans et devient rapidement un militant syndical. Il fonde avec d'autres collègues le Syndicat des cheminots (American Railway Union) et dirige une grande grève victorieuse contre la Great Northern Railroad en 1894. Arrêté pour son rôle dans une grève à Chicago, il découvre les idées socialistes et marxistes en prison. Il fonde le Social Democratic Party qui deviendra le Socialist Party en 1901. Candidat aux élections présidentielles en 1904, 1908, 1912 et 1920, il fut emprisonné fréquemment, y compris pendant la Première Guerre mondiale pour son opposition à la guerre (*N.d.T.*).

4. Discrimination positive (*affirmative action*) : mesure prise par l'administration démocrate de Lyndon B. Johnson en 1965 pour corriger les effets de la discrimination raciale (et sexuelle) en instaurant des quotas d'admission dans les écoles, les lycées et les facs, et dans les critères d'embauche de la fonction publique (*NdT*).

5. Le terme de Nouvelle Gauche désigne la gauche radicale née dans les années 60 dans le mouvement étudiant, par opposition à la Vieille Gauche (*Old Left*), héritière des mouvements communiste, anarchiste, anarcho-syndicaliste, socialiste ou trotskyste d'avant la Seconde Guerre mondiale (*NdT.*).

6. Trotsky a dû se retourner dans sa tombe en apprenant la position de certains de ses héritiers, ce qui explique peut-être la série de secousses sismiques qui se produisirent alors près de Mexico.

Ernest Harberkern

Le second texte ci-dessous (*Comment éviter quelques pièges antisémites*, page 157) a été écrit à la suite d'une manifestation pro-palestinienne et antisémite qui s'est déroulée à Amsterdam et a donné lieu à des ratonnades antijuives. Je ne partage pas toutes les positions qui y sont exprimées, ni surtout certaines formulations ambiguës, mais il me semble que ce texte a le mérite de mettre les pieds dans le plat.

Ayant fait circuler ce texte à quelques amis avant de le publier dans *Ni patrie ni frontières*, j'ai reçu un certain nombre de critiques que j'ai transmises aux auteurs. Cela a permis à Eric, l'un d'eux, de me fournir quelques précisions utiles sur l'objectif de ce texte et aussi sur la situation en Hollande (Y.C.).

PRECISIONS D'ERIC KREBBERS

« Ceux qui considèrent que cet article ne contribue pas à une analyse plus claire de la situation au Moyen-Orient ont raison. Car tel n'était pas notre objectif. Nous avons écrit ce texte pour nourrir la discussion sur l'antisémitisme dans le mouvement de solidarité hollandais avec la Palestine. (...) Il existe sans doute une différence entre les discussions dans nos deux pays. Ici, en Hollande, à chaque manifestation en faveur de la Palestine ou contre la guerre, ou à d'autres occasions dans la rue, et

même dans les stades de football, on entend “ Hamas, Hamas, gazez tous les Juifs ”, au moins une fois par semaine. Récemment, certains des membres et supporters du Hamas sont partis combattre en Tchétchénie ou en Palestine. Bien sûr, ils ne vont pas gazer les Juifs, mais ils n’arrêtent pas de dire qu’ils vont le faire. De nombreux militants d’extrême gauche affirment qu’ils n’aiment pas ce slogan, mais d’un autre côté qu’ils comprennent pourquoi certaines personnes le crient. Et ces gauchistes ne prennent aucune mesure contre les gens qui gueulent ce slogan dans les manifestations, au contraire parfois ils vont jusqu’à le reprendre à leur compte !

Ce week-end, la direction du nouveau parti hollandais, la Ligue Arabe Européenne (LAE) a expliqué qu’ils pensaient que ce slogan n’était « pas très efficace », mais que cela ne leur semblait pas important. C’est donc dans le cadre de cette “ discussion ” actuelle, où nous nous sentons assez seuls dans les milieux d’extrême gauche, que tu dois voir l’usage de l’expression “ le Hamas... gazerait tous les Juifs ” que nous employons dans ce texte. Eric (5/3/2003).»

Eric Krebbers et Jan Tas

Amsterdam, 13 avril 2002 : la plus grande manifestation antisémite depuis 1945

Le 13 avril 2002, 15 000 personnes ont manifesté à Amsterdam contre Israël. La manifestation avait un caractère antisémite prononcé et s’est produite à un moment où l’antisémitisme croît en Europe.

Lorsque la manifestation a atteint le Dam, place centrale à Amsterdam, les manifestants ont commencé à crier : « Un Juif, il y a un Juif ! » En masse, des gens se sont précipités sur un passant qui portait une kippa. Ils l’ont attrapé et jeté par terre. « Je me suis protégé la tête avec les bras et me suis senti totalement impuissant, a-t-il raconté plus tard. Ils m’ont cogné dans les côtes, dans le ventre et ont frappé mes jambes de tous les côtés, en continuant à pousser des cris hystériques. J’ai vraiment cru qu’ils allaient me tuer. Beaucoup de manifestants ont assisté à la scène mais personne n’est intervenu, pas plus que les policiers anti-émeute. » Cet homme a finalement été sauvé par deux jeunes Juifs qui ont réussi à le dégager de ses assaillants en le traînant à l’intérieur de l’hôtel Krasnapolsky, sous une pluie de pierres, de bouteilles et même de bicyclettes. Après cela, les manifestants ont essayé d’attaquer l’hôtel et lancé des briques dans les fenêtres.

C’est ainsi que s’est terminée la plus grande manifestation en Hollande depuis le sommet européen de 1997. Depuis cette date, l’extrême gauche n’avait jamais réussi à mobiliser plus que quelques centaines de personnes à la fois.

Cependant, dans le cas de cette manifestation contre Israël, des milliers de gens sont soudain apparus, et la plupart d’entre eux ne sympathisaient pas avec la gauche radicale. Des militants et des organisations qui habituellement se détestent ont protesté au coude à coude. Les Loups gris (1), le PKK (2) et DHPK-C (3) de Turquie, par exemple. Comme toujours, la haine des Juifs a servi de ciment pour unir les extrémistes de l’éventail politique.

Des héros antisémites

L’antisémitisme s’est manifesté de multiples façons lors de ce rassemblement. Des milliers de gens ont crié des slogans antisémites comme « Sieg Heil », « Hitler Hitler ». Des héros antisémites ont été acclamés comme Ben Laden et Saddam Hussein. Certains portaient des T-shirts avec l’effigie de Ben Laden et des organisations antisémites ont été acclamées : de très nombreux manifestants ont crié « Hamas, Hezbollah, Djihad » et « Hamas, Hamas, il faut gazer tous les Juifs. » Un panneau proclamait : « Hitler en a oublié un : Sharon » tandis que, dans la vieille tradition antisémite, de nombreux slogans dénonçaient Sharon comme un tueur d’enfants et de bébés.

D’innombrables pancartes ou slogans comparaient l’Allemagne nazie et Israël. Des montages photos montraient Hitler tapant sur l’épaule de Sharon ou Sharon affublé de la moustache de Hitler. « Hitler a un fils :

SSharon », « Arrêtez Adolf Sharon », « Boycottez Israël, boycottez SSharon », « Les Juifs sont des nazis » et « Israël = Etat nazi », tels étaient certains des slogans. Toutes les combinaisons possibles de la svastika et de l'étoile de David étaient présentes, entrecoupées de signes « égale » ou « plus petit que ». Au total, nous avons compté plus de 75 svastikas. Les manifestants criaient « Les Juifs sont des nazis » et accusaient Israël de vouloir une « nouvelle Shoah ». « Arrêtez l'Holocauste des Palestiniens », « Jenine 2002= Varsovie 1943 », « Auschwitz, Srebrenica, Gaza », « Anne Frank vit maintenant à Gaza. »

Juden raus

Non seulement Israël était visé, mais aussi tous les Juifs. « Les Juifs à la mer », « Les Juifs sont des chiens », « *Juden raus* » (Les Juifs dehors) « Sharon terroriste, à bas les Juifs », et « Je vais devenir antisémite, pas vous ? » Beaucoup chantaient en arabe une promesse faite par le prophète Mahomet de tuer en masse les Juifs. Les manifestants brandissaient des cartes du Moyen-Orient où l'Etat d'Israël avait été effacé. Certains criaient : « La Palestine aux Palestiniens » et « Sharon, retourne en Pologne ! »

De nombreux manifestants invoquaient le nom d'Allah et associaient les Etats-Unis et Israël à Satan. « Israël est le Royaume du Mal », proclamait une pancarte. Ceux qui admiraient les auteurs des attentats suicides criaient : « Nous nous sacrifierons pour notre pays en donnant notre sang et notre âme. » Certains manifestants portaient des armes en plastique, d'autres de faux explosifs autour de leur ceinture. Une bombe incendiaire fut lancée contre une boîte de nuit homosexuelle aux cris de « Gays, gays » et plusieurs bars gays furent bombés ou souillés. Ces actes n'avaient pas de caractère antisémite mais exprimaient plutôt l'hostilité des groupes religieux fondamentalistes contre les homosexuels.

Incendies criminels

Depuis le début d'avril, les Juifs sont de plus en plus confrontés à l'antisémitisme dans la rue. A

l'un on a dit : « Les Juifs, faudrait tous les tuer », à un autre on a crié : « Sharon Hamas » en faisant le salut hitlérien. Un homme a été interpellé dans un jardin public et on lui a demandé : « T'es juif, toi ? Moi, je suis un ami de Hitler » tandis qu'un autre lui lançait : « Faudrait parquer tous les Juifs derrière des barbelés. » Un petit garçon juif qui demandait où se trouvait son frère s'est vu répondre : « Dans une chambre à gaz. » Des expressions telles que « salauds de Juifs » et « Hamas, Hamas, faut gazer tous les Juifs » sont couramment employées. Une équipe de football d'Amsterdam a été récemment suspendue pour avoir tenu des propos antisémites et fait le salut hitlérien.

Depuis le 11 septembre 2001, les crimes antisémites ont augmenté dans toute l'Europe. Au mois d'avril 2002, les choses ont encore empiré. En France, 360 agressions antisémites ont eu lieu, rien qu'au cours de la première quinzaine d'avril. Mais l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas offrent également un terrain favorable à l'antisémitisme. Si l'on parcourt rapidement les journaux européens on se rend compte que, depuis le début d'avril, au moins quinze attentats ou agressions violentes ont été répertoriés contre des synagogues, des dizaines de cimetières et de monuments juifs, deux écoles juives, un boucher casher, un club sportif, une librairie, un centre communautaire et un bus scolaire transportant des enfants. Plusieurs bâtiments ont été incendiés. Des voitures appartenant à des Juifs ont été incendiées, des Juifs ont été tabassés dans les rues, et des slogans antisémites sont apparus dans de nombreux endroits.

(Cet article a été publié dans le journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* N° 52/53, été 2002.)

Notes du traducteur

1. Loups gris (ou Bozkurt) : milices de combat dirigée par le colonel Turkes mort en avril 1997 et enterré par toute la classe politique turque à l'exception des responsables kurdes et des intellectuels turcs de gauche. Si les Loups gris ont connu leur heure de « gloire » entre 1963 et 1980 — leur Führer fut même vice premier ministre entre 1975 et 1978 — et s'ils assassinèrent des centaines de journalistes libéraux, de syndicalistes, leur activité ralentit entre 1980 et 1987 à cause de l'hostilité d'une partie de l'armée. Depuis ils ont repris du service,

mais surtout dans le Kurdistan où les Loups gris appartiennent à des unités spéciales qui terrorisent la population kurde. Si le Parti de Turkes n'a pas réussi à avoir de députés élus sous son étiquette, plusieurs de ses militants se sont fait élire sur les listes de l'ANAP de Mesut Yilmaz et le DYP de Tansu Coller.

2. PKK (Partiye Karkaran i Kurdistan, Parti des Travailleurs du Kurdistan), aujourd'hui KADEK, Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan. Parti nationaliste dirigé par Abdullah Ocalan jusqu'à l'enlèvement de celui-ci en février 1999 par un commando turc au Kenya. En Turquie, ce parti « marxiste-léniniste » recrute parmi des bergers, des ouvriers, des travailleurs agricoles et des chômeurs qui sont formés à la guérilla à l'étranger, autrefois au Liban, maintenant dans le nord de l'Irak, en Iran et en Arménie.
3. 3.DHKP-C (Front-Parti Révolutionnaire de Libération) : groupe mao-stalinien turc issu de Dev Sol (Gauche Révolutionnaire, groupe de guérilla maoïste des années 60). Il mène la guérilla contre l'Etat turc mais une grande partie de ses cadres et militants sont en ce moment sous les verrous. Ils ont organisé de nombreuses grèves de la faim à l'intérieur et à l'extérieur des prisons contre la répression dont ils sont victimes. Ils n'hésitent pas à liquider leurs opposants et considèrent les anarchistes et les communistes non autoritaires comme des traîtres.

Eric Krebbers et Jan Tas

Comment éviter quelques pièges antisémites

Les militants qui critiquent la politique de l'Etat israélien doivent absolument éviter de reprendre à leur compte des raisonnements utilisés par les antisémites. Voici donc dix conseils pour ne pas tomber dans les pièges de l'antisémitisme, que ce soit au cours d'une discussion ou d'une manifestation, en rédigeant un article ou un tract.

1) Lorsque vous attaquez la politique du gouvernement israélien, critiquez toujours les fondamentalistes musulmans. Ne cherchez jamais à justifier les attentats-suicides.

Le Hamas, le Djihad islamique et le Hezbollah ne sont pas des mouvements de libération nationale, mais des fascistes religieux. L'antisémitisme a joué un rôle central dans l'histoire de l'islam — et du christianisme. Les fondamentalistes musulmans appellent à liquider tous les Juifs et sont donc des antisémites forcenés. Toute personne qui refuse de condamner nettement ces fascistes, que ce soit par opportunisme, au nom de l'anti-impérialisme ou pour d'autres raisons, légitime l'antisémitisme.

Toute personne qui ferme les yeux devant les attentats commis contre des civils israéliens ; tout individu qui considère que ces attentats sont, d'une façon ou d'une autre, compréhensibles ou justifiés, soutient et renforce la logique antisémite de leurs auteurs. En effet, ceux-ci considèrent que les Juifs d'Israël sont tous coupables, qu'ils soient d'accord ou non avec leur gouvernement, et ce uniquement parce qu'ils sont juifs.

2) Critiquez l'antisionisme.

Les antisionistes prétendent, à tort, que le nationalisme juif (le sionisme) serait par définition une idéologie d'extrême droite. En réalité, le sionisme comporte différents courants, dont certains sont progressistes. L'antisionisme condamne sans appel le nationalisme juif mais épouse la cause du nationalisme palestinien ou arabe. Pourtant, toutes les formes de nationalisme ont une fonction réactionnaire identique. Elles créent des mythes vantant l'unité des « nations » et cachent l'oppression des travailleurs, des femmes et de tous ceux qui ne rentrent pas dans le schéma nationaliste. Les élites se servent du nationalisme pour

embrigader la population dans leur combat contre d'autres élites.

En ce sens, le nationalisme juif n'est pas fondamentalement différent du nationalisme arabe ou français. Chacun doit combattre d'abord le nationalisme dans son propre pays, et ne pas faire le jeu de ses élites en combattant le nationalisme dans d'autres pays. De plus, pour nous qui militons en Europe, il est antisémite d'affirmer que le nationalisme juif serait le principal problème actuellement au Moyen-Orient. Une solution au conflit devrait s'inspirer du principe de l'anti-nationalisme et soutenir toutes les initiatives communes de résistance, initiatives israélo-palestiniennes qui doivent commencer à la base.

3) N'utilisez pas n'importe comment le terme de génocide. Ne prétendez pas que Israël est l'Etat qui respecte le moins les droits de l'homme sur cette planète.

4)

Israël fait partie des nombreux États qui portent gravement atteinte aux droits de l'homme. Beaucoup de mouvements de « libération » nationale comme l'OLP violent ces droits et continueront à le faire une fois qu'ils auront leur propre Etat. De nombreux États du Moyen-Orient, y compris la Syrie, l'Iran et l'Irak, commettent des violations massives des droits de l'homme.

Israël agit de la même façon, mais à une échelle beaucoup plus réduite — pour le moment. On ne peut donc pas l'accuser d'être l'Etat qui viole le plus les droits de l'homme sur cette planète. Les critiques unilatérales contre Israël entretiennent l'antisémitisme. De plus, le terme de génocide ne convient absolument pas pour qualifier la violence actuelle de l'Etat israélien. On ne peut comparer Jenine avec le Rwanda ou la Yougoslavie.

Enfin, Israël ne cherche pas à liquider physiquement toute la population palestinienne, contrairement aux organisations intégristes musulmanes. Si, par exemple, le Hamas avait les mains libres, il jetterait à la mer ou gazerait tous les Juifs. Enfin, il serait bon que la gauche anticapitaliste consacre davantage d'énergie à dénoncer toutes les atteintes aux droits de l'homme commises par les gouvernements européens.

5) Ne comparez jamais Israël à l'Allemagne nazie.

La Shoah est un événement historique unique. Dans l'Allemagne nazie, 6 millions de Juifs ont été systématiquement massacrés. Les comparaisons entre l'Holocauste et d'autres meurtres de masse tendent à banaliser les dimensions inimaginables et l'horreur de ce crime contre les Juifs.

Les Européens qui prétendent que la politique israélienne actuelle est identique ou comparable à la Shoah réhabilitent en fait les nazis. La diffusion d'une telle idée peut créer un espace favorable à la ré-émergence de l'extrême droite en Europe.

Et la suggestion que les Israéliens ne valent pas mieux que Hitler fournit une justification rétrospective à l'Holocauste. « Hitler en a oublié un : Sharon » tel est le slogan criminel qu'ont osé crier des milliers de manifestants lors d'une manifestation en faveur de la Palestine, à Amsterdam, en avril 2002.

6) Ne rendez pas « les Juifs » responsables des actions de l'Etat israélien.

Il est absurde de rendre collectivement responsables d'un crime quelconque « les Juifs », « les Palestiniens » ou « les Français ». Il existe toujours des contradictions énormes au sein de « chaque nation ».

En Israël et dans d'autres pays, de nombreux Juifs déplorent la violence de l'Etat israélien. En général, ils n'ont que peu d'influence sur cet Etat. Ceux qui prétendent que les citoyens israéliens ne protestent pas assez contre la violence de leur Etat devraient comprendre que la gauche radicale israélienne, comme l'extrême gauche dans d'autres parties du monde, est en crise.

Seul un antisémite peut exiger des Juifs d'avoir des positions politiques et morales supérieures aux autres. Ceux qui considèrent que tous les Juifs sont responsables de la violence de l'Etat israélien préparent le terrain aux antisémites qui, en Europe, agressent des Juifs dans la rue ou prennent pour cible des bâtiments juifs.

7) N'utilisez jamais de stéréotypes aux résonances antisémites.

Au cours de l'histoire, les Juifs ont subi un déluge d'accusations : tueurs d'enfants, violeurs, empoisonneurs de puits ou de rivières, banquiers et spéculateurs cupides, intellectuels lâches, etc. Lorsque le mouvement de solidarité avec la Palestine utilise de tels stéréotypes contre Israël, les effets en sont décuplés parce

que l'antisémitisme est profondément enraciné dans tous les pays. Si un mouvement agit ainsi, il n'a pas sa place dans les rangs de la gauche anticapitaliste.

8) Dénoncez le mythe d'un complot pro-israélien.

On entend souvent dire qu'il existerait un complot pro-israélien dans le monde de la politique, la culture, l'économie et des médias. Il s'agit d'un thème antisémite classique. Que l'on utilise cet argument à propos de la situation française ou internationale, de telles allégations appartiennent à la tradition des Protocoles des sages de Sion. Fabriqué en 1900 par la police tsariste, ce faux prétendait que les Juifs conspiraient pour conquérir la planète. Les bandes dessinées représentaient ce complot sous la forme d'une pieuvre géante emprisonnant le monde entre ses tentacules mortelles. Aujourd'hui on entend souvent parler d'un « puissant lobby juif » qui, selon les fantasmes de certains, contrôlerait les médias et empêcherait les critiques d'Israël de s'exprimer.

9) Israël n'est pas un Etat plus — ou moins — « aberrant » que les autres.

Depuis que le nationalisme a acquis droit de cité en Europe, on a commencé à diviser l'humanité entre des « nations » différentes. Mais on a toujours affirmé que les Juifs seraient l'opposé d'une nation. En ce sens, l'antisémitisme est indissociable du nationalisme.

Dans la mythologie nationaliste, « les Juifs » représentent l'antithèse maléfique de toutes les caractéristiques « saines » d'une « nation authentique » enracinée dans un territoire. Autant on affirmait que les « peuples authentiques » puisaient leur légitimité dans le terroir auquel ils étaient liés depuis des siècles, autant les Juifs étaient condamnés à errer indéfiniment sur cette planète et à ne jamais appartenir à aucune terre.

Si l'on suit ce raisonnement, un Etat juif serait donc « anormal » par définition. C'est pourquoi, seul un antisémite peut prétendre que les Palestiniens auraient, par définition, un lien authentique avec leur terre, tandis que les Israéliens, par définition, n'en auraient pas. L'Etat israélien est tout aussi « naturel » ou « aberrant » que n'importe quel Etat.

10) Ne remettez pas en cause le droit à l'existence d'Israël.

Il est normal que les militants révolutionnaires remettent en cause l'existence de tous les États et il est logique qu'ils critiquent l'Etat dans lequel ils vivent. Les Européens qui veulent abolir d'abord l'Etat d'Israël sont prisonniers d'un raisonnement antisémite. Après tout, Israël est l'Etat où les Juifs européens qui ont survécu à la Shoah ont cherché refuge. A un moment où l'antisémitisme croît un peu partout, de nombreux Juifs considèrent que Israël est le seul endroit au monde où ils pourraient fuir les persécutions, en dernier recours. Remettre en cause le droit à l'existence de l'Etat d'Israël ne fait qu'augmenter les sentiments d'insécurité des Juifs. En Europe, la gauche anticapitaliste doit dénoncer systématiquement l'antisémitisme, pour que les Juifs se sentent en sécurité sur ce continent.

11) Ne rendez jamais Israël responsable de l'antisémitisme.

Les antisémites sont seuls responsables de l'antisémitisme. L'idéologie antisémite est profondément enracinée en Europe et dans le monde arabe. Pendant des siècles, les Juifs ont été persécutés, y compris au Moyen-Orient. Les idées, les agressions et les attentats antisémites ne sont pas provoqués par l'existence de l'Etat d'Israël ou par le conflit israélo-palestinien. Les antisémites utilisent cet argument pour excuser leurs actes criminels. Ceux qui tiennent Israël pour responsable des préjugés antisémites reprennent à leur compte un vieux cliché antisémite : « les Juifs » seraient responsables de tous les maux de la terre. Dans le même ordre d'idées, il est tout aussi absurde d'accuser le Mossad d'organiser des attentats contre des bâtiments juifs dans le Moyen-Orient ou en Europe.

(Cet article a été publié dans le journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* N° 52/53, été 2002.)

Chedid Khairy

UN TITRE ET UNE ILLUSTRATION PROBLEMATIQUES

Cet article est extrait du journal *Solidal* consacré à l'Algérie. *Pour tout contact écrire à.*

Le journal *L'Etincelle* du mois de janvier 2003 a consacré une place importante aux mobilisations anti-guerre. C'est l'organe du courant Socialisme international qui s'appelle, en France, Socialisme Par En Bas. En dernière page, le choix d'un titre et d'une illustration a retenu notre attention. « Nous sommes tous des musulmans » est accompagné d'une photo tirée de la grande manifestation d'automne à Londres contre la guerre. Le hic est que cette photo représente une femme voilée et un homme barbu, en djellaba blanche et portant une calotte (*'araqya*).

Le titre fait référence à un ancien slogan de 1968 « Nous sommes tous des Juifs allemands ». Il s'agissait alors de dénoncer la décision de l'université d'exclure le dirigeant emblématique du mouvement étudiant, Daniel Cohn-Bendit, et de son interdiction de séjour par les autorités policières. Ce dernier fut en effet dénoncé comme juif et comme allemand.

L'illustration quant à elle a un contenu et un sens très particulier. Ici, l'Irak est représenté par deux jeunes gens islamistes. Cette représentation est fautive et dangereuse. D'abord, l'Irak n'a pas un régime islamiste. Il n'est pas non plus dans le collimateur de Bush parce que les Irakiens seraient majoritairement musulmans. Le laisser croire est erroné.

De plus, si l'on comprend bien le contenu de cette photo, être musulman en France est réservé aux éléments religieux, pratiquants, traditionalistes ou intégristes. Il est singulier de voir un journal d'extrême gauche postuler ainsi une appartenance aussi réductrice à une religion. Il semble aller dans le même sens qu'un Sarkozy quand il « organise » les structures représentatives (sic) de « l'Islam de France » en négociant avec les seuls courants organisés et pratiquants. Avec une telle logique, on ne pourrait être musulman qu'en étant pratiquant, conservateur voire carrément proche des sensibilités intégristes !

A suivre cette logique, que deviennent les personnes se sentant musulmanes par héritage culturel, historique ou national ? Elle ne semblent pas avoir voix au chapitre ! On peut être musulman sans pratiquer, en ne célébrant

que les fêtes (*'ayd al kebir*, *'achoura*, *mouloud al nabi*, etc.), en pratiquant un peu, moyennement, etc. Sans parler de ceux qui ne pratiquent pas du tout ou ne sont pas religieux. On peut être originaire d'un pays dit musulman sans l'être ! Bref, la diversité existe bien ! « *al Hamdullilah* »!!

Réduire les musulmans à cette image est faux et dangereux. Le poids des préjugés reste fortement ancré en France, même au sein de la gauche radicale. Ici cela part peut être de « bons » sentiments. Pourtant, elle traduit une vision non seulement naïve mais réellement stéréotypée. Et cela va dans le sens d'une vision réductrice et diabolisatrice.

Une telle approche signifie l'abandon ou la minimisation des luttes pour la laïcité et la liberté de conscience dans ces pays. Le rapport de forces est certes aujourd'hui, défavorable sur ces questions. L'appui et le relais de ces combats est plus que jamais primordial.

Les événements du 11 septembre ont accentué la diabolisation de populations entières. Les positions et attitudes racistes ont déjà un enracinement certain dans la société française.

Dénoncer aujourd'hui en France le racisme anti-arabe et anti-musulman est essentiel mais pas au prix d'un tel compromis.

S'agit-il d'une simple erreur ? On peut penser que non. En fait, il semble bien qu'il s'agisse d'une conséquence d'une lecture sans nuance de l'approche du courant auquel appartient *L'Etincelle* à propos de l'islamisme. Le dirigeant du SWP anglais Chris Harman a ainsi développé dans son texte « Le prophète et le prolétariat » une analyse de ce phénomène prônant la possibilité d'alliance pour la gauche radicale avec les courants intégristes en raison de leur caractère anti-impérialiste. Ce courant considère que les courants intégristes ont un rôle à jouer dans les mobilisations actuelles et qu'il convient donc de se lier à eux.

Cette position semble traduire une complaisance dangereuse envers les courants intégristes ...

Une telle approche mérite une réelle discussion avec ces camarades.

En Grande-Bretagne, comme en France, en Belgique ou en Hollande il existe des associations musulmanes ayant des ambitions politico-religieuses plus ou moins claires et plus ou moins avouées. Le cas de la MAB (Muslim Association of Britain) est intéressant parce qu'il s'agit d'un petit groupe implanté dans la communauté arabe, et donc minoritaire par rapport à la masse des musulmans britanniques ou vivant en Grande-Bretagne, d'origine pakistanaise. Or c'est justement ce petit groupe que le SWP a choisi d'associer au mouvement antiguerre sous prétexte qu'il pourrait amener beaucoup de musulmans aux manif. On retrouve là un peu le même problème, toutes proportions gardées, que l'intégration de l'UOIF dans le Conseil des institutions musulmanes représentatives de France. Dans un cas, des trotskystes, dans l'autre un ministre de l'Intérieur, choisissent de donner une certaine respectabilité à des groupes politiques (ou religieux, mais pour un islamiste la différence n'existe pas) qui camouflent leur projet véritable pour acquérir une certaine surface médiatique. Et dans un cas comme dans l'autre il s'agit de groupes liés aux Frères musulmans, organisation anti-ouvrière qui sévit un peu partout au Proche et au Moyen-Orient. En Belgique, c'est le Parti du Travail de Belgique (groupe mao-stalinien) qui fait la courte échelle à la Ligue Arabe Européenne. Comme si les musulmans (au sens le plus large, civilisationnel) ne pouvaient être représentés que par des religieux et, de surcroît, par les religieux les plus réactionnaires.... (Y.C.)

Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ?

L'article suivant est extrait du journal de l'Alliance for Workers Liberty, *Solidarity*.

La manifestation organisée par la coalition Stop the War contre la guerre en Irak, le 28 septembre 2002, a été soutenue, entre autres, par la Muslim Association of Britain (MAB). La direction de la coalition Stop the War (dont le Socialist Workers Party) a déployé tous ses efforts pour présenter la MAB comme une organisation représentant tous les musulmans de Grande-Bretagne, affirmation fort éloignée de la vérité.

En fait, la MAB est une organisation politique qui a un objectif très spécifique — un objectif réactionnaire, auquel les mouvements étudiant, ouvrier et anti-guerre devraient s'opposer vigoureusement.

Ce que dit la MAB elle-même

Selon le journal *Inspire*, diffusé lors de la manifestation du 28 septembre 2002, dans un article intitulé « Les racines historiques et les fondements » de la MAB, son existence est explicitement liée à la tradition du fondamentalisme islamique des Frères musulmans, dont le but déclaré est « l'application extensive de l'Islam comme mode de vie afin qu'il ne soit plus cantonné à un rôle seulement religieux ». Lors de la réunion du 11 janvier 2003, un orateur de la MAB a déclaré

que son organisation était fière d'être affiliée aux Frères musulmans.

En clair, la MAB ne cache pas qu'elle fait partie d'un courant politique qui vise à établir un Etat régi par la loi islamique, dont les décisions sont prises par une petite élite religieuse et dont la population est soumise à des lois draconiennes fondées sur un texte vieux de 1 300 ans (le Coran) et des traditions réinventées remontant à plus de mille ans. Pour comprendre ce que cela signifie, il suffit de lire un article d'*Inspire* sur « L'islam et les droits de l'homme ». Ce texte affirme que celui qui renie l'islam (l'apostat) commet soit « un crime religieux punissable de mort » soit, au moins, « un acte de mutinerie ou de trahison » qui doit être puni en tant que tel. Les slogans de la MAB, facilement accessibles sur son site Internet, donnent également une idée de sa politique. Prenons par exemple le mot d'ordre : « Les sionistes hors de Palestine ! »

Etant donné que la vaste majorité des citoyens juifs d'Israël se considèrent comme sionistes, ce slogan ne peut que traduire l'hostilité à la présence même des Juifs en Palestine (position différente de l'opposition à l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza, ou de la

condamnation de la façon discriminatoire dont Israël traite ses citoyens arabes).

Que sont les Frères musulmans ?

Les Frères musulmans, avec lesquels la MAB entretient des liens politiques étroits, sont l'organisation islamiste fondamentaliste la plus importante en Egypte, au Soudan et dans de nombreuses autres parties du monde musulman. Dans les pays où les Frères musulmans ont acquis une influence de masse, ils ont joué un rôle profondément réactionnaire, hostile à la démocratie, au mouvement ouvrier, à la laïcité et aux droits des femmes.

Quelques exemples.

En Egypte, les Frères musulmans ont décrété que l'universitaire musulman Nasr Abu Zaid était un apostat après qu'il eut déclaré que le Coran avait été interprété de différentes façons, dans des contextes historiques différents. Ils essayèrent d'obliger sa femme à divorcer, et le couple dut finalement s'enfuir en Scandinavie.

Au Soudan, un coup d'Etat militaire soutenu par les Frères musulmans a pris le pouvoir en 1989, écrasant les puissantes grèves ouvrières qui avaient paralysé le pays à la fin des années 80, et bloquant ainsi la possibilité d'un traité de paix avec le Sud majoritairement chrétien.

En Palestine, le Hamas était au départ la section de Gaza des Frères musulmans. Et d'ailleurs le site web des Frères musulmans pakistanais (Jamaat-e-Islami) inclut le Hamas dans la liste de ses liens.

En Algérie les Frères musulmans font partie du Front islamique du salut, l'alliance de groupes islamistes qui gagna les élections de 1991. L'armée les ayant empêchés de prendre le pouvoir, il en résulta une guerre civile au cours de laquelle les intégristes massacrèrent des milliers de militants de gauche, d'intellectuels partisans de la laïcité, de féministes et de syndicalistes.

La MAB et la communauté musulmane

La MAB elle-même admet ne compter que douze sections en Grande-Bretagne et reconnaît que ses militants sont surtout Arabes, c'est-à-dire qu'ils appartiennent à une petite minorité de la communauté musulmane britannique. Cependant la MAB dispose de suffisamment d'argent pour imprimer des publications extrêmement luxueuses et mener toute une série d'activités — ce qui amène à s'interroger sur la provenance de son argent. La MAB ne représente pas et ne peut pas représenter toute la

communauté musulmane. Elle est farouchement hostile aux groupes musulmans qui sont en désaccord avec elle, par exemple Al-Fatiha, la LGB musulmane. La question fondamentale est la suivante : pourquoi les mouvements étudiant, ouvrier et antiguerre devraient-ils faire connaître un courant politique de droite et l'aider à s'implanter chez les musulmans ? En s'alliant avec la MAB, la coalition Stop the War risque de faire croire qu'elle s'intéresse davantage aux musulmans conservateurs et fondamentalistes qu'aux musulmans de gauche ou partisans de la laïcité (ou qu'aux ex-musulmans qui ne croient plus en Dieu).

Critiquer la MAB n'est pas faire preuve d'islamophobie ni être antimusulman ; beaucoup de musulmans, si ce n'est la plupart d'entre eux, sont fermement opposés au fondamentalisme, et les ouvriers, les femmes et les gens de gauche musulmans sont bien sûr les premières victimes des fondamentalistes lorsque ceux-ci prennent le pouvoir. Ce n'est pas une coïncidence si les mouvements socialiste, féministe et ouvrier dans les pays musulmans sont ceux qui s'opposent le plus violemment au fondamentalisme, puisqu'ils se battent pour sauver leur peau. Le Labour Party du Pakistan, par exemple, considère que le fondamentalisme est un « nouveau fascisme » et que Jamaat-e-Islami représente l'une des plus graves menaces auxquelles doit faire face le mouvement ouvrier au Pakistan.

N'est-ce pas faire preuve d'islamophobie que de supposer que tous les musulmans soutiennent la politique des fondamentalistes ?

La MAB et le mouvement antiguerre

Non seulement l'alliance de la coalition Stop the War avec la MAB risque d'éloigner les musulmans de gauche et ceux partisans de la laïcité, mais elle peut avoir le même effet sur les Juifs, les féministes et bien d'autres gens de gauche. Lors de la manifestation du 28 septembre 2002, il y avait beaucoup moins de groupes musulmans anti-fondamentalistes et de groupes de juifs de gauche que lors de la manifestation contre les bombardements de l'Afghanistan en 2001.

Les ressources financières considérables de la MAB lui permettent de mobiliser un nombre significatif de gens ; mais, en supposant même qu'une position clairement anti-fondamentaliste repousse plus de personnes qu'elle n'en attire, le nombre n'est pas tout. Nous croyons que la coalition Stop the War devrait avancer des

slogans démocratiques, internationalistes, en faveur de la laïcité, et s'enraciner fermement dans les mouvements ouvrier et étudiant — et, à l'intérieur de ce cadre général, tenter de mobiliser le plus possible de sympathisants.

La politique de la MAB

Les défenseurs de la MAB affirment souvent que cette organisation a condamné les atrocités du 11 septembre et s'est dissociée des activités des groupes islamistes les plus radicaux. Certes, le service d'ordre de la MAB a tenté de contenir des groupes comme Al-Muhajiroun lors de la manifestation du 28 septembre ; et il est vrai que sa politique n'est pas aussi extrémiste que celle

d'al-Qaïda. Cependant, cela ne veut pas dire grand-chose. Prenons une analogie : des groupes comme le Front national français ou le FPÖ autrichien ne sont pas fascistes, au sens où l'étaient les nazis allemands ; il est pourtant indubitable qu'ils font partie du même milieu politique. La MAB se situe à l'extrémité modérée, réformiste, de l'éventail du fondamentalisme islamique, mais fait partie du même spectre politique.

Accepter ces politiciens réactionnaires au sein du mouvement antiguerre, c'est prendre le risque de l'affaiblir et de le marginaliser.

Vickim

Lettre à propos de l'Irak et de la Palestine

Tu poses la question de savoir quelle position les révolutionnaires doivent défendre de façon à « indiquer clairement quelle issue, dans le cadre de chaque conflit, serait la moins négative pour les travailleurs de chaque pays ». Sans jouer sur les mots, le moins négatif pour les travailleurs irakiens, dans les jours qui viennent, serait qu'ils ne se prennent pas de bombes sur la gueule. Surtout lorsque l'on sait que les populations civiles sont devenues les cibles choisies et privilégiées des armées et des « saigneurs » de tout poil, mais aussi des mouvements de libération nationale. Dans cette mesure, le message que peuvent adresser les travailleurs anti-impérialistes aux travailleurs irakiens, est, non pas évidemment leur soutien à Saddam, mais leur opposition effective à cette guerre (les manifestations dans la rue ont joué ce modeste rôle), quels qu'en soient les présupposés.

Pour le reste, je laisse les divers partis, mouvements, organisations, groupes, groupuscules et scissionnistes groupusculaires, se pencher avec leurs grosses lunettes théoriques sur la question de savoir pourquoi la réalité historique refuse de se laisser gentiment analyser à l'aide de leurs grilles de lecture (..).

Pour ce qui concerne la situation en Palestine, il ne faut pas se cacher derrière son tout petit doigt tout petit, l'argument qui sous-tend le soutien aux Palestiniens quelle que soit la forme de leur lutte, les attentats en l'occurrence, c'est celui du principe de la « responsabilité collective », même s'il n'est jamais énoncé aussi explicitement : les peuples sont responsables collectivement de leurs gouvernements. Les Israéliens sont responsables de la politique de Sharon. Dans ce cas précis, on tombe en pleine illusion démocratique (peuple souverain, élections libres, majorité, bla-bla-bla) et c'est ceux-là mêmes qui combattent la « démocratie bourgeoise » qui s'y embourbent sans s'en rendre compte. Sharon ne fait qu'appliquer ce principe lorsqu'il instaure un climat de terreur dans les territoires palestiniens : les Palestiniens sont collectivement responsables de la politique d'Arafat. Les terroristes islamistes faisaient de même lorsqu'ils posaient des bombes dans le métro parisien. Les Américains pensaient la même chose lorsqu'ils rasaient les villes allemandes ou balançaient des bombes atomiques sur le Japon, ou encore bombardaient la Serbie. C'est ce même principe qui libère la conscience des terroristes de toute obédience qui choisissent les populations pour cibles.

Et ce principe, foncièrement nationaliste, dans sa version carrément nationaliste- raciale se traduit par : les peuples sont responsables d'exister. C'est ce que pensait Hitler et d'autres avant lui. Les Juifs seraient par définition responsables d'être juifs, et collectivement de surcroît, raison de plus pour les « génocider ». Je n'ai pas la place ici de développer, mais je pense que l'on n'insiste pas suffisamment sur ce point. On doit débusquer ce principe partout où il se cache et condamner de manière la plus intransigeante toutes les argumentations qui s'y réfèrent de manière implicite ou qui, par une logique perverse, y mènent à l'insu de l'énonciateur.

Luc, 28/2/2003

UN SIECLE D'INTERVENTIONS MILITAIRES

Le texte ci-dessous est la traduction **abrégée et adaptée** d'une liste partielle de 130 interventions militaires américaines entre 1890 et 1999, liste établie par l'organisation américaine Answer. J'ai supprimé de ce texte les allusions aux menaces américaines d'utiliser l'arme nucléaire car le texte « oubliait » les menaces soviétiques, quelques perles vraiment douteuses (ex. : le fait de présenter le narco-trafiquant, agent de la CIA et dictateur Manuel Noriega comme le dirigeant d'un « gouvernement nationaliste », sous-entendu « anti-impérialiste »!) et, quand je connaissais des estimations plus réalistes, revu les chiffres à la baisse. De toute façon, les chiffres avancés dans ce texte doivent être maniés avec la plus extrême prudence.. Ce document **est donc à prendre avec de grosses pincettes puisque Answer défend toutes sortes de dictateurs** dans le monde, de Saddam à Milosevic en passant par Castro, les dirigeants de la Chine et ceux de la Corée du Nord. Ce texte mélange et met sur le même plan les interventions humanitaires (évacuation de citoyens américains ou étrangers), les guerres coloniales (Vietnam, Philippines, Cambodge, Laos), les menaces nucléaires non suivies d'effets et celles suivies d'effets (Hiroshima, Nagasaki), l'aide logistique clandestine à des coups d'Etat (Iran, Guatemala, Chili), la répression des émeutes noires, des révoltes indiennes et des grèves aux Etats-Unis. Néanmoins, malgré toutes les limites de ce catalogue anti-impérialiste à la Prévert et bien d'autres critiques qu'il serait trop long de formuler, ce document a au moins le mérite de souligner deux points essentiels :

- l'armée américaine a l'habitude d'intervenir contre son propre peuple (13 cas mentionnés), même si évidemment cela n'a rien de comparable avec la terreur de l'armée chilienne, chinoise ou argentine. Et cette donnée contraste notablement avec la réalité de la plupart des pays d'Europe occidentale depuis 1945.
- les gouvernements des États-Unis se sont toujours mêlés des affaires des pays latino-américains (50 cas, donc près de la moitié des interventions à l'étranger ont eu lieu dans la zone des Caraïbes et en Amérique du Sud) mais aussi asiatiques (17 cas) et leur intérêt pour le Proche et le Moyen-Orient (15 exemples) s'est manifesté surtout après 1945 puisque auparavant les impérialismes britannique et français faisaient le sale boulot à leur place. Quant à l'Afrique (5 cas), toujours d'après cette liste, les Etats-Unis ne s'en mêlent activement que depuis les années 1970 et leurs interventions sont le plus souvent d'ordre « humanitaire » (Y.C.)

DAKOTA DU SUD (Etats-Unis) / 1890 (-?)/ Massacre de 300 Indiens Lakotas par l'armée à Wounded Knee.

ARGENTINE/ 1890/ Intervention de l'armée à Buenos Aires.

CHILI/ 1891/ Des Marines s'affrontent à des nationalistes.

HAITI/ 1891/ L'armée américaine réprime une révolte des Noirs.

IDAHO (Etats-Unis) / 1892/ Répression contre une grève de mineurs.

HAWAII/ 1893 (-?)/ Intervention de la marine et de l'armée américaines, renversement d'un royaume indépendant.

CHICAGO (Etats-Unis) / 1894/ Intervention contre une grève des cheminots 34 morts.

NICARAGUA/ 1894/ Occupation militaire de Bluefields pendant un mois.

CHINE/ 1894-95/ Intervention navale et terrestre dans la guerre sino-japonaise

COREE/ 1894-96/ Les Marines occupent Séoul pendant toute la guerre.

PANAMA/ 1895/ Intervention navale et terrestre, débarquement dans une province colombienne.

NICARAGUA/ 1896/ les Marines débarquent dans le port de Corinto.

CHINE/ 1989-1900/ Intervention contre la révolte des Boxers.

PHILIPPINES/ 1898-1910(-?)/ Intervention navale et terrestre pour prendre le pays aux Espagnols. 600 000 morts.

CUBA/ 1898-1902(-?) Intervention navale et terrestre pour prendre l'île aux Espagnols. Les Etats-Unis y possèdent toujours une base.

PUERTO RICO/ 1898(-?) Intervention navale et terrestre, pour prendre ce territoire à l'Espagne. L'occupation continue.

GUAM/ 1898(-?)/ Intervention navale et terrestre/ Ile prise aux Espagnols. Sert toujours de base.

MINNESOTA (Etats-Unis) / 1898(-?)/Affrontement avec les Indiens Chippewas à Leech Lake.

NICARAGUA/ 1898/ Marines débarquent dans le port de San Juandel Sur.

SAMOA/ 1899(-?)/ Envoi de troupes./ Intervention

dans les querelles pour la succession du roi.

NICARAGUA/ 1899/ Envoi de troupes./ Les Marines débarquent dans le port de Bluefields.

IDAHO (Etats-Unis) / 1899-1901/ L'armée occupe la région minière de Coeur d'Alene.

OKLAHOMA (Etats-Unis) / 1901/ Intervention contre la révolte des Indiens Creeks. Envoi de troupes.

PANAMA/ 1901-14/ Intervention navale et terrestre/ Le Panama est séparé de la Colombie. 1903, Annexion de la Zone du Canal.

HONDURAS/ 1903/ Intervention des Marines.

REPUBLIQUE DOMINICAINE./ 1903-04/ Intervention des troupes américaines.

COREE/ 1904-05/ Les Marines interviennent dans la guerre russo-japonaise.

CUBA/ 1906-09/ Les Marines interviennent pendant la campagne électorale.

NICARAGUA/ 1907/ Envoi de troupes./ « Diplomatie du dollar » et établissement d'un protectorat.

HONDURAS/ 1907/ Intervention militaire. Les Marines débarquent pendant la guerre avec le Nicaragua.

PANAMA/ 1908/ Marines interviennent durant la campagne électorale.

NICARAGUA/ 1910/ Les Marines débarquent à Bluefields et Corinto.

HONDURAS/ 1911/ Intervention militaire.

CUBA/ 1912/ Intervention militaire..

PANAMA/ 1912/ Les Marines débarquent durant la campagne électorale.

HONDURAS/ 1912/ Intervention des Marines.

NICARAGUA/ 1912-33/ Bombardements/ 20 ans d'occupation et de lutte contre la guérilla.

MEXIQUE/ 1913/ Intervention navale/ Évacuation des Américains pendant la révolution.

REPUBLIQUE DOMINICAINE/ 1914/ Intervention navale/ Affrontement avec les rebelles/

COLORADO (Etats-Unis)/ 1914/ Envoi de troupes contre une grève des mineurs.

MEXIQUE/ 1914-18/ Intervention navale, Envoi de troupes contre les nationalistes.

HAITI/ 1914-34/ Envoi de troupes., bombardements/ 19 années d'occupation.

REPUBLIQUE DOMINICAINE / 1916-24/ Envoi de troupes./ Occupation par les Marines pendant 8 ans.

CUBA/ 1917-33/ Envoi de troupes./ Occupation militaire, protectorat économique.

PREMIERE GUERRE MONDIALE/ 1917-18/ Interventions navales et terrestres.

RUSSIE/ 1918-22/ Interventions navales et terrestres/ Cinq débarquements contre les bolcheviks.

PANAMA/ 1918-20/ Envoi de troupes durant la campagne électorale.

YOUGOSLAVIE/ 1919/ Envoi de troupes./ Les Marines interviennent aux côtés de l'Italie contre les Serbes en Dalmatie.

HONDURAS/ 1919/ Envoi de troupes./ Les Marines débarquent durant la campagne électorale.

GUATEMALA/ 1920/ Envoi de troupes./ Intervention de deux semaines contre des syndicalistes.

VIRGINIE-OCCIDENTALE/ 1920-21/ Envoi de troupes contre une grève des mineurs.

TURQUIE/ 1922/ Envoi de troupes contre les nationalistes à Smyrne (Izmir).

CHINE/ 1922-27/ Intervention navale et terrestre durant une révolte nationaliste.

HONDURAS/ 1924-25/ Envoi de troupes./ Débarquement pendant les élections.

PANAMA/ 1925/ Envoi de troupes. Les Marines brisent une grève générale.

CHINE/ 1927-34/ Envoi de troupes./ Les Marines se déploient dans tout le pays.

SALVADOR/ 1932/ Intervention navale/ Bateaux de guerre envoyés durant la révolte de Faribundo Marti.

WASHINGTON DC (Etats-Unis) / 1932/ Envoi de troupes contre une manifestation des vétérans..

SECONDE GUERRE MONDIALE / 1941-45/ Interventions navales et terrestres, bombardements. Utilisation de l'arme nucléaire à Hiroshima et Nagasaki.

DETROIT (Etats-Unis) / 1943/ Envoi de troupes contre une révolte des Noirs.

IRAN/ 1946/ Envoi de troupes.

YOUGOSLAVIE/ 1946/ Intervention navale après qu'un avion américain fut abattu.

URUGUAY/ 1947/ Déploiement de bombardiers.

GRECE/ 1947-49/ Intervention de commandos spéciaux durant la guerre civile aux côtés de l'extrême droite.

CHINE/ 1948-49/ Envoi de troupes./ Les Marines évacuent les citoyens américains avant la victoire de Mao.

GERMANY/ 1948/ Pont aérien de Berlin.

PHILIPPINES/ 1948-54/ Commandos spéciaux de la CIA contre la révolte des Huks.

PORTO RICO\ 1950/ Intervention navale et terrestre, bombardements, révolte indépendantiste écrasée à Ponce.

COREE/ 1951-53(-?)/ Guerre contre la Chine et la Corée du Nord.

IRAN/ 1953/ Intervention de commandos spéciaux. Renversement de Mossadegh, installation du Shah au pouvoir.

VIETNAM/ 1954/ Aide militaire aux Français

GUATEMALA/ 1954/ Opérations des commandos spéciaux après la nationalisation des compagnies américaines. Aide à un débarquement d'opposants exilés.

EGYPTE/ 1956/ Envoi de troupes./ Les Marines évacuent les étrangers. LIBAN/ 1958/ Intervention navale et terrestre

PANAMA/ 1958/ Envoi de troupes./

VIETNAM/ 1960-75/ Envoi de troupes., intervention navale, bombardements/ Au moins 1 million de morts

CUBA/ 1961/ Opération des commandos spéciaux.

LAOS/ 1962/ Opérations des commandos spéciaux

PANAMA/ 1964/ Envoi de troupes.
INDONESIE/ 1965/ Opérations commandos / 500 000 morts suite au coup d'Etat
REPUBLIQUE DOMINICANE / 1965-66/ Envoi de troupes., bombardements/ Les Marines débarquent durant les élections.
GUATEMALA/ 1966-67/ Opérations des commandos spéciaux et Bérêts verts contre la guérilla.
DETROIT (Etats-Unis) / 1967 Envoi de troupes contre les Noirs :43 morts
ÉTATS-UNIS/ 1968/ Envoi de 21 000 soldats dans les villes après l'assassinat de Martin Luther King
CAMBODGE/ 1969-75/ Bombardements, Intervention navale et terrestre, 2 millions de morts suite aux bombardements, aux famines, au chaos politique.
OMAN/ 1970/ Opération des commandos spéciaux. Aide à la marine iranienne.
LAOS/ 1971-73/ Opérations des commandos spéciaux, bombardements des campagnes. Aide à l'armée sud-vietnamienne
DAKOTA DU SUD/ 1973/ Intervention des commandos contre les Lakotas à Wounded Knee.
CHILE/ 1973/ Opérations des commandos spéciaux. Intervention de la CIA pour aider le coup d'Etat de Pinochet
CAMBODGE/ 1975/ Envoi de troupes., bombardements
ANGOLA/ 1976-92/ Opérations de commandos / La CIA aide les rebelles soutenus par l'Afrique du Sud.
IRAN/ 1980/ Envoi de troupes., bombardements.
LIBYE/ 1981/ Intervention navale et aérienne
SALVADOR/ 1981-92/ Opérations commandos, Envoi de troupes. et de conseillers militaires. Aide à la lutte contre la guérilla.
NICARAGUA/ 1981-90/ Opérations commandos, interventions navales / La CIA aide les exilés de la Contra, pose des mines dans les ports.
LIBAN/ 1982-84/ Intervention navale, bombardements des positions syriennes, Envoi de troupes./ Les Marines expulsent l'OLP et soutiennent les Phalangistes.
HONDURAS/ 1983-89/ Envoi de troupes./
GRENADE/ 1983-84/ Envoi de troupes., bombardements/ Invasion.
LIBYE/ 1986/ Bombardements, intervention navale/ Frappes aériennes.
BOLIVIE/ 1986/ Envoi de troupes./ Aide de l'armée aux raids contre les trafiquants de cocaïne.
IRAN/ 1987-88/ Intervention navale, bombardements/ Les E.U. soutiennent l'Irak.
LIBYE/ 1989/ Intervention navale et combats aériens.
ILES VIERGES. / 1989/ Envoi de troupes./
PHILIPPINES/ 1989/ Soutien au gouvernement après un coup d'Etat.
PANAMA/ 1989-90/ Envoi de troupes., bombardements/ 2 000 morts
LIBERIA/ 1990/ Envoi de troupes./ Evacuation des étrangers durant la guerre civile
ARABIE SAOUDITE/ 1990-91/ Envoi de troupes pour défendre le Koweït; 540,000 soldats déployés dans la région.
IRAK/ 1990-?/ Bombardements, Interventions navales et terrestres / Blocus, frappes aériennes, 200 000 morts civils et militaires durant l'invasion de l'Irak; destruction d'installations militaires
KOWEIT/ 1991/ Bombardements, Intervention navale et terrestre/ La famille royale revient sur le trône.
LOS ANGELES (Etats-Unis) / 1992/ Envoi de troupes contre des émeutes anti-policières
SOMALIE/ 1992-94/ Envoi de troupes., intervention navale, bombardements.
YOUgoslavie/ 1992-94/ Intervention navale/ Blocus de l'OTAN contre la Serbie et le Monténégro.
BOSNIE/ 1993-95/ Frappes aériennes, bombardements
HAITI/ 1994-96/ Envoi de troupes, intervention navale/ Blocus contre le gouvernement militaire. Envoi de troupes.pour remettre au pouvoir le Président Aristide cinq ans après le coup d'Etat.
CROATIE/ 1995/ Bombardements
ZAIRE (CONGO)/ 1996-97/ Envoi de troupes./
LIBERIA/ 1997/ Envoi de troupes./ Evacuation de citoyens étrangers.
ALBANIE/ 1997/ Envoi de troupes./ Evacuation de citoyens étrangers.
SOUDAN/ 1998/ Frappes aériennes.
AFGHANISTAN/ 1998/ Frappes aériennes
IRAK/ 1998-?/ Bombardements, Frappes aériennes.
YOUgoslavie/ 1999 - ?/ Bombardements, frappes aérienne de l'OTAN

Ni patrie ni frontières

Bulletin de traductions et de débats

« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. »

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres « camarades », qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de « (con)vaincre » son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un « adversaire ». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient « activistes », « ouvriéristes », « syndicalistes », etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit « capital » de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites « théoriques ».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des « nouvelles ». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des « victoires » minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

A notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. A condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY (« Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières ») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Ce minuscule bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, ce bulletin se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Le nerf de la guerre...

Editer une revue demande du temps, bien sûr, mais aussi de l'argent. Comme nous l'avons annoncé dans le premier numéro, nous publierons nos comptes à chaque parution, ne serait-ce que pour inciter nos lecteurs à s'abonner et à diffuser *Ni patrie ni frontières* autour d'eux s'ils ont envie qu'elle dure de nombreuses années...

NI PATRIE NI FRONTIERES N° 1	
Vente directe :	37
Abonnés :	21
Librairies :	53
Total vendu au 15/3/2003	111

NI PATRIE NI FRONTIERES N°2	
Vente directe :	28
Abonnés :	23
Librairies :	18
Total vendu au 15/3/2003	69

— <i>Emma Goldman et la révolution russe</i>	
Vente directe :	9
Librairies :	31

Total	au 15/3/2003	40
-------	--------------	----

DEPENSES

Couvertures transparentes et de couleur,
baguettes de reliure, papier, enveloppes, timbres,
frais d'impression, etc. :

	3153
--	------

TOTAL DES DEPENSES (Revue + brochures)	
	- 3 328 euros

TOTAL DES RENTREES (Revue + brochures)	+ 1 827 euros
--	---------------

Pas besoin d'être comptable pour constater le déficit, ce qui est normal pour une publication militante vendue pratiquement à son coût de fabrication. Si ce numéro vous a plu, n'hésitez pas à faites connaître la revue autour de vous.

SOMMAIRE (PROVISOIRE) DES PROCHAINS NUMEROS

Nous présentons ci-dessous une liste provisoire, susceptible de modifications soit parce que les auteurs ou les groupes concernés nous refuseront l'autorisation de les publier, soit parce que nous trouverons des écrits qui dialoguent mieux ensemble, plus concrets, etc. Toute proposition sera donc la bienvenue, notamment en ce qui concerne les textes du courant anarchiste.

QUESTION NATIONALE

- Chris Harman : *Le retour en force de la question nationale*
- Murray Bookchin : *Nationalisme et question nationale*

RÉVOLUTION PERMANENTE

- P. Casciola : *Trotsky et la révolution permanente*
- T. Cliff : *La révolution permanente et le test de l'Histoire*
- Hal Draper : *ABC des mouvements de libération nationale*
- Hal Draper : *Le défaitisme révolutionnaire : du Comintern à Schachtman*

NATIONALISME en EUROPE

- P. Marfleet : *Nationalisme et internationalisme dans la nouvelle Europe*
- Neil Davidson et Donny Gluckstein : *Nationalisme et lutte de classes en Écosse*
- Eloy Val del Olmo : *La question nationale dans les années 30 en Espagne*

QUESTIONS AMERICAINES

Etats-Unis

- Voltairine de Cleyre : *Anarchisme et traditions américaines*
- CLR James : *La question noire*
- George Novack : *La Conquête des Indiens* . George Novack : *La destruction de la démocratie indienne* . — George Novack : *La lutte pour la terre*
- Loren Goldner : *Sur l'absence de parti ouvrier aux Etats-Unis*

ARGENTINE-BRESIL-VENEZUELA

- Oswaldo Coggiola : *MST et propriété agraire au Brésil*
- Política Obrera : *Lallement et le socialisme argentin*
- Grupo de propaganda marxista : *Chavez, farce et tragédie*

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

- Alexandre Berkman : *Qu'est-ce que le communisme libertaire ?*
- Hal Draper : *Les deux âmes du socialisme*. — Hal Draper : *Marx et l'autonomie ouvrière*

MARXISME ET ANARCHISME: UN DIALOGUE DE SOURDS

- Dave McNally : *Le socialisme par en bas* . — Infoshop.org : *Réponse à McNally*
- Louis Proyect : *Critique marxiste de Bakounine* . — Iain McKay *Comment ne pas critiquer Bakounine*
- Socialist Worker : *Marxisme et anarchisme ?* — Infoshop.org : *Réponse au SWP*

REVOLUTIONS BOURGEOISES

- George Novack : *La révolution était-elle nécessaire ?*
- Jean T. Tussey : *Tom Paine, un révolutionnaire*
- Dianne Feeley : *Mercy Otis Warren, mère de la Révolution américaine*
- Neil Davidson : *La révolution bourgeoise écossaise*
- Franz Mehring : *Luttes de classe pendant la révolution de 1848 en Allemagne*
- Alex Callinicos : *Les révolutions bourgeoises et le matérialisme historique*
- John Rees : *L'algèbre de la révolution*

ABONNEMENT ET CONTACT *Ni patrie ni frontières* coûte **7,5 euros l'exemplaire**. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 euros à l'ordre de Yves Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 euros) ou bien la même somme en timbres. Si vous désirez collaborer à notre bulletin, émettre des critiques ou des propositions vous pouvez écrire à : yvescoleman@wanadoo.fr ou : Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris — Téléphone : 01 45 87 82 11.

***Ni patrie ni frontières* N° 1 — Septembre 2002**

- SUR

L'URSS

Emma Goldman : *La vérité sur les bolcheviks* (1918). — *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923). — *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935). — *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938) — **Léon Trotsky** : *Beaucoup de bruit à propos de Cronstadt* (1938). — *Réponse à des questions de morale et d'Histoire* (1937). — **Chris Harman** : *Russie. Comment la révolution a été vaincue* (1967) . — **Mike Martin** : *Les bolcheviks contre la classe ouvrière* (1991).. — **Loren Goldner** : *Amadeo Bordiga et notre temps* (1991)

ACTUALITÉ Le mouvement des chômeurs en France. — Limites de l'antisionisme. — Les médias « de gauche » et Lutte Ouvrière. — Comment L. O. se piège elle-même. — A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste ». — « Voter les yeux fermés » : une curieuse conception de la démocratie.

***Ni patrie ni frontières* N° 2 — Décembre 2002 — FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE**

Chris Crass : Biographie de Voltairine de Cleyre. — Traditions américaines et défi anarchiste. — **Voltairine de Cleyre** : *De l'action directe* (1912). « Le mariage est une mauvaise action » (1907). **Lindsey German** : *La famille aujourd'hui* (1989) **Wendy McElroy** : *La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique*. **Arturo Peregalli** : *Femme, famille, morale sexuelle*. PCI (1945-1970).

ACTUALITÉ. **Chris Crass** : **Discussion avec des militants anti-guerre aux Etats-Unis**. — **Maxwell Teixeira da Paula** : **Mouvement des sans-terre au Brésil (2000)** **Nicolas** (Cercle social) : **Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'Etat (2000.)**. — **Idéologie et fonctionnement d'ATTAC (2001)**. — **Guy Fargette** : **Principes du verbalisme radical (1989)**. — **Yves Coleman** : **Limites de l'antisionisme (2)**

AUTRES BROCHURES DISPONIBLES

— **EMMA GOLDMAN ET LA REVOLUTION RUSSE** . — Quatre textes inédits en français
(48 p., 4 euros)

— **DEBAT SUR LA REVOLUTION RUSSE** : trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste.

Chris Harman : « Comment la révolution russe a été vaincue » (1967) ; **Mike Martin** : « Les bolcheviks contre la classe ouvrière » (1980) ; **Loren Goldner** : « Amadeo Bordiga et notre temps » (1988)
(58 p., 4 EUROS)

— **VOLTAIRINE DE CLEYRE, MILITANTE ET THEORICIENNE ANARCHISTE- FEMINISTE** — **RECUEIL N° 1**. Deux textes inédits en français, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage
(48 p., 4 euros)

7,5 euros